



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 SESSION ORDINAIRE 2008-2009

50^e séance, jeudi 7 mai 2009
51^e séance, jeudi 7 mai 2009

► La France accueille l'APF et le PFJ

Session ordinaire de l'APF

À l'invitation de M. Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée nationale française, la XXXV^e Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est déroulée du 2 au 6 juillet 2009 à Paris.

«L'APF est une des très rares assemblées interparlementaires qui réunit, autour de la promotion d'une langue, des valeurs humanistes et de la solidarité entre ses membres.», a souligné M. Accoyer. Siéger dans la plus grande ville de langue française au monde était donc d'autant plus symbolique pour les quelque 250 parlementaires parmi lesquels 15 Présidents d'Assemblées qui ont participé aux différentes réunions.

En séance plénière, les délégués ont débattu du thème général intitulé «crise financière, lutte contre la pauvreté et développement» qui a présenté, tant pour les pays du Nord que ceux du Sud, un intérêt particulier au vu de la situation de crise actuelle, surtout sur le plan économique.

L'APF a également attribué le statut de membre associé à l'Arménie et a ratifié un accord avec l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones en vue d'assurer un échange d'informations et de consultations réciproques sur les questions présentant un intérêt commun.

Dernier rapport de M. Jos Scheuer

Au cours de la réunion du Bureau, M. Jos Scheuer, Vice-Président sortant de la Chambre des Députés, a présenté, en tant que Trésorier international de l'APF, le rapport financier et les comptes de l'exercice 2008.



M. Jos Scheuer, Trésorier international, Mme Henriette Martinez, Présidente déléguée de la section française, M. Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire.

Il s'agissait de son dernier rapport devant cette assemblée puisque son mandat de député se termine et qu'il ne s'est plus représenté aux dernières élections nationales. Toutes les sections présentes ont tenu à remercier M. Scheuer de l'excellent travail accompli à son poste et l'ont félicité de la rigueur dont il a fait preuve dans la gestion des finances de l'APF pendant plus d'une décennie.

Sur invitation de M. Jacques Legendre, Secrétaire général parlementaire de l'APF, Mme Anne Brasseur, Députée, a participé en sa qualité de Présidente de la Commission de la Culture, de la

Science et de l'Éducation de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) aux travaux du Réseau des Femmes parlementaires et de la Commission de l'Éducation, de la Communication et des Affaires culturelles.

Enfin, l'APF a procédé au renouvellement de l'ensemble de ses instances et a porté à sa présidence pour les deux années à venir M. Yvon Vallières, Président de l'Assemblée nationale du Québec. Elle a également élu à sa première Vice-présidence M. Roch Marc Christian Kaboré, Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso et reconduit M. Jacques Le-

gendre, sénateur français, dans ses fonctions de Secrétaire général parlementaire. M. Jos Scheuer sera remplacé à son poste de Trésorier international par un membre de la Chambre des Députés, ce poste revenant traditionnellement à la section luxembourgeoise.

La prochaine session de l'APF se tiendra à Dakar au début du mois de juillet 2010 sur invitation de M. Mamadou Seck, Président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

Parlement francophone des Jeunes

La V^e session du Parlement francophone des Jeunes (PFJ), organisée en marge de la session ordinaire de l'APF, a réuni une soixantaine de jeunes de l'espace francophone.

Mademoiselle Anne Soisson qui a été choisie par la Chambre des Députés pour représenter le Luxembourg a participé aux débats sur le thème «les jeunes et les partis politiques». À l'issue de la réunion en plénière elle a été élue porte-parole du 5^e Parlement francophone des Jeunes.

Le PFJ a été créé sur décision des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie lors du Sommet à Moncton en septembre 1999 et vise à développer la formation civique en initiant les jeunes à l'activité parlementaire et à renforcer la solidarité entre jeunes venant de tous les horizons de la Francophonie. Les textes qu'ils ont adoptés ont été transmis aux parlementaires à l'occasion d'une séance d'échanges et seront soumis au prochain Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie.

DANS CE NUMÉRO

Aide sociale	p. 607
Fusion Clervaux, Heinerscheid et Munshausen	p. 620
Centre de rétention	p. 624

Sommaire des séances publiques N°s 50 et 51	p. 638
---	--------

Sommaire des questions parlementaires	p. Q180
---------------------------------------	---------



Melle Anne Soisson, représentante luxembourgeoise au PFJ

► «Le jour de liberté arrivera bientôt!»



Mat schaarfe Wierder huet de Lëtzebuerger Deputéierte Jean Huss d'Situatioun am Iran kommentéiert. «Ce régime iranien n'a jamais été démocratique, il s'agit d'une théocratie, d'une dictature religieuse, extrêmement autoritaire et réactionnaire, dont l'action criminelle des derniers jours me rappelle en partie quelque peu les tristes souvenirs des premières années de la dictature nazie.», sot hien am Kader vun enger Drénglechkeetsdebatt, de 25. Juni an der Parlamentarescher Versammlung vum Europarat.

Positiv ervirgestrach huet de Jean Huss awer d'Tatsaach, dass d'Leit am Iran sech net gewäerde

loossen: „Mir däerfen de positive Message, deem déi couragéiert Jugend an déi revoltéiert Fraen eis während deene puer historeschen Deeg vu Protest a Fräiheet ginn hunn, op kee Fall vergiesen!“

Zum Schluss huet de Lëtzebuerger Vertrieeder déi iranesch Oppositioun nach beschwuer, d'Hoffnung net ze verléieren. D'Geschicht hätt gewisen, datt praktesch all d'Diktaturen, souguer déi schroost Regimer, zu gudder Lescht dach zesummegebrach sinn, fir Fräiheet an Demokratie Plaz ze maachen: «Je suis absolument convaincu que ce jour de liberté arrivera très bientôt en Iran.»

◀ Un der Sätzungswoch vun der Parlamentarescher Versammlung vum Europarat zu Stroossbuerg vum 22. bis de 26. Juni hunn den Här Norbert Hauptert, d'Madame Anne Brasseur, an d'Häre Marcel Glesener a Jean Huss deelgeholl.

➤ L'OSCE face à de nouveaux défis sécuritaires

Trois députés luxembourgeois, Mme Lydie Err, Mme Viviane Loschetter et M. Marcel Sauber (ne s'étant plus présenté aux élections du 7 juin 2009 mais faisant encore partie de la délégation luxembourgeoise de l'OSCE-PA jusqu'à la nomination d'un successeur) ont passé une semaine de travail très chargée à Vilnius, à l'occasion de la séance annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE du 29 juin au 3 juillet. Le sujet principal de la 18^e session annuelle était «L'OSCE face à de nouveaux défis sécuritaires».

Ce sujet était abordé différemment par les rapporteurs des trois commissions dont les rapports et résolutions étaient discutés et amendés. Les commissions ont en outre débattu sur 26 points additionnels introduits par les délégations des 56 pays participants.

Les répercussions de la crise alimentaire mondiale

La commission «Affaires politiques et Sécurité» s'est notamment penchée sur la crise alimentaire mondiale qui risque d'avoir des répercussions sur la sécurité. Ainsi, en 2008, en raison essentiellement de la forte augmentation du prix des céréales, des incidents graves se sont produits dans de nombreux pays. Une dangereuse logique néocolonialiste incite des gouvernements et des banques à acquérir des millions d'hectares pour produire des denrées alimentaires à l'étranger, ce qui pourrait poser localement de graves problèmes de disponibilité de ces denrées. Certains pays participants de l'OSCE ont déjà été la cible de tels investissements du Qatar, des Émirats arabes unis, de la Corée du Sud, du Japon et de l'Arabie saoudite, de sorte qu'on peut constater que la course pour le contrôle de la production de denrées alimentaires de base à l'étranger est une



(de gauche à droite) Mme Lydie Err, M. Marcel Sauber et Mme Viviane Loschetter ont participé à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

des tendances les plus récentes de l'économie mondiale. Dans la déclaration finale de Vilnius, les parlementaires soulignent que la question de la sécurité alimentaire doit devenir une priorité essentielle de l'OSCE.

Coopérer pour surmonter la crise financière mondiale

La crise financière mondiale et ses effets dévastateurs notamment sur les pays les plus pauvres qui sont déjà victimes des prix élevés du pétrole et des produits alimentaires étaient au centre des débats de la commission «Affaires économiques, Science, Technologie et Environnement». L'Assemblée parlementaire de l'OSCE appelle en ce contexte à une coordination accrue entre États participants de l'OSCE dans la recherche d'une solution cohérente de la crise et soutient la lutte contre la fraude fiscale, la délinquance financière et le blanchiment d'argent et ap-

pelle à une meilleure réglementation des fonds propres des banques et notamment à la constitution de réserves supplémentaires. Elle demande aux États participants de s'abstenir de prendre des mesures de protectionnisme et de nationalisme économique, d'annuler celles qui ont été adoptées et de prendre des mesures pour élargir les marchés des pays en développement.

Cohésion sociale et sécurité

La commission «Démocratie, Droits de l'Homme et Questions humanitaires», pour sa part, est venue à la conclusion que les disparités socioéconomiques marquées entre les États et au sein des États qui découlent de la crise menacent la cohésion sociale et, par conséquent, la sécurité et compromettent les efforts déployés pour une croissance durable. Les groupes vulnérables et marginalisés de la population en sont disproportionnellement

et très durement touchés. Dans la déclaration finale de Vilnius, l'assemblée parlementaire de l'OSCE encourage les États participants à adopter des mesures visant à promouvoir une plus grande participation des divers groupes sociaux sur le marché du travail et les invite à mettre sur pied des systèmes nationaux de collecte de données pour mesurer l'égalité des chances et la non-discrimination.

Les parlementaires affirment l'importance d'un accès équitable à l'enseignement pour tous les enfants et les jeunes. Ils exhortent l'OSCE, ses missions de terrain et les États participants à redoubler d'efforts pour lutter contre la traite des êtres humains au moyen de programmes de prévention et à sensibiliser la population à ce problème, et à combattre résolument le travail des enfants.

L'organisation interne de l'OSCE

En séance plénière, les parlementaires ont adopté une résolution sur le renforcement de l'OSCE s'adressant à la prochaine réunion du Conseil ministériel de l'OSCE prévue à Athènes les 1^{er} et 2 décembre 2009. La composante parlementaire de l'OSCE exhorte les États participants de l'OSCE à réengager un dialogue politique authentique et transparent sur les questions relatives à l'Organisation, en y associant l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. La résolution, introduite par le président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE João Soares réélu en sa fonction au cours de la session annuelle, critique notamment l'absence croissante de pertinence politique de l'OSCE et le manque d'un débat significatif sur la plupart des recommandations de l'Assemblée parlementaire.

Question urgente sur les arrestations en Iran

La dernière journée de la session annuelle était réservée, outre à l'adoption de la déclaration finale et les élections du Bureau, à une résolution introduite par le parlementaire britannique Tony Lloyd sur les arrestations en Iran. Cette résolution introduite d'urgence condamne les arrestations d'employés iraniens travaillant à l'ambassade du Royaume-Uni à Téhéran, déplore les arrestations et l'intimidation de journalistes étrangers et iraniens travaillant en Iran et se déclare vivement préoccupée par la poursuite des violences en Iran. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE souscrit à la déclaration des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne réunis à Corfou sur le harcèlement ou l'intimidation de membres du personnel diplomatique.

Les résolutions et des informations complémentaires sur la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE sont accessibles au site Internet www.oscepa.org.

COMPTE RENDU N°16 • 2008-2009

NOUVELLES LOIS

Armes à sous-munitions

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Une arme à sous-munitions, ou arme à fragmentation („cluster bomb“ - BASM), est une bombe ou un autre projectile qui fonctionne comme un conteneur. Une fois largué, le conteneur s'ouvre et disperse des sous-munitions sur une zone d'impact qui peut avoir la taille d'un terrain de football. Ces sous-munitions devraient exploser au contact avec le sol, mais le pourcentage de sous-munitions qui n'explorent pas est relativement élevé. Elles sont conçues pour être utilisées contre des cibles militaires de grande taille. Utilisées hors contexte, ces armes sont particulièrement dangereuses pour les populations civiles en raison de leurs effets non discriminatoires dans l'espace et dans le temps.

Les armes à sous-munitions n'ont, jusqu'à présent, pas fait l'objet d'une convention internationale spécifique. Cependant, il est communément admis, en raison de la non-discrimination opérée, qu'elles vont à l'encontre du droit humanitaire international.

Il est généralement considéré que la Convention sur certaines armes classiques (CCW) offre le cadre idéal pour négocier un accord international sur les bombes à sous-munitions (BASM) qui aurait l'approbation des États utilisateurs. Une initiative a été lancée afin de réglementer l'utilisation et les

conséquences des BASM. Cette initiative, soutenue par le Luxembourg, a été faite en vue d'un mandat permettant de négocier, dans le cadre de la CCW, un instrument juridiquement contraignant permettant de régler les aspects humanitaires de l'utilisation de sous-munitions. Cette proposition de mandat n'a pas trouvé l'accord des États parties. Suite à cet échec, le processus visant à interdire les BASM a été repris par une initiative parallèle à la CCW lancée par la Norvège qui vise à mettre sur pied un traité d'interdiction juridiquement contraignant en 2008 au plus tard.

Le but annoncé du processus d'Oslo était d'interdire les BASM qui «causent des dégâts inacceptables aux civils». 111 États se sont mis d'accord sur une Convention lors de la conférence diplomatique de Dublin en mai 2008.

Afin de garantir une entrée en vigueur rapide de la Convention, le Luxembourg s'est engagé à ratifier la Convention dans les meilleurs délais. Dans son intervention lors de la signature de la Convention, M. le Ministre des Affaires étrangères a annoncé que le Luxembourg interdira également le financement de toutes les activités liées aux BASM dans son acte de ratification. Le Luxembourg va donc au-delà des obligations de la Convention et reprend cette interdiction qui avait déjà été un élément clé du projet de loi 5821 visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 12.01.2009

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

19.01.2009 Désignation d'un rapporteur

29.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.05.2009

Loi du 4 juin 2009

Mémorial A 2009, N°147, page 2038



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
Mme Colette Flesch, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Sommaire

1.

Dépôt d'une proposition de loi

-

M. Aly Jaerling
2.

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

-

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot

-

Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Charles Goerens, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Aly Jaerling

-

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
3.

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1)

la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2)

la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3)

la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite)

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4.

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1.

le développement et la diversification économiques, et

2.

l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite)

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5.

5906 - Projet de loi modifiant

-

la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

-

l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

-

l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite)

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6.

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite)

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7.

5934 - Projet de loi portant

a)

création de l'administration de la Nature et des Forêts

b)

modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c)

abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite)

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8.

5970 - Projet de loi portant approbation

-

du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

-

du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

-

de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008

-

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

-

Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Charles Goerens, M. Ben Fayot, M. Félix Braz

-

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

-

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9.

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

-

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Sylvie Andrich-Duval

-

Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, Mme Colette Flesch, Mme Vera Spautz, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Pierre Klein

-

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 8.59 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Neen, Här President.

» M. le Président.- Da komme mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Moien. Fir d'éischt hu mer de Projet de loi 5981 iwwert d'Streebommen. Et sief dorop higewisen, dass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an dass de Vote par procuration net erlaabt ass bei dësem Projet.

D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här...

(Interruption)

Oh, pardon, Här Fayot, den Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

1. Dépôt d'une proposition de loi

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Merci, Här President. Et gëtt vun eise Salariéen ëmmer méi Qualifikatioun verlaangt, ëmmer méi Qualifikatioun fir eng Aarbecht.

» M. le Président.- Entschëllegt, et geet ëm den Dépôt, net ëm den Exposé.

(Hilarité)

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech muss jo awer erklären, ëm wat et geet.

» M. le Président.- Jo, mä da maacht et kuerz!

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech wollt et jo kuerz maachen.

» M. le Président.- Jo, mä Dépôt ass Dépôt, an net...

Mä Dir hutt awer d'Recht, fir dat elo ze maachen, mä maacht et, wann ech gelift, kuerz.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Maja, da passt elo emol op, wéi séier dass dat geet.

Här President, ech maachen hei den Dépôt vun enger Proposition de loi, fir e Mindestloun anzeféieren och fir déi qualifizéiert Diplomer, déi iwwert dem Secondaire technique leien. Dat heescht, fir Diplomer vun héijere Studien, wéi zum Beispill Technikum oder Meeschterprüfung an och Unistudien.

Well d'Qualifikatioun hei am Land ëmmer méi gefrot gëtt a well duerch de Loundumping ëmmer méi Qualifikatioun zu manner Loun ugebuede gëtt a mer Loundumping kréien, wëll ech dat verhënnere mat dem Dépôt vun dëser Loi, fir dass gesetzlech Mindestléin agefouert ginn och fir méi héich Diplomer. Voilà.

6041 - Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

» M. le Président.- Merci, Här Jaerling, dat war kuerz a prezis.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Do sidd Der paff, hein!

» M. le Président.- Déi Proposition de loi hei geet an déi legislativ Prozedur.

De Projet de loi iwwert d'Streebommen. Den honorabelen Här Ben Fayot huet d'Wuert als Rapporteur.

(Interruption et brouhaha)

2. 5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.- Här President, virun e puer Woche war e Mann bei mir um Büro, Apdikter vu Beruff, Familiijepapp mat Kanner. Hie war iergendwann am Fréijoer 2008 sonndes mat senger Fra a senge Kanner op e Picknick. D'Kanner hu ronderëm op der Wiss gespillt, wéi op eemol e fierchterleche Knall lassgaangen ass. Ee vun de Bouwe louch do a sengem Blut - dout!

Dat war natierlech net zu Lëtzebuerg, dat war am Libanon. Fir déi libanesesch Familljen ass eng Welt zesummegebrach. Dee Klenge war op eng kleng Bomm getratt, déi dorëmmer louch. Dat heescht, op eng vun deene Streebommen, déi am Krich vun 2007 zwëschent Israel an der Hizbollah aus dem Libanon vun Israel agesat goufen. Mat deene Streebommen hat Israel deemools grouss Streecher vum Südlibanon iwwerdeckt an op Jore geféierlech gemaach, well eng ganz Partie vun Elementer vun deene Bommen net explodéieren, fir Joren dorëmmer leien, an déi

kleng Bommen explodéieren dann, wann een dorop trëppelt.

Dir wësst och, dass vill Lëtzebuerger Démi-neuren am Kader vun der FINUL och am Libanon tätég waren.

Här President, Streebomme gëtt et säit dem Zweete Weltkrich. Si si säithier perfektionéiert ginn. Et gëtt Milliounen där Waffen uechtert d'ganz Welt. Den éischte Produzent, mä natierlech net deen eenzegen, sinn d'USA. Et gëtt gesot, si hätten zwëschent 700 an 800 Milliounen där Streebommen. Et kënnen der bis zu enger Milliard sinn. An nëmmen 0,00004% enthalten e Système d'autodestruction. D'USA hunn déi Waffen do massiv agesat 1991 am Irak an och 2003 am Irak, an och op anere Krichsschauplätz, gradesou gutt wéi aner Natiounen.

Ech ginn hei als Rapporteur net elo am Detail op déi sougenannte Qualitéit vun deene Streebommen an. Ech wëll mech an der Haaptsaach op déi humanitär Risqué konzentréieren, déi doranner leien.

De Gebrauch vun deene Waffen enthält e grouss Risqué fir d'Zivilbevölkerung an d'zivil Infrastrukture wéi och ganz einfach d'Bëscher, d'Felder, d'Wisen an alles, wat et an engem Land gëtt, well d'Bombes à sous-munitions, sougenannt Streebommen also, explodéieren, wa se gepucht ginn op haart Ziler, mä net esou oft op méi mëllen, dat heescht op Wisen, op Waasser, op Bëscher. Do kënne se also leie bleiwen, ouni ze explodéieren, ausser, wa just een dorop trëppelt oder wann eppes Haardes dogéint kënnt, wéi ech scho gesot hunn. Déi

www.chd.lu

599

Streebomme kënnen och net désamorciéiert ginn, dat heescht, den Zünder kann net erausgeholl ginn. Si mussen also zur Explosioun bruecht ginn.

Et gëtt also Länner, wou déi agesat ginn, an déi Länner leide laang ënnert deene Folgen. Et ass ganz schwéier, ze soen, wéi vill Victimë bis elo vun deene Streebomme concernéiert waren. Handicap International, eng ONG, déi sech ganz intensiv mat deene Streebommen ofginn huet, seet, dass déi Streebommen do Regioneen polluéiere mat ongeféier 400 Milliounen Awunner. Sait 1973 goufen ëm 14.000 Affer gezielt. D'Donkelziffer ass héchstwahrscheinlech vill méi héich. Et gëtt geschätzt ëm 56.000. 98% vun den Affer dobäi sinn Zivilpersounen, a 40% dovunner si Jugen-lecher, dat heescht Kanner. Dat sinn also Kanner, déi iergendwou anzwousch spillen an dann ënnert deene Streebomme stierwen oder staark mutiléiert ginn.

Et gëtt sécher, Här President, vill geféierlech lwwerreschter aus Kricher, mä d'Streebommen hunn e ganz héijen humanitäre Risque. Si sinn och en plus onprezis, hunn eng geréng Fiabilitéit. Besonnesch, wa se laang stockéiert sinn, verléiere se un Explosiounskraaft, bleiwen awer trotzdem ëmmer geféierlech. D'Aktioun vun den ONGe war also nëmme berechtegt.

Ech wollt dorun erënnere, dass mer och hei an der Chamber eng parlamentaresch Vergaangenheet op deem Punkt hunn. D'Belsch war dat éischt Land, wat e Gesetz gemaach huet, fir déi Streebommen ze ver-bidden - bei sech natierlech. Et ass e Gesetz, wat nom belsche Sénateur Philippe Mahoux benannt gëtt, vum 18. Mee 2006. A Frankräich ass am Joer 2008, de 24. Mee 2008, deklaréiert ginn, dass se géifen d'Roquettes M-26 zrëckzéien, déi mat esou Streebommemunitioun fonctionnéiert hunn.

Hei zu Lëtzebuerg hat ech am August 2006 eng Question parlementaire un d'Regierung iwwert déi Fro gestallt. Den 12. Oktober 2006 huet de Charles Goerens eng Motioun déposéiert, déi och à l'unanimité vun der Cham-ber ugeholl ginn ass. De 13. Dezember 2007 huet d'Regierung e Projet de loi 5821 dépo-séiert, fir alles, wat mat Streebommen, all Aktivitéiten, déi mat Streebommen ze dinn hunn, zu Lëtzebuerg ze verbidden.

Ech wëll soen, dass et selbstverständlech zu Lëtzebuerg keng Stocke vu Streebomme gëtt. Et gëtt allerdéngs e puer Exemplären, déi kënnst Der zu Dikrech an de Kasäre kucken. Déi gi gebraucht, fir d'Démineuren ze forméieren. Dat si verschidden Zorten Exemplären, déi also zu reng friddlechen Zwecker gebraucht ginn.

An der Zwëschenzäit sinn awer, also 2007, 2008, Aarbechten am Kader vum Oslo-Prozess ugaangen. Et muss ee soen, dass de Problem vun de Streebommen och am Kader vum Protokoll 5, dee mat de Reschter vu Krichsexplosiven ze dinn huet, traitéiert ginn ass. Et huet sech awer erweisen, dass dee Protokoll 5 net elo duergaangen ass, fir sech mat de Streebommen ofzeginn.

Duerfir hunn dann am Februar 2007 40 Länner, ënnert deenen och Lëtzebuerg, sech zesummegeesat, fir 2008 en Traité aus-zeschaffen, deen d'Streebomme géif ënnersoen. Den 29. Mee 2008 hunn 111 Länner zu Dublin en Text ugeholl, fir d'Streebommen ze verbidden. Ënnert deene Länner waren allerdéngs weder d'Veereenegt Staten nach Russland nach China nach Indien, Israel, Pakistan, Nordkorea an den Iran. Dir gesitt do eng schéi Brochette vun interessante Länner. Den Traité oder déi Konventioun ass den 3. Dezember 2008 zu Oslo ënnerschrifwe gi vun 106 Länner, dovunner och Lëtzebuerg.

Ech wëll och soen, dass d'Konventioun u sech an onsem Projet de loi, dee mer de Moie fir d'Ratifikatioun virleien hunn, natierlech enthalen ass. An d'Regierung huet nach dräi Artikelen derbäigefügt, déi méi spezifesch och fir Lëtzebuerg interessant sinn, insbesondere d'Fro vum Finanzement, déi och schonn am Projet de loi vun der Regierung selwer dra war, dass also och zu Lëtzebuerg als Finanzplaz keng Streebomme solle finanziéiert ginn, besonnesch och net Elementer, déi zu der Fabrikatioun vu Streebomme kënnen féieren.

Selbstverständlech soll dat Verbuet - an dat gëtt express am Gesetz ënnerstrach - och

Stécker concernéieren, déi fir Streebomme kënnen gebraucht ginn. Also alles, wat Elementer, Piëcen, Transformatiounen an esou weider ugeet, déi an déi Streebommen eraginn, sinn natierlech och verbueden. Et gëtt och Sanktiounen dergéint.

Här President, mir sinn dat siwent Land, wat dës Konventioun ratifizéiert, no Éisträich, dem Vatikan, Irland, Laos, Norwegen a Sierra Leone. Ons Ambitioun war - dat hat den Här Ausseminister gesot -, eent vun den éischte Länner ze sinn, déi déi Konven-tioun do géife ratifizéieren. Dat Zil hu mer, mengen ech, erreecht. Dat siwent vun 106 ass kee schlechte Score. Et wär besser gewiescht, wa mer dat éischt gewiescht wären. Dat war awer net dran.

Vläicht nach ee Problem, deen ech wollt hei ënnersträichen, deen och vill diskutéiert ginn ass: Et ass kloer, dass mer hei an dëser Konventioun vill Länner hunn, mä awer och eng Partie Länner net dra sinn, mat deene mer Bündnisser hunn. Et sinn eng Partie Länner, déi zum Beispill an der NATO sinn, déi dës Konventioun net bis elo ënnerschrifwen hunn. Do stelle sech natierlech eng Partie Froen iwwert d'Relatiounen zwëschent deene Länner, déi dee Vertrag hei ënnerschréien, an deene Länner, déi en net ënnerschrifwen hunn, wat de Gebrauch vun de Streebommen ugeet.

Et gëtt ganz besonnesch den Artikel 21 ervirzehiewen, an deem ganz kloer gesot gëtt, dass dat Verbuet, wat am Artikel 1 vun der Konventioun niddergeschrifwen ass, universal ass. Mä den Artikel 21-3 erlaabt awer eng militäresch Zesummenaarbecht vu Vertragsstate mat Netvertragsstaten, zum Beispill fir ons, déi jo an der NATO sinn.

Den Artikel 21-4 seet, wat verbuede Ver-haltensweisen nom Vertrag sinn, et gëtt eng Partie vun deene verbuedene Verhaltensweisen un. D'Interpretatioun vun deem Artikel 21-4 kann een dohinner maachen, dass ee seet: Dee Katalog do ass keen definitive Katalog.

Dat heescht, Tätegkeeten, déi net aus-drëcklech erwähnt sinn an der Konventioun an domat also net explizit verbuede sinn; si se erlaabt oder net? D'Interpretatioun, fir ze soen, dass dee Katalog do keen of-schléissende Katalog ass, mä nëmme e beispillhafte Katalog, léisst also och Spill-raum op, fir weider Verbueder ze gesinn.

Ech wëll och dobäi soen, dass Island bei der Ratifizéierung eng Erklärung ofginn huet, fir ze soen, dass déi Opzielung vun den Interdictiounen, déi am Artikel 21-4 vun der Konventioun dra sinn, beispillhaft ass an net ofschléissend. Dat heescht, dass dee Katalog jee no der Natur vun den Aktivitéite kann ausgedehnt ginn.

Dann, ofschléissend, Här President, huet de Conseil d'État festgehalen, dass an der Konventioun gesot gëtt, dass Amende-menten zu där Konventioun kënnen mat enger Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Staten, déi déi Konventioun ënnerschrifwen hunn, elo ugeholl ginn, a well dat also eng Dévolution de pouvoirs souverains ass, huet de Statsrot festgehalen, dass dës Konventioun misst mat enger konstitutio-neller Majoritéit ugeholl ginn.

Dat waren, Här President, déi puer Re-marquen, déi ech zu dësem wichtege Projet wëll maachen. Et ass eng wichteg inter-national Konventioun, wou Lëtzebuerg jo och mat deelgeholl huet un där Prise de conscience. Ech erënnere dorun, dass all Joer och Handicap International op der Place d'Armes eng grouss Aktioun start, fir d'Leit dobaussen ze sensibiliséieren fir déi Problemer, déi eben déi Waffen do enthalen.

Ech fannen et also encourageant, dass d'international Communautéit esou eng Konventioun fäerdeg bruecht huet, mat där enger oder anerer Imperfection selb-stverständlech nach. Mä et ass trotzdem awer nach e grouss Schrëtt weider am Verbuet vun de Streebommen.

Et ass ze hoffen, dass zum Beispill e Land wéi d'USA, wat jo elo en neie Kurs féiert an der internationaler Politik, enges Daags och déi Konventioun akzeptéiert an akzeptéiert, fir sech vun deem risege Stock vun déid-leche Waffen do ze trennen, déi wéi gesot an der Haaptsaach d'Zivilbevölkerung elo touchéieren.

Dat gesot, Här President, wollt ech selbst-verständlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den honorabelen Här Mosar huet elo d'Wuert.

Discussion générale

» M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Gesetzesprojet iwwert d'Approbatioun vun der Konventioun vun Oslo zum Verbuet vu Streebommen ass ee vun deene Projeten, déi mir och perséinlech noginn an deenen ech eng ganz besonnesch Bedeitung zou-moossen.

Well ech mech an de leschte Joren e bësselche méi intensiv mat der Problematik vu Streebommen an ähnleche Waffesys-temer befaasst hunn, weess ech, wat fir e Leed ganz besonnesch fir d'Zivilbevöl-kerunge vun dëser Zort vu Waffen ausgeet.

Ufänke wëll ech awer meng Interventioun, andeem ech fir d'Alleréischst dem Rap-porteur Ben Fayot fir seng exzellent schrëft-lech a mëndlech Rapporte Merci soen, deem seng perséinlech Sensibilitéit fir dës Problematik ech och an deene leschte Jore kennen a schätze geléiert hunn.

Ech sinn dann och zesumme mam Rap-porteur frou, dass mer dëse Projet, dee sécherlech an den heitegen Zäiten net wäert eng absolut Prioritéit an de Medien hunn, awer nach virum Enn vun der Legis-laturperiod kënnen unhuelen an domadder bäidroen, fir vläicht an Zukunft manner Leed duerch dës Zort vu Waffen op d'Zivilbevöl-kerungen ze bréngen.

De Rapporteur huet et schonn ënnerstrach: Et geet hei ëm eng Zort vu Waffen, deenen hir Particularitéit dora besteet, dass se net nëmme besonnesch geféierlech sinn, mä och net einfach ze neutraliséieren sinn, well déi eenzeg Manéier, fir se ze entsuergen, ass iwwer eng Explosioun, déi da provo-zéiert gëtt. A well dëst eng ganz geféierlech Aart a Weis ass, fir ze entsuergen, hunn dann och an der Vergaangenheet schonn eng Rei vun Démineure vun de Vereenegten Natiounen hiert d'Liewen dobäi gelooss.

Wat den Impakt vun den Accidenter, déi duerch dës Zort vu Waffe provoziert ginn, ugeet, hunn ech scho virdrun ënnerstrach, dass dës haaptsächlech d'Zivilbevöl-kerungen touchéieren. Dat esou Acci-denter eng ganz Rei vun tragesche Konse- quenzen hunn, läit op der Hand. Dës gi vum soziale Käschtepunkt vun der Prise en charge vun den Affer iwwert d'Onméigle-heet vun deene concernéierte Bevölke-rungen, erëm an hir Regioneen zrëck-zekéieren, a schlussendlech si se och eng Brems fir den Erëmpobau vun den Infra-strukturen an iwwerhaapt de wirtschaftleche Wuesstum an deene betraffene Regioneen.

D'Diskussioun iwwert dës Streebommen ass dann och während laanger Zäit e kontroversel Thema gewiescht op der inter-nationaler Zeen, well eng ganz Rei vu Länner net bereet waren - an iwwregens och nach net bereet sinn -, e Schrëtt a Richtung vun engem komplette Verbuet vun där Zort vu Waffen ze goen.

Och haut ass et esou, dass dës Konventioun vun Oslo, déi mer duerch dëse Gesetzes-projet sollen approvéeieren, nach ëmmer vun enger Rei vu Länner net ënnerschrifwe ginn ass. Et pas des moindres, wann ech kucken, dass déi gréisste Länner vun der Welt - d'Veereenegt Staten, Russland, China, Indien, Iran, Israel a Pakistan, fir nëmme den déi ze nennen - bis elo nach ëmmer leider Gottes net bereet waren, hir Ënnerschrëft ënnert dës Konventioun ze setzen.

Ech setzen allerdéngs eng grouss Hoffnung an d'Obama-Administratioun, dass, wéi an enger Rei vun anere kriddelechen Dossieren, och hei wäert an Zukunft eng Bereitschaft bestoen, a Richtung vun engem Verbuet vun esou Waffen ze goen, well soulaang déi gréisste Länner vun eisem Planéit net mat ënnerschréien, ass dach déi praktesch Wierkung vun esou enger Konventioun relativ begrenzt.

Här President, ech wëll hei net op den Historique vun dësem Projet respektiv vun der Konventioun vun Oslo agoen. De Rapporteur huet dat op eng ganz detailléiert an akribesch Manéier gemaach.

Ech wëll just nach eng kéier ënner-sträichen, dass d'lëtzebuergesch Regierung eigentlech net dorop gewaart huet, bis et zur Ënnerschrëft vun der Osloer Konven-tioun komm ass, mä scho virdrun e Gesetz-esprojet deponéiert huet an eigentlech eréischt duerno décidéiert huet, dësen eréischt ofstëmmen ze loossen, nodeem d'Konventioun ënnerschrifwe wier. Dëst beweist dann och d'Sensibilitéit, déi d'Re-gierung dësem Dossier iwwer Joren accor-déiert huet, an ech géif och duerfir am Numm vu menger Fraktioun hir eis Uner-kennung dofir soen.

Här President, erlaabt mer awer, zu dëser gesamter Problematik nach zwou Bemier-kungen ze maachen: Éischtens, fir ganz besonnesch deenen Associatiounen, déi sech säit Jore fir de Verbuet vun esou Stree-bommen asetzen, vun dëser Plaz aus e

grousse Merci auszedrécken. Do denken ech natierlech haaptsächlech an éischter Linn un Handicap International, déi eng formidabel Lobbyaarbecht am Interessi vun der Saach mécht, och ganz besonnesch hei zu Lëtzebuerg, an déi sécherlech e grouss Mérite um Zustanekomme vun der Kon-ventioun vun Oslo huet.

Eng zweet Bemierkung gëllt dem Verbuet vun der Finanzéierung vun esou Stree-bommen, dat formell an d'Gesetz age-schrifwe ginn ass. Ech sinn dann och ganz besonnesch frou, dass hei de Statsrot dës Dispositioun positiv aviséiert huet, well ech ka mech nach dorun erënnere, dass virun nach net esou laanger Zäit am Kontext vun der Reform vum Waffegesetz den deemo-lege Statsrot sech a sengem Avis kate-goresch géint all Verbuet vum Finanzement vum Waffenhandel ausgeschwat huet.

Ech géif och hei de Wonsch widderhuelen, fir dass déi nächst Regierung an déi nächst Chamber am Kontext vun der lwwer-schaffung vum Waffegesetz a Richtung vun engem méi generaliséierte Verbuet vum Finanzement vum Handel vun enger Rei vu ganz besonnesch eeklege Waffe géif goen.

Ech sinn nämlech iwwerzeegt, Här President, dass et eiser Finanz- a Bankeplaz gutt géif zu Gesiicht stoen, ganz be-sonnesch an deenen turbulenten Zäiten, an deene mer liewen, wa mer eng Gesetz-gebung hätten, déi kloer géif soen, dass de Finanzement vu verschiddene Waffen oder Waffesystemer net kéint iwwer lëtze-buergesch Finanzinstituter finanziéiert ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, dass de Gros d'ailleurs vun dësen Transaktiounen iwwert déi Bankeplazen ofgewéckelt gëtt, deenen hir Regierungen Lëtzebuerg an aner Länner op eng gro Lëscht gesat hunn.

Et wär emol interessant, Dir Dammen an Dir Hären, wa vläicht d'OCDE géif eng gro Lëscht vun deene Länner maachen, deenen hir Bankeplazen hiert Geld haaptsächlech mat Waffentransaktiounen géife verdéngen. Do géif sécherlech en anert Resultat eraus-komme wéi bei där groer Lëscht, déi elo iwwert d'Paradis fiscaux opgestallt ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss wëll ech am Numm vu menger Fraktioun dann nach eng kéier ënnersträichen, dass d'Approbatioun vun der Konventioun vun Oslo en éischten, awer eminent wichtege Schrëtt a Richtung Ver-buet vu Streebommen ass.

Allerdéngs, an ech hunn et virdru schonn ënnerstrach, geet et mat dësem Schrëtt net duer. Mä mir mussen alles ënnerrhuelen, fir dass mer op déi Konventioun och nach d'Ënnerschrëft vun deene ganz grouss Länner wéi de Vereenegte Staten, Russland a China kréien. Well nëmme da wäerte mer eis definitiv a Richtung vun enger Welt bewegen, wou et keng esou Waffesystemer wéi Streebomme méi wäert ginn.

Ech géif schlëisse mat engem Zitat vum Plutarch, dee gesot huet: «Le temps des armes n'est pas celui des lois.» Mat deem Gesetz, wat mer haut stëmmen, drécken ech d'Hoffnung aus, dass mer e bësse manner Waffen an domat e bësse méi Fridden an eis Welt kréien.

An deem Sënn géif ech dann elo d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Merci.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den honorabelen Här Goerens huet d'Wuert.

» M. Charles Goerens (DP).- Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, ech war tentéiert, fir unzefänke mam Saz: „Was lange währt, wird endlich gut.“ Dee Saz wier awer e bëssen ongerecht, well et ass méi séier gaangen, wéi mer gemengt haten. Et ass méi séier gaangen, wéi mer gemengt haten, wéi mer déi Motioun hei an der Chamber gestëmmt hu virum e puer Joer, well an der Zwëschenzäit den Oslo-Prozess komm ass.

Ech froe mech, ob mer haut awer esou wäit wieren, wéi mer sinn, wann deen Oslo-Prozess net komm wier. Duerfir wollt ech a mengen éischte Bemierkungen deene Merci soen, déi Pionéieraarbecht an dësem Domän gemaach hunn. Dat ass ouni Zweifel d'Société civile, an un der Spëtzt Handicap International.

Zweetens, mengen ech, muss een awer och déi Pionéierroll vum belsche Stat ervir-sträichen. Et sinn nämlech d'Belsch, déi à l'origine si vun deem ganze Prozess vum Verbuet vun de Streebommen, well d'Belsch et fäerdeg bruecht hunn, op enger Toile de fond, déi awer wierklech méi schwierig ass wéi eis, e Gesetz ze stëmmen, wat

d'Produktioun an de Verkaf vu Streebomme verbitt. Ech soen, et ass schwiereg gewiescht bei hinnen, well si selwer Produktiounsanlagen hunn, fir esou Waffen ze maachen. Doduerch hu se dann och e Kräiz gemaach iwwert deen doten Deel vun hirer Industrie, an dat ass natierlech deem Land ganz héich unzerechnen.

Mir stëmmen deem selbstverständlech zou, well mer jo och mat à l'origine si vun deem ganze Prozess hei am Land. Ech mengen, datt dee Geste, dee mer deemools gemaach hunn, andeems mer d'Regierung opgefuerdert hunn, fir op de Wee ze goe vum Verbuet vun de Streebommen hei am Land, an der deemoleger Intentioun dee war, fir d'Belsch net eleng dostoen ze loossen a fir progressiv nei Alliéierter ze fannen an deem dote Prozess.

Den Osloer Prozess huet natierlech elo en Advantage, datt mer zu méi sinn, fir et ze maachen, mä et bleift awer nach enorm vill ze maachen. Et ass enorm vill ze maachen, well d'Veereenegt Staten, China a Russland an och nach anerer net bereet sinn, fir mat op dee Wee ze goen. Dat ass net gutt. D'Loft muss méi dënn gemaach gi ronderëm déi, natierlech duerch politesch Iwwerzeegungsaarbecht, awer och duerch Drock, dee vun ënne kënnt. Ech mengen, do solle mer och deenen, déi Drock vun ënne maachen, all Ënnerstëtzung ginn, fir esou wäit ze kommen.

Dat, wat een natierlech stéiert, sinn déi Klauselen, déi mer hu misse mat an d'Gesetz ophuelen, fir iwwerhaupt kënnen der Lëtzebuurger Regierung ze erlaben, op dee Wee ze goen. Mir wëssen, datt mer an deene militäreschen Aufgaben, déi mer gemeinsam maache mat deenen aneren Alliéierten, Partenären hunn, déi dat net esou gesi wéi mir. Ënner anerem d'Amerikaner. An Afghanistan si Streebommen agesat ginn. Mir si mat den Amerikaner zesummen do.

Nodeem d'ISAF an déi militäresch Aktioun vun den Amerikaner matenee verschmolt gi sinn, si mer nach méi no mat hinnen do militäresch op engem Niveau erëmzefannen. Sou datt awer nach esou e Brin d'ambivalence an deem ganze Gebare vu Lëtzebuerg drableift, a vun deenen, déi am Oslo-Prozess matmaachen.

Déi Ambivalenz besteet doranner, datt een engersäits sech eng Veste blanche certifiéiere léisst duerch dëst Gesetz, an op där anerer Säit, datt een awer Alliéierter toleréiert a gemeinsame militäreschen Aktiounen, déi nach ëmmer sech dem Prinzip vum Verbuet vun der Produktioun an dem Asaz vu Streewaffen net verschriwwen hunn. Dat ass a bleift soulaang gênant, bis et eriwwer ass domadder. Mir hoffen, datt ënnert dem Impuls vum nei gewielte President an de Vereenegte Staten dat do definitiv der Vergaangenheet wäert ugehéieren an nächster Zukunft.

Ech wollt natierlech dem Rapporteur Merci soen, dee fidèlement erëmbrecht huet, wat mer an der Kommissioun gemaach hunn, an och fir säin Asaz an deem doten Domän.

Ech wollt ofschléissend eng Remarque maachen iwwert déi allgemeng Situatioun, déi jo bekanntlech eis all Dag erëm léiert op en Neits, datt déi meescht Konflikter net mat militäresche Mëttelen ze léise sinn. Woubäi mer och net sollen esou blauäugeg sinn a mengen, mir kéinten ouni militäreschen Asaz auskommen.

An do wollt ech och de Realitéitssënn an de Pragmatismus vun de Leit vun Handicap International ervirsträichen, mat deene mer doriwwer geschwat hunn, déi sech och bewosst sinn, datt et leider Situatiounen gëtt an der Welt, wou een net ouni militäresch Asätz auskënnt. Ech denken, do, wou Génociden amgaange sinn, do, wou intern Konflikter esou staark sinn, wou eventuell aner Arméien zur Hëllef geruff gi mam Accord vun de Regierungen op der Plaz. Dat si scho penibel genuch Geschichten. A besonnesch schlëmm ass et do, wou

Génociden oder gréisser Mënscherechtsverletzung passéieren an engem Land mat der Complicitéit vun der Regierung.

Do hu mer de Choix tëschent dem Droit an der Compassion. Wann et nëmmen d'Compassion ass, dann hu mer deenen net vill ze bidden. Dat geet net duer do, wann ee mat enger Schubkar a mat enger Schëpp an esou e Land fiert. Do muss een och... Et deet mer leed, do muss een och nach d'Waffesystemer kënnen asetzen. Dat muss net dat sinn, wat mer haut verbidden, mä do gëtt et eng ganz Panoplie vu Méiglechkeeten, fir ze intervenéieren.

Duerfir, ech fannen, et kënnt een am wäitsten, wann ee pragmatesch a realistesch un d'Saachen erugeet. Ech war wierklech marquéiert vun deene Gespréicher, déi ech och am Virfeld mat de Responsabele vun Handicap International an där Hisiicht hat.

Déi lescht Remarque, déi ech wollt maachen, wëssend, datt mer déi meescht Konflikter net mat militäresche Mëttelen kënne léisen an datt se héchstens de leschte Recours sinn, nodeem alleguer déi aner virdu probéiert goufen an net duergaange sinn, fir engem Konflikt en Enn ze setzen, dat ass, datt mer virun enger Partie Échéancë stinn, wou een nach net vill mierkt kommen.

Ech denken zum Beispill un d'Verlängerung an un d'Revisioun vum Traité de non-prolifération nucléaire, wou och vläicht d'Europäesch Unioun méi eng aktiv Roll hätt kënne spillen, fir dee Prozess weiderzékriien. Déi Échéance ass 2010. Do steet viles um Spill. Wann déi grouss Länner, déi och hei net bereet sinn, elo schonn dem Oslo-Prozess bäizetrieden, net à même sinn, hir Arsenaler ze reduzéieren, dann ass d'Chance relativ kleng, datt d'Mëttelpuissancen datselwecht maachen. An da besteet leider och nach ëmmer d'Aussicht, datt Klenger sech wëllen d'Atombommen uneegnen.

Dat wär net gutt. Duerfir ass dës Debatt och vläicht gutt gewiescht, fir déi écrasant Responsabilitéit erëm eng Kéier ervirzesträiche vun deene grouse Puissancen. Dat nëmme just niewebäi bemierkt. Op där Toile de fond de misère économique, déi elo alleguer eis Ekonomien heemsichen, wär et vläicht eng Reflexioun wäert, fir an dee Sënn ze goen, wéi en elo grad skizzéiert gouf; a wär et nëmmen, fir d'Suen op där Plaz anzesetzen, wou se méi sënnavoll kënnen zur Konfliktbewälteung bäidroen an zur Preventioun vun neie Konflikter.

Dat gesot, wollt ech och ënnersträichen, datt meng Partei selbstverständlech eestëmmeg deen heite Gesetzesprojet matdréit.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den honorabelen Här Braz huet elo d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Ech wëll am Numm vun der grénger Fraktioun als Alleréischter der Regierung Merci soen, déi Hiert derzou bäigedroen huet, dass mer dee Projet ganz séier nach an och um Enn vun dëser Legislaturperiod konnten an d'Chamber bréngen. Dat war en allgemenge Wonsch, dass mer dat géifen hikréien. De Projet war beim Dépôt eng Kéier kuerz verschwonn, well keen esou richtig wousst, wou en an de Määndere vun der Verwaltung stieche bliwwen war, mä dat huet um Resultat näischt geännert. Mir kréien dat awer haut mam Vote hin.

Et ass eng gutt Saach, well ech mengen, dass et wichteg ass, och fir d'Regierung, mä och fir Lëtzebuerg, dass mer zu deene Länner gehéieren, déi grad an dëser Matière erëm eng Kéier musse mathëllefen de Wee ze weisen. Mir sinn net déi, déi Waffe produzéieren, mir sinn net déi, déi Waffensystemer kënnen asetzen, mir sinn och net déi, déi

derfir plädéieren, datt se agesat ginn, mä mir mussen also déi sinn, déi de Contraire maachen a probéiere mam Beispill virzegoen; a wat éischter, wat besser. Dat maache mer haut mam Vote.

Wéi all Waffe sti se stellvertriedend fir ganz vill Misär, egal wou an der Welt, wou se agesat ginn. An dat hei sinn net déi eenzeg Waffensystemer, déi onendlecht Leed an onendleche Misär verbreedten a verbreedten hëllefen. Mä déi heiten hunn nach eppes méi wéi déi aner. Dat sinn déi Waffensystemer, déi de Krich nach weiderféieren, wann de Krich am Fong eriwwer soll sinn.

Wann ee mengt, dass ee Fridden huet, an et leien nach ëmmer Stréibommen, da weess een, dass de Krich nach laang Nowierkungen huet, wat e souwisou huet op anere Pläng, mä hei och nach um Plang vun de Waffensystemer. A verschäerfend kënnt nach derbäi, dass een déi heite Waffensystemer net kann entschäerfen, mä dass ee se muss, fir se inoffensiv ze maachen, explodéiere loossen.

Info Handicap, déi ganz vill Mériten dorunner hunn, wann et déi Konventioun haut gëtt, schwätze vu ronn 400 Milliounen Leit, déi weltwäit betraff sinn dovun, déi an enger Regioun liewen, wou se op Schratt an Tratt, am dueble Sënn vum Wuert, mussen domadder rechnen, datt se kënnen op eng Stréibomm trëppelen, an dat an net manner wéi 24 Länner vun dësem Planéit.

Lëtzebuerg ass betraff iwwert déi Situatioun, duerch dat mënschlecht Leed, ëm dat et hei geet, an awer och, well Lëtzebuerg jo grad eng Spezialiséierung huet am Déménage. Eis Arméi huet eng vun hire Plusvaluen, wa se an der Welt eng Hand ueekt, grad am Déménage. An dat ass e weidere Grond, firwat mer zu Lëtzebuerg vläicht méi speziell och nach vun dëser Konventioun betraff sinn an eis vläicht nach méi konkret wéi anerer eppes heirënner kënne virstellen.

Lëtzebuerg bréngt elo als siwent Land seng Zoustëmmung. Mä mir sinn eis alleguerten eens - eenzel Virriedner hunn dat och scho gesot -, dass dat heiten natierlech nëmme säi Sënn a seng Wierkung in fine kann hunn, wann och alleguerten déi Länner matmaachen, déi déi Stréibommen och benotzen. An do sinn nach ganz vill Widderstänn ze iwwerwannen; Stéchwuert USA, Stéchwuert Russland, China an anerer nach.

Zwee Regreten awer vun eiser Säit.

Den éischte Regret ass dee vum Finanzement. Do sinn eiser Meenung no och nach effektiv weider Diskussiounen ze féieren a méi Kloeerheet ze schafen. Déi Formulatioun, déi mer an dësem Gesetz schlussendlech zrëckbehalen hunn zum Finanzement, wou mer jo déi - jo, et muss ee bal soen - Aschränkung dragesat hu vun der Connaissance de cause, ass net onproblematesch. Si ass net onproblematesch.

Bien entendu kann ee kee fir eppes strofen, deen déi Aktioun net bewosst an aktiv gemaach huet. Dat ass sécher richtig, an dee Prinzip ass och ganz vill wäert. Anersäits hu mer an anere Gesetzer, an notament nach gëschter Mëtteg an engem Gesetz, eng aner Formule gehat, déi vläicht besser gewiescht wär, déi net nëmme schwätzt vun der Connaissance de cause, mä déi hannendrunhänkt: „ou qui aurait dû avoir connaissance de cause“.

Dat ass eng zweet a weider Notioun, déi vläicht hei méi prezis de Rahme vun der Impunitéit hätt kënnen ofstiechen. Soit, d'Gesetz geet haut elo esou duerch, mä d'Diskussioun op deem dote Punkt vun der Responsabilitéit beim Finanzement ass an den Ae vun der grénger Fraktioun net ofgeschloss.

Den zweete Regret, mä do ass ee sécher net derlaanscht komm, ass déi Fro vun der Interopérabilité. Dat kann ee bedauern, well et jo awer eng Brèche ass am Verbuet. Anersäits, wann een déi Brèche net kritt hätt, hätt ee riskéiert zu kengem Ofschloss

ze kommen. Esou dass een do leider muss e Choix treffen, deen een net gären trëfft, an et muss een dann nolens volens akzeptéieren, dass d'Konventioun ënnert där doter Form ënnerschiwwen gëtt vun deenen, déi gudde Wëllens sinn - an hei emol eng Kéier an engem positive Sënn d'Koalitioun vun de Wëllegen. Där heiter géife mir eis der méi oft wënschen.

Dat gesot, wëll ech awer och dem Rapporteur, dem Här Fayot, nach Merci soen, dee sech och perséinlech, mengen ech, derfir agesat huet, dass mer déi Konventioun nach virum Enn vun der Legislatur konnte stëmmen. Duerfir Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Henckes huet d'Wuert.

» M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Handicap International kann haut frou sinn. Si sinn e Friddensnobelpräis gewiescht 1997. Si si Cofondateur vun der Campagne internationale pour interdire les mines. An haut wäerte mer och hei zu Lëtzebuerg eent vun deene Länner sinn, wat déi Konventioun vun Oslo géint d'Streebommen ënnerschrëift... also net ënnerschrëwen huet, mä haaptsächlech elo wäert d'Gesetz an den Traité stëmmen.

Et muss een hei awer och festhalen, datt bedauerlecherweis alleguerten déi Länner, déi Streebomme produzéieren, finanzéieren a souguer gebrauchen, leider net bei de Signatairen derbäi sinn. Dat huet eng gewësse Logik, mä et ass awer och onzefridde stellend. Mä ech hoffen, datt déi Konventioun, wa se elo allgemeng ratifizéiert gëtt vun de Signatairen, awer och no bausse wäert en Impakt hunn a verschidde Länner dann derzou bréngen, fir och déi Konventioun ze ënnerschrëwen a sech dorunner ze halen.

Leider muss een awer och festhalen, datt et nach vill aner Munitiounen gëtt, déi geféierlech sinn, déi och géint d'Zivilbevölkerung kënne gebraucht ginn - dat ass DIME, dat ass de Phosphor; wéi mer dat kierzlech gesinn hunn -, déi gradesou geféierlech sinn, aner Reaktiounen hunn.

Et muss een also hoffen, datt elo net, wann d'Verbuet vu Streebommen duerchgesat gëtt lues a lues, dann aner Waffe gebraucht ginn, fir och kënne géint d'Zivilbevölkerung agesat ze gi respektiv déi d'Zivilbevölkerung staark kënne benodeelegen.

Da muss een och ervirsträichen, datt natierlech duerch de Krich et eng etlech Handicapéierter uerchert d'Welt gëtt. Eng Persoun vun zéng, wann een den Donnéeë vun Handicap International gleewe kann, ass handicapéiert an der Welt. Dat maachen eng 650 Milliounen Leit.

Deene muss een natierlech och hëllefen. Do gëtt et eng Konventioun vun den Nations unies fir d'Promotioun vun de Rechter vun den handicapéierte Persounen. Déi ass ënnerschiwwen ginn am Dezember 2006. Mir wäeren och do frou, wann net dës Regierung, mä déi nächst Regierung och kéint den diesbezügliche Projet de loi déposéieren, fir datt mer och déi Konventioun hei kéinte stëmmen.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu dësem Projet ginn an och dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot, villmools Merci soen, well hien huet ons d'Aarbecht ganz licht gemaach an onse Commentairen duerch säin Exposé, deen en hei gehalen huet, an dee schrëfflechen Exposé, deen e gemaach huet.

» M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Jaerling nach kuerz.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

» M. Aly Jaerling (*Indépendant*).- Merci, Här President. Ëmmer wann et ëm Diskussiounen ëm d'Waffenindustrie geet, da kéint een am Fong all Kéiers dat Lidd ustëmmen: „I hope, I hope.“ Well all Kéiers, wa mer hei esou Diskussiounen féieren, da schwätzt mer driwwer: Elo musse mer awer hoffen, dass d'Amerikaner dat doten och matmaachen, oder allerguer déi, déi Waffen hierstellen, dat do och matmaachen.

Ech sinn einfach der Meenung, dass et net duergeet, dass mer ëmmer heihinner kommen an hoffen. Ech sinn der Meenung, dass mer sollen deen néidegen Drock maachen, och vun der EU aus deen néidegen Drock maachen, dass déi mussen endlech mat deene Waffen, mat deene Streebommen do ophalen, an dass och muss gekuckt ginn, dass endlech iwwerhaapt d'Waffenindustrie zur Vernunft kënnt.

De Problem ass natierlech esou, dass d'Waffenindustrie a besonnesch an deene grouse Länner wéi Amerika e riseg Potenzial duerstellt, eng riseg Lobby huet, a wou déi meescht amerikanesch Presidenten och nach vun där Lobby ofhänken. Dat soll een och emol eng Kéier hei soen.

Ech géif mech schwéier wonneren, wann de President Obama aus Amerika elo do iergendwéi kéint eppes anescht maachen. Och deen ass ënnert dem Drock vun där Lobby. An och dee wäert net vill do kënnen ëmrappen.

Et kann een ëmmer hoffen. Ma da kommt, mir hoffen net nëmmen, mä kommt, mer ginn awer vun europäescher Säit aus a mer maachen endlech deen néidegen Drock, dass dat do weltwäit ophéiert an dass och d'Waffenindustrie endlech weltwäit méi zweetrangeg gëtt.

Well ouni Waffenindustrie an ouni Waffen hu mer e séchere Fridden. Mä mat der Waffenindustrie, egal wéi kleng se ass, ass ëmmer d'Gefor vun engem Krich ginn an och ëmmer d'Gefor vu geféierleche Waffe ginn. Duerfir solle mer vun Europa aus wierklech deen néidegen Drock maachen, dass dat endlech ophéiert.

Ech soen Iech Merci.

» M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert solle elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

» M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir

d'éischt wëll ech och dem Ben Fayot Merci soe fir seng gutt Aarbecht, déi en hei gelescht huet, an alle Fraktiounen, déi och hei geschwat hunn. Ech mengen, et huet een hei gesinn, dass déi Interferenz am Intérêt vun der Chamber, an den Här Goerens huet dat jo mat der Motioun - ech mengen, dat war 2006 - ugeleiert, ganz gutt geklappt huet, an dass mer haut hei stinn an als eent vun deenen éischte Länner kënnen dat ratifizéieren, wat mer als Regierung ënnerschriwwen hunn zu Oslo.

Der wësst, dass 45 Länner de Pionéier waren am Februar 2007 am Osloer Prozess. An eent vun de Mandater, dat mer haten als Regierung, war jo net nëmmen ze kucken, dass mer zu Lëtzebuerg esou wéi an der Belsch e Gesetz géifen ausschaffen an der Regierung, mä dass mer och géifen - an dat war deen zweete Punkt, a fir mech dee wichtegsten - alles maachen, fir den internationale Prozess mat ze encouragéieren an do matzemaachen.

Nun, déi Osloer Deklaratioun ass ënnerschriwwen ginn Enn 2008, wéi mer wëssen. A vläicht muss ech e weéneig méi technesch ginn, fir awer ze soen, dass déi inakzeptabel humanitär Konsequenzen, déi verursaacht ginn duerch déi Streebommen, solle verbuede ginn.

Et huet méi wéi ee Joer gedauert, ier mer zu Dublin deemools den Duerchbroch kritt hunn. Dat ass kuerz, wann ee bedenkt zum Beispill wéi laang dass den Ottawa-Prozess gedauert huet. Et ass een ambitiësen Text entstanen an et si 94 Länner, déi ënnerschriwwen hunn.

D'Definitioun och nach eng Kéier, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun der Streebomm. Si ass am Artikel 2 no ganz, ganz villen Diskussiounen festgehalen ginn. An et ass eigentlech déi Definitioun, déi vum Här Kellenberger och proposéiert gouf: déi zillos a flächendeckend eng grouss Zuel vun net fiable Sous-munitiounen verstreeën. Dës Waffe sinn elo komplett verbueden. Betraff sinn 90% vun alle Bombes à sous-munitions, déi sech, zum Beispill, an de franséischen, an den däitschen, an den hollänneschen an an de briteschen Arsenalen befannen.

An ech mengen, wat den Här Jaerling gesot huet an nach aner Kolleegen heibannen, ech mengen, den Här Henckes och: Et ass net esou, dass mer als Europa net eis Responsabilitéit iwwerholl hunn. Et gëtt risen, rise Stocken an deene Länner, déi ech elo genannt hunn, virun allem an Däitschland, an England, an Holland. An déi hunn alleguerte sech engagéiert, fir déi Stocke futti ze maachen.

Et ass also, wa mer eis elo fokusséiere selbstverständlech op Länner... Mir hu Pakistan net genannt a mir hunn Indien net

genannt, mä mir hunn eis op Amerika, Russland, China fokusséiert. Dat stëmmt, mä loosse mer awer och dee konkrete Schrëtt positiv bewäerten, dee gemaach ginn ass vun den europäesche Länner.

Nun, d'Société civile - a jiddwereen huet dat gesot - huet eng historiesch Roll hei gespillt. Ech wëll awer och soen, dass d'Erwaardunge vun den ONGe ganz positiv waren. D'Cluster Munition Coalition, dat ass den Daachverband vun Handicap International a vun Human Rights Watch an amnesty international, huet an engem Communiqué gesot, dass d'Konventioun staark Dispositiounen hätt, dass kee Loophole, also kee Schlupflach dran ass, an Ausnahmen oder Transitionspérioden dra sinn, mat selbstverständlech de Restriktiounen, déi mer jo och alleguerten hei schonn ënnerstrach hunn.

Wat nach erlaabt ass - loosst mech dat och soen -, an dat Wuert „erlaabt“ ass jo äusserst zynesch, wann ee vu Bomme schwätzt, ass, dass an deene BASMen, déi elo nach erlaabt sinn - wéi gesot, ënner Gänseféisercher - nëmmen zéng Sous-munitiounen däerfen dra sinn. Bis elo waren dat der heiansdo honnerten.

Ech hat selwer d'Chance, am Laos ze sinn, wou mer als Lëtzebuerg bei OXO waren. Dat ass eng ONG, déi sech wierklech hiergëtt, fir nom Vietnamkrich am Laos zum Beispill ze déminéieren. Wann ee gesäit, dass déi Sous-munitiounen do, déi Bomben, dat sinn der wéi Tennisball nëmmen esou grouss. An déi kënnen en onheemleche Schued maachen.

Ech mengen, den Här Fayot huet hei e Beispill ginn, wat ganz émuvant war. Mä dat ass d'Resultat dovun. An haut an deene Länner vum Vietnamkrich stierwen nach honnerte vu Kanner am Joer, déi eben deene Geforen do ausgesat sinn.

Bon, ausserdeem muss all eenzel Sous-munitioun mat enger automatescher Auto-destructioun elo verbonne sinn, an all eenzel Sous-munitioun muss iwwer véier Kilo weien. Bis elo waren dat och nëmmen e puer honnert Gramm.

Elo kënnt dee Punkt - an den Här Braz, den Här Fayot, och den Här Mosar haten dat ugeschnidden - vun der Interopéabilitéit. Mir musse wëssen, dass mer zum Beispill als Lëtzebuerg jo an Afghanistan zu Kabul um Flughafe sinn. Do gëtt et Länner, déi hunn déi Konventioun hei net ënnerschriwwen. Et ass net nëmmen Amerika, Russland a China. Et sinn och e puer europäesch Länner, zum Beispill Finnland.

Finnland huet net ënnerschriwwen, well et seet: Mir mussen nach ëmmer déi Streebomme benotzen, fir eis Grenz mat Russland ofzesécheren. Bon, dat ass elo

eng Responsabilitéit vun de Finnen. Mä mir schaffen zesummen, zum Beispill um Flughafen zu Kabul, mat Finnland.

(*Interruption*)

Wann déi Dispositioun vum Artikel 21 vun der Interopéabilitéit net dra wär, da géif Lëtzebuerg sech juristeschtroffbar maachen, wann et géif zum Beispill mat engem Land, wat net ënnerschriwwen hätt, zesummen an Afghanistan operéieren. Duerfir ass et onméiglech, fir op d'Interopéabilitéit ze verzichten.

De Ben Fayot huet dat och gesot mat der NATO. Selbstverständlech gëtt et och nach Länner an der NATO - dat hu mer jo scho gesot -, déi net do derbäi sinn.

Elo wëll ech Iech awer och nach e Wuert soen iwwert d'Obligatiounen, déi mer hu mat där Ënnerschrëft. Et ass vläicht hei de Mueren net esou gesot ginn, mä mir mussen elo och als Lëtzeburger Land, wa mer hei ratifizéiert hunn an der Chamber, Promotioun maache mam Zil vun der Universalisatioun. Dat heescht, mir mussen déi Länner, déi nach net ënnerschriwwen hunn, opfuere, fir matzemaachen.

All déi Staten, déi ënnerschriwwen hunn, musse sech engagéieren, all deene Staten, déi der Konventioun net bäitrieden, matzedelen, dass se eng Obligatioun hunn am Kader vun der Konventioun, an och mir mussen déi Obligatioun respektéieren. Et ass fir d'Netmembere vum Asaz vu BASM ze discouragéieren. An drëtts och, dass mir eis engagéieren, dat steet jo kloer dran, weder ze produzéieren, ze kafen, ze stockéieren an och se anzesetzen.

An drëtts e Punkt och nach, dee vläicht méi genereller Natur ass, mä awer och wichteg hei ass, well en och am Ottawa-Accord dran ass; dat ass d'Hëllef vun de Victimé vu Streebommen. All Signatairé vun där Konventioun sinn obligéiert, deene Leit, déi duerch Streebomme verletzt goufen, ze hëllefen, fir hiert Liewen ënnert de beschtméiglechen Ëmstänn kënnen weiderzeféieren. Dat ass eng Hëllef, déi ass ganz prezis beschriwwen am Accord a geet och méi wäit, praktesch méi wäit wéi dat, wat an der Anti-Minen-Konventioun vun Ottawa virgesinn ass.

Dann als Lescht wëll ech och soen, dass keng Transitionspériod dran ass. Dat ass äusserst rar an esou grouse Konventiounen. Wann 30 Länner ratifizéiert hunn, dann trëtt déi Konventioun hei a Kraaft. Dir hutt et gesot: Et si bis elo sechs Länner, déi ratifizéiert hunn. Ech hoffen, dass um Enn vum Joer et der wierklech 30 sinn, scho vläicht souguer éischter.

Dat ass op jidde Fall d'Zil, an ech wëll nach eng Kéier och soen, dass déi Konventioun vun Oslo en général vun allen ONGen, vum

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chambre aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

Generalsekretär vun der UNO an och vum President vun Internationale Roude Kräiz guttgeheeschst ginn ass. An ech wëll och heifir op jidde Fall, ech hunn dat jo erlieft mat Handicap International Lëtzebuerg, déi kritesch, mä ganz konstruktiv matgehollef hunn, dass mer esou wäit komm sinn, och e grouesse Merci soen.

Déi Konventioun ass den 3. Dezember vu 94 Länner ënnerschrivwe ginn zu Oslo. Fir mech perséinlech war et ee vun deenen émouvantste Momenter an deene fënnef Joer, wou ech konnt dem Land elo déngen als Ausseminister, well et huet ee wierklech do gesinn, an ech war och begleet vu Leit, déi ebe wëssen, wat eng Streebomm ass, wat se kann um eegene Kierper fir Schied urlichten, an ech mengen, et waren déi Schwäizer Handicap International an och déi belsch, déi derbäi waren, well eis Organisatioun konnt net direkt vertrauede sinn. Dat war wierklech eppes, wat hänke bleift a wat a mengem Kapp och stieche bleift. An dass mer eis asetzen, fir deene Leit ze hëllefen an och fir Leit ze erspueren, dass se esou Misär kréien, ass schonn, mengen ech, eppes, firwat mer eigentlech Politik maachen.

Sou, elo nach vläicht ee lescht Wuert, wann Der wëllt, Här President, zu där Geschicht vun der Finanzéierung. Mir haten dat an d'Gesetz geschriwwen. Ech verstinn eigentlech net richteg, dass d'Finanzéierung net gefuerdert ginn ass. Déi Finanzéierung war ni een Thema an der Osloer Diskussioun. Och net zu Dublin. A si ass och eigentlech net vun den ONGe richteg no vir gedréckt ginn, ausser hei zu Lëtzebuerg, wou mer dat gemaach hunn, wou mer eis och mat Handicap International Lëtzebuerg driwwer ënnerhalen hunn.

Mir hunn dee Punkt gemaach. Ech mengen, den Här Mosar huet dat ganz gutt hei gesot, an och den Här Braz: Wann dat nach ka verbessert ginn, da sollte mer dat maachen. Ech mengen, do hëllefe mer eiser Bankeplaz méi, wéi mer hir schueden, wa mer déi Exceptiounen do drasetzen.

Voilà, Här President, ech soen lech villmools Merci an ech sinn iwwerzeegt, dass mer haut wäerten elo alleguerte fir déi Konventioun stëmmen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Ausseminister. Mir kommen dann direkt zum Vote vun dëser Konventioun, dat heescht dësem Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dir wësst, dass de Vote par procuration net erlaabt ass. Voilà. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5981 ass eestëmmeg ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum Vote vun enger Rei vu Projeten, déi gëschter aus verständleche Grënn net méi konnten ofgestëmmt ginn.

(Interruption)

De Mikro ass awer un. Also, da ginn ech mer Méi.

» **Plusieurs voix.** - Aaaahhh!

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Mir kommen zur Ofstëmmung vun enger Rei vu Projeten, déi, wéi gesot, gëschter net konnten ofgestëmmt ginn.

3. 5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite)

Mir fänken u mam Projet de loi 5273 iwwert d'Navigation aérienne.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5273 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Madame Flesch, wann ech gelift.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, ech hu fir den Här Krieps par procuration ofgestëmmt an do ass mäin Apparat erëm blann ginn, wéi dat gëschter geschitt ass. Ech wär dankbar, wann ee géif no deem Apparat kucken.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Mir versichen, esou schnell wéi méiglech ze operéieren. Den Här Goerens.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Här President, ech hunn en ähnleche Problem. Mäin ass nach e bësse méi komplizéiert. Ech hat de Choix tëschent dräi Kolleegen, an dunn ass mäin Apparat blann ginn.

(Hilarité)

Ech hat emol net...

» **M. le Président.** - Ech weess net, ob et eppes mat de Kolleegen ze doen hat.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Bei mir ass et net bis zur enker Selektioun komm, Här President.

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Entschëllegt, Här President.

(Hilarité)

Schreift mech och op bei déi wou Pech haben!

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Also, ech froe mech, ob bei der liberaler Fraktioun nach eppes fonctionnéiert haut de Moien.

(Interruptions)

Also, op jidde Fall ass de Projet eestëmmeg ugeholl bei kenger Géigestëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5273 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer,

Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. 5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques et

2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5905 iwwert d'Chauffeurs professionnels.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration.

(Hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Madame Flesch, war e Problem? Madame Flesch, weider kee Problem?

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Kee Problem.

» **M. le Président.** - De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Géigestëmm a kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5905 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

»

5. 5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite)

Dann de Projet de loi 5906 iwwert den Alkohol an d'Drogen hannert dem Steier.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass amgaang. Vote par procuration.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. 5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite)

Mir stëmmen dann of iwwert de Projet de loi 5968, de Bau vun der Bréck vu Gaasperech, wou den honorabelen Här Negri eis gëschter de Rapport gemaach huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5968 est adopté à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.



7. 5934 - Projet de loi portant

a) création de l'Administration de la nature et des forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite)

An da komme mer zum leschte Projet. Dat ass dee vun der Schafung vun der Administration de la nature et des forêts.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och de Projet de loi 5934 ass eestëmmeg ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes;

M. Aly Jaerling.

An ech denken, dass och hei d'Chamber d'Dispens gëtt?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Moien, dat ass de Projet de loi 5970 iwwert de Benelux-Traité. De Rapporteur ass den honorabelen Här Angel an deen huet elo d'Wuert fir de Rapport ze maachen.



8. 5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, Här Botschafter, d'Benelux ass virun allem an Europa ville Leit bekannt als e Musterbeispill vun enger gelongener regionaler Zesummenaarbecht. De Grond dofir ass ënner anerem, dass d'Zesummenaarbecht tëschent Holland, der Belsch a Lëtzebuerg schonn eng ganz laang Traditioun huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Benelux ass bekannt an Europa als Virreider am Domän vun der wirtschaftlecher Integratioun. D'Benelux-State si Membere vun der éischter Stonn och vun där Euro-päescher Unioun.

D'Benelux ass och bekannt als Innovateur, dee vill Politiken an Europa un d'Rulle bruecht huet. D'Benelux ass bekannt als Laboratoire, deen oft e Schrëtt viraus war, deen nei Iddien hat, déi duerno a méi engem breede Krees vu Länner ëmgëtt ginn.

Schonn eleng dofir ass et wichteg, d'Benelux weiderliewen ze loossen, mä souguer d'Benelux ze revitaliséieren an ze redynamiséieren. Dëst ass dann och d'Haaptzil vum Traité, deen haut hei an der Chamber ratifizéiert gëtt. Deen alen Traité leeft den 31. Oktober 2010 aus. En ass 1960 a Kraaft getrueden, mat enger Dauer vu 50 Joer.

D'Kooperatioun am Kader vun der Benelux huet awer net eréischt viru 50 Joer ugefaangen. Ofgesi vun der Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an der Belsch am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise hunn d'Benelux-Länner schonn an den 30er Joren zesummegeschafft.

De richtegen Ulaf fir eng Kooperatioun tëschent Holland, der Belsch a Lëtzebuerg gouf awer an der Zäit vum Zweete Weltkrich geholl. 1943 gouf zu London den Accord monétaire ënnerschräwwen, an 1944 dunn d'Convention douanière tëschent deenen dräi Länner.

D'Kooperatioun tëschent deenen dräi Länner huet sech tëschent 1948 an 1958 permanent intensivéiert. 1949 gouf den Accord de préunion économique ugeholl, 1953 e Protokoll iwwert d'Koordinatioun vun de Wirtschafts- a Sozialpolitiken an 1954 en Accord iwwert d'Zirkulatioun vum Kapital.

Den 3. Februar 1948 gouf dunn den «Traité instituant l'Union économique Benelux» ënnerschräwwen, deen 1960 a Kraaft getrueden ass. An hien hat d'Zirkulatioun vun de Persounen, Wueren, Kapital an Déngschtleeschungen zum Zil. En Zil, wat iwwerens och am Traité de Rome draustoung, deen ee Mount méi fréi ënnerschräwwen gouf wéi den éischte Benelux-Traité.

Déi véier Grondfräiheete stoungen dunn och an de 60er Joren am Mëttelpunkt vun der Benelux-Aktivitéiten, mä no an no huet dës Kooperatioun sech verbreedert.

D'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht, zum Beispill an der Beräicher Landesplanung, Ëmweltschutz, Energie, Tourismus an och d'Zesummenaarbecht an der Beräicher Justiz an Affaires intérieures hunn ëmmer méi eng grouss Plaz a geholl. An der Tëschenzäit gouf och den institutionelle Kader weiderentwéckelt duerch d'Schafung vum Benelux-Parlament duerch eng Konventioun aus dem Joer 1955 a vun der Cour de Justice Benelux, déi säit 1974 aktiv ass.

Erlaabt mer eng Klammer opzemaachen; ech hunn d'Benelux-Parlament ugeschwat: Lëtzebuerg hat d'Présidence an de Joren 2007 bis 2008; de Roger Negri war e gudder President. Hien huet et fäerdeg bruecht, dass hei all eis Ministeren an d'Plenarsitzung kommen dräi Länner Ried an Äntwert stoungen. Hien huet et och fäerdeg bruecht, méi inhaltelech politesch Diskussioune ze féieren. Och vill ass diskutéiert ginn iwwert deen neien Traité. D'Benelux-Parlament huet och hei säin Input ginn, an ech mengen, och de Marcel Oberweis, dee President ass vun der Lëtzeburger Delegatioun vum Benelux-Parlament, a vill aner Kollegen hunn do matgeholl.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Zréck awer elo erëm op d'Themen, déi d'Beräicher vun der Benelux-Aarbecht bestëmmt hunn. Dës Zesummenaarbecht, wéi grad gesot, ass am Laf vun der Zäit iwwert den Traité erausgaang. Dat louch ënner anerem och un der verstärkter Aktivitéit vun der europäescher Communautéit, déi jo och an der nämlecher Richtung vun der wirtschaftlecher Unioun geschafft huet.

Doduerch huet déi Entwécklung derzou bäigedroen, dass d'Benelux hir Aktivitéiten diversifizéiert huet, sech also dem verännerten Ëmfeld ugepasst huet, ouni dass elo den Traité geännert gouf.

An der Mëtt vun den 90er Joren huet de Comité des ministres op Basis vun engem Rapport vun engem Comité des Sages beschloss, dass sech d'Aktivitéiten vun der Benelux ronderëm eng Rei Beräicher konzentréiere sollten. An et waren dat: 1. d'politesch Kooperatioun an d'Concertatioun bei europäesche Problemer; 2. déi grenziwwerschreidend Kooperatioun; 3. de Marché intérieur an d'wirtschaftlech Kooperatioun; 4. Kultur, Fuerschung, Bildung a Formatioun; 5. d'fräi Zirkulatioun vun de Persounen a 6. Informatioun, Publikatiounen a Statistik.

D'Kooperatioun vun der Benelux war an der leschte 50 Joer ganz variéiert an esou ausgedehnt, dass et wierklech ze wäit géif féieren, wann ech dat am Detail opzielen.

D'Benelux huet et an där Zäit ëmmer erëm fäerdeg bruecht, hirer Virreiderroll gerecht ze ginn. Dat war net nëmmen an der Vergaangenheet de Fall, mä och zum Beispill wat d'Schengen- an d'Senning-Kooperatioun betrëfft.

Mä et gëtt och ganz rezent Beispiller, fir dat ze beleen. A titre d'exemple, stellvertriedend fir all déi aner nennen ech den Euro Contrôle Route, bei deem et drëms geet fir d'Kontroll vum Transport routier ze verbessern an esou fir méi Sécherheet op eise Stroossen ze suergen. Mëttlerweil si 14 Memberstaten a sechs Observateure mat derbäi. A bei der Revisioun vun der Direktiv 2006/22, déi Enn Januar proposéiert gouf, huet d'Europäesch Kommissioun sech ganz wesentlech op d'Viraarbechte vum Euro Contrôle Route gestäipt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

En anere Volet vun der Zesummenaarbecht betrëfft déi politesch Kooperatioun.

D'politesch Kooperatioun geschitt op fräiwëlleger Basis. Si ass net duerch den Traité virgeschriwwen. D'Benelux-Statene hunn zum Beispill regelméisseg gemeinsam Positiounen no bausse bezunn. Sief et a schrëftlecher Form, wéi zum Beispill duerch déi bekannte Benelux-Memoranden, oder sief et einfach nëmmen, dass sech am Kader vun der Aarbecht an internationalen Organisatiounen ofgestëmmt gouf.

Dës Kooperatioun hat an der Vergaangenheet munche Succès. Mat hire gemeinsame Positiounspabeieren hunn déi dräi Länner et oft fäerdeg bruecht, hir Intérëten op e gemeinsamen Nenner ze bréngen a se domat an Europa och ze verdeedegen.

Am Virfeld vun den EU-Sommete versichen d'Benelux-Statene hir Positiounen ze koordinéieren. Si entwéckele gemeinsam Standpunkten an tauschen Informatiounen aus. Et besteet och e stännege Kontakt tëschent der Représentant vum den eenzelne Länner am COREPER. D'Benelux-State concer-téiere sech och iwwer méiglech Kandida-

turen a verschiddenen Organer an Agencé vum der UNO.

Mä am Kader vun der politescher Kooperatioun gouf et och manner aktiv Phasen a Réckschläi. Ech denken dobäi un der Sträit iwwert d'Successioun vum Jacques Delors als President vun der Europäescher Kommissioun oder un d'Verhandlungen vum Traité de Nice, bei deem et ëm d'Sëtzverdeelung am Europäesche Ministerrot gong, an awer och un d'Fro vun enger militärescher Participatioun am Irak.

D'politesch Kooperatioun huet natierlech ëmmer am beschte funktionéiert, wann d'Divergenzen tëschent de Länner geréng waren oder wann et drëms gong, Kräften ze bündelen.

Eng réusséiert politesch Kooperatioun wäert och an Zukunft net ëmmer einfach sinn, mä deen neien Traité soll dofir deen néidegen Impuls ginn, fir dass an Zukunft erëm méi regelméisseg a konsequent an der Richtung geschafft gëtt. Am Kontext vun enger Europäescher Unioun mat 27 Memberstaten ass dat esou wichteg wéi nach ni virdu.

Den neien Traité ass de 17. Juni 2008 ënnerschräwwen. Den Traité ass fir eng onbestëmmt Zäit ofgeschloss ginn an e kënnt mat nëmme 40 Artikelen aus. En ass also méi kuerz wéi säi Virgänger mat 100 Artikelen.

Den Traité soll d'Kooperatioun vun der Benelux-Länner redynamiséieren an hir nei Impulser ginn. E soll d'europäesch Vociatioun vun der Benelux ënnersträchen an der extern Dimensioun stäerken. Fir dat ze erreechen, goufen d'Haaptzilsatzungen vun der Benelux reformuléiert an en neien Aarbechtskader gouf geschaf.

Den Traité definéiert dräi grouss Kooperationsberäicher: 1. d'Weiderentwécklung vun der wirtschaftlecher Unioun an d'Ëmsätze vun enger gemeinsamer Politik, wat d'wirtschaftlech Relatiounen mat Drëttstaten ubelaangt; 2. den Développement durable an 3. d'Zesummenaarbecht an der Beräicher Justice an Affaires intérieures.

Dës Upassung ass néideg ginn, well se der aktueller Zesummenaarbecht vun der Benelux Rechnung dréit an och genuch Raum fir déi zukünfteg Entwécklung léisst. Wéi virdu gesot, war dat bei deem alen Traité bäi Wäitem net méi de Fall.

D'Formulatioun vun den Ziler am neien Traité ass iwwerdeems gutt gewielt, well se eng sënnvoll Zilrichtung ugëtt an och flexibel genuch ass, fir op Erausforderungen vun der Zukunft reagéieren ze kënnen. Konsequenterweis schwätze mer also elo och net méi vun enger Union économique Benelux, mä einfach vun der Unioun Benelux.

Méi konkret gëtt et da mat deenen neie gemeinsamen Aarbechtsprogrammen, enger wesentlecher Neierung vun dësem neien Traité. Si definéieren d'Prioritéiten vun der Zesummenaarbecht innerhalb vun deenen dräi Ziler.

Et handelt sech hei och ëm e flexibel an dynamescht Instrument, dat regelméisseg iwwerpréift an, wann néideg, och adaptéiert ka ginn.

D'Kooperatioun vun der Benelux kann esou och op déi aktuell Problemer agoen, déi méi kuerzfristeg optauche kënnen.

Den éischte gemeinsamen Aarbechtsprogramm, deen d'Joren 2009 bis 2012 ofdeckt, ass iwwerens scho vum Comité des ministres adoptéiert ginn, an der-niewent gëtt et nach e järeleche Plan de travail.

E weidere Changement betrëfft d'Verein-fachung vun der Strukturen. Den Traité gesäit fënnef Institutiounen vir: de Comité des ministres Benelux, de Conseil Benelux, d'Benelux-Parlament, d'Cour de Justice Benelux an d'Generalsekretariat.

De Comité des ministres bleift d'Haapt-déci-siounsorgan vun der Benelux a muss sech elo nëmme méi eng Keier am Joer treffen. Seng Zesummesetzung ass méi flexibel ginn. Den Traité schreift vir, dass all Land op d'mannst mat engem Minister muss vertruede sinn.

D'Zesummesetzung vum Comité kann awer variéieren, jee nodeems wat fir eng Politikberäicher um Ordre du jour stinn.

De Fonctionnement vum Benelux-Parlament a vun der Cour de Justice ginn duerch den Traité net verännert. De Collège arbitral gehéiert net méi zu den Institutiounen vun der Benelux. Hien ass ni zesummekomm, notamment well d'Benelux jo eng Cour de Justice 1974 krut. Och de Conseil consultatif économique et social, deen net gutt fonctionnéiert huet, an dee rigid System vu Kommissiounen a Spezialkommissiounen stinn net méi am Traité.

En anert wichtegt Element betrëfft d'Aus-sendimensioun vun der Benelux. Den Traité gesäit d'Kooperatioun mat anere Staten oder mat aneren Entitéiten ausdrécklech vir. D'Benelux kann an deem Zesummenhang och Traitéen ofschléissen. E gutt Beispill fir esou eng Kooperatioun ass déi rezent Zesummenaarbecht mat Nordrhein-West-falen. Am Dezember vum leschte Joer hunn d'Regierungschefe vun de Benelux-Länner an de Ministerpresident vun Nordrhein-Westfalen eng politesch Deklaratioun ënnerschríwwen, déi d'Zesummenaarbecht tëschent dëse Partner weider verdéiwe soll.

An deem Instrument stécht nach ganz vill Potenzial, well esou Kooperatioune bidde sech och fir aner Regiounen am däitschen an am franséische Grenzgebitt un. Duerch dës Kooperatioune kann d'Benelux mat hire Partner duerch eng gemeinsam Approche spezifesch Léisungsweeër fir gemeinsam Problemer aschloen.

En aneren Deel vun den Aussebezéiunge betrëfft d'Relatiounen mat aneren iwwer-regionalen Zesummeschlëss oder Organi-satiounen. Zum Beispill treffe sech d'Benelux-State regelméisseg mat den dräi baltесhe Staten um Niveau vun den Ausse-ministernen. Déi Form vu Concertatioun gouf et an der Zäit och emol mat de Visegrád-Staten.

Et ass awer hei ze bemierken, dass dës Concertatioun mat anere regionalen Orga-nisatiounen an den Domän vun der poli-tescher Kooperatioun fält. Den Traité huet d'politesch Kooperatioun net institutiona-liséiert, an ech mengen, dat ass och gutt esou. Wann ee gesäit, wéi séier d'politesch Discoursë sech an engem Land kënnen änneren, dann ass dat och gutt esou, dass een net zu dëser Kooperatioun gezwongen ass.

Den neien Traité an d'Diskussioune vun de leschte Joren iwwert d'Roll vun der Benelux sollen awer trotzdem Ulass sinn, fir d'poli-tesch Kooperatioun erëm ze verstärken. Dat ass wichtig, well de Pouvoir vun deenen dräi Länner, relativ gesinn, duerch d'Erweiterung vun der EU erofgaangen ass. An der Europäescher Unioun vun haut ass et néideg, fir sech séier op den Dos-sieren ze positionéieren, am beschten zesumme mat anere Partner, déi déi-selwecht Iddien hunn.

Duerch seng laang Zesummenaarbecht huet d'Benelux Virdeeler par rapport zu anere Länner oder regionale Koopera-tiounsorganisatiounen. Eng aner Entwéck-lung, déi dës politesch Kooperatioun méi wichtig mécht, sinn d'Concertatioune vun de grouesse Memberstaten, déi ëmmer méi oft an der Lescht am Virfeld vun den Décisiounen am Conseil geschéien. An dësem Sënn begrësse mir och d'Décisioun vun den dräi Ausseministere vun de Benelux-Länner, déi sech engagéiert hunn, sech och am Ufank vun all Présidence vun der EU ze gesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Traité ass déi richteg Äntwert, fir d'Zesummenaarbecht vun de Benelux-Staten ze regelen. En ass op laang Dauer ausgeriicht. E berücksichtegt déi laang-jähreg Erfahrung vun der Benelux-Koope-ratioun an e gëtt der Benelux-Zesummen-aarbecht nei Impulser. Den Traité schafft e Kader, dee genuch Flexibilitéit bitt, mä och Ziler definéiert. Hien erlaabt et, dat Erreechent ze konsolidéieren, a mécht Dieren op fir d'Zesummenaarbecht an neie Beräicher. E liwwert iwwerdeems e stabile Kader an déi néideg Instrumenter, fir d'Benelux-Zesummenaarbecht ze förderen an och ze revitaliséieren. An deenen nächste Jore gëllt et, dëse Kader ze notzen an och dëse Kader mat Liewen ze fëllen.

Ech wollt nach bemierken, dass mir als Lët-zebuerg dat éischt Partnerland vun deenen dräi sinn, déi dësen Traité ratifizéieren, an ech hoffen, dass mer mat dësem Vote en Zeeche ginn un eis Kolleegen an der Belsch an a Holland.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

»»» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Marc Angel Merci, an als éischte Riedner ass den Här Marcel Ober-weis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

»»» **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, erlaabt mer am Ufank dem Rapporteur Marc Angel Merci ze soe fir säi schréfflechen an och elo mëndlech virge-droene Rapport. A senger Ried ass hien op déi wichtigst Eckpunkte vun dem Traité agaangen. Ech wëll nach just e puer Wuert bäihänken hei an der Kooperatioun Benelux.

Déi grouss Fro, déi sech am Joer 2008 gestallt huet, war déi: Solle mer den Traité virufueren, oder solle mer en ophalen? Et ware Kräften, där enger an där anerer, um Wierk. Sollt een d'Kooperatioun weider-maachen? Wéi gesot, et ass net ganz kloer erauskomm, mä iergendwann ass awer gemierkt ginn, dass de Pro, fir virun-zefueren, iwwerweit. Däerf ech drun erënneren, dass dës Diskussiounen intensiv während der Lëtzebuenger Présidence vun dem Benelux-Parlament an de Joren 2007 an 2008 gefouert goufen? Ons Vertrieeder aus der Chamber hei hunn do eng ganz gutt Aarbecht geleescht.

Fir d'Regierungen aus den dräi Länner Holland, Belsch a Lëtzebuerg war et awer vun Ufank u kloer, dass si de Benelux-Traité weiderféiere wollten. Si hunn awer ze ver-stoe ginn, dass si den Traité aus dem Joer 1958, deen den 1. November 1960 a Kraaft getrueden ass, nei orientéiere wollten. De Benelux-Traité sollt zu engem performanten Outil fir d'Aarbechten am 21. Jorhonnert ëmgestréckt ginn. Hie sollt eng nei Dynamik an déi grenziwwerschreidend Zesummen-aarbecht bréngen.

Dëst Zil ass fir d'Zukunft vun der Koope-ratioun bäi Wäitem méi wichtig wéi déi historesch Missioun vun der Benelux, déi aus enger wirtschaftlecher Integratioun an der Schafung vun engem gemeinsame Maart bestanen huet. An dat war zu enger Zäit, wou d'Europäesch Unioun nach an der Wéi louch. An de 50er Joren, besser gesot an de 50 Joer vu senger Existenz sinn niewent de wirtschaftlechen Interessen nei Beräicher, ënner anerem den Ausbau vun de reellen a virtuellen Infrastrukturen, d'Landesplanung, d'Energieversuergung an den Ëmweltschutz wéi och den Tou-rismus derbäikomm. Doriwwer eraus sinn an der jéngster Vergaangenheet d'Be-räicher Justiz an Affaires intérieures ëmmer méi wichtig ginn.

D'Ausaarbechtung vun deem neie Benelux-Traité war dofir och vum décidéierte Wëlle gedroen, dass sech net méi haaptsächlech op déi wirtschaftlech Aspekter sollt konzen-tréiert ginn. Dofir sollt och den Numm vun der Zesummenaarbecht tëschent den dräi Länner geännert ginn, an zwar „Benelux-Unioun“, an net méi „Benelux-Wirtschafts-unioun“, well jo aner Gebidder och mat bäikomm sinn. Et gëtt gewënscht, dass déi dräi Benelux-Länner weiderhin, obscho si am Verglach zu anere Memberstaten zu de Kleng- a Mëttelstate gehéieren, eng Vir-reiderroll bannent der Europäescher Unioun spille sollen an doriwwer eraus déi grenz-iwwerschreidend Zesummenaarbecht op verschiddene Sujete verdéiwe sollen.

Deen neie Benelux-Traité reit sech esou an d'Logik vun deem alen Traité an. Duerch den Traité, dee si bënnt, kënnen si am Virfeld vun den europäesche Conseilen hir Posi-tioun diskutéieren a mateneen ofstëmmen, fir méi Gehéier bei de Groussen ze fannen. Dat ass grad elo, an där schwiereger Zäit vu wirtschaftlecher Instabilitéit, wichtig, well een d'Gefill net lass gëtt, dass déi grouss Länner an der Europäescher Unioun sech zesummendoen, fir Europa no hire Visiounen nei ze uerdnen. Duerfir ass et wichtig, dass d'Benelux duerch concer-téiert Aktiounen op der europäescher Bühn op sech opmierksam mécht, an dat zum Notze vu senge 25 Milliounen Awunner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, an der Zukunft bliewen eng ganz Rei vu politesch relevante Beräicher bestoen, an deenen d'Gewicht vun der Europäescher Unioun net esou ausgeprägt ass. No dem Subsidiaritéitsprinzip sollen op dem Niveau vun der Benelux déi Aarbechte gemaach ginn, no bei de Bierger, déi méi en direkten, grenziwwerschreidende Charakter droen.

Ech denken hei am Speziellen un déi grenz-iwwerschreidend Aspekter vun der Landes-planung, dem Tourismus, de grenziwwer-schreidenden Naturparks, der Notzung vun erneierbaren Energien an der Zesum-menaarbecht vun der Polizei, notamment am Beräich vun der Drogebekämpfung. Hei huet d'Benelux schonn eng Virreiderroll iwwerholl a kann als Beispill fir anerer dëngen.

Am Programm vun der Benelux fir d'Joren 2009 bis 2012 sinn dräi Kärberäicher aus-gewise ginn: de Bannemaart an d'Wirt-schaftsunioun, déi nohalteg Entwécklung, d'Justiz an d'Affaires intérieures. No-tamment den Aménagement du Territoire an d'Energieversuergung wéi och déi sozial Kohesioun stelle weider wichtig Elementer an dësen dräi Beräicher duer.

Et soll hei awer och op déi gutt Zesummen-aarbecht mat den dräi Länner aus dem Baltikum higewise ginn, mat deene mer an de leschte Joren eng ganz intensiv Koope-ratioun haten, ënner anerem an de Be-

räicher Bekämpfung vum Mënschenhandel, der Energieversuergung, der Drogepro-blematik an dem Ëmweltschutz.

Mat de véier Visegrád-Staten hate mer keng esou eng gutt Kooperatioun. Do sinn déi Saachen net esou richtig virukomm. Wann et de Fall wier, da géif ee vläicht dovunner ausgoe kënnen, dass dräi Benelux-Staten, véier Visegrád-Staten an déi dräi baltесh State gemeinsam e flotte Kär kéinten duer-stellen. Et ass nach e Wee fir déi nächst Joren.

Dass d'Benelux e liewegt politescht Element ass, beweisen d'Ufroe vun anere Regiounen a Länner an der Europäescher Unioun, fir mat ons zesummenzeschaffen. Esou läit, zum Beispill, de Wonsch vun dem däitsche Bundesland Nordrhein-Westfalen vir, dat sech gären un d'Benelux uschlësse wëllt. Deeselwechte Wonsch gëtt och vun der franséischer Regioun Picardie geäussert. Souguer am Rumm vun der Groussregioun gëtt et Leit, déi sech Gedanke maachen, d'Groussregioun an d'Benelux gemeinsam schaffen ze doen op verschiddene Sujeten. Mir schwätzen da scho vun „Benelux plus“.

Zum Ofschloss wëll ech eng Konklusioun zéien: D'Benelux kritt mat dësem neien Traité eng nei Orientéierung, déi hir nei Aufgabe bréngt an domadder nei Chancen. Un ons ass et elo, d'Matbiergerinnen an d'Matbierger op dës politesch Entitéit hinze-weisen an hinnen déi Chancen a Méiglech-keeten ze erklären.

A well d'CSV an der Benelux eng wichtig politesch Stäip vun der Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun gesäit, kann ech och nämmen hiren Accord zu dësem Benelux-Traité erabréngen a soe wéi ëmmer Merci fir d'Nolauschteren.

»»» **M. le Président.** - An ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

»»» **M. Charles Goerens** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och dem Rapporteur Merci soen, fir den Débat ageleet ze hunn iwwert d'Benelux, grad wéi mengem Virriedner. Ech hunn zwar liicht d'Gefill, wéi wann hei eng Verherrlechung gemaach gëtt vun där Benelux. Gewëss, d'Benelux huet an der Vergaangenheet eng ganz Partie positiv Elementer à son actif ze setzen. Ech denken do haaptsächlech un déi Impulsgeber-funktioun vun der Benelux-Assemblée, wou jo eng Partie Lëtzebuenger sech gutt geschloen hunn, déi deenen Débaten och déi néideg Dignitéit verliehen hunn an déi enger ganzer Partie Parlamentarier d'Méig-lechkeet ginn hunn, mat de Ministeren aus deenen dräi Länner a Kontakt ze kommen.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, an enger Zäit, wou mer an Europa an engem Désordre institutionnel sinn, wat d'Benelux kann dozou bäidroen - dat ass menger Meinung no d'Kärfo -, fir deen Désordre institutionnel ze atténuéiere respektiv erëm aus der Welt ze kréien. Dat schéngt mer d'Kärfo ze sinn, déi an dëser Debatt muss ugeschnidde ginn.

D'Verherrlechung: Gutt, et kann ee posi-tivéieren, mä et gëtt awer och eng Partie Schietsäiten. Zum Beispill, ganz rezent hunn ech d'Gefill, dat an enger ganzer Partie Dossieren d'Benelux net mat hirem ganze Potenzial geschafft huet. Ech denken zum Beispill un eng Partie Positiounen, wou mer keng Eenegkeet kréien.

An der Siëgefro vum Europaparlament, déi de Moment net akut ass, hu mer ni eng Eenegung fonnt, weder mat de Belsch nach mat eisen hollännesche Partenairen. Ech hunn och d'Gefill, dat déi rezent Bankekris och net e Musterbeispill war vun engem gudde Fonctionnéiere vun der Benelux als politesche Forum. Ech hu bis haut nach keng richtig an zeфриde stellend Äntwert kritt iwwert de Rôle, deen ënner anerem d'hollännesch Zentralbank gespillt huet beim Anhalen, beim Zréckhale vun de Reserve vun der AMRO-Bank.

Wann do déi Liquiditéiten der Bank Fortis hätte kënnen zougefouert ginn, hunn ech d'Gefill, hätt vläicht d'Kris, wann net préve-néiert, awer zumindest kënnen atténuéiert ginn. Mir hunn ni Äntwerte kritt op déi dote Froen. Ech wollt se awer trotzdem nach eng Kéier opwerfen, fir och ze beweisen, datt, wann ee fir d'Pertinenz vun esou engem Gremium oder vun esou enger Insti-tutioun wéi der Benelux schwätzt, een deen awer och da muss a méi kritesche Phase kënnen uruffen, gebrauchen, fir eben d'Partenairë méi no beieneen ze bréngen.

D'Vocatioun, déi d'Benelux huet, ass natier-lech enorm grouss. Ech hu vum Désordre institutionnel geschwat. Do kënnt d'Benelux elo erëm eng Kéier Pionéieraarbecht

leeschten a soen: Dat, wat elo zum Beispill Éisträich a Lëtzebuerg rezent passéiert ass, an déi Manéier, wéi déi, déi net zu deene ganz grouesse Länner gehéieren, syste-matesch écartéiert gi bei gewëssenen Dossieren, sinn Experienzen, déi hunn der elo emol zwee ganz direkt gespuert, mä et sinn awer nach 20 bis 23 Länner, déi och kënnen an déi dote Situatioun kommen.

Wann een e G4 kreéiert an der Euro-päescher Unioun, da kreéiert een auto-matesch och e G23. De G4 sinn déi, déi mengen, si wiere beruff fir d'Wuel vun dräi Véierel vun der Mënschheet mat ze ent-scheeden. An de G23 sinn déi, déi spieren, datt se bei deem Décisiounsprozess net derbäi sinn. Esou eppes ass inakzeptabel. Ech hu bis haut nach keng Prise de bec héiere vum Benelux-Conseil, dee sech an där Hisiicht manifestéiert hätt.

Ech mengen, et wier déck Zäit, datt géif ugefaange ginn, eng strukturéiert Dis-kussioun ze féieren, wéi een dee Schued, dee bis elo scho geschitt ass, ka lues a lues reduzéieren a verhënneren, fir datt an Zukunft dat do net nach eng Kéier passéiert, fir datt de Benelux-Conseil och kann an Zukunft eng Quell vun Inspiratioun gi vun anere Länner, déi sech sichen an déi Kooperatioune wëllen erreechen zu zwee, dräi, véier Länner.

Et ass geschwat gi vun de baltесhe Repu-bliken, déi sech am Ufank vun der Benelux inspiréiere gelooss hunn, fir déi éischt Kooperatiounen an d'Wee ze leeden. Dat ass ganz positiv. Datselwecht gëllt och fir de Maghreb. Dat ass och an der Rei. Mä fir datt d'Benelux och dat Beispill, déi beispillhaft Funktioun ka virun ausféieren, muss se selwer eng Kéier mat sech ganz seriö zu Kouer goen, en Examen de conscience maachen a kucken, wat hir Strategie ass, fir an Zukunft an deem méi schwierigen inter-nationalen Ëmfeld eppes ze bewegen.

Dat gesot, si mer selbstverständlech der Meenung, datt deen Text hei eis Zou-stëmmung ka kréien. An ech géif och eise Kolleegen alleguer hei an der Chamber wënschen - déi eng exzellent Aarbecht maachen an deem Benelux-Conseil, woubäi „exzellent“ nach vill ze vill schwaach ass, fir dat auszedrécken, wat ech emfannen, wann ech doriwwer schwätzen -, datt déi déi Impulser kënne weiderdroen, déi mir an deem méi bescheidene Rahmen heibannen zum Ausdrock bruecht hunn.

Ech soen Iech Merci.

»»» **M. le Président.** - An ech soen dem Här Goerens Merci. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

»»» **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, ech wollt och selbstverständlech dem Rapporteur Merci soe fir seng gutt Aarbecht. Ech hunn dat an der Kom-missioun gesinn, wéi intensiv hie sech domat ofginn huet. Ech wollt selbst-verständlech och emol al deene Kolleegen heibanne Merci soen, déi an der Benelux täteg waren, am Benelux-Parlament, dem Roger Negri, dem President. Dat ass wierk-lech eng wichtig Aarbecht, déi net ëmmer richtig unerkannt gëtt, an ech wollt dat hei awer trotzdem maachen.

Dann, Här President, just eppes Poli-tesches, well ech keen esou grouesse Spezialist vun der Benelux sinn. Déi Saachen, déi mer déi lescht Zäit hu missen zu Lëtzebuerg héiere vu groussen Noperen, déi Prozeduren, déi grouss Nopere mat anere grouesse Länner ageleet hunn, fir méi kleng a mëttel Länner an Europa an d'Knéien ze kréien, weisen, dass déi laang Geschicht, déi Europa huet, nach net zu Enn ass. An déi laang Geschicht ass geprägt duerch de Wëlle vu grouesse Länner, déi vill kleng a mëttel Länner, déi et an Europa gëtt, ze dominéieren, op déi eng oder aner Manéier. Dat ass an der Ver-gaangenheet heiansdo militäresch geschitt, dat gëtt elo méi diplomatesch oder iwwer aner Methode gemaach.

Duerfir wëll ech drun erënneren, dass d'Benelux, oder déi Zesummenaarbecht vun der Belsch mat Lëtzebuerg a mat Holland, och eng al Geschicht ass. Dat ass déi al Geschicht an den 30er Joren, wou kleng Länner probéiert hunn, sech géint deen Imperialismus, engersäits vun

Däitschland an anerersäits och vu Frankräich, ze wieren, fir also en Anker ze fannen, fir e bësse méi grouss ze sinn an duerch d'Zesummenaarbecht dann och deenen d'Stir kënnen ze bidden. Dat schéngt mer eppes ze sinn, wat bei der Benelux misst erhale bleiwen, also dee politesche Wëllen, zesummenzeschaffen.

Selbstverständlech, dat Konkret, dat All-deeglecht ass wichteg, mä de politesche Wëlle muss do sinn. Deen ass leider net ëmmer do, an dat hu mer gesinn. Während dem Konvent ass probéiert ginn, trotzdeem e bësse méi politesch ze sinn, mä an deene leschte Joren an och an deene leschten Deeg ass dat net de Fall. Ech fanne schonn, dass d'Benelux méi politesch misst ginn, fir déi Roll, déi se huet, fir dräi kleng Länner an Europa zesummenzeschweessen an hinnen och méi politesche Poids an Europa ze ginn, wéi se dee vläicht eenzel hunn.

D'Benelux ass net iergendeppes; d'Benelux ass an dem Häerz vun Europa. D'Häerz vun Europa ass eben och tëschent Däitschland a Frankräich. Duerfir fannen ech d'Benelux esou wichteg, och fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg, a mir sollen ons also och weider doranner engagéieren.

Dat gesot, selbstverständlech si mer als Fraktioun mat deem Traité do d'accord.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Fayot Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. D'Benelux an d'Benelux-Kooperatioun ware während ganz laange Joren an am Fong och Jorzéngten e bëssen e Virbild an Europa fir d'Aart a Weis, wéi ee kéint zesummeschaffen tëschent europäesche Länner.

Et ass och duerfir keen Zoufall, dass grad d'Benelux sech mat de baltische Republiken an enger méi enker Kooperatioun haut ermëfent, well och do nom Zesummebroch vun der Mauer a vun der Sowjetunioun no Beispiller gesicht ginn ass, wéi ee kéint Noperschaften an heiansdo och Feindschaften an der Zesummenaarbecht iwwerwannen. Fir déi Länner war d'Benelux e Beispill, wou ech net weess, wat hir Konklusioun sinn, déi se doraus konnten zéien. Mä Fakt ass: Si schaffen zesummen haut an enger enker Kooperatioun an inspiréiere sech haut nach ëmmer un der Benelux. Si sinn, zum Beispill, bei all de Plénières-Sitzunge vum Benelux-Parlament als Invités präsent a bedeelege sech och un deenen dote Sitzungen.

De Benelux-Traité muss awer erneiert ginn, well e juristesche ausleefft den 31. Oktober vum nächste Joer, no 50 Joer, an ech mengen awer och, well de Benelux-Traité vu sengem Contenu hier och ausgelaf ass oder amgaangen ass, auszelafen.

Ech wëll grad wéi de Kolleg Charles Goerens d'Benelux net idealiséieren, mä ech mengen awer, dass d'Benelux laang Zäit e Rôle gespillt huet als juristesche Laboratoire, wann een esou wëllt, vun der europäescher Konstruktioun - e Rôle awer, dee se lues a lues verluer huet. Duerch déi ëmmer méi verstärkten europäesch Integratioun ass deen dote Rôle vun der Benelux lues, mä sécher an den Hannergrond geréckelt an de leschten zwee Jorzéngten. Dat ass net schlecht, well mer jo eppes amplaz kritt hunn, wat duerchaus positiv ass. Dat bréngt awer déi, déi an der Benelux sinn, dozou, sech d'Fro mussen ze stellen, wéi eng Zort Kooperatioun mer dann an Zukunft ustriewen.

Nëmmen eng Verlängerung ze maache vum auslafende Benelux-Traité wär keng Äntwert gewiescht. Wuel ass de Wëllen do bei deenen dräi, fir weider zesummenzeschaffen, mä et konnt net op där Basis weidergemaach ginn, op där an de leschte 50 Joer zesummegegesscht ginn ass, well ganz einfach d'Realitéit vun der europäescher Konstruktioun d'Benelux vun engem groussen Deel vun hirer Substanz ganz einfach vidéiert huet. D'Realitéit huet de Benelux-Traité iwwerholl.

Duerfir war et noutwendeg, net nëmmen e juristesche auslafenden Traité ze erneieren,

mä et war noutwendeg an ubruecht, deen Traité vu sengem Contenu hier ze erneieren.

Mir mengen als gréng Partei, dass een dem Benelux-Konstrukt nach ëmmer op deem Punkt wéi an der Vergaangenheet e politesche Rôle awer misst ginn, och um Niveau vun der Europäescher Unioun, manner als legale Laboratoire, awer nach ëmmer als e Grupp vu Länner, déi politesch zesummeschaffen.

Dat klappt am Moment net perfekt. Dat klappt am Moment net esou, wéi mer eis et géife wënschen. Mir hu Schwieregkeete gehat, wéi de Kolleg Goerens schonn ugeschnidden huet. Mir haten anerer ronderëm d'Approbiatioun vum Traité constitutionnel, wou mer jo alles anescht wéi aus engem Mond geschwat hunn.

Dir hutt jo all nach an Erënnerung, dass d'Hollänner den Traité via Referendum contrairement zu eis verworf haten. Dat war net näischt fir dräi Länner, déi gewinnt sinn, enk zesummenzeschaffen an e Stéck Virbild a Motor ze si fir anerer oder Beispill ze si fir anerer an der europäescher Konstruktioun. Dat war méi wéi seriöse Couac. Dat war awer net deen eenzegen an de leschte Joren.

Mir haten eis als gréng Fraktioun, zum Beispill, och gewënscht, dass ronderëm dee G20 do och anerer sech méi bemierkbar gemaach hätten, fir ze soen, dass dat net geet. Elo wësse mer och, dass d'Diplomatie net ëmmer an den Zeitungen, an der Öffentlechkeet stattfënt, mä si fënt awer och net ëmmer net an der Öffentlechkeet statt. An dat heite wär eng Geleeënheet gewiescht, fir sech méi bemierkbar ze maachen a kloer ze soen, dass dat doten un d'Grundlage geet vun der europäescher Konstruktioun an enner kengen Émstänn kann akzeptéiert ginn a sech och net därer widderhuelen.

Duerfir menge mer, dass um Niveau vun der Benelux, wann de politesche Wëllen nach ëmmer do ass, fir zesummenzeschaffen, et an den nächste Joren éischer och an enger méi konkreter Zesummenaarbecht sech misst bemierkbar maachen. Wéi gesot, manner dee Rôle vum legale Laboratoire, mä méi e praktesche Rôle am Alldag.

Dat maache mer zum Deel a souguer ganz gutt um Niveau vun der Coopération policière. Do gëtt et eng Abberzuel vun Initiative fir eng Coopération policière an der Benelux. Doriwwer gëtt et jo och en Traité. Et gëtt och den Traité vu Prüm, deen deelweis domat offiert. Mir hunn eng ganz Rei praktesch Beispiller vu Kooperatioun tëschent deene Länner an de leschte Jore gehat, wat ganz sënnavoll Exercice sinn, déi och do den Nationalstat iwwerwannen an am Fong eng gemeinsam Äntwert ginn op e Problem, dee jiddweree bei sech punktuell kann hunn. Dat ass eng wäertvoll Saach.

Mir kënnen eis awer genausou virstellen, dass ee méi praktesch kann zesummeschaffen a méi konkret kann zesummeschaffen am Beräich vun der Ëmweltpolitik oder och vun Elementer vu Mobilitéitspolitik respektiv vu Landesplanung. Dat si ganz konkret Terrainen, wou mer wëssen, dass mer d'Problemer komplett deelen, well mer wëssen, dass mer alleguerten iwwer weineg Territoire verfügen, d'Belsch nach manner wéi mir, an d'Hollänner nach vill manner wéi d'Belsch a wéi mir. Mir müssen also enk gestache Planunge maachen op engem Territoire, dee sech op knapps 200 Kilometer Loftlinn regroupéiert. A wa mer do net zesummeschaffen am prakteschen Alldag vu Planungen, vun Eisebunnsschinnen, vun Stroosseprojeten, vu Kanalprojeten an anerer nach, an och am Ëmweltberäich, dann, mengen ech, hu mer eng Chance verpasst.

Dat wär an eisen Aen de méi konkrete Volet an den nächste Joren, éischer dat, wou d'Benelux nees kéint komplett hire Rôle erfëllen, eng reell Plus-value bréngen an tatsächlech och zu praktesche Resultater féieren, déi Kéier um Terrain a manner an den europäeschen Texter.

E bësse méi skeptesch si mer awer, wat d'Initiativ betrëfft, déi virun net allze laang geholl ginn ass tëschent der Benelux an Nordrhein-Westfalen. Do hu mer gemëschte Gefiller. Et ass absolut noutwendeg an ubruecht, dass hei an der Regierung zesummegegesscht gëtt mat den Nopeschregiounen an engem europäeschen an euroregionale Geescht, och mat Frankräich a mat anere Regiounen nach.

Allerdéngs, déi institutionell Vermëschung, déi mer maachen, wann engersäits State mat - an dësem Fall - engem Bundesland Accorden ofschléissen, do sinn ech net sécher, dass dat op all den Niveaun nëmme Plus-valuë bréngt. Duerfir, mir sinn net géint deen Accord, deen huet duerchaus eng Rei vu praktesche Virdeeler, déi mir zu Lëtzebuerg manner spiere wéi do an där doter Géigend, wou se méi zum Droe

kommen, mä mir sinn awer der Meenung, dass d'Benelux net soll sech wéi e Verbond vu Regioun behuelen an net wéi e Verbond vu Regiounen optrieden, mä et ass an der éischer Linn nach ëmmer e Verbond vu Staten, dee ka Kooperatioun maachen.

Mä mir mengen net, dass een déi doten institutionell Form vu Kooperatioun och ze vill soll idealiséieren. Do gëtt et och Saachen, déi net dofir schwätzen. Dat soll ee vläicht mat aneren Instrumenter eiser Meenung no och méi zielführend vläicht probéieren unzestriewen. Déi do Vermëschung huet net nëmme Guddes.

Mä dat gesot, brénge mir eis Zoustëmmung fir den neie Benelux-Vertrag, well mer mengen a gleewe fest dorun, dass déi Benelux-Kooperatioun nach ëmmer eng exzellent Zukunft huet. Dass se eng exzellent Vergaangenheet huet, hu mer gesinn, mä hir gehéiert och d'Zukunft.

Mir freeën eis mat eise belschen an hollänesche Partner, nach méi enk an den nächste Jore kënnen zesummenzeschaffen.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Braz Merci. Elo kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ganz kuerz vu menger Säit. De Premier an ech, mir hunn de 17. Juni 2008 den neien Traité Benelux ënnerschriften.

Ech mengen, am Numm vun der Regierung därer ech soen, dass mer frou sinn, dass d'Chamber esou séier geschafft huet, dass den Här Angel sech esou hannendrugsat huet, an en och net nëmmen e gudde Rapport gemaach huet an eng gutt Aarbecht gemaach huet, an awer och déi ganz Kommissioun, déi matgehollef huet.

Ech géif vläicht op e puer Remarquen agoen, déi hei gemaach gi sinn, och vläicht méi eng realistesch-kritesch vum Charles Goerens, a probéieren dann awer vläicht, dat Institutionellt, wat mer net därer vergiessen, eng Kéier an de Vierdergrond ze stellen.

Ech mengen, Dir wësst, dass déi dräi Regierungen jo wéi gesot hätte kënnen soen: „Gutt, 50 Joer Benelux, et geet elo duer, institutionell brauche mer näischt méi bäizéien.“ Ech mengen, dat wier e schlecht Zeeche gewiescht, well mer wëlle jo och alleguerten déi Acquisen, déi mer an der Vergaangenheet opgebaut hunn, mat eran an d'Zukunft huelen a virun allem och weisen, dass mir déi Virreiderroll, déi mer gespillt hunn, och an Zukunft wäerte behalen.

An ech soen nëmmen ee Wuert: Dat sinn déi véier Fräiheeten, déi véier Fräiheeten, déi elo d'Basis sinn an Europa. Déi véier Fräiheeten hunn an der Benelux bestanen, ier se an der Europäescher Unioun bestanen hunn.

Ech wëll och soen, dass mer wierklech jo probéiert hunn an d'Benelux-Parlament, wat och jo hei zu Lëtzebuerg mat getaagt huet - ech war d'leschte Kéier eng Kéier hei, wou de Roger Negri presidéiert huet a wou och de Marcel Oberweis eng ganz aktiv Roll gespillt huet -, an anerer hu sech och hei agesat, fir dass mer déi nei Créneaven, wéi zum Beispill an der Wirtschaft, d'nohaltig Entwécklung, d'Justiz, d'Affaires intérieures, vill grouss Projeten, och am Transport an esou weider, dass mer déi am Benelux-Rahme wëllen traitéieren.

Wat dee politeschen Aspekt ugeet, wëll ech jo hei kloer sinn, well ech jo all Dag erliewen, wéi politesch d'Benelux matenee funktionéiert. Mir kommen als Ausseministere regelméisseg zënter dem Enn vun eiser Présidence zesummen, virun all Conseil „Affaires générales“, a wann ech hei...

» Mme Colette Flesch (DP). - Dat war virdrun och.

» M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Mä et war eng Zäit ënnerbrach, Madame Flesch, et war eng Zäit ënnerbrach. Et huet net méi bestanen, an no eiser Présidence hu mer erëm ugefaangen.

Do kucke mer ëmmer, ech géif soen, an 90% vun de Fäll vun Initiativen, déi mer huelen oder vu Reaktiounen, déi mer ofginn, si mer eis eens.

Mä mir sinn eis net iwwerall eens. Dat musst Der och verstoen. Et sinn dräi Länner, mä et sinn och dräi politesch Famillen, déi zum Beispill d'Ausseministere stellen: déi Liberal an der Belsch, déi Chrëschtlech-Sozial an Holland an dann hei zu Lëtzebuerg d'Sozialisten.

Et ass net, dass déi politesch Trennung do elo all Kéiers d'Ursach ass, wa mer Divergenzen hunn, mä et ass esou, dass mer zum Beispill eng Divergenz hunn, eng fundamental Divergenz, wéi mer mam Balkan sollen ëmgoen. D'hollännesch Säit an déi belsch Säit hunn eng aner Approche, wéi mir se hunn, wéi ee mat Serbien soll ëmgoen. Dat ass evident. Dat weess all Mënsch. Et gëtt och eng aner Sensibilitéit, fir mam Moyen-Orient ëmzagoen an deenen dräi Länner.

Et deet mer och leed, dass am Durban-Prozess, wou d'Belsch jo eng Virreiderroll gespillt hunn - si hunn d'Koordinatioun gemaach - a mir Lëtzebuurger komplett op där Linn waren, d'Kollegen an Holland do, vläicht och duerch d'Geschicht bedéngt, eng aner Positioun haten.

Dat ass awer näischt Negatives, wat ech soen. Dat ass eben dee politesche Prozess, wou mer dra sinn. Awer den Här Goerens huet scho Recht: Wa mer institutionell d'Benelux als eppes dohinnerstellen, wou mer alles kënnen léisen a wou mer ëmmer eng gemeinsam Positioun hunn, dat wier komplett falsch.

Mä trotzdeem: D'baltische Länner zum Beispill inspiréiere sech gären un eis. Virun e puer Deeg ware mer zesummen, déi dräi Benelux-Ministère mat deenen dräi baltischen Ausseministere, zu Veianen. Et gesäit een, dass et awer do eng ganz grouss Demande gëtt, fir e weineg ze léieren, wéi mir dat gemaach hunn, wéi mer an der Benelux evoluéiert hunn. Well d'Kooperatioun tëschent de baltische Staten zum Beispill ass op ville Gebidder null. Déi gëtt et net do.

Zum Beispill, och eleng, dass mir vertruede si vun de belsche Konsulater oder vun den hollänneschen Ambassaden, wat jo scho ganz laang besteet - ganz, ganz laang. Scho virum Krich ass et dat jo ginn.

(Interruption)

Voilà, d'19. Jorhonnert. No de Russe sinn d'Hollänner komm, déi eis vertrueden hunn. Mä ech mengen awer, dass dat zum Beispill Punkte sinn, déi een am Gespréich mierkt, dass se scho staark interesséiert sinn, wéi een hir Kooperatioun kéint verdéiwen.

Ech wëll nach vläicht ee Punkt soen, dee wichteg ass: D'Benelux ass keen Zwerg. An ech versiche just, mat dräi Chifferen lech dat ze soen. Politesch si mer net déi Stärkst. Mä wa mer politesch am Conseil oder am Conseil européen zesumme Stellung bezéien, ass dat méi, wéi wann déi dräi Länner eenzel dat géife maachen. Mä ech kann lech soen: D'Benelux ass, wann een de PIB zesummerechent, déi sechst Force an der Europäescher Unioun. Si kënn also direkt no deenen dräi Groussen, an no Italien a Spuenien ass d'Benelux.

Mir sinn an der Europäescher Unioun, wat de Commerce extérieur ugeet, un zweeter Plaz. Mir sinn un zweeter Plaz. No Däitschland kënn d'Benelux. Um Niveau mondial si mer, wat de PIB ugeet, als Benelux déi 15. A wat de Commerce extérieur ugeet um Weltniveau si mer déi Drëtt. Dat heescht, no Amerika, no Däitschland, kënn d'Benelux.

Dat si vläicht Chifferen, déi een net esou am Kapp huet, mä do gesitt Der, dass, wa mer och iwwert d'Benelux-Parlament schwätzen heibannen oder iwwert d'Kooperatioun an der Benelux, dat ass net nëmmen eng Additioun vun deenen dräi Länner. Dat stellt schonn eng Entitéit duer, déi jo ekonomesch ganz staark - wann een addéiert, selbstverständlech - an der Welt Gewiicht huet.

Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Vizepremierminister an Ausseminister Jean Asselborn Merci. Mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 5970 ass ugehall gi mat 56 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5970 est adopté à l'unanimité des 57 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred

Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helming (par M. Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Domadder ass dat esou decidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale. Et si schonn ageschriwwen: den Här Schaaf, d'Madame Flesch, d'Madame Spautz, d'Madame Loschetter, den Här Mehlen an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

9. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

»»» **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV), *rapporteuse*.- Haut schreiwe mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Stéck Sozialgeschicht hei zu Lëtzebuerg. Eng net méi un déi heiteg Zäiten ugepasste Gesetzgebung aus dem 19. Jorhonnert gëtt ausser Kraaft gesat. Et handelt sech méi speziell ëm déi kinneklech-groussherzoglech Bestëmmung, en Arrêté vum 11. Dezember 1846, deen d'Reorganisatioun an d'Reglementatioun vun de Wueltätegkeetsbüroen virhëlt, an ëm d'Gesetz vum 28. Mee 1897 iwwert de sougenannten Domicile de secours. Et gëtt héich Zäit, ob-schonn de Législateur dat schonn 1938 ouni Succès probéiert hat, dass eis Gesetzgebung un d'Realitéten vun haut ugepasst gëtt, wéi dat schonn an eisen Nopeschlänner de Fall ass, an dass och elo zu Lëtzebuerg en elementaart Recht op Sozialhëllef agefouert gëtt.

Ëmsou méi dréngend ass et, well mer am Moment duerch eng schlëmm Finanz- a Wirtschaftskris ginn, wéi mer se an deene leschten 30 Joer net méi kannt hunn. An esou enger Phas, déi nach eng Zäitche wäert daueren, komme vill méi Leit, déi duerch d'Ëmstänn vun dëser Kris nach méi fragiliséiert ginn, a schlecht Dicher a wäerten op Sozialhëllef ugewise sinn.

Fir friddlech virun zesummenzeliwien an déi sozial Kohesioun am Land ze erhalen, brauche mer onbedéngt modern an un d'21. Jorhonnert ugepasste Moosnamen, fir d'Sozialhëllef hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Um Plang vun der Sozialpolitik goufen am leschte Jorhonnert hei zu Lëtzebuerg eng etlech Gesetzesinitiative geholl. Dëst sinn alles wichteg Moosname géint d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung, déi sech awer op nationalem Plang ofgespillt hunn. Et ass elo absolut dréngend, fir d'Sozialhëllef och op lokalem, also kommunalem Niveau nei ze regelen.

Et sinn d'Gemengen, déi no beim Bierger sinn an déi domat beschuens placéiert sinn, fir de Mënschen an Nout an hirem direkten Ëmfeld déi néideg Hëllef zoukommen ze loossen iwwer eng Vernetzung vun den Hëllefsservicer um lokalen Niveau.

Villes huet sech geännert an deem leschte Jorhonnert. D'Aarmut huet en neit Gesicht kritt a gesäit also net méi aus wéi fréier. D'Leit si mat vill verschiddene soziale Problemer konfrontéiert. Trotz eisem héije Wueltand sinn awer och eng Rei Leit duerch d'Masche vum Filet gefall.

Et sinn net méi onbedéngt Leit, déi biedelegen, Hunger leiden a keen Daach méi iwwert dem Kapp hunn, mä Persounen, déi an enger fragiler familiärer, gesondheet-

lecher an Aarbechtssituatioun sinn. Konsumente mat wéineg Kafkraaft, deenen et u sozialen a kulturelle Kompetenze feelt an déi net seelen an d'Iwwerverschëldung ofgerutscht sinn.

Egal wéi, et ass e Fait, dass d'Aarmut en Däiwelskrees ass, aus deem ee schwéier nees erauskennt. Duerfir brauche mir modern Instrumenter, déi un d'Besoinë vun de Leit ugepasst sinn an déi et erméiglechen, där neier Aarmut mat hire ville verschiddene Gesichter ze begéinen, fir déi néideg Léisungen erbäizeféieren.

Och elo gëtt et schonn eng ganz Rei Gemengen, déi an hiren Offices sociaux oder an anere weidere soziale Servicer eng exzellent professionell Sozialaarbecht leeschten. Mä déi aktuell gesetzlech Dispositiounen ginn awer oft anescht vu Gemeng zu Gemeng applizéiert, an net all Gemeng konnt sech bis elo och e professionelle Service ginn, dee fir dës Missiounen zoustänneg war. Noutsituatiounen goufen en bon père de famille geregelt, wat leider net ëmmer duergeet, och wann d'Hëllef gutt gemengt ass. Déi betrafte Leit fille sech nämlech dobäi net wuel, mä éischter erniddregt an dëser Situatioun.

D'Gemengenitéiten selwer hu sech och verännert am Laf vun der Zäit, grad esou wéi dass d'Déplacementer vun enger Gemeng zur anerer och haut vill méi einfach a schnell sinn.

D'Kaderbedéngungen müssen also ugepasst ginn, an déiselwecht Konditiounen a Kritäre solle fir all Gemenge gëllen, fir wirksam a virun allem gerecht géint d'Aarmut an d'sozial Ausgrenzung zu Lëtzebuerg ze këmpfen, an dat an aller Dignitéit fir déi Mënschen, déi betrafft sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Haapteleementer vum virleiende Gesetzesprojet si folgend:

1. d'Aféierung vun engem Recht op Sozialhëllef. Jiddwereen, dee sech zu Lëtzebuerg ophält, huet d'Recht op Sozialhëllef, déi him et erméigleche soll, e mënschewierdegt Liewen ze féieren. Duerch d'Aféiere vun dësem formelle Recht fillen déi betrafte Leit sech manner ofgestempelt a si sinn net méi willkürlechen oder souguer erniddregenden Décisiounen ausgesat. D'Gesetz gesäit och verschidden Ausnahmen vir. Wat och nei a ganz wichteg ass, ass, dass deen, deen d'Hëllef freet, elo d'Recht kritt, e Recours géint déi gehollen Décisiounen an d'Wee ze leeden.

2. de globalen a kohärente Charakter vun der Sozialhëllef. Bei der Ëmsetzung vun der sozialer Hëllef gëtt de Mënsch als e Ganz gekuckt, mat all senger Problemer a Facetten. Hei gëtt op eng sozial Begleitung vun der Persoun an Nout gesat, wou selbstverständlech déi materiell Hëllef an eng Noutwunneng derzou gehéieren, mä déi awer nëmmen en Deel vun engem globale Suivi duerstellen. Esou gëtt d'Autonomie vun de Persounen a Famillje geförderet an eng sozial Ausgrenzung verhënnert.

D'Hëllef ass subsidiaresch zu deene bestehende soziale Rechter, an den Zougank zu deenen anere gesetzlech verankerte soziale Moosname gëtt erméiglecht, wann zum Beispill de Client un e spezialiséierte Service weiderorientéiert gëtt. Dat ass och eng Manéier, fir engem virunzehëllefen.

3. En drëtt wichtegt Element ass, dass déi Sozialhëllef op kommunalem Niveau verankert bleift. Andeems d'Sozialhëllef am Kader vun der Gemenge bleift, gëtt dem Wonsch vun der Gemenge Rechnung gedroen, fir d'Kompetenz op deem Gebitt ze behalen. Et erméiglecht och, grouss strukturell Changementer ze évitéieren an déi ganz engagéiert Aarbecht vu munche Gemengen am soziale Beräich ze respekéieren. Dës Hëllef op nationalem Niveau ze zentraliséieren, géif kee Sënn maachen an en onmoossegan Opwand bei der Ëmsetzung verlaangen.

4. ginn d'Strukturen an der Fonctionnement vun den Office-sociauxen ugepasst. D'Terminologie „Office social“ ass bäibehale ginn, well se gutt agebiergert ass. Den Office social bleift weiderhin als öffentlech Arichtung mat enger juristescher Personalitéit bestoen a funktionéiert och ënnert der Responsabilitéit vun der Gemeng.

D'Zuel vun den Office-sociauxen gëtt awer reduzéiert. All Gemeng vun op d'mannst 6.000 Awunner schafft en Office social oder trëtt, wa se dat decidéiert, zesumme mat anere Gemengen engem gemeinsamen Office social bäi. D'Gemenge vu manner wéi 6.000 Awunner mussen sech hirersäits mat enger oder méi Gemenge regroupéieren, fir op eng Mindestbevölkerung vu 6.000 Awunner ze kommen an esou e gemeinsamen Office social duerzestellen, deen ënnert d'Opsicht vun där Gemeng, déi den Haaptstëtz kritt, gesat gëtt.

Déi Masse critique vu 6.000 Awunner stellt e rasonnabele Kompromëss duer, fir eng optimal Gestiou vun den neie Strukturen ze garantéieren an d'kommunal Autonomie esou wäit wéi et méiglech ass ze respekéieren. Esou gëtt e vergläichbare Qualitéitsservice am ganze Land ugebueden, deen no genuch beim Bierger ass.

5. Dat fënneft Haaptelement ass, dass de Bénéficiaire vun der Sozialhëllef mat responsabiliséiert gëtt. Als Géigeleeschung zu där Hëllef huet den Office social d'Recht, fir eng aktiv Mataarbecht vum Betraffenen u sengem Hëllefprojet ze verlaangen, deen zum Zil huet, fir seng Autonomie nees hierzestellen.

6. gëtt dann och der Fonctionnement vum Office social nei geregelt. Den Office social kritt e Verwaltungsrot, deen zoustänneg ass fir déi administrativ, finanziell a Personalgestioun. Urgent Décisiounen iwwert d'Hëllefsmoosname sinn och méiglech. De Buergermeeschter oder e Member vum Schäfferot kënnen un der Sitzunge vum Verwaltungsrot mat berodender Stëmm deelhuefen, wa si dat fir néideg fannen.

All Office social muss d'Matwierke vun op d'mannst engem Assistant social oder Assistant d'hygiène sociale a sengem Service fir Sozialaarbecht garantéieren. En huet dräi Méiglechkeeten, fir dëst ze realiséieren: entweder duerch eegent ugestalltent Personal oder duerch eng Konvention mat engem net staatlechen Träger, deen d'Expérience op deem Gebitt huet an dee säi qualifizéiert Personal duerfir zur Verfügung stellt, oder awer duerch eng Kombinatioun vun deenen zwou Zorte Personal.

Och gëtt den Double emploi évitéiert, well der Gesetzestext virgesäit, dass enger Persoun, déi an enger Institutioun opgeholl gëtt, hir Openthaltsgemeng an där Gemeng bleift, wou se hiren offizielle Wunnsëtz huet.

D'Berufsgeheimnis huet en héije Stellenwert bei deem virleiende Gesetzesprojet. Jiddwereen, dee sensibel Donnéeën am Kader vun den Aktivitéiten vum Office social gewuer gëtt, muss sech un der Secret professionnel halen.

E weidert Haaptelement ass dann d'Verdeelung vun der finanzieller Chargen. Och wa gewëss finanziell Schwankungen vu Gemeng zu Gemeng festgestallt ginn, muss eng gerecht Verdeelung vun der finanzieller Belaaschtung tëschent dem Stat an der Gemenge virgeholl ginn. Et ass virgesinn, dass der Stat an d'Gemeng der järelechen Defizit bei gläichen Deeler finanzéieren, ënnert der Konditioun, dass d'Quote-part vum sozioprofessionelle Personal eng op 6.000 Awunner a vum administrative Personal en hallwe Posten op 6.000 Awunner net iwwerschreit. Dee gläiche Prinzip gëllt fir d'Indemnitéiten vum President an d'Jetons de présence vun der Verwaltungsrotmembre.

Am Fall vun engem gemeinsamen Office social ginn d'Undeeler vun der Gemenge prorata zu hirer Bevölkerung fixéiert. Déi urgent humanitär Hëllefsmoosname ginn zu 100% zu Laaschte vum Stat.

All dës finanziell Bestëmmungen an der partnerschaftlech Zesummenaarbecht ginn an enger Konvention geregelt, déi d'Gemeng mat deem zoustännegem Ministère, an deem Fall dem Familljeministère, mat der oder der Gemengen ofschléisst. Wat dorüwer erausgeet, wéi Immobiliékäschten, zousätzlech sozial Projeten oder d'Engagement vun zousätzlichem Personal, gëtt an engem extra Accord festgehalten.

Ervirzehiewe bleift nach, dass d'Personal vun der jëtzegegen Office-sociauxe beim Transfert säi Statut an d'Kontrakter grad esou wéi all seng Rechter an d'Avantage wäert behalen.

Nun zu der Préliminairë vum Gesetzesprojet. De Projet de loi N°5830 ass vun der Familljeministesch Madame Marie-Josée Jacobs den 22. Januar 2008 hei an der Chamber déposéiert ginn. Et louch en Exposé des motifs an e Kommentar vun der deene jeeweilegen Artikele bäi.

Et koumen Avisen zum Gesetzesprojet era vun der Handelskummer, der Privatbeamtekummer, der Aarbechterkummer, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, der Handwierkerkummer, der nationaler Associatioun vun den Assistant-sociauxen, Assistants d'hygiène sociale an Infirmiers gradués souwéi vun der konsultativer Kommissioun vun der Mënsche-rechter.

Der Vollständigkeit halber ass ervirzehiewen, dass nach aner Gremien drop gehalen hunn, hir Meinung matzedeelen. Et sinn dëst: de Gemengesyndikat Syvicol, d'Stied Lëtzebuerg an Esch-Uelzecht, d'Entente vun der Verwalter vun der Centres

d'accueil EGCA, d'Lëtzeburger Rout Kräiz an d'Associatioun ATD Quart Monde.

Den Avis vum Statsrot koum den 3. Februar 2009 eran, an en zousätzlechen Avis elo den 28. Abrëll.

An der Réunioun vun der Familljekommissioun vum 20. Mäerz 2008 gouf der Gesetzesprojet der Membere vun der Kommissioun virgestallt, an ech gouf als Rapportrice gestëmmt. Well der virleiende Gesetzesprojet awer e groussen Impact op d'Gemengen hei am Land huet, gouf decidéiert, dass vun der och d'Kommissioun vum Intérieur an der Landesplanung soll un der parlamentareschen Aarbechte bedeelegt ginn. Dat war der Fall den 20. Mee an den 9. Juli 2008.

D'Regierung huet dunn den 19. September 2008 Amendementer pour avis un der Statsrot adresséiert. Déi zwou Kommissiounen sinn nach den 1. Abrëll an der 6. Abrëll 2009 zesummekomm, fir den Avis vum Statsrot ze analyséieren. Bei där Geleeënheet goufen eng Serie parlamentaresch Amendementer adoptéiert, déi dunn dem Statsrot den 10. Abrëll pour avis weidergereecht goufen. An der Réunioun vum 21. Abrëll hunn déi zwou Kommissiounen nach en Amendement ugehall, an ech hunn der Projet vum schrëftlechen Rapport presentéiert.

Den 28. Abrëll ass dunn den Avis complémentaire vum Statsrot komm, an dee gouf an der Réunioun vum 30. Abrëll vun der zwou Kommissiounen analyséiert. Schlussendlech gouf den definitive Rapport der 5. Mee 2009 majoritär ugehall. D'Kommissiounen hunn decidéiert, dee vun hinnen amendéierte Projet de loi engem éischte Vote ze ënnerbreeden, trotz der verbliewener Opposition formelle vum Statsrot. Ech wäert nach spéider a mengen Ausféierungen dorop zrëckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all déi offiziell Avisë stinn der virleiender Gesetzesinitiative positiv géigeniwwer. D'Privatbeamtekummer, d'Aarbechterkummer an d'Statsbeamtekummer begréisste besonnesch d'Aféierung vun engem Recht op Sozialhëllef, och wa se dat gäre méi prezis definéiert hätten.

D'Handelskummer, d'Privatbeamtekummer an d'Aarbechterkummer beschäftegen sech och mam Regroupement vun der Gemengen. An och zum Statut vum Personal vum künftigen Office social goufen Iwwerleeungen gemaach. Déi Interesséiert bidden ech, an dësen zimlech detailléierten an deelweis och kriteschen Dokumenter nozeliere fir weider Informatiounen.

Wat seet der Statsrot zu deem Gesetzesvorschlag a wéi sinn déi parlamentaresch Aarbechten en fonction dovunner verlaft? Am Prinzip ass der Statsrot mat der Schafung vun engem Recht op Sozialhëllef hei zu Lëtzebuerg averstanen. Mä en huet dräi Opposition-formellen ausgeschwat. An zwar déi folgend:

Déi éischt bezitt sech op der virgesinnene forcéierte Regroupement vun der Gemenge gemäss enger Awunnerzuel vu 6.000. Der Statsrot invoquéiert der Prinzip vun der kommunaler Autonomie, dee confirméiert gouf vun der europäescher Charta vun der kommunaler Autonomie, déi zu Stroossbuerg der 15. Oktober 1985 ënnerschrifwen an der duerch d'Gesetz vum 18. Mäerz 1989 approuvéiert gouf.

Weider wär der Prinzip vun der kommunaler Autonomie consacrééiert duerch den Artikel 107(1) vun der Constitution. D'Initiative, fir sech ze regroupéieren, misst imperativ vun der Gemenge selwer ausgoen, déi eleng iwwert hir Organisationsform ze bestëmmen hätten.

Da schléit der Statsrot vir, dass déi Gemengen, déi sech wéile regroupéieren, dat ënnert der Form vun engem Gemengesyndikat maache kéinten, deem säi gesetzleche Kader duerch d'Gesetz vum 23. Februar 2001 ginn ass. Fir dann en Office social vun enger eenzeger Gemeng organiséiert ze kréien, schléit déi héich Kierperschaft vir, fir en zousätzleche spezifische gesetzleche Kader am Gemengegesetz vun 1988 anzeféieren an en Établissement public communal do ze schafen, deem en da seng Organisatioun a säi Fonctionnement regelt.

Dëse gesetzleche Kader kéint esou an der Zukunft och fir aner Missiounen vun de Gemenge gëllen. D’Kommissiounen hunn awer festgehalen, dass dës Opposition formelle net gerechtfertegt wier, an dat aus méi Ursachen.

Et ass fonnt ginn, den Artikel 107 vun der Constitution misst a senger Integralitéit gekuckt ginn. De Paragraph 5 vun deem Artikel seet nämlech, dass d’Gesetz géif d’Kompositioun, d’Organisation an d’Attributiounen vun de kommunalen Organer regléieren. De Gesetzgeber kann also iwwer e speziaalt Gesetz d’Kompetenze vun der Gemeng regelen.

Och den Artikel 3 vun der europäescher Charta iwwert d’kommunal Autonomie misst méi genee gekuckt ginn. Do gëtt déi kommunal Autonomie beschriwwen als d’Recht an d’Capacitéit vun de lokale Kollektivitéiten, fir e groussen Deel vun den öffentlechen Affären ënnert hirer eegener Responsabilitéit ze verwalten an ze regelen, mä am Kader vum Gesetz.

Zousätzlech muss een den Artikel 108bis vun der Constitution a Betruecht zéien, dee seet, dass d’Schafung vun Établissements publics, déi d’zivil Personalitéit hunn, formell dem Gesetz iwwerlooss ass, wou och d’Organisation an den Objet dovou bestëmmt ginn. D’Gemenge wieren also eigentlech net befugt, fir öffentlech-rechtlech Ariichtungen ze constituéieren.

Aus dësen Ursachen hunn déi zwou parlamentaresch Kommissiounen déi Objektioun vun der Netkonformitéit zu der Constitution vum virleienden Text net opgegraff an hunn decidéiert, de System, dee vun der Regierung proposéiert gouf, bäizebehalen, wat se dem Statsrot och matgedeelt hunn.

A sengem komplementaren Avis awer erkennt de Statsrot dës Argumentatioun net un an insistéiert op de Prinzip vun der Autonomie communale, déi de Gemengen d’Fräiheet géif loossen, sech esou ze regroupéieren oder och net, wéi si dat wëllen.

Weider verweist en op d’Virbereedungs-aarbechte vum deemolege Gesetzestext, deen den Artikel 108bis vun der Constitution aféiert, wou sech eigentlech net op d’Établissements publics communaux bezu gi wier.

D’Kommissiounen hunn awer, wéi scho gesot, decidéiert, dee vun hinnen amendéierte Projet de loi trotzdeem engem éischte Vote ze ënnerebreen, ofgesi vun der verblíwwener Opposition formelle vum Statsrot. D’Aarbecht vun den Office-sociauxe soll nämlech effikass organiséiert ginn an op eng koordinéiert Aart a Weis hei am Land stattfannen. Ausserdeem ass fonnt ginn, dass dat aktuellt Ëmfeld vu Kris et géif dréngend verlaangen, fir en ugepasstent legaalt Instrument am Beräich vun der sozialer Hëllef ze hunn.

Déi zweet Opposition formelle koun beim Artikel 23, deen d’finanziell Bedeelegung vum Stat a vun de Gemenge regelt. De Statsrot kritiséiert, dass déi virgeschloen Approche riskéiert zu enger manner héijer staatlecher Zouwendung fir d’Gemengen ze féieren, wéi dat bis elo de Fall wier.

Weider notéiert en, dass d’Prozedur an de Kalenner, no deem d’Budgeten an d’Konte vun den Office-sociauxe sollen approuvéiert ginn, d’Gemengen zu enger Virfinanzéierung forcéieren, während engem oder souguer zwee Budgetsexercicen.

Ausserdeem hieft en ervir, dass de virgesinnene staatleche System net de groussen Differenzen tëschent de Gemengen am Beräich vum Indigénat Rechnung dréit, an dass och aner Kritäre wéi den demographesche Faktor hätte kënnen a Betruecht gezu ginn. Doropshi proposéiert de Statsrot eng nei finanziell Opdeelung vun de Käschten.

De Stat soll och d’Finanzéierung garantéieren ënnert der Form vu monatlechen Acompten. Déi héich Kierperschaft ënnesträicht nach, au vu dass d’Gemenge sech zu engem groussen Undeel un de Käschte vun hiren Office-sociauxe bedeelegen, et net duergeet, dass den Office social der Gemeng just säi Projet de budget virleet. Den Artikel 107 vun der Constitution géif verlaangen, dass d’Gemengen d’Finanzverwaltung vun deenen Office-sociauxe

misste kënnen kontrolléieren. Fir de Fall, wou dat esou géif stoe bleiwen, kéint de Statsrot keng Dispens vum zweete constitutionnelé Vote ginn.

Déi zwou Kommissiounen hunn doropshin decidéiert, den Artikel ëmzeformuléieren. Si hunn iewel de Statsrot net suivéiert, wat d’Spillregele vun der finanzieller Bedeelegung ugeet, an dat aus verschiddenen Ursachen.

Entgéint dem Statsrot senger Meenung, d’Gemenge kéimen elo finanziell méi schlecht ewech, ass ënnestrach ginn, dass déi staatlech Bedeelegung sech op zousätzlech Ausgaben ausweit, wéi d’Secoursen un d’Leit, d’Verwaltungs-käschte vum Office, d’administratiivt Personal, d’Indemnitéiten an d’Jetons de présence.

Ervirzehiewen ass, dass fir de Moment d’Gehälterkäschte vum eegene Personal vum Office social net vum Stat zrëckbezuelt ginn. Hei koun et zu enger animéierter Diskussioun an der Kommissioun, well et kéint sinn, dass déi méi kleng Gemenge riskéieren, méi schlecht ewechekomme wéi déi grouss. Rechnunge sinn iwwerhaapt ganz schwéier, well d’Situatioun sech vu Gemeng zu Gemeng anescht presentéiert.

Et muss awer nach gesot ginn, dass d’Gemengen elo vun aller finanzieller Bedeelegung un de Placementskäschte vu Persounen an Institutiounen wäerten entbonne ginn. Doriwwer eraus ginn d’Auslands-placements der Gemengen am Moment guer net verrechent.

D’Kommissiounen hunn och nach dem Statsrot seng Propos iwwerholl, fir en 100%ege Remboursement vun den humanitären Hëllef virzegesinn.

Da gouf proposéiert, de Paragraph 3 ëmzeänneren an de System vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat iwwert de Wee vu Konventiounen ze regelen, well domat de Problem vun der Virfinanzéierung duerch d’Gemengen aus der Welt geschaf wier. De System vun de Konventiounen, déi de Stat schonn zënter Jore mat villen öffentlechen a privaten Träger ofschléisst, huet seng Preuvë gemaach, souwuel wat d’Finanze wéi wat d’Zesummespill vun de Partner ubelaangt.

Dann déi drëtt Opposition formelle. Den initialen Artikel 24 huet eng Virmundschaft vun den zwee implizéierte Ministère par rapport zu den Office-sociauxe virgesinn: engersäits dem Familljeministère an anerersäits dem Innenministère. Hei huet de Statsrot insistéiert an ervirgestrach, dass am Kader vun der kommunaler Autonomie d’Gemenge missten d’Organisation an d’Koordination vum soziale Bäistand duerch d’Schafung vun Office-sociauxe selwer an d’Hand huelen, a si géife jo och e substanzialen Deel vum Defizit iwwerhuelen.

Déi zwou Kommissiounen hu festgestallt, dass d’Lecture vun deem Artikel eleng effektiv den Androck géif erviruffen, wéi wann de Stat sech dat do wëllt ënnert den Nol rappen. Dat war awer kengersäits d’Intentioun vum Gesetzgeber. Vu d’Ëmformuléierung vum leschte Paragraph vum Artikel 23 an déi souwisou am Gemengegesetz vun 1988 verankert Roll vum Innenministère par rapport zu de Gemengen, gouf dunnt decidéiert, den Artikel ze sträichen, esou wéi de Statsrot dat gefrot hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach weider Kommentaren zum Avis vum Statsrot an de parlamentareschen Aarbechte maachen. Déi zwou Kommissiounen hunn op anere Punkten dem Statsrot seng Remarquen a Suggestiounen suivéiert an och eegen Amendementer zrëckbehalen. Ech wëll vun deene Punkten der just e puer erauspicken, well dat géif soss ze wäit féieren. Fir weider Detailer bieten ech déi Interesséiert, a mengem schrëftleche Rapport nozeschloen, wou e ganz detailléierte Commentaire des articles virzefannen ass.

Wat d’Objektiver an d’Definitioun vun der sozialer Hëllef ubelaangt, esou hu sech déi zwou Kommissiounen gréisstendeels dem Statsrot ralliéiert. Dës ass elo net méi op éischt Hëllefsmoosname reduzéiert, mä et geet ëm eng méi global a ganzheetlech Approche zu der Persoun an Nout, déi soll kënnen e mënschewierdegt Liewe féieren an déi och solle méi längerfristeg kënnen begleet ginn.

Och de virgesinnene Solidaritéitskontrakt mat Rechter a Flichten, dee sollt mat der Persoun an Nout ofgeschloss ginn, ass opgrond vum Statsrot senger Bedenke fale gelooss ginn. An et ass dunnt an engem spéideren Artikel, dem Artikel 7, op eng aktiv Bedeelegung an eng Responsabilisatioun vun de Betreffene Wäert geluecht ginn.

No längerem Diskussioun gouf decidéiert, dass den Office social eng öffentlech-rechtlech Ariichtung gëtt, déi ënnert d’Kompetenz vun de Gemenge fällt an déi net privaterechtlech gefouert gëtt. E parlamentareschen Amendement huet nach preziséiert, dass d’Successioun vun engem opgeléisten Office social, am Fall wou e sech als eenzelnen Office social constituéiert, net un d’Gemeng fällt.

Wat dann d’Beschreiwung vun de Missiounen vun engem Office social am Artikel 7 ubelaangt, esou hunn déi zwou Kommissiounen déi méi prezis a méi detailléiert Beschreiwung vum Statsrot iwwerholl.

Den Artikel 19 gouf ëmformuléiert, fir kloerzestellen, dass de Verwaltungsrot säi Service ka selwer organiséieren, wat d’Personal ubelaangt. No längerem Diskussioun ass och do festgehalé ginn, dass den Office social dräi verschidde Méiglechkeeten huet, fir op professionellt Personal zrëckze-gräifen, wéi ech et am Ufank beschriwwen hunn.

Duerch en Amendement gouf dann nach eng Definitioun vun de Waasserkäschte bäigefügt.

Och kënnen laut neiem Artikel 31 elo Secoursë vum Office social no enger méi vereinfachter Prozedur zrëckgefrot ginn.

Schlussendlech soll dat elo hoffentlech gläich fir d’éischt gestëmmtent Gesetz den 1. Januar 2010 a Kraaft treden, bis op déi Dispositionen, déi d’Astellung vun zousätzlech Personal beim Familljeministère virgesinn. Sou hunn d’Gemengen déi néideg Zäit, fir sech op dës wichteg Sozialreform virzebereeden, déi sécherlech d’sozial Landschaft hei zu Lëtzebuerg wäert veränneren a virun allem e ganz gutt Stéck wäert verbessern am Sënn vun deene Leit, déi op déi Hëllef ugewise sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen. Un éischter Stell un d’Mataarbechter vum Greffe, déi hei zimlech gefuerdert waren, virun allem d’Madame Marianne Weycker an hiren Assistent, a besonnesch dem Här Generalsekretär Claude Frieseisen Merci fir säin Engagement an dësem Dossier.

E weidere Merci geet un d’Mataarbechter aus der Fraktioun wéi och d’Madame Familljeministesche an hir Beamten.

Besonnesch wëll ech déi konstruktiv Ambiance ervirhiewen, déi tëschent de Membere vun den zwou Kommissiounen bestanen huet, och wann d’Diskussiounen emol hëtzeg waren. An der Saach war ee sech am Fong eens, wann och net ëmmer iwwert de Wee fir dohin ze kommen.

Duerfir wäert de Vote och nëmme bal unanime sinn. An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d’Wuert.

Discussion générale

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wëll fir d’éischt dem Sylvie Andrich fir deen net einfache Rapport, dat huet een héieren, Merci soen a gläichzäitig eis Félicitatiounen zum Ausdrock bréngen. Net manner wéi 55 Säiten huet dee schrëftleche Rapport, an och dee mëndleche war vun enger, mengen ech, grousser Qualitéit. Virun allem huet hatt ëmmer de klore Kapp behalen an all deenen Diskussiounen, déi mer haten, an ëmmer erëm eis alleguerten op d’Schinn zrëckbruecht vun der Diskussioun. Duerfir, Sylvie, mä grouse Respekt hei vun dëser Plaz.

Wat maache mer haut? Mir reforméieren haut d’Office-sociauxen. Mir stellen domadder d’Sozialaarbecht vun de Gemengen op eng nei Basis a ginn der biergernoer Sozialhëllef nei Bedéngungen. An eigentlech ass et och esou, an dorëm geet et, dass mer de Mënschen, déi Ënnerstëtzung brauchen, och mat dësem Projet nei Rechter ginn.

Dat ass jo Grond genuch fir emol eng kéier ze hannerfroen, wat een dann eigentlech dorënner versteet, wann ee vu Sozialhëllef schwätzt, wat domadder gemengt ass, wat fir eng Konsequenzen et huet a wat fir eng Auswierkungen an der Praxis.

D’Sozialaarbecht definéiert sech an éischter Linn duerch d’Formuléierung vun hirem Zil, manner duerch d’Formuléierung vun hire Moyenen. An engem Saz géif ech et esou résuméieren: D’Sozialaarbecht huet zum Zil, Mënschen, déi ëm Hëllef froen,

professionell ze ënnerstëtzen, fir dass si progressiv d’Maîtrise vun de Relatiounen, déi se hunn, erëmkreien.

Et klängt e bësse komplizéiert, ass awer eigentlech relativ einfach.

Den Objet vun der Sozialaarbecht sinn all déi net zefridde stellend Relatiounen, déi d’Mënsche mat hiren Ëmwelten, am Pluriel, hunn. Indikativ kann dat eng Relatioun mat Geld sinn, eng mam Alkohol, eng mam Liewenspartner, eng mat de Kanner, mat der Schoul, mat der Justiz an esou weider an esou fort.

Et geet drëm, de Mënschen ze hëllefen, Meeschter ze ginn iwwert déi Relatiounen, fir eben en autonoomt an ausgeglacht Liewe kënnen ze féieren. An et geet drëm, sech selwer als Sozialaarbechter oder als Service iwwerflësseg ze maachen, esou dass de Client vun der Sozialaarbecht erëm eleng am Liewen eens gëtt a säi perséinleche Liewensprojet ka réaliséieren.

D’Sozialaarbecht ass do dernieft also gehalten, och konkret Léisungen op konkret Problemer ze fannen an unzebidden.

De soziale Service, an dësem Fall de Service vum Office social, huet ee gesamtgesellschaftlechen Opdrag, fir d’Solidaritéit tëschent de Mënsche professionell ze organiséieren an esou och fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft ze suergen.

Mir brauche kompetent sozial Servicier, fir de Mënschen d’Sécherheet ze ginn, dass dës Gesellschaft si net hirem Schicksal iwwerléisst, wa si eemol Hëllef néideg hunn. Déi Hëllef ass entweder materiell, an dacks ass dat den Ausléiser, fir iwwerhaapt Hëllef froen ze goen, oder et ass eng Berodung, eng administrativ Hëllef, e Bäistand, eng Vermëttlung an esou weider.

Dëst Gesetz huet den Usproch, fir iwwerall am Land déiselwecht Leeschtunge sécherzestellen a méiglecherweis och unzebidden. Den Exposé des motifs vum Gesetz an och de Rapport ginn op déi Tatsach an, dass et net iwwerall am Land déiselwecht Äntwerten op déiselwecht sozial Problemer gëtt, an dass net all Bierger déiselwecht Konditiounen an déiselwecht Prozedure begéint; kuerz: also net iwwerall am Land haut déiselwecht Hëllef kritt.

Mam virleiende Projet huet eis Ministerin sech engem därege Dossier ugeholl, an et muss een hir félicitéiere fir hire Courage an hir Tenacitéit an där Saach. Dat ass en ausgeglachten Text, dee vill diskutéiert ginn ass. Ënner anerem och am Syvicol, an deenen zwou Kommissiounen, dann awer och an de Majoritéitsfraktiounen. Schliesslech ass e Kompromësstext erauskomm, dee menger Lecture no ee ganz gudden Text ass.

Zënter 1792, esou fanne mer et am Exposé jo erëm, wou dëst Land iwwert d’Bureaux de bienfaisance verfügt, sinn d’Gemenge gehalten, fir sech de soziale Problemer vun hiren Awunner unzehuelen. Allerdéngs maache se dat, wéi gesot, jo net ëmmer all mat därselwechter Begeeschterung.

An der Kommissioun huet den Här Gira sech drëm gesuergt, dass d’Sozialaarbecht nëmmen dann zu enger lokaler Prioritéit vun de Gemengeverantwortleche géif ginn, wann de Schäfferot oder de Buergermeeschter selwer och Member am Office social wier. Et ass eng Vue, déi ech net deelen. Well wann dat esou wier, da bräichte mer haut dat Gesetz net, dann hätten an deene leschten 160 Joer all d’Gemengen am Land Zäit gehat, fir op hirem lokale Plang hiren Office social mat kohärente Strukturen, Opräg a Moyenen esou ze équipéieren, dass dat eng reell Prioritéit wier haut fir alleguerten d’Leit.

Dat ass op enger Rei vu Plazen och geschitt. Dat ass awer net iwwerall geschitt an och net iwwerall am selwechte Mooss.

Eng Gesellschaft zeechent sech als eng kohärent Liewensgemeinschaft aus, wann d’Solidaritéit do hir Plaz huet, wann d’Mënsche sech kënnen drop verlooosen, dass se eben net verloooss sinn, wa se eemol Hëllef brauchen. Si brauchen also nientweng de juristesche Rechter och sozial Rechter.

Mir hunn an de Jorzéngten e sëllechen nei Leeschtunge geschaf: de Fonds national de solidarité, de Service national d’action sociale, den RMG, d’Fleegeversécherung, eng Heizungszoulag, Kannergeld, de Congé parental, Chômage, d’Onfallversécherung an esou weider an esou fort. Et kann ee se net all opzielen. All déi Servicier sinn Déngschtleeschungen a sinn och Rechter, déi domadder verbonne sinn. An haut gëtt elo eben hei och e Recht op Sozialhëllef geschaf. Dat ass nei an dat ass gutt esou.

Dat Gesetz hei professionaliséiert awer och d’Sozialhëllef. Duerfir gëtt et eng Rei gutt

Grënn, fir mat deenen, déi ëm Hëllef froen, zesummen e Bilan ze maachen, eng komplett an eng gutt Analys vun hirer Situatioun, fir emol ofzeklären, wat hir reell Demande ass, wéi hir sozial Rechter dostinn, wéi eng spezialiséiert Servicer hinnen nach kënnen hëllefen, wat fir eng Leeschtunge vu Stat a Gesellschaft si an Usproch kënnen huelen an ënner wéi enge Konditiounen. Alles dat verlaangt e grousst Fachwëssen iwwer eis Sozialgesetzgebung engersäits an och awer eng gutt Ausbildung an eng gutt sozial Methodik op där anerer Säit.

An der Sozialaarbecht entsteet dernieft tëschent dem Client vum Service an dem Professionellen eng Relatioun. An nëmmen, wann déi Relatioun op eng gutt Vertrauensbasis opbaut, da kann och de Prozess zu engem Succès féieren.

Duerfir ass de Secret professionnel vu grousser Wichtigkeet an d'Vertraulichkeet vun den Donnéeën muss garantéiert sinn.

Den Artikel 21 verweist duerfir all d'Membere vum Office social op de Secret professionnel am Ëmgank mat den Donnéeën, déi am Kader vu senger Missioun erhuewe ginn.

Et ass och ënner anerem dofir, wou et aus menger Siicht problematesch ass, dem Statsrot senger Propos gerecht ze ginn, d'Office-sociauxen iwwert de Wee vu Syndikaten ze organiséieren. Laut Syndikatsgesetz vum 23. Februar 2001 sinn all Sitzungen öffentlech, grad wéi bei engem Gemengerot. Am Prinzip kann een also nolauschtere kommen, wann iwwer sozial Problemer vun de Matbierger diskutéiert an entscheed gëtt.

Dat ass esou onméiglech a widdersteht all deontologeschem Prinzip. Et dierft kee Sozialaarbechter - e géif sech strafbar maachen - Detailer aus senger sozialer Enquête matdeelen. Am Fall vun engem Syndikat misst da schonns ëmmer e Huis clos ausgeruff ginn, deem d'Majoritéit jo kéint décidéieren, deem awer net d'office d'Regel ass. A souguer wann e Huis clos do ass, kann all Gemengerotsmitglied virun der Sitzung den Dossier liese goen a sech souguer Kopie maachen.

Mech erstaunt awer och, dass de Conseil d'État zwee verschidde Weeër proposéiert: den Établissement public, wann eng Gemeng eleng bleift, awer keen Établissement public, wa se net eleng bleift, mä dann e Syndikat. An där Logik hätte mer zwee Modeller, zwou gesetzlech Basen, eemol Privatpersounen an engem Conseil d'administration, an eemol gewielte Lokalpolitiker am Comité vun engem Syndikat.

No dëse kuerzen Ausféierunge wëll ech awer am Résumé e puer Punkten ervirsträichen, déi mer besonnesch an deem Gesetz hei wichtig sinn.

Éischstens emol sinn d'Ënnerscheeder vun der sozialer Hëllef an Noutsituatiounen tëschent de Gemengen, esou wéi se haut bestinn, net an der Rei. Gemeinsam Regeln, Konditiounen a Prozedure si schonn noutwendeg, fir eng Cohésion sociale am Land a fir och e Gefill vu sozialer Gerechtigkeit wouerzemaachen.

Zweetens ass et esou, dass, an ech hunn et gesot, d'Komplexitéit vun de soziale Regeln an eiser Gesetzgebung esou ass, dass se no enger professioneller Prise en charge verlaangt. Et muss séchergestallt ginn, dass d'Leit zu hire Rechter kommen. An dofir ass et och néideg, dass se richtig a kompetent beroden a begleet sinn.

Drëttens, d'Äntwert op e soziale Problem ass net ëmmer eng reng finanziell. Den Office social vun der Zukunft kritt eng aner Vue vun de Saachen, wann all Demande duerch eng Enquête sociale gekläert a prezisiéiert gëtt.

D'Aarbecht vum Office social kann nei Äntwerte fannen, eng Zort Kontrakt mat de Leit maachen, Initiativen huelen um Gemengeplang, déi iwwert den Eenzelfall erausginn. Dofir ass et wichtig a richtig, d'Sozialaarbecht ze professionaliséieren.

Dat, an dat schéngt mer awer och e wichtigen Aspekt ze sinn, geet awer nëmmen, wa mer d'Office-sociauxen zesummeleeën. Et muss eng sougenannte Masse critique définiert ginn, déi e Poste vun engem Sozialaarbechter rechtfertegt. Déi Definition ass elo bei 6.000 Awunner festgeluecht ginn.

De Statsrot opposéiert sech jo hei, well mer de Gemengen eppes imposéieren an esou d'Autonomie communale net respektéieren. Doriwwer kann ee gedeeltlechen Meinung sinn, a wann et de Gesetzgeber ass, deem eleng d'Fonctionne vun der Gemeng regelt, da muss och dëse Gesetzgeber kënnen an dësem Fall d'Konditiounen vun der Ausféierung vun de Gemengemissiounen regelen.

Fënneftens ass et esou, dass d'Professionaliséierung och eng Diversifizéierung vun der sozialer Hëllef erlaabt. Et geet eben net nëmmen ëm punktuell Geldleeschungen. Et kënnen ganz verschidde sënnavoll Aktiounen festgeluecht ginn, déi der eenzelner Persoun, der Famill, de Kanner an esou weider wichteg sinn, um Wee vun enger besserer gesellschaftlecher Integratioun.

Et ass wichteg, ze soen, dass d'Sozialaarbecht haut an der Methodik dacks op eng kontraktuell Aart a Weis gefouert gëtt an zu Resultater féiert. Dëst Gesetz gesäit dat och expressis verbis vir. Do ginn eben net méi nëmmen eesäiteg Leeschtungen verginn. Do kënnen Ofmaachunge getraff gi mam Zil, wéi ech dat aganks gesot hunn, déi maximal Autonomie vun de Leit ze erreechen an ze stäerken, andeems si dann och selwer mat Acteur am Hëllefprozess sinn a musse sinn.

Schliesslech schaaft dat Gesetz eben ee Recht op Sozialhëllef. De Mënsch huet dann e Recht, Hëllef ze froen. E kann net ouni Begrënnung ofgewise ginn an en huet och e Recoursrecht.

1986 ass zu Lëtzebuerg den RMG agefouert ginn, an dat war fir d'Éischte Käier, dass esou e Recht agefouert ginn ass. Haut dehne mer dat aus op ee generell Recht, wat een huet, an d'Gesetz gesäit och eng Rei prezis Leeschtungen vir, limitéiert sech do op Energieversuergung, Waasserversuergung, Zougank zu Kommunikatiounsmëttel an och souguer zu kultureller Participatioun.

Dass den Office social en Établissement public mat engem Verwaltungsrot gëtt, ass aus eiser Vue eng gutt Lösung. Ech sinn och aus eegener lokaler Erfahrung net der Meinung, dass et wichteg ass, dass nëmme gewielte Vertrieeder an esou engem Gremium sinn.

Ech denken éischter, dass et gutt ass, wann ee motivéiert a kompetent Leit aus der Gemeng fënnt, an där gëtt et, déi sech mat der Gestoun vun esou engem Optrag kënnen befaassen.

Ech mengen, dass et gutt Argumenter gëtt, dat eben net de gewielte Vertrieeder ze reservéieren, mä hei och anere Leit eng Responsabilitéit ze ginn. Déi maachen dat mat vill Asaz, well se net wéi de Schäfferot duerch vill aner Aufgaben hin an hier gerappt sinn a well se och net am Hannerkapp vun all Hëllefscisioun de budgetären Impact op d'Gemengefinanzen hunn. Do dernieft ka selbstverständlech de Buergermeeschter jo bei all Sitzung derbäi sinn. Niewent dëse Betruechtungen nach e puer ofschléissend Bemerkungen zum Optrag vun den Office-sociauxen an der sozialer Landschaft vun eisem Land.

D'Office-sociauxe kréien déi kloer Missioun, den Awunner wierdeg Liewensbedéngungen ze garantéieren. An den Office social gëtt an alle Fäll den Usprichpartner vun den Awunner.

Dat war elo net onbedéngt esou. Elo hu sech de Service social de proximité vun der Croix-Rouge an den Office social dës Aufgab vun der sougenannter éischter Linn gedeelt. Am Land zesumme sinn dat ronn 45 Poste vun Assistants sociaux.

Mat deem neie Gesetz kréie mer ee Poste pro 6.000 Awunner. Wa mer also héichrechnen, kéime mer op maximal 80 Posten am Land. Dee Status quo vun der aktueller professioneller Decken an deem dote Beräich wier erreecht, wa mer ee Poste pro 10.000 Awunner hätten.

Et kommen also eng ganz Rei zousätzlech Poste bäi. Déi wäerte sécher no an no vun den Office-sociauxen entweder direkt agestallt ginn oder iwwer eng Konventioun mat engem sozialen Dénsgschleeschter, engem soziale Service geschafte ginn.

Wann dann elo déi Office-sociauxe méi Moyenë kréien, da kann d'Aarbecht, déi permanent zouhëlt, och besser gemaach ginn. Dass dat néideg ass, brauch ech net ze erklären; ech mengen, dat deelt jiddwereen heibannen.

Et ass och fir d'Éischt, dass mat dësem Gesetz eng Regel fir Personalentwécklungen am soziale Secteur direkt och un d'Bevölkerungsentwécklung gebonne gëtt, also keng direkt Fro méi vu Posten a Budgetverhandlungen ass. Och dat ass e groussen Avantage: D'Qualitéit vun de Leeschtungen bleift eis erhalen, och wann d'Awunnerzuele sech veränneren an zouhuelen.

Den Office social stellt déi éischt Linn duer, also déi éischt Ulaftell. Awer den Office social mécht sécher net alles selwer. An der zweeter Linn hu mer am Land flächendeckend Servicer, déi iwwer Konventiounen mam Stat verfügen. Dës Servicer stellen déi logesch Suite duer vun der Betreierung

duerch den Office social. Et si souwuel spezialiséiert Servicer a ganz verschidde Beräicher, wéi där, déi eng Laangzäitbetreierung vu Leit a Famillje leeschten.

Dës Servicer maache sech bei der Lecture vum Text Suergen, well hei keng strikt Limitatioun vum Optrag vun den Office-sociauxen drasteet an eng Laangzäitbetreierung och do kéint gemaach ginn. Ech gesinn dat net esou als eng grouss Gefor, well wann den Office social géif décidéieren, dat ze maachen, wat e kéint, dann ass e ganz séier um Enn vu senger Disponibilitéit ukomm a senger éischter Missioun riskéiert en dann, net méi kënnen gerecht ze ginn.

Par contre ass den Office social vun der Zukunft gutt beroden, fir lokal spezifesch Projeten ze entwéckelen, déi am preventive Beräich, am sougenannten Travail social communautaire hir Wirkung kënnen hunn. Dat kënnen ganz verschidde Beräicher sinn, wou een d'Suergen an d'Brennpunkte spiert an der Gemeng.

Den Office social vun der Zukunft, duerch seng Positioun un der éischter Linn, spillt also eng wichteg Roll vun Informatioun, Berodung, Koordinatioun a Vermëttlung. Den „case management“ wäert mat Sécherheet eng vun de Methode sinn, déi d'Sozialaarbecht vun den Office-sociauxe wäert charakteriséieren.

Dëse Projet de loi ass mat Sécherheet e Quantesprong, an ech erënnere mech u meng Zäit als Sozialaarbechter, wéi ech ugefaangen hunn 1990. Dunn ass schonn dovunner Rieds gaangen, dass d'Office-sociauxe misste reforméiert ginn, an haart driwwer nogeduecht ginn op enger Rei vu Plazen. Ech wëll elo net soen, wou iwwerall.

D'Gemenge musse sech mat dësem Projet nei organiséieren, mussen nei Strukturen schafen, an och déi nei Office-sociauxe musse sech organiséieren, sech Regele ginn, Kollaboratiounen opbauen, Personal rekrutéieren.

Déi bestehend sozial Servicer am Land musse sech dëse Gegebenheeten upassen a sech eben och an déi Kollaboratiouns- a Kooperatiounsprozesser aklénken.

Awer virun allem d'Leit am Land, déi wirklech Problemer hunn an eng biegerno, professionell, kompetent a konkret Hëllef brauchen, dat sinn déi Éischt, déi dëst Gesetz begrësse wäerten. Mir sollten dofir deene ville positive Punkten, déi dëse Projet huet, alleguerten zoustëmmen, andeem mer dëst Gesetz och stëmmen, wouvunner ech ausginn. Op alle Fall wäert d'CSV dat esou maachen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Schaaf Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Här President. Här President, léif Kollegeen a Kollegeinnen, fir d'Éischt, mengen ech, misst ech mat enger Déclaration d'intérêt ufänken. Ech si Presidentin vum Office social vun der Stad Lëtzebuerg an et ass evident, dass ech an dëser Diskussioun d'Intérëten an d'Suerge vun deem Office social net konnt vergiessen. Nach hunn ech versicht, méi e wäite Brëll unzedoen an d'Problematik insgesamt ze gesinn.

Här President, wéi mer fir d'lescht iwwert d'Offices sociaux hei an der Chamber geschwat hunn, am Kader vun enger Interpellatioun vum Här Adam iwwert d'Aarmut den 1. Februar 2007, huet d'Madame Minister vun der Familljen ofschléissend gemengt, de Gesetzesprojet zur Reform vun den Offices sociaux wier um gudden Wee. Si huet awer weider och gemengt, an ech zitieren: „Ob en dann esou wëllkomm hei ass, wéi de Mëtteg jiddwereen et gefrot huet, dat ass dann nach eng aner Fro.“ Enn vum Zitat. Si wosst deemools jo schonn, wat am Projet géif stoen.

Mä nach, Här President, woen ech ze behaupten, dass d'Madame Minister sech net dee Stuerm erwaart hat, deem hei an der Chamber lassgaangen ass, wéi de Projet déposiert ginn ass. An dee Stuerm war net eng Konfrontatioun Majoritéit-Oppositioun, mä et war den Opstand vun de Gemengepapp an -mammen, déi d'Realitéten um Terrain kennen, à l'égard vun deene Leit an de Ministère, hannert de Schreifdëscher, déi perfekt Lösung sechen, déi awer duerno a Wirklechkeet och zu Schwierigkeete kënnen féieren. Och, mengen ech, huet 2007 d'Madame Minister wahrscheinlech sech net kënnen virstellen, dass mer vum Conseil d'État deen Avis kréichen, dee mer entre-temps kritt hunn.

Här President, wéi de Projet bis déposiert war, hate mer du laang an hefteg Diskussiounen an deenen zwou Kommissiounen vun der Familljen a vum Intérieur, déi sech mam Projet befaasst hunn. Mir hate laang an ausféierlech Diskussiounen, mä déi Diskussiounen hunn zum Schluss awer misse ganz zügeg gefouert ginn, well den Avis vum Conseil d'État relativ spéit komm ass, a well mer dunh hu misse ganz schnell fäerdeg ginn, well jo d'Majoritéit wollt zu engem Vote komme virum Enn vun dëser Legislaturperiod, och wann dat nëmme wäert, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet, en éischte Vote sinn, vu dass déi fundamental Opposition formelle vum Conseil d'État oprechterhale ginn ass.

Här President, d'Regierung huet am Laf vun deenen Diskussiounen eng ganz Partie Amendementer gemaach, fir déi mer dankbar sinn. D'Kommissioun huet eng Partie Virschléi vum Conseil d'État ugeholl. Dat war och eng gutt Saach. An d'Kommissioun huet och deen een oder deen aneren zousätzlechen Amendement gemaach. Dat alles huet dozou gefouert, dass mer elo en Text virun ons leien hunn, deen onser Meinung no besser ass wéi deen, dee mer am Ufank haten. An dat ass och en Text, dee mir wäerte stëmmen, och wann ech nach op deen een oder deen anere Punkt wäert agoen, wou mer mengen, dass een nach ka Verbesserungen abréngen. Mä ech kommen duerno dorobber zréck.

Ech wëll, Här President, der Rapportrice, der Madame Andrich-Duval, villmools Merci soe fir hir Ouverture d'esprit an deenen Diskussiounen, fir hir Offenheet à l'égard vun den Amendementer vun der Opposition, fir hiren exzellente Bericht a fir déi vill Aarbecht, déi se an dee Bericht oder an déi zwee Berichter, de mëndlechen an de schrëftlechen, investéiert huet.

An deem Projet, dee mer elo virleien hunn, sinn onser Meinung no fënneg ganz wesentlech Punkten. An dat si vläicht aner Punkten oder deelweis aner Punkte wéi déi, déi d'Madame Andrich-Duval als déi wesentlech Punkte considéiert huet.

Dat Éischt, an do si mer ons eens, d'Rapportrice an ech, dat ass, dass hei e Recht geschafte gëtt op Sozialhëllef op Gemengeplang. Dat, wat bis elo net de Fall war. Et gëtt also elo e Recht, an dat ass onser Meinung no eng ganz wichteg Saach.

Well et e Recht gëtt - dat ass deen zweete Punkt -, gëtt et och en Droit de recours. Wann e Bierger d'Gefill huet, dass hie säi Recht net kritt, da kann hie bei déi sozial Instanze säi Recht akloe goen. Bei déi sozial Geriichtsbarkeeten, misst ech soen.

Deen drëtte Punkt, deen ons wichtig schéngt, dat ass, dass déi nei Repartitioun vun der Charge financière zu enger méi grousser Kontributioun vum Stat wäert féieren, contrairement zu deem, wat de Conseil d'État gemengt huet, an dat huet d'Rapportrice och ënnerstrach.

Dee véierte Punkt ass d'Suppressioun vun der Notioun vum „Domicile de secours“, mat all deenen onsägleche Schwierigkeeten, déi dat fir d'Gemenge mat sech bruecht huet. Mir hunn do missen Texter applizéieren, déi 200 Joer oder méi al waren, déi also mat enger Gesellschaft sech befaasst hunn, déi guer net méi déi war, déi mir elo haut kennen. A mir kennen alleguerten déi cocasse Situatiounen oder déi schwierig Situatiounen, déi mer ëmmer erëmfonnt hunn, wann een huet missen en Domicile de secours vun engem Enfant naturel festleeën, wou d'Mamm vill geplënnert war. Dat war eng absolut obskur Wëssenschaft. Also, dass déi Notioun, den Domicile de secours, ofgeschaaft gëtt, schéngt mir och e ganz wichtige Fortschritt.

Schliesslech, an dat ass wahrscheinlech bal dee wichtigste Punkt: De Projet féiert e flächendeckende System vu Sozialhëllef iwwert d'ganz Land an - e soll dat op jidde Fall maachen -, e System, deen alle Bierger équivalent sozial Dénsgschter zouséchert. Dat ass och vun alle Spriecher bis elo hei ënnerstrach ginn an onser Meinung no och e ganz wichtige Punkt.

Här President, ech kommen dann elo zu enger Serie vu Modifikatiounen, déi am Kader vun de parlamentareschen Aarbechten hei um Projet virgeholl gi sinn an déi onser Meinung no eng Beräicherung,

eng Verbesserung si par rapport zum Originaltext.

Am Artikel 2, wou et ëm den Objectif vun der Aide sociale geet, hu mer den Text vum Conseil d'État iwwerholl, deen e breet gefächerten Text ass, aus deem spezifesch Referenzen op d'Natur vun der Hëllef, déi soll geleescht ginn, erausgeholl ginn, an notament spezifesch Referenzen op de Logement.

Den Offices sociaux eng Obligatioun ze ginn, mat engem Rekursrecht e Logement ze assuréieren, hätt d'Gemengen an d'Offices sociaux virun Erausfuederunge gestallt, déi se einfach net hätte kënnen meeschteren. An duerfir schéngt et ons richteg, dass déi prezis Referenz erausgeholl ginn ass. Ech wëll dorop hiweisen, en passant, dass am Text vun der Verfassungsrevisioun, déi den Här Paul-Henri Meyers virun e puer Deeg déposéiert huet, beim Stat eng Obligation de moyens geschafe gëtt, fir fir de Logement ze suergen. Eng Obligation de moyens, mais non de fin. Et ass also net vergiess ginn, mä et ass an där absoluter Form, wéi et au départ hei virgesi war, net méi an onsem Text. An ech mengen, dat wäert och derfir suergen, dass mer eng ganz Partie vun de Schwieregkeeten, déi mer gefaart hunn, net wäerten um Gemengeplang an um Plang vun den Offices sociaux an Zukunft begéinen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass am Artikel 7 vum Gesetz selbstverständlech eng Obligatioun, eng Referenz steet op den Hébergement am Fall vun enger Urgence. Dat ass eppes, wat d'Gemenge gutt kennen a wat se scho laang applizéieren. Ech mengen net, dass dat wäert zu gréissere Problemer féieren, an ech fannen et och gutt, dass déi Referenz am Artikel 7 gemaach gëtt.

Da wëll ech e Wuert soen zum Artikel 5. Do geet et ëm den Office social en tant que tel. Do steet am Alinea zwee: „L'office social est un établissement public doté de la personnalité juridique.“ Am ursprünglechen Text stoung dann och dran: „...et géré dans les formes et selon les méthodes du droit privé“. Dat huet hei an der Chamber zu vill Onrou gefouert an - wéi soll ech soen? - huet menger Meinung no op enger gewëssener Konfusioun berout tëschent engersäits dem Féiere vun enger Comptabilité commerciale an anerersäits enger Gestiou „dans les formes et selon les méthodes du droit privé“. Mir sinn also frou, dass den Deel vum Saz gestrach ginn ass an dass déi Kontradiktioun, tëschent engem Établissement public engersäits an dem private Secteur anerersäits, hei erausgeholl ginn ass.

Dann e Wuert zum Artikel 6, deen och en Artikel war, dee fir ganz vill Diskussiounen gesuergt huet. Mir sinn dankbar, dass fir den Office social, deen enger eenzeger Gemeng ënnerläit, de Patrimoine vun deem alen Office social direkt op deen neien Office social eriwuergeet, ouni den Détour zréck un d'Gemeng an erëm vun der Gemeng zréck un den neien Office social. Dat hätt nëmmen zousätzlech administrativ Schwieregkeete bruecht, awer am Fong näischt un der Saach geännert. Et ass also eng gutt Saach, mengen ech, dass deen Amendment vun der Regierung..., neen, vun der Kommissioun akzeptéiert ginn ass, an dass mer dat dann agesat hunn.

Et ass awer och en Amendment vun der Regierung beim Artikel 6 derbäikomm, dee menger Meinung no ganz wichteg ass, an dat ass de Paragraph 8, wou virgesinn ass, dass bei deenen Operatiounen, wou de Patrimoine oder d'Chargé vun engem Office social, wann et e fusionéierten Office ass, zréck un d'Gemenge geet, sämtlech Fraisen, déi géifen entstoën, ewechfalen. Et kann ee sech nämlech net virstellen, dass dann d'Gemeng hätt missen Droits de succession bezuelen, a Gott weess wat fir aner Chargen nach, fir eng Operatioun, déi am Fong eng administrativ Operatioun ass. Also ass et och gutt, dass dee Paragraph 8 derbäikomm ass. Et bleift menger Meinung no nach ee kleng Problem, an ech wäert duerno dorop zréckkommen, mä menger Meinung no ass dat keen esou wesentleche Problem méi.

Dann e Wuert zum Artikel 9. Den Artikel 9 gesäit vir, dass den Office seng Aufgabe soll exzerzéieren „suivant les méthodes de

travail social les mieux adaptées“. Am Originaltext war och nach virgesinn, „am Respekt vun ideologeschen, philosopheschen a reliése Convictiounen“. Et ass gefaart ginn, dass dat kéint mëssinterpretéiert ginn an zu Schwieregkeete féieren, an deen Zousaz ass gestrach ginn. Ech mengen och, dat ass eng gutt Saach.

Artikel 19 dann, Alinea zwee: Do hate mer e Problem ee Moment iwwert déi Amendementen, déi kommen sinn an dann erëm ëmgestëmmt gi sinn. Et huet ee Moment ausgesinn, wéi wa mer wëilten eng Obligatioun virgesinn, dass all Office social muss vun engem Assistant social dirigéiert ginn. Or, mir wëssen, dass dat an de Gemengen, zemoos an de grouse Gemengen, net de Fall ass, an den Artikel 19, Alinea zwee ass an deem Sënn ofgeännert ginn. Och dofir wëilt ech der Kommissioun an dem Rapporteur Merci soen.

Dann den Artikel 23 „Prise en charge, à parts égales, du déficit par l'État et les communes“. Et ass schonn drop higewise ginn: Domadder gëtt menger Meinung no d'Zouwendung vum Stat un d'Hëllef, déi um Gemengeplang ausbezuelt gëtt, net méi kleng, mä se gëtt méi grouss, an ech mengen, dofir sollen all d'Gemengen dankbar sinn.

Dann ass de fréieren Artikel 24 ofgeschafft ginn. Deen huet eng duebel Tutelle virgesinn, vum Ministère de l'Aide sociale engersäits a vum Ministère de l'Intérieur anerersäits. Deen Artikel ass ganz gestrach ginn, an ech mengen, dat ass eng gutt Saach.

Éischters schéngt mer dat Wuert „Tutelle“ net méi zäitgeméiss. Et gëtt am Gemengesetz elo vu Kontroll geschwat, an net méi vun Tutelle. Dat war am 19. Jorhonnert, do huet ee vun Tutelle geschwat. An et huet och all Gemengeresponsabel Suerge bereet, dass elo sollt eng duebel Tutelle sinn, eng vum Ministère de l'Aide sociale an eng vum Ministère de l'Intérieur.

D'Kontroll vum Ministère de l'Intérieur ass souwisou ginn iwwert de Biais, dass d'Offices sociaux ënnert der Responsabilitéit vun de Gemenge bleiwen, a compte tenu och vu gewësse Bestëmmungen, déi am Gesetz sinn. Anerersäits ass fir alles dat, wat d'Aide sociale betrëfft a wat an den Hänn vum Ministère de la Famille et de l'Aide sociale läit, souwisou och geséichert, dass dee Ministère d'haute main iwwert d'Aktivitéite behält, ouni awer dass ee muss op eng Tutelle zréckgräifen.

Dat wieren déi Punkten, Här President, wou mir frou sinn, dass konnten am Laf vun den Diskussiounen Solutiounen fonnt ginn, vun deene mer mengen, dass se dozou bäidroen, dass bei der Applicatioun vum Gesetz keng Problemer entstinn, an dass mer och am Sënn vun engem gudde Fonctionnéiere vun den Office-sociaux gehandelt hunn.

Nun eng Partie Punkten, wou ech mengen, dass vläicht dach nach Handlungsbedarf ass. Den éischten a wichtegste Punkt ass déi konstitutionell Ausenanersetzung tëschent dem Conseil d'État engersäits an der Chamber anerersäits, op déi d'Madame Rapportrice jo en détail agaangen ass. Ech mengen, et wier derwäert, dass déi nächst Chamber dat ganz Gebitt, dee ganze Froekomplex ënnert d'Lupp hält a kuckt, ob net do e Besoin besteet, dass mer légiféieren, dass mer verschidden Ambigüitéiten aus der Welt schafen, an dass mer Texter kréien, déi kloer an däitlech uwendbar sinn, ouni dass esou Diskussiounen an Zukunft weider opkommen.

Weider sinn ech och der Meinung, an deemselwechten Zesummenhang, dass déi nächst Chamber sech sollt iwwerleeën, ob et net derwäert ass, net am Kader vun deem Gesetz, mä am Kader vun engem separate Gesetz, déi Suggestiounen opze-gräifen, déi de Conseil d'État gemaach huet iwwert d'Schafe vun Établissements publics communaux. Mä awer dann net nëmme bei den Offices sociaux, mä insgesamt d'Froe vun den Établissements publics communaux. Dat kann an anere Gebidder och ganz interessant sinn. Ech mengen, de Conseil d'État huet do eng relativ einfach Method proposéiert, an et wier derwäert, dass déi nächst Chamber an déi nächst Regierung sech dat géifen ukucken.

Drëttens mengen ech, an deemselwechten Zesummenhang - an dat hunn déi Kollege gesot, déi gemengt hunn, si kéinten en définitive dëse Projet dach net matdroen - wier et och derwäert, dass een d'Propositoun vum Conseil d'État iwwert d'Syndicats de communes nach eng kéier kuckt. Dat ass eppes, wat besteet a fonctionnéiert.

D'Suerg vun onse grénge Kollege war, dass deen heiten Text vläicht fir d'Landgemengen e gréissere Problem duerstellt,

méi wéi dat de Fall ass an de grouse Gemengen. Ech mengen och, et wier derwäert, dass een an enger nächster Etapp, à tête reposée et en toute sérénité, doriwwer nach eng kéier nodenkt. Dat zu deene méi grondsätzleche Saachen.

Dann e puer spezifesch Punkten, wou mir an der Zäitspan, déi mer haten zum Schluss, fir den Text fäerdeg ze maachen, vläicht keng Zäit méi haten, am Detail drop anzegoen. Do kommen ech zréck op den Artikel 6, deen ech schonn erwähnt hunn, an op d'Léisung, déi festgehalen ginn ass am Paragraph 1 an am Paragraph 8.

Wat bestoe bleift, menger Meinung no, ass, dass bei där Transmission de patrimoine eng Transcription cadastrale nach muss gemaach ginn. Dat heescht, de Kadaster muss ëmgeschriwwen ginn, vu dass jo en anere Propriétaire vun deem Patrimoine entsteet. Ech mengen net, dass mer dat an deem Text nach kënnen, dass mer nach iergendeppes solle virhuelen. Ech soe just, et misst een, vu dass et jo eng éischt Liesung ass, sech virun der zweeter Liesung doriwwer nach genee Informatiounen sichen a kucken, ob e Problem ass, wat ech mengen, a wann et e Problem ass, wéi een dat da ka léisen.

Dat Zweet, wat mir schéngt vläicht e Problem kënnen ze stellen, ass bei esou fusionéierte Gemengen, déi also ënner 6.000 Awunner sinn an déi musse fusionéieren, fir en Office social commun ze schafen. Do ass am Paragraph 2 vum Artikel 2 virgesinn, dass deen Office social commun dann ënnert der Surveillance vun der Commune-siège steet. Dat heescht, déi aner Gemengen, déi awer en Deel si vun deem fusionéierten Office, hu mat der Surveillance guer näischt méi ze dinn. Dat schéngt mir och e Problem kënnen ze sinn, an et wier derwäert, dass een dat virun enger zweeter Liesung nach eng kéier géif kucken.

Den nächste Punkt ass een, dee vill diskutéiert ginn ass. Et ass also keen neie Punkt. Dat ass am Artikel 12 d'Incompatibilitéit fir d'Buergermeeschteren an d'Schäffen, fir kënnen am Conseil d'administration vun deem Établissement public ze siégéieren. Ech kann aus eegener Erfahrung soen, dass den Office social vun der Stad Lëtzebuerg schonn en Établissement public ass, säit Jorhonnerten, an dass d'Buergermeeschteren an d'Schäffen dra siégéiert hunn, an dass dat net zum Schued vum Office social war.

Mä wéi gesot, dat ass eng Fro, déi ass laang a breet diskutéiert ginn. D'Majoritéit huet sech festgeluecht op déi dote Formel. Nach sinn ech der Meinung, dass een dat vläicht nach eng kéier misst kucken.

Ech wëll nach dorop hiweisen, dass dee Problem vun de Buergermeeschteren a vun de Schäfte mir och schéngt méi e sensibele Problem ze si fir déi kleng Landgemengen, wéi fir déi grouss Gemengen. Déi grouss Gemengen, déi ginn och mat där doter Formel ouni Weideres eens. Mä ech mengen, an de Landgemengen - an dat war en Argument, wat mer vill an de Kommissiounen héieren hunn - kann dat vläicht zu engem Problem féieren.

Dann den Artikel 13. Dat ass en neie Problem. Den Artikel 13 gesäit vir am éischten Tret, dass, wann et en Office social ass, deen enger eenzelter Gemeng ënnersteet, dann de Gemengerot d'Membere vum Conseil d'administration nennt, an dass déi Nominatioun stattfënnt duerch de Conseil communal, nodeem en Appel public aux candidatures ausgeschriwwen ginn ass, deen op d'mannst 15 Deeg virun der Réunioun vum Conseil communal muss publizéiert sinn.

Verschidde Leit froe sech, ob den Appel public wierklech déi beschte Léisungsméiglechkeet ass, fir zu deenen Nominatiounen ze kommen, well mer wësse jo, wéi et duerno zu den Nominatiounen kënnt bei engem Vote am Conseil communal.

Zweetens schéngt mir den Délai vu 15 Deeg vill ze kuerz. Wann dat do soll uerdentlech gemaach ginn an et soll uerdentlech iwwert d'Bühn goen, da geet deen Délai vu 15 Deeg net duer. Ech weess, dass am Text steet „au moins quinze jours“, mä ech mengen, et misst een do e bësse méi e laangen Délai virgesinn.

En nächste Punkt, do sprangen ech direkt op den Artikel 28: Do hunn ech zwar keng Léisung virzeschloen, mä ech hunn awer Suergen. Do geet et ëm d'Waasser an d'Énergie domestique. Do gëtt geschwat beim Waasser: «la quantité suffisante à de l'eau destinée à la consommation humaine pour ses besoins personnels au niveau de l'alimentation et de l'hygiène».

Bei der Énergie domestique gëtt gesot: «toute forme d'énergie délivrée par un

réseau public ou privé ou par des fournitures d'énergies stockables au domicile de la personne concernée, notamment l'électricité, le gaz, le fuel domestique, le charbon et ses dérivés, le bois ainsi que toute forme d'énergie pouvant être utilisée à des fins domestiques».

Et gëtt keng Referenz gemaach hei op e Règlement grand-ducal. Et weess een net, wat eng Quantité suffisante ass. Ech fäerten, dass déi Dispositiounen zu Problemer an zu Streidereie féieren, dass d'Leit vläicht eppes aneschters dorënner verstü wéi dat, wat gemengt ass, an dass duerno d'Offices sociaux sech mussen erëm-schloen, fir ze kucken, do zu Léisungen ze kommen.

D'Offices sociaux hunn elo scho Schwieregkeete mat deenen Dispositiounen, déi mer an den Texter geschriwwen hu vum Gas a vun der Elektrizitéit.

(Interruption)

Jo! Dat do sollt dat jo gutt maachen. Ech froe mech just, ob mer mat Begrëffer wéi „en quantité suffisante“, déi net novollzéibar sinn, also déi net exakt quantifiable sinn, do net a Schwieregkeete kommen.

Beim Mindestloun oder, loosse mer soen, beim RMG ass de Montant prezis, bekannt a quantifiable. Bei enger Liwwerung vun „accès à de l'eau pour ses besoins personnels en quantité suffisante“ gesinn ech eng Marge d'appréciation, déi kann zu Schwieregkeete féieren.

Vläicht iren ech mech, an ech hoffen et, mä vläicht ass dat och eppes, wou een an Zukunft eng kéier, och opgrond vläicht vun der Erfahrung, déi mer mat der Applikatioun vun deem Text kréien, sollt dorop zréckkommen.

Dann, Här President, e Wuert zum Artikel 31. Do geet et ëm d'Restitution de l'aide fournie. Do ass d'Kommissioun higaangen an huet aus enger Obligatioun eng Facultéit gemaach. Den Office social ka reklaméieren, dass déi Ënnerstëtzung, déi en engem gewährt huet, zréckbezuelt gëtt, wann an där Period, wou déi Persoun dovou bénéficiéiert huet, se Ressourcë kritt huet aus iergendenger Ursach, déi am Fong d'Aide als net méi noutwendeg erweisen hätt.

Et gëtt ähnlech Bestëmmungen beim Fonds national de solidarité. Mä de Fonds national de solidarité huet d'Possibilitéit, ze vérifiéieren, weinstens bei de Steieren, wéi d'Situation de fortune vun enger Persoun ass. D'Offices sociaux hunn dat net. An et kann ee jo och kaum unhuelen, dass een, deen en Héritage gemaach huet oder an der Lotterie gewonnen huet, da bei den Office social kënnt a seet: „Ech hunn elo vun lech Hëllef kritt, ech kommen lech dat gär erëmbezuelen.“ Also, dat do gëtt eng Bestëmmung, déi fir d'Offices sociaux e bësse schwiereg ze applizéieren ass. Och do muss ee vläicht kucken, wéi d'Erfahrung sech entwéckelt an ob een do vläicht enges Daags muss nobesseren.

Dann ee Wuert zu den Dispositions transitoires. Den Artikel 34 gesäit vir: «Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers de l'office social sont pris en charge par l'office qui le remplace.» An da gëtt gesot, dass se hire Statut, hire Rang an esou weider behalen. Or, a verschiddene grouse Gemenge sinn d'Leit, déi sech ëm den Office social këmmen, Fonctionnaires communaux net vum Office social, mä vun der Gemeng. Duerfir froen ech mech, ob de Saz vum Artikel 34 duergeet, fir deene Problemer bäizekommen.

Schliesslech, Här President, an dat ass mäi leschte Problem, dat ass den Artikel 38. Den Datum vun der Entrée en vigueur ass schonn eng kéier geännert ginn, an deen Datum ass zréckverluecht ginn op den 1. Januar 2010. Or, wa mer elo eréischt zu engem éischte Vote kommen a wann déi nächst Chamber muss den zweete Vote maachen, froen ech mech wierklech, ob dann den Datum vum 1. Januar 2010 nach ze halen ass.

Besonnesch am Zesummenhang mat der Fusioun vun deenen Offices sociaux, déi muss ënnert de Gemengen diskutéiert an duerchgesat ginn. Et bleiwen am Fong dräi Méint dann am Joer 2009. Do froen ech mech wierklech, ob et dann nach duergeet. Ech mengen net, dass mer haut nach sollen hei eppes dorun änneren. Mä ech mengen, wann den Text erëmkennt, ass dat sécherlech eng lwwerleung, déi muss ugestallt ginn.

Här President, dat waren déi puer Punkten, déi ech hei wollt opwerfen. Ech hu virdu scho gesot, dass mer géifen dee Projet stëmmen. Meng Bemierkunge waren am Fong nëmmen eng Indikatioun, wat ee vläicht nach muss an Zukunft maachen, fir

en Text ze kréien, wou een net onnéidegerweis an deen een oder an deen anere Problem fällt.

Ech wéilt hei nëmmen nach eng Kéier soen, dass ons Fraktioun wäert dee Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.**- Très bien!

» **M. le Président.**- Ech soen der Madame Flesch Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Vera Spautz agedroen. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Vera Spautz (LSAP).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut an engem éischte Vote iwwer e Projet of, dee fir eng grouss Unzuel vu Leit eng wichteg Bedeitung huet: d'Reform vum Office social oder der Aide sociale.

Wéi esou oft bei grouss Gesetzsännerungen a wéi et och schonn hei gesot ginn ass, ass och hei iwwert dës Gesetzsprojet laang, kontrovers an oft zimlech hefteg an den zoustänneg Chamberskommissionen an awer och op villen anere Plazen an an anere Gremien diskutéiert ginn.

Dës Gesetzsprojet iwwert d'Aide sociale ass dann och e Kompromëss vu villen ënnerschiddleche Meenungen an Approchë vun der Sozialpolitik hei zu Lëtzebuerg. An der Familljen- an Intérieurskommission ware mer eis awer bal alleguerten eens, dass mer dës Projet elo nach virun de Wahlen déi éischte Kéier an d'Chamber bréngen, an dës ganz besonnesch um Hannergrond vun der aktueller Kris, déi och elo hei zu Lëtzebuerg ukomm ass.

Mat dësem Projet setze mer e politesch Signal, woubäi ech betoune wëll, dass d'Reform vun der Aide sociale haut net eleng weinst der Kris op der Dagesuerdung steet. Dës Reform ass scho ganz laang iwwerfällg.

Ech wëll och net op alleguer d'Ännerungen agoen, déi gemaach gi sinn am positiven oder am negative Sënn. Eng ganz Rei Kolleeginnen a Kolleegen hunn dat scho viru mir gemaach.

Fir mech ass awer ee vun den allerwichtigsten Punkten an deem Gesetz d'Recht op Sozialhëllef. Et ass schonn iergendwéi paradox, dass mir an engem Land, wat iwwer eng dach zimlech ausgeprägte Sozialgesetzgebung verfügt a sech als een, wann net dee Sozialstat gesäit, awer trotzdem grouss Mängel hu bei der Bekämpfung vun Aarmut a soziale Benodeelegungen.

Dës Gesetzsprojet gesäit dann och vir, dass all d'Bierger e Recht hunn op Grundversuergung, dat heescht Gesondheetsversuergung, lessen, Kleeder, Wunnen, Mobilitéit, Energie a Waasserversuergung.

Et muss ee sech awer parallel dozou och d'Fro stellen, oder verschidde Gemengen hei am Land mussen sech d'Fro gefale loossen, firwat si net schonn, ier dës Gesetz elo soll gestëmmt ginn, an hire Gemengen aktiv a preventiv virgaange sinn.

Sou schreift d'ANASIG, d'Association nationale des assistants sociales, an hirem Avis iwwert dës Projet de loi: «Le projet de loi mettra ainsi fin à l'inégalité de traitement entre les personnes résidant dans une commune soucieuse de développer une politique d'aide sociale et celles résidant dans une commune sans vision quant aux mesures sociales.»

An d'Commission consultative des droits de l'Homme schreift an hirem Avis: «L'existence d'un droit et l'accès à un droit sont deux choses bien différentes. Jusque-là, le Luxembourg ne connaissait pas le droit à l'aide sociale, mais la pratique de certains Offices sociaux permettait un accès rapide, efficace et non bureaucratique à des secours financiers ou autres. Ainsi est-il pratique courante à la Ville de Luxembourg et à Esch-sur-Alzette que des secours financiers sont accordés dans deux, trois jours.»

A weider schreift d'Kommission: «...qu'elle ne peut que saluer la création d'Offices sociaux dans les communes qui n'en avaient pas jusque-là».

D'Gemeng Lëtzebuerg an och d'Gemeng Esch hunn dann an der Vergaangenheet méi wéi eng Kéier ze héiere kritt, dass déi zwou gréisst Gemengen am Land dofir do wäeren, sech ëm d'Sozialpolitik ze bekëmmern, an deenen anere Gemenge géif et keng esou Problemer ginn, oder si wäeren net esou grave. Et ass awer och eng Tatsaach, dass eng Rei Awunner aus anere Gemengen, wou et keen Office social oder keng Antenn vun der Croix-Rouge gëtt, sech einfach net trauen, bei hire Buerger-

meeschter ze goen oder hir Buergermeeschtesch, fir ëm Hëllef ze froen. Déi eng sinn an der Vergaangenheet zimlech paternalistesche mat den Ufroen vun de Leit ëmgaangen oder hunn déi sougenannten Almospolitik bedriwwen. Anerer haten oder wollte ganz einfach keng Léisung fanne fir de Leit hire Problem.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op e weidere Punkt vun dem Projet de loi agoen. Wéi scho gesot, funktionéieren d'Gemenge Lëtzebuerg an Esch mat eegenen Offices sociaux. Derniewent gëtt et awer nach d'Croix-Rouge oder d'Ligue, déi zum Beispill zu Esch an enger Konvention mat der Sozialarbecht um Terrain agebonne sinn. An et gëtt déi Servicer och op ënnerschiddlechen anere Plazen, wou si fir méi Gemenge Permanencë maachen oder gemaach hu bis elo.

An där ursprünnglecher Fassung vun dësem Projet de loi haten d'Auteurs - de Ministère de la Famille an de Ministère de l'intérieur - dann och virgesinn, nëmmen een Assistant social respektiv een Assistant d'hygiène sociale pro 10.000 Awunner ze bezuelen. Op Drock vun der LSAP an dem Syvicol ass dës Chiffer awer op 6.000 Awunner erofgesat ginn, well et soss net méiglech gewiescht wär, eng seriö Sozialarbecht ze realiséieren.

Ausserdeem gëtt et opgrond vun den Ennerschiddlechkeeten an de soziale Gegebenheeten an der Gemeng - a mir hu ganz oft dat Beispill an der Kommission genannt Nidderaanwen, déi anscheinend ee Sozialfall hunn, par rapport zu Esch oder der Stad -, do geet et scho bal an deene grouss Gemenge mat engem Posten Assistant social op 6.000 Awunner net méi duer, fir anstänneg Suivi de de Clienten am Office social ze maachen.

Als Beispill wéilt ech grad just den Escher Office social nennen. 2007 hate mir um Escher Office social 1.160 Clientë mat ongeféier 4.000 Visiten. 2008 waren et schonn 1.213 Clientë mat 4.422 Visiten. An 2009 sinn et der op den Dag vun haut, a mir sinn nach net an der Halschent vum Joer ukomm - mir sinn Ufank Mee -, 737 Clientë mat 1.898 Visiten, an dat wäert haut voll gi mat 2.000 Visiten. Mir sinn nach net an der Halschent vum Joer, an ech nennen hei net déi Chiffere vun deene Clienten, déi derniewent nach behandelt gi vun der Croix-Rouge oder der Ligue an där Konvention, wou mer dra sinn, déi zousätzlech nach derbäikommen.

Dës Zuele sinn, mengen ech, Bewäis genuch dofir, wéi wichteg d'Reform vum Office social oder vun der Aide sociale ass. Et geet hei och virun allem dorën, dass all Gemeng endlech hir Verantwortung iwwerhëlt.

Eng weider absolut Noutwendegkeet an iwwerfällg Reform ass déi vun dem Domicile de secours aus dem Joer 1897, op deen ech net méi wäert agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir haten an deenen zwou Kommissionen scho bal eng leidlech Diskussioun iwwert d'Autonomie vun de Gemengen, dës am Zesummenhang mat dem Statut, deen déi nei oder och déi nei al Servicer kréie sollen. Ech wäert net am Detail dorop agoen. Mäi Kolleeg, de Jean-Pierre Klein, wäert dat maachen.

Mir hu laang awer doriwwer debattéiert, wéi den Organisationsstatut vun de Gemengen ënner 6.000 Awunner soll sinn, ob et en Établissement public oder e Gemeengesyndikat soll sinn, wou déi méi kleng Gemenge sech sollen zesummeschleissen, a wéi den Émgang soll si mat bestehende Servicer wéi dem Centre médico-social, der Ligue oder der Croix-Rouge an aneren.

(**Interruption**)

Och wann ech vereenzelt Argumenter vun de Kolleeginnen a Kolleegen an de Gemenge verstinn, an ech huelen elo emol - den Här Gira ass net heibannen, leider - d'Beispill vum Här Gira an der Gemeng Biekerech ervir, esou wëll ech awer wierklech emol ënnersträichen a betounen, dass d'Sozialpolitik vun enger Gemeng, egal wéi grouss oder kleng se ass, dach net vun dësem Gesetz hei ofhängeg ass.

D'Sozialpolitik gëtt dach net eleng vum Office social gemaach. Si sinn déi, déi um Schluss vun där ganzer Kette stinn, a ganz oft, wa virdrun alles versot huet.

A wou steet dann, dass d'Gemenge bis elo net hunn däreren e eegenen Office social aféieren oder en Assistant social oder eng Assistante sociale astellen?

D'Gemengenautonomie huet dat nach ëmmer erlaabt, och an der Vergaangenheet. Et gëtt Südgemengen, déi hunn en Émweltamt geschafen, do hate mer emol nach guer keen Émweltministère hei zu Lëtzebuerg.

D'Gemeng Esch huet als éischt vum Land niewent dem Office social e Service du développement social geschafe viru sechs Joer. Oder, fir nach eng Kéier op d'Gemeng Biekerech zrëckzekommen: Do ass e Chancëgläichheetsservice oder en Genderhaus an där Gemeng geschafe ginn, obwuel keng 6.000 Awunner an där Gemeng sinn, mä well de politesche Wëlle vun dem Här Gira dozou bestanen huet.

Ouni Problemer hätten déi Gemengen och kënnen am Beräich vun der Sozialpolitik aktiv ginn an en Office social aféieren oder wéi gesot en Assistant social astellen. Keen huet hinnen dat bis haut verbueden.

Ech fokusséiere mech elo op den Här Gira, obwuel en net heibannen ass, well e Member an där Kommission ass an un den Diskussiounen vun dësem Projet hei bedeelegt war. Mä meng Kritik adresséiert sech an deem Beräich do och un aner Gemengemammen an -pappen, déi anere Parteien ugehéieren, sougutt deene vun der DP, vun der CSV an och vu menger eegener Partei.

(**Interruption**)

Et ass a bleift d'Thema vun de politesche Prioritéiten, déi ee sech an enger Gemeng setze wëllt.

Ech wëll och op den Débat iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg zrëckkommen, dee mer den 1. Februar 2007 hei an der Chamber haten.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu deem Zäitpunkt deemools wouss nach keen heibannen, dass mer et annerhaleft Joer duerno mat enger Wirtschafts- a Finanzkris ze di géife kréien, vun där mir elo nach ëmmer net d'Auswierkunge kennen.

Mir hunn awer schonn deemools beim Débat iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg festgestallt, dass scho virun där Kris eng ganz Rei Leit sozial benodeelegt sinn a waren an och deemools schonn duerch verschidde Rastere gefall sinn, wou Gesetzer net méi gegraff hunn.

Den Aarmutrisiko, deen 2003 hei zu Lëtzebuerg bei 11,5% louch, ass 2005 op 13% geklommen. Wéi ass en elo? Wéi vill Leit falen elo duerch a wäerten nach duerch all Raster falen?

(**Brouhaha général**)

Et interesséiert vläicht net jiddwereen deen Débat, awer...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

» **M. le Président.**- Wann ech gelift, ech mengen, et ass ee wichtige Projet de loi. Ech géif lech wierklech bidden, e bësselche méi opzepassen!

» **Mme Vera Spautz (LSAP).**- ...an deem Débat ass natierlech och vun der Reform vum Office social geschwat ginn, an dass se sollt séier kommen.

Mä Kolleeginnen a Kolleegen, wéi schonn gesot, mir däreren net de Feeler maachen an dovunner ausgoen, dass mat dësem Gesetz an Zukunft all eis Problemer geléist wieren. Ech hunn hei vun dëser Plaz aus schonn e puermol gesot, dass et wichteg wier, verschidden Themen an Diskussiounen vernetzt ze féieren. D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet fuerderen e vernetzt Denken an Handeln. Well si betreffe Politikfelder wéi de Chômage, Iwwerverschëldung, Wunnengspolitik a Wunnengsnout, Steieren- an Taxëpolitik, Bildungs- a Schoulpolitik, Familljepolitik a viles méi.

An deem Gesetzsprojet iwwert d'Aide sociale steet zum Beispill och dran, dass et an Zukunft e Recht op Wunne gëtt. Meng Kolleegin, d'Madame Flesch, ass schonn dorop agaangen.

Ech wëll hei just nach eng Kéier un déi heroesch Diskussiounen erënneren, déi mir am Zesummenhang mat dem Pacte Logement heibanne gefouert hunn an an de Kommissionen gefouert hunn. An dës ganz spezifesch ronderëm déi 10%-Klausel, an där virgesinn ass, dass bei groussen zukünftege Bauprojeten 10% fir de soziale Wunnengsbau mussen virgesi sinn.

Nodeems dat neit Mietsgesetz jo net dat bréngt, wat de Wunnengsminister de Leit versprach huet, spëtzt sech d'Situatioun bei de Mietwunnengen weider zou. Et gëtt der net genuch a si sinn ze deier. D'Zuele schwätzen eng kloer Sprooch, och wa se ni ganz aktuell sinn. Esou steet am Rapport d'activité vum Ministère du Logement aus dem Joer 2008, dass d'Präisser vun de Loyere fir d'Haiser 2008 zwar stabil bliwwen sinn, fir d'Appartements si se op ee Joer gekuckt nach ëm 1,4% an d'Luucht gaangen.

Elo schonn ass et extrem schwéier, mat ronn 1.200 Euro RMG, 1.500 Euro Mindestrent oder 1.700 Euro Mindestloun e würdegt

Ennerdaach ze fannen. Wann ee weess, dass d'Wohnungsbedarfsprognos, déi de Ministère du Logement an d'Optrag ginn hat, an enger vun hire Konklusivschreift, dass Lëtzebuerg bis d'Joer 2021 ronn 69.000 Wunnengen méi brauch - dat sinn der 3.400 pro Joer -, da froen ech mech net nëmmen, wou all déi Leit solle wunne goen, mä ech froen mech och, wéi hirem neie Recht op Wunne soll an Zukunft iwwerhaupt Rechnung gedroe ginn.

Elo schonn hëlt d'Zuel vun de Leit, déi a Cafészëmmeren mussen wunne goen, ëmmer méi zou fir deier Suen, wou Leit e Schwaarzmaart niewendru bedriewen op d'Käschte vun aarme Leit. Dat heescht, niewent deem normale Wunnengsmaart gëtt et en aneren, en zweeten, dee sech ëmmer méi entwéckelt, a wou d'Leit, Famillje mat Kanner, oft ënner mënschenonwuerdege Bedéngunge liewe mussen. An och dat ass eng Realitéit, mat där mer als Gemenge gefuerdert sinn. A mir an de Gemenge mussen drop reagéieren. Awer net nëmme mir!

Dës ass och d'Schold vun enger total weltfriemer Wunnengspolitik oder -loosse mer soen - landesfriemer Wunnengspolitik, déi leider vum zoustänneg Minister an de leschte Jorzéngte gemaach ginn ass. De Ball läit net eleng bei de Gemengen. Och um nationale Plang mussen preventiv Moossnamen dës Projet de loi begleeden.

Verschidde Gemengen hunn awer schonn Initiativen a Moossnamen an d'Weeër geleet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat dann och wëllt, op ënnerschiddlechen Niveauen Projete ze entwéckelen, déi engersäits preventiv sinn an anerersäits Leit hëllefen, déi aus hirer Nout net méi eleng erauskommen.

Beim Débat iwwert d'Aarmut hate mer heibannen och schonn d'Diskussioun driwwer. Ech wëll der zwee nennen. D'Gemenge kënnen zum Beispill am Beräich vum soziale Wunnengsbau ganz dättelech Akzenter setzen. Si kënnen Projete mat dem Fonds du Logement zesumme realiséieren, mä si kënnen och selwer nach Gemengewunnengen oder Haiser fir hir eege sozial benodeelegt Bierger zur Verfügung stellen oder se verlounen, esou wéi d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch et mécht.

D'Gemenge sollte Konventionen mat Organisationsen ofschléissen, wéi zum Beispill der Stëmm vun der Strooss, der Jugend- an Drogenhëllef, dem Réseau Psy, Nuetsfoyeren oder anerer, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisationsen kënnen hir Leit oder hir Clienten drasetzen an déi dann och an hirem Alldag begleeden oder de Suivi maachen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hëllefen vill. Um private Wunnengsmaart hunn déi Organisationsen keng Chance, dezente Wunnraum zu abordabele Präisser a Loyerer ze fanne fir hir Leit.

Aarmut, Précaritéit, sozial Benodeelegung an Isolatioun sinn Themen, mat deene mir eis permanent beschäftege mussen; net nëmmen elo an der Kris an net nëmme bei der Diskussioun ëm dës Projet de loi.

An dem Rapport vun der Stëmm vun der Strooss, deem leschten, ass geschriwwen, dass si dee leschte Wanter, 2008/2009, 37.094 lessen an defavoriséiert Leit verdeelt hunn an hiren Antennen hei an der Stad an zu Esch. Hei an der Stad sinn 977 Persounen bei hinne passéiert; zu Esch waren et der 697 am Wanter. Zu Esch si 15,2% manner wéi 25 Joer al. D'Stëmm vun der Strooss huet 65 Nationalitéite betreit. Dovunner waren awer ëmmerhin nach 42% Lëtzebuerg.

An ech wëll op eng weider bedenklech Situatioun agoen. Am leschte Comité de conjuncture vum 22. Abrëll dës Joer sinn déi nei Zuele vun de Chômeuren presentéiert ginn. Et sinn der 12.860; dat mécht 5,5%. A wa mir déi Leit dann nach mat bäiziele, déi an enger Mesure pour l'emploi dra sinn, da sinn et insgesamt 15.840 Leit mat engem Taux vu 6,8%, déi am Chômage sinn.

Enn Mäerz hu vun deene Leit 6.514 eng komplett Chômage-Indemnitéit kritt; dat heescht, 80% vun hirem leschte Gehalt. Wéi gesot, nëmme 6.514 Leit hunn eng Chômage-Indemnitéit kritt, an net, wéi oft geduecht gëtt, alleguerten d'Chômeuren kréien déi. Par rapport zum Mount Mäerz

vum leschte Joer ass dat eng Steigerung vum Chômage vun 38,2%.

Wat d’Kuerzaarbecht betrëfft, sinn et 9.992, also bal 10.000, Persounen, déi kuerz schaffe mussen, vun am Ganze 16.700 Persounen aus de betraffene Betriber. Och déi kréien nëmmen 80%, ausser si huelen un enger Formatioun deel, da ginn et 90%.

Kolleeginnen a Kollegeen, och dat ass eng batter Realitéit, mat där mer konfrontéiert sinn, an déi sech, souwäit et elo ausgesäit, an deenen nächste Méint nach wäert zouspëtzen. Dat si Mënschen, Mammen, Pappen, Kanner, fir déi mir als Politiker eng Verantwortung hunn, an dat iwwer all Partei-grenzen ewech, zesumme mat de gesell-schaftleche Kräfte an de Sozialpartner.

Kolleeginnen a Kollegeen, et wier nach esou munches iwwert dëse Projet de loi vun der Aide sociale ze soen, an et kéint ee selbstverständlech och nach déi eng oder aner Verbesserung drabrëngen. D’Diskus-siounen iwwert d’Form vun deenen neien Offices sociaux, ob Syndicat intercommunal oder Établissement public oder wéi och ëmmer, sinn och net definitiv ofgeschloss a wäerten an anere Gremië weidergoen. Den definitive Vote zu dësem Gesetz wäert eréischt am Hierscht oder um Enn vum Joer stattfannen.

D’Preparatiounen, fir dëst Gesetz am nächste Joer ëmzesetzen, lafen awer schonns. An dat ass och gutt esou. Mä et ass a bleift eng Tatsaach, dass mer esou séier wéi méiglech reagiere mussen op d’Krisensituatioun, wou mer elo dra sinn, an op dat, wat nach op eis zoukënnt.

Ech mengen, mat engem Gesetz iwwert d’Reform vun der Aide sociale an engem neie Recht op Hëllef ass en éischte positive Schrëtt gemaach ginn elo. Jiddwereen, all Gemeng am Land, muss seng Verant-wortung iwwerhuelen, fir de Leit, déi beträff sinn, hiert zukünftegt Recht op Sozialhëllef ze garantéieren.

Kolleeginnen a Kollegeen, d’nächst Joer, 2010, ass dat europäescht Joer vun der Aarmut. Ech hoffen, dass et net e Joer vun Aarmut gëtt am wirkleche Sënn vum Wuert. Mir sollten esou séier wéi méiglech all Mesuren ënnerhuelen, fir de Leit, déi duerch dës Kris onverschëllt an eng prekär Situatioun geroden, séier an effikass Hëllef zoukommen ze loossen.

Här President, Kolleeginnen a Kollegeen, zum Schluss wëll ech der Rapportrice vum Gesetz, der Madame Sylvie Andrich-Duval, Merci soe fir hire schrëftlechen a mënd-leche Rapport. E Merci och un all déi Leit, Organisatiounen a Chamberen, déi mat hirem Avis zu dësem Projet de loi mat bäi-gedroen hunn, dass en an engem méi posi-tive Sënn konnt verännert a verbessert ginn.

Perséinlech läit mer awer um Häerz, am Numm fir all d’Beamte vun de Ministère, an ech mengen, ech kann dat awer och fir alle-guerten d’Membere vun deenen zwou Kom-missioune maachen, dem Här Claude Vandivinit fir säi groussen Engagement, seng Gedold a seng Rou, déi hie mat eis hat a munch heftege Sitzungen, e grouse Merci ze soen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Hien ass aus gesondheetleche Grënn leider net méi an der Schlussphas bei den Diskussiounen elo derbäi gewiescht. Mir wëllen him, mengen ech, am Numm vun lech all, vun hei aus alles Guddes fir seng Zukunft wënschen.

Ech gi selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen der Madame Vera Spautz Merci. Als nächst Riednerin ass d’Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d’Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir iwwert d’Aide sociale an iwwert d’Aarmut zu Lëtzebuerg ze schwätzen, géif et wahrscheinlech mat engem Modell 2 guer net hei duergoen.

Duerfir erlaabt mir, mech op e puer prin-zipiell Remarquen ze limitéieren, wat dëse Projet de loi ubelaangt.

Déi gréng Fraktioun huet - an dat ass schonn hei ugeklongen - méi wéi ge-mëschte Gefiller bei dësem Projet de loi. Dee Projet, dee mir elo solle stëmmen, ass mat Sécherheet eng Politik, déi absolut muss um legislative Plang frësch iwwer-duecht ginn. An am Rapport schreift och d’Madame Rapportrice, där ech iwwregens e ganz décke Merci ausriichte fir hire schrëftleche Rapport, awer och elo fir hire mëndleche Rapport, op eng dach awer llicht naiv Manéier an engem Saz, datt dëse Projet de loi als Zil huet, de System vun der Protection sociale ze moderniséieren.

Ech denken, d’Madame Andrich gëtt mir och Recht, wann ech soen, datt een en Arrêté royal-grand-ducal aus dem Joer 1846 an e Gesetz aus dem Joer 1897 wuel guer net méi ka moderniséieren. Mir sinn éischer der Meenung, datt mer iwwerhaapt mussen e Vide, dee säit Joren, voire Jorzéngte besteet, mat Inhalt fëllen.

Et geet also an dësem Projet de loi drëms, fir iwwerhaapt emol eng Sozialpolitik um Gemengenniveau ze definéieren, d’Re-latioun tëschent de Gemengen an dem Stat festzehalen an d’Missioun vu jiddwer-engem dodra kloerzestellen. Et geet awer och drëms, fir ze definéieren, wat iwwer-haapt Aide sociale ass a wéini een dann och Urecht huet op d’Aide sociale.

(**Mme Colette Flesch prend la Prési-dence**)

Am Rapport gëtt och zouginn, datt onse System zu Lëtzebuerg, eent vun de räichste Länner an der Europäescher Unioun an do-riwwer eraus, en archaesche System ass. «Il est plus que temps de mettre notre dispositif législatif au diapason avec les réalités sociales», schreift d’Rapportrice. An deem stëmme mer zu 101% zou a froen ons eigentlech, firwat dëst net scho laang eng Prioritéit war vun der jorzéngtenaler CSV-Sozial- a Familjepolitik.

Mir verstinn och duerfir net, Madame Presi-dentin, Dir Dammen an Dir Hären, firwat eréischt am Joer 2008 e Projet de loi dépo-séiert ginn ass. Mir Gréng op alle Fall fillen ons onwuel, e wichtege an noutwendige Projet de loi elo dach awer hallefhäerzeg an engem éischte Vote ze stëmmen, obwuel mer - an ech kommen herno nach drop zrëck - eng konsistent Opposition formelle vum Statsrot nach ëmmer virleien hunn. Esou eng Virgoensweis fanne mir e bëssen onwürdeg fir esou e wichtege Projet.

Mir waren ons och alleguerte queesch duerch d’Fraktiounen eens, datt dëse Worf vun haut net dee beschten ass an och net deen definitiven ass. Jo, ech denken...

(**Interruption**)

An der Kommissioun ware mer ons alle-guerten eens, queesch duerch d’Fraktiounen - ech widerhuelen nach eng Kéier -, datt dee Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, net vläicht elo dee beschten ass an op alle Fall net deen definitiven ass, an datt mer wäerte missen an engem zweete Vote, sou-wisou schonn duerch d’Opposition formelle, nach eng Kéier an d’Chamber kommen, an datt mer da sollen...

(**Interruption**)

...vun där Geleeënheet profitéieren, fir vläicht déi eng oder déi aner Saach nach heidran ze verfeinere. An ech denken, datt meng Virriedner a Virriednerinnen, och vun de Majoritéitsparteien, dat och schonn hei gesot hunn. Déi eng wëllen e bësse méi, déi aner e bësse manner nach dra ver-feinere.

Natierlech ass et dann och delikat, wann ee muss engersäits soen, datt mir dës Légis-latioun onbedéngt esou séier wéi méiglech brauchen; an net wéinst der Wirtschaftskris. Well ech denken, datt dat Argument vun der Wirtschaftskris eigentlech keent dierft sinn, fir eng Aide sociale ze institutionaliséieren an ze regléieren hei an dësem Land, op Ge-mengenniveau.

Mir brauchen et also esou séier wéi méig-lech, a mir wëllen och net de Bremser sinn. Mä et ass gradesou respektlos virun all deene Concernéierte vun der Aide sociale, engersäits déi, déi dra schaffen, an aner-ersäits och déi, déi dovunner Gebrauch maa-chen, wann een eng Saach produziéiert, déi net fäerdeg ficeléiert ass, well ee sech awer net déi noutwendeg Zäit nach duerfir wollt ginn. A wann ech schwätze vun noutwen-deger Zäit, da schwätzen ech net vu Joren, mä vu vläicht e puer Méint. Déi hätte kënnen wahrscheinlech dëse Projet de loi...

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l’Intégration.** - Madame Loschetter, dee Projet war anner-halleft Joer an der Aarbecht. Wann en dann

nach net fäerdeg ass, da froen ech mech, ob et wirklech doru geleeën huet.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Ech kommen nach drop zrëck. De Projet de loi ass virun engem Joer dépo-séiert ginn.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l’Intégration.** - Am Januar 2008.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Genau, virun engem Joer.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l’Intégration.** - Dat ass annerhalleft Joer.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo. En ass substanzéiell jo och scho geännert ginn. En ass och zweemol duerch de Conseil d’État gaangen.

Et bleiwen nach eng Rutsch Froen onbe-äntwert. Ech denken, dat ass och schonn hei gesot ginn. An dofir denke mir, datt mer déi noutwendeg Zäit ons nach hätte kënnen huelen, fir och déi do Äntwerten ze ginn.

Mir sinn och der Iwwerzeegung, datt d’Ministesche an hir Regierung kee Kreeppchen hannert dëse Projet de loi kënnemaachen; e Kreeppchen, deen heescht: ofgehaakt. Mir sinn der Meenung, datt hei d’Missioun vun der Regierung net accom-plie ass.

Dëst zu der Virgoensweis vun den Aar-bechte vun dësem Projet de loi. An elo nach kuerz e puer Wuert zum Inhalt.

E wichtege Akzent ass an der Sozialpolitik gesat gi mat dësem Projet de loi, well elo all Bierger an all Biergerin e Recht kritt op Sozialhëllef. Dat ass vu jiddwerengem scho gesot ginn an dat wëll ech och am Numm vun der grénger Fraktioun hei nach eng Kéier ënnersträichen. Dat ass eng Ap-proche, déi aner Länner, notamment och d’Nopeschlänner, schonn ageholl hunn, an déi mir och elo hei zu Lëtzebuerg kréien.

Dës Approche definéiert dann och déi ganz Philosophie vun deem Projet de loi. D’Defi-nitioun vun Aarmut kritt doduerch eng realpolitesche Nues. Aarm ass net méi eleng den Heeschemann oder den Obdaach-losen. Aarm oder gefährdet sinn haut: Kanner, notamment aus monoparentale Familijen; Kanner, déi keen Zougank zur Kultur hunn; Kanner, déi keng uerdentlech Ernährung hunn an déi sech schonn an hirem klengen Alter hir Gesondheet definitiv beschiedegen. Aarm sinn déi, déi aus der Gesellschaft ausgeschloss sinn oder ginn, well hir Reaktioun dorop fir si oder fir anerer geféierlech ka ginn.

Duerfir gesi mir och an de Missiounen vun deem neien Office social eng ganz kloer preventiv Missioun. D’Politique sociale an d’Politique sociétale, d’Gesellschaftspolitik, ginn do Hand an Hand. Et ass ze verstoen, denken ech, als eng éducativ a peda-gogesch Measure, fir ze verhënnere, datt e Bierger oder eng Biergerin ausgeschloss gëtt an duerno ausgeschloss ass vun enger Gesellschaft.

Mir hunn haut Méiglechkeeten, op Analysen a Recherchen zrëckzegräifen, déi ons Unhaltspunkte ginn iwwert d’Aarmut an enger Gesellschaft respektiv iwwert d’Aarmut vun enger Gesellschaft. Mir hunn haut e professionnelle Réseau vun Institutiounen, déi am soziale Secteur schaffen, a brau-chen eigentlech net méi op déi chrëscht-lech Nächstelëift vun den Uerdens-schwëstereen zrëckzegräifen.

A mir hunn haut Gemengen, deenen hir Missioun wäit iwwert d’Mole vun Zebrasträi-fen op der Strooss erausgeet. D’Gemenge sinn déi, wéi et gutt am Rapport be-schriwwen ass, déi déi Instanz duerstellen, déi am nooste beim Bierger a bei der Biergerin ass, déi d’Kanner praktesch alleguerte kennen, well se do an d’Schoul ginn.

An dëst sinn, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, an onsen Aen déi wichteg Instanzen, déi sech esou matenee mussen organiséieren, datt d’sozial Hëllef-stellung do ukënn, wou se muss a mat der noutwendeger Urgence, déi oft gefuerdert gëtt. Um Stat, un der Regierung ass et, de Relais tëscht de Gemengen, de Sozialinstitutiounen an den Erkenntnisser esou ze gestalten, datt et fonctionnéiert. An dës Philosophie gehéiert dann och e klören Transfert vun de reng finanziellen Hëllef-stellungen eriwuer op Dénagschtleesch-tungen, professionnelle Suivi, materiell Leeschtungen an esou weider.

Dës Mesurë sinn alleguerten am Projet de loi virgesinn. Mir fannen dat gutt, mir fannen dat wichteg a mir fannen dat noutwendeg. Mir hätten et och begréisst, wann den Term „Office social“ duerch méi e flotten, vläicht

positiven Term ersat gi wär, wéi „Maison des citoyens“ oder „Biergerhaus“ oder „en Haus fir jiddereen“, wou och eng Persoun, déi an akute Schwieriegkeeten ass, sech nach zougehéiereg fillt. D’Zäite vum Aarmebüro, wéi den Office social oft genannt ginn ass, sinn definitiv eriwuer.

Mir hunn och ons grouss Bedenke par rapport zu deene Persounen, déi net kënnen déi Hëllefstellung beim neien Office social fannen, virun allem déi auslännesch Schüler, Schülerinnen, Studenten a Studen-tinnen. Dat fanne mir net zäitgeméiss an och net ubruecht, an Zäiten, wou mer notamment wëllen ons Uni promouvéieren a wëssen, wiwiv Studentinnen a Studenten et schwéier hunn, sech finanziell duerch-zeschloen, trotz verschiddene Méiglech-keeten an anere Gesetzer. D’autant plus, datt ons Législatioun fir e Studentenjob nach ëmmer an onsen Aen zumindest zimlech restriktiv ass. Verschidde Studenten a Studentinne mussen munchmol op traureg Aktiounen zrëckgräifen, fir notamment hire Loyer ze bezuelen.

Mir kënnen ons och absolut net - an et ass scho vu menge Virgänger a Virgängerinne gesot ginn; ech widerhuelen et also - d’accord erkläre mam Fait, datt an dem Conseil d’administration weder e Buerger-meeschter nach Schäfte kënnen genannt ginn. An onsen Aen ass et eng total Ver-kennung vun der Realitéit um Terrain.

Et sinn, egal ob an deene gréissere Stied, mä virun allem an deene klengste Gemen-gen dach ëmmer de Buergermeeschter an déi politesche Responsabel, déi ugeschwat ginn, déi gefrot ginn, déi ënner Drock sinn, wann et drëms geet, enger Urgence sociale nozekommen. Dëst ass och vu ville Gemen-gepolitiker an deenen zoustännege Kom-missiouneen e puermol ënnerstrach ginn, fënn awer en daaft Ouer bei der Ministesch a bei hire Fonctionnaires.

» **Une voix.** - A beim Conseil d’État.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - A beim Conseil d’État.

(**Interruption**)

Mir kënnen och guer net domadder liewen, datt d’Gemengen imposéiert kréien éischstens, wéi se sech mussen zesummen-dinn, an zweetens, déi Form, déi se mussen anhuelen, fir zesummen ze schaffen, à savoir d’Obligatioun, sech eben an engem Établissement public de droit privé ze regroupéieren.

De Conseil d’État gesäit dat och mat äusserster Skepsis - ech denken, déi Diskussioun steet nach effektiv aus - an e weist och mam Fanger genau dohin, nämlech op déi Aschränkung vun der Auto-nomie communale, an zitéiert dobäi no-tamment den Artikel 107(1) vun der Ver-fassung. Dës Virgoensweis, seet en, ass verfassungswiddreg. Dofir bestätegt dann och an onsen Aen op eng richteg Manéier de Conseil d’État a sengem Avis com-plémentaire déi Opposition formelle.

De Conseil d’État versteet och net, firwat de Gemengen zousätzlech zu der Méiglech-keet, en Établissement public ze schafen, och nach aner Méiglechkeete gi ginn, zum Beispill sech a Syndikater ze organiséieren.

Dat alles, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass an onsen Aen nach net bis zum Schluss duerchduecht a wäert alle Leit, de Politikerinnen a Politiker, de Leit, déi am soziale Secteur schaffen, vill Kappzerbrieche kaschten. Kappzer-brieche, deen net noutwendeg gewiescht wär an dee kontraproduktiv ass.

Mir kommen net vun där Iddi lass, datt de Stat, sprich de Familjeministère seng Kompetenz bis déif an de Gemengen-terrain verbreet huet a weider verbreet, an datt d’Gemenge riskéiere muer eventuell just nach eng Exekutiv vun engem Familje-ministère a Saache Familjepolitik a Sozial-politik ze ginn. Mir stellen ons als Gréng eng aner Form vu Gesellschaftsorganisatioun vir.

Dofir, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, kënn mir dësem Projet de loi net ons Zoustëmmung am éischte Vote ginn a wäerten ons och dofir enthalen.

» **Mme le Président.** - Merci, Madame Loschetter. D’Wuert huet elo den Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kollegeen, ech wëll mech relativ kuerz faassen zu dësem Projet an un éischer Stell awer der Kolleegin Madame Sylvie Andrich-Duval Merci soe fir hire wirklech de-tailléierte Rapport, dee si eis hei mëndlech virgestallt huet, an awer och virun allem de schrëftleche Rapport.

Dat hei ass fir eis, mengen ech, fir eist Land, e ganz wichtege Projet. Et ass en néidege Projet, dee mer leider mussen elo ënner engem gewëssenen Zäitdrock stëmmen, well mer vill Zäit verluer hunn. Ech wëll do keng Bemierkunge maachen, duerch wien datt déi Zäit verluer gaangen ass. Ech mengen, mir hunn de Projet annerhalleft Joer hei an der Chamber, an esou wéi eben eis Prozedure sinn tëschent Parlament, Regierung a Statsrot, ass et nun eemol zu där Situatioun komm, datt dëse Projet dann eben elo am leschte Moment hei zur Diskussioun an zum Vote kënnt.

Eis schéngt et awer wichteg ze sinn, datt dëse Projet nach an dëser Legislaturperiod gestëmmt gëtt, fir datt e kann a Kraaft triede fir den 1. Januar d'nächst Joer, och wa mer eng Opposition formelle hunn an domadder de Risiko lafen, datt mer no der Summervakanz dëse Vote dann eben nach eng zweete Kéier musse maachen, fir datt d'Gesetz kann a Kraaft trieden.

Et ass awer wichteg, datt mer dëse Projet stëmmen, well mer jo feststellen aus der Vergaangenheet, datt déi Strukturen, déi mer hei am Land haten an deem do Domän, iwwerlieft waren an datt se virun allem vun enger Gemeng op déi aner Gemengen aneschtters praktizéiert si ginn. Et ass och sécher, datt de Besoin an där enger oder an där anerer Gemeng ganz aneschtters ass.

Et ass kloer, datt mer vill Landgemengen haten, déi déi Problemer do wéineg kannt hunn oder guer net kannt hunn, datt de Gemengesekretär den Office social niewelaanscht gemaach huet. Wann ee Fall komm ass, dann ass deen ebe geregelt ginn, onkomplizéiert a séier. Mä mir wëssen awer och, datt mer gréisser Gemengen hunn, wou de Problem, wou d'Demande no Hëllef enorm grouss ass, an datt déi Gemengen do och vill gefuerdert waren an deem Sënn.

Duerfir, datt mer eng national Regelung kréien, an déi an engem gewëssene Solidaritéitsgefill all d'Gemenge mat agebonne sinn, fanne mir, ass eng richteg Entwécklung, déi mer maachen. Et kann net sinn, datt Gemenge sinn, déi méi där Problemfäll do hunn opgrond vun hirer geographescher Lag, opgrond vun hirer Gréisst, an datt déi finanziell a materiell méi missten engagéiert si wéi aner Gemengen, déi vläicht eng aner Zesummesetzung vun hiren Awunner hunn, a wou d'Demande an déi dote Richtung vill méi kleng ass.

Hei, mengen ech, si mer als Land gefuerdert, fir datt all Mënsch, egal wou en hei leeft an eise Land, muss déi adequat Ënnerstëtzung kréien, déi e brauch. An duerfir si mer och dermat averstanen, datt dat heiten eng gewësse Solidaritéit gëtt.

Ech schwätze ganz kloer aus Erfahrung. Ech war laang Buergermeeschter vun enger klenger Gemeng, déi iwwer 30 Joer praktesch den Office social net gebraucht huet. D'fräi Nuechten, déi d'Veräiner ugefrot hunn, sinn an d'Caisse vum Office social gaangen. Dat ass duergaangen, fir dee ganzen Office social ze finanzéieren, an da konnten d'Membere vum Office social souguer nach eng Kéier d'Joer dovun iesse goen.

Dat war einfach, well d'Zesummesetze vun där Gemeng eng Gemeng war, wou lauter Appartementer a Lotissementer gebaut si ginn, a Leit, déi dohinner wunne ginn, dat sinn an der Regel keng Leit, déi duerno op d'Gemeng kommen, fir Hëllef ze sichen. Dir hutt awer aner Gemengen, déi aner Strukturen hunn, déi da vill méi där Leit vun där Kategorie hunn. Duerfir mengen ech, ass et och wichteg, datt eng Gemeng, déi net direkt där Leit bei sech huet, awer am Kader vun enger nationaler Solidaritéit muss hëllefen, fir deem Problem do ze begéinen, och wat d'Organisatioun an d'Finanzéierung ueegt.

Mir sinn an engem Land - dat ass och schonn de Moien hei gesot ginn -, wou an deene leschte Méint a Joren d'Demande no där Hëllef do rapid ugeklommen ass, punktuell oder plazeweis am Land gesinn. An dat bedeit dann och, datt mer musse reagéieren. Mir kënnen eis net hanner prozeduralem Geplänkeles oder Ursache verstopen, fir esou e Projet net ze stëmmen, well domadder géife mer am Fong errechen, datt mer déi betraffe Leit géifen treffen. Duerfir ass et scho wichteg, datt dee Projet hei gestëmmt gëtt, och wann en net, wéi dat bei verschiddene Virriedner hei zum Ausdrock komm ass, an allen Detailer perfekt vläicht mag sinn oder déi eng oder déi aner Fro sech stellt.

Sécher ass esou eng Reform wéi déi heiten - a mir hu jo schonn an der Vergaangenheet esou Reformen hei am Land duerchgezunn, wou och kee wousst, wou een herno bei der praktescher Uwendung do nach eventuell op Problemer géif stoussen -, an dat mag och bei dësem Projet vläicht bei der

praktescher Ëmsetzung de Fall sinn. Dann, mengen ech, si mer als Parlament grouss an al genuch, wann eben e Besoin géif punktuell bestoen, datt misst nogebessert ginn. Dat Parlament hält wuel de 7. Juni op, mä et kënnt duerno erëm en aner Parlament, an och déi, déi dann hei sëtzen, wäerten à même sinn, wann ebe muss nogebessert ginn, fir dann ebe punktuell nozebesseren.

Wat wichteg ass bei esou enger Reorganisatioun, a virun allem bei deene Leit, déi hei concernéiert sinn, dat ass, datt mer Prozedure maachen, déi net ze wäit vun de Bierger ewech ginn. An duerfir, mengen ech, musse mer och kucken, wa mer Strukturen opbauen: D'Ulafstell vun de Leit wäert nach ëmmer d'Gemeng sinn. Mir kënnen also d'Gemengen net ze vill ausschléissen aus der Prozedur, mä mir mussen ëmmer kucken, datt mer esou no wéi méiglech bei de Bierger bleiwen, an och an deenen heite Fäll esou onkomplizéiert an der Praxis virgoen.

Deene Leit, déi op deem Terrain do schaffen, brauche mer dat net ze soen. Déi hunn an der Vergaangenheet bewisen, datt se dat kënnen. A wann dacks Problemer waren, da louch et net un deene Leit um Terrain, déi d'Dossiere behandelt hunn. Loosse mer éierlech sinn, da war et awer ganz dacks um Niveau vun de Gemengen, déi vläicht, déi eng méi oder déi aner manner, retizent ware fir déi Leit, déi dann op d'Gemeng komm si mat den Dossieren, wou dann dacks d'Gemengen am Fong déi waren, déi gebremst hunn.

Wou vläicht an deene Gemengen, an ech schwätzen elo emol méi vun deene klenge Gemengen, wou et awer keng fest Struktur gi sinn, wou dann entweder ee Politiker responsabel war, oder en Office social war, wou am Fong keng oder deelweis keng Kommunalpolitiker mat dra waren - wou ganz dacks nëmmen een Eenzelne gefrot ginn ass, oder décidéiert ginn ass -, esou datt mer dann net eng generell Approche zum Problem haten, mä ganz dacks eng Approche haten, wat dann eben där eenzelner Persoun hir war, an dat ass och net gutt. Ech mengen, et ass scho gutt, datt mer eis eng national Struktur ginn, datt mer Kritäre ginn, déi transparent sinn, déi novollzéibar sinn, a wou all Mënsch, egal wou en am Land wunnt a leeft, ka vun deene selwechte Méiglechkeete Gebrauch maachen.

Wéi gesot, Madame Presidentin, dat hei ass eiser Meenung no dofir e gudden an e wichtege Projet. Et kënnt een nach villes dozou soen, mä ech mengen, meng Virriedner hu praktesch all déi Suergen a Problemer, déi een an dësem Projet kann zur Diskussioun stellen, hei opgefouert. Et huet och kee Wäert, fir datt een dat des Laangen an des Breeden dann nach eng Kéier hei widderhëlt.

Mir sinn an der Mëttesstonn - et ass net schued, Här Scheuer, a bestëmmt deet et lech am mannste leed, wann et séier geet -, an ech géif dofir nach eng Kéier Merci soen an ech géif d'Zoustëmmung vun eise Grupp zu dësem fir eis wichtege Projet bréngen.

» **Mme le Président.**- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den Här Klein.

» **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Härën, an dësem Projet de loi huet de Conseil d'État eng gutt Analys gemaach iwwert de Stand vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. An iwwert d'Entwécklung vum Bäistand un deene Bedürftigen huet en och eng ganz gutt Analys gemaach. En huet ugefaange mat den internationalen Texter an dëser Perspektiv - iwwert d'Aféierung vum Fonds national de solidarité, dem RMG mat senge sëlliche Modifikatiounen am Laf vun der Zäit -, en huet do wierklech alles gekuckt an och op déi auslännesch Auteuren higewisen.

Hien huet déi zitéiert, an hir Doctrine, wat ganz bedeitend Auteure sinn, an hie stellt opgrond vun all deem, opgrond vun deem Inventar, deen hie gemaach huet, fest, dass eis ural Texter Verbesserungsbedürftig sinn. En neie Geescht muss an deen neien Text, an déi nei Aktioun vun den Offices sociaux eran. Dat ënnersträicht en och a sengem Avis, an d'Regierung huet integral den Text, deen de Conseil d'État virgeschloen huet, iwwerholl am Artikel 7, dee souwisou d'Vuë vun der Regierung ënnermauert.

Virun allem, ier mer un d'Aide sociale kommen, sollen all aner Hëllefen épuiséiert ginn, an an deem Sënn mussen d'Leit informéiert, guidéiert an assistéiert ginn, fir ze wëssen, wouhinne se sech solle wënnen, wat fir Méiglechkeete se hunn, fir kënnen gehollef ze kréien, wann et noutwendeg

ass. Problemer sollen un der Wuerzel gepaakt ginn, fir dans la mesure du possible keng Nout opkommen ze loosse. Eng Begleedung vun eventuellen Hëllefbedürftigen organiséieren, fir net an de Misär oder souguer un de Rand vun der Gesellschaft ze geroden.

Als leschte Moyen soll eng Hëllef en nature oder en espèces stattfannen, déi da vum Service d'aide sociale accordéiert gëtt. Dat gëtt eng nobel Missioun fir déi reorganiséiert Offices sociaux, wouranner musse motivéiert an engagéiert Leit funktionéieren. Dorop kënnt et un, op eng Verbesserung vun der aktueller Situatioun, eng Plus-value par rapport zu der jëtzege Institutioun. Ech géif soen, dat kann een aus dem Esprit vum Gesetz schléissen, dass, wa Leit do um Wierk sinn, déi wierklech motivéiert sinn, déi engagéiert sinn, da kréie mer d'Objektiver vun dëser Gesetzgebung am Intérêt vun deenen, déi et brauchen, duerchgesat.

Wat elo d'Ausféierung vun deene Missiounen ubelaangt: Bis elo hate mer en Office social, deen och als Établissement public sous la surveillance des communes considéiert ginn ass. Seng Base légale war am Arrêté royal-grand-ducal vun 1846 festgehalen. Den Domicile de secours vun enger Persoun berout op engem Gesetz vun 1897.

Also alles Bestëmmungen, déi ural sinn an déi aktualiséiert musse ginn. Iwwert d'Modifikatioun vun dësen Instrumenter gëtt schonn iwwer 30 Joer geschwat. Sait ech am Gemengesektor tätég sinn, gëtt doruwwer geschwat. Dat ass scho vill méi laang. An deem Projet de loi, deen hei zur Diskussioun steet, hu mer weider en Office social, deen en Établissement public ass, deen ënnert der Surveillance vun de Gemenge funktionéiert.

De Projet de loi verankert - an dat kann een net oft genuch soen, et ass scho vun de Kolleeginnen a Kolleeg Virriedner hei gesot ginn - d'Recht op Hëllef fir déi, déi se noutwendeg hunn, mam Corollaire, dass am Fall vun engem Refus déi betreffend Persoun kann hiert Recht bei de sozialen Tribunal akloen. Also Rechtsweeër ginn opgemaach, wat bis elo net de Fall war. Do sinn oft am Arbiträren Décisiounen geholl ginn, wou kee Moyen dergéint bestanen huet, fir sech dergéint ze wieren.

De Service fir de Benotzer gëtt méi professionell fir all Gemengen organiséiert. Regional Strukturen erlabe méi Effikassitéit. D'Bestëmmungen iwwert den Domicile de secours vun 1897 ginn tout court zu Recht ofgeschaaft. Et ass elo eriwuer mat dem eventuelle Gespills tëschent Gemengen, eng där anerer duerch Bezuele vun Hëllefen de Client à charge ze loosse. D'Madame Flesch huet et an hirer Interventioun gesot, a mir wëssen och, wéi schwéier et oft war, fir den Domicile de secours vun deem engen oder aneren ze ermëttelen.

Wat d'Exekutioun vun dësem Service betrëfft, wollt de Statsrot d'Autonomie communale spille loosse, an engem alternative Choix: entweder e Syndicat intercommunal fir Gemengen, déi sech wëlle regroupéieren a méi effikass schaffen, also ënnert deenen aktuelle Bestëmmunge vum Gemengesyndikatsgesetz, oder iwwer en Établissement public communal fir déi Gemengen, déi sech an der Lag fannen, fir eleng gutt ze funktionéieren.

En Établissement public communal, wou de Statsrot e legale Kader, e System proposéiert hat, deen a mengen Aen awer juristes net am Aklang, net kompatibel ass mam Artikel 108bis vun eiser Verfassung, an et ass och schonn dorobber higewise ginn. Ëmmerhi wier d'Autonomie communale, egal a wat fir engem System, beschränkt ginn.

D'Autonomie communale ass näischt Absolutes. Si muss sech ëmmer bewegen am Kader vun de Gesetzer, vun der Constitutioun. Dat ass och eng Virschrëft, eng Feststellung, déi gemaach ginn ass. Eng Definitioun iwwert d'Autonomie communale gesäit dat vir an der Charta, déi Lëtzebuerg och ënnerschrifwen huet: déi europäesch Charta iwwert d'Autonomie communale.

Also hätt, nom Choix vun de Gemengen, deen Office social kënnen funktionéieren iwwert d'Gesetz vun de Gemengesyndikater, wat an eisen Ae jiddefalls och Verbesserungsbedürftig ass, oder en Établissement public communal, esou wéi de Statsrot dat proposéiert huet, an d'Gemengen hätten dat da missen entscheeden.

Mir hätte bei engem méigleche Choix zweeërlee, also verschidden Hëllefssstelle geschaf, wéi zum Beispill en Établissement public communal - wou de Conseil d'administration op ass fir all Bierger, déi d'Konditiounen, fir e Gemengerot ze sinn, mussen erfëllen - oder e Syndicat intercommunal,

wou de Comitésmember muss e Gewielte sinn. Dat kann et jo net sinn. Mir kënnen net op zwou Schinnen hei fonctionnéieren.

Deen heitege System, den Établissement public placé sous la surveillance des communes, ass kloer a schaaft Strukturen, déi fir all Gemeng oder regroupéiert Gemenge gültig sinn. Am Kader vum Gesetz huet dës Institutioun eng Bewegungsfräiheet; déi ka sech do bewegen, ka sech Mëttele ginn, ka sech Personal ginn, ka sech Instrumenter ginn, fir hir Missioun, fir hir Objektiver esou gutt ënnert deene beschte Konditiounen wéi méiglech duerchzeféieren.

De Buergermeeschter oder d'Schäffe kënnen net Member sinn. Dat ass a mengen Aen normal, wou se jo d'Surveillance vum Établissement public direkt ausüben. De Buergermeeschter respektiv säin Delegierte kënnen awer mat berodender Stëmm de Réunionne vum Conseil d'administration bäiwunnen an esou hire Bäitrag am Intérêt vun der Institutioun leeschten.

Ech géif mengen, an der Diskussioun iwwert dee Projet de loi hei an der Kommissioun hu mer et jo fäerdeg bruecht, fir d'Tutelle - wou mer jo deen Ausdrock, dee mer net méi gär héieren, guer net gär héieren, an deen och net méi berechtigt ass, mir wëlle jo och keng Tutelle, keng Bevormundung méi -, fir do den Intérieur an de Ministère de la Famille erauszehuelen, a mir hunn nach just d'Surveillance vun der Gemeng, wou jo awer de Buergermeeschter an d'Schäffen am meeschten zoustänneg sinn, an da kënnen se net zur gläicher Zäit Acteur sinn an och nach hiren eegene Kontroller oder Surveillant sinn.

Wa bei der Ausübung vun hirer Missioun am Kader vun dësem Gesetz sech Inlégancé weisen, an der Praxis - bei der praktescher Ëmsetzung wäerte sécherlech Problemer begéint ginn -, da wäerten experimentéiert Fonctionnaires oder aner Experten en place sinn, fir Léisungen ze fannen. Grave Obstaclé kéinte gegebenefalls, wéi bei all Gesetz, duerch Ofännerungen aus der Welt geschaaft ginn. Ech zweifelen awer, dass sech hei sollte ganz wesentlech Obstaclé virfannen, déi net iwwerwëndlech wieren.

Dat hei ass erëm e Beispill, muss ech awer soen, dat weist, dass et besser gewiescht wier, bei der Ausschaffung vun der neier Législatioun d'Praktiker vum Terrain vun Ufank u mat anzebannen. Dat wier der Institutioun vun Gudde komm. Iwwregens ass dat mat Erfolleg bei der Ausschaffung vun der Reglementatioun vun de Chèques-services esou gemaach ginn, an do hutt Dir beispillhaft agéiert, Madame Minister, an Dir hutt och gesinn, wat fir e Resultat Dir hat a wat fir e Succès, wat fir en Erfolleg Dir mat där Reglementatioun do hat, wéi dat dunn esou geléngt bei de Gemenge konnt ëmgesat ginn. Dat ass eng Fuerderung vum Syvicol. Et geet do net ëm de Prestige vum Syvicol, fir kënnen derbäi ze sinn, mä et ass am Intérêt vun der Saach, am Intérêt vum Administré, ëm deem säi Wuel, ëm deem seng Qualité de vie et jo schliesslech geet.

Alles an allem géif ech soen, dass dëst Gesetz e soziale Cachet huet, an enger Zäit, wou sech wäerte méi Fäll weisen, wou mer musse méi Fäll op deem Niveau behandelen, wou d'Hëllef wäert méi heefeg ginn. Dat hei ass e gutt Instrument, fir deene Leit do Satisfaktioun ze ginn, déi an der Nout sinn, a fir hinnen aus der Nout erauszehëllefen. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Gemengen et notzen, fir deenen Objektiver nozekommen. Si besetzen et mat deene beschtgëeegente Leit a Personal, am Sënn vun der sozialer Verbesserung, am Sënn vun der Solidaritéit a besonnesch och vum sozialen Zesummenhalt.

Ech soen Iech Merci.

» **Mme le Président.**- Merci, Här Klein. Domadder si mer um Enn vun der Riednerlëscht, an d'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Härën, ech géif och wëlle fir d'éischt der Madame Sylvie Andrigh-Duval, e grouse Merci soe fir hiren explizite mëndlechen a schrëftleche

Rapport, an och den Innenminister, den Hår Jean-Marie Halsdorf, entschëllegen, dee jo net als Ministre de tutelle, well mer dat jo net méi gären héieren, hei ass, mä awer trotz-deem Responsabilitéit fir d'Gemengen huet. Hie kann haut de Moien net hei derbäi sinn.

Selbstverständlech sinn ech e bësselche verdrësslech driwwer, datt mer haut eréischt hei en éischte Vote kënnen huelen, well ech mengen, datt et wichteg gewiescht wier, datt mer hätte kënnen dat Gesetz definitiv stëmmen. Ech kann och net domadder liewen a mech net domadder ufrënnen, fir ze soen, dat wier alles ze séier gaangen, wann een annerhalleft Joer Zäit huet. Gitt emol eng Kéier an aner Parlamenter kucken, a wéi vill Zäit do Gesetzer gestëmmt ginn. Do ass et an dräi Wochen. Wann een do engem Mënsch erkläre geet, datt mir annerhalleft Joer, zwee, dräi Joer Zäit brauchen, fir e Gesetz ze stëmmen, soen déi: „Ma wat maacht Der dann nëmmen?“ Also déi, déi e bësselche méi Auslandserfahrung hunn, déi wëssen dat.

Ech weess och, datt hei, deemno ëm wat et geet, et och duerchaus méiglech ass, datt Gesetzer kënnen an Zäit vu 14 Deeg oder dräi Woche gestëmmt ginn. Duerfir hält ech mer am Fong emol gewënnscht, mer wieren och hei zu engem definitive Vote komm. Mä jiddweree muss dann och domadder liewen.

Et mécht mer manner Suergen, well mer eben d'Mise en vigueur op den 1. Januar 2010 hunn, a well dat eis awer erlaabt elo virunzeschaffen, och wann et en éischte Vote ass, well ech och der Meenung sinn, datt no de Wahlen awer wahrscheinlech eng Partie vun deene Parteien, déi haut hei vertruede waren, och dann nach wäerten hei sinn. Ob dat dann aner Deputéierte sinn an aner Regierungsmemberen, dat ass jo dann dem Wieler iwwerlooss. Mä ech denken awer, datt domadder net alles wäert änneren, besonnesch well mer awer e grouse Konsens hu fir dat Gesetz, a mat Ausnahm vun deene Gréngen all déi aner Parteie mat deem Projet de loi hei esou d'accord sinn.

Ech sinn och all deene Leit ganz dankbar, déi an deene Kommissiounen do waren, an deene ville Kommissiounen, déi mer haten, wou et och heiandsdo e bësselche méi stiermesch hiergaangen ass. Mä wann een aus dem Norde kënnt, da packt een déi Stierm besser. Et muss een ëmmer wëssen, ob et engem méi wäert ass, datt Stuerm ass, an datt dat, wat erauskënnt, da méi wäert ass. Ech si ferm iwwerzeegt, datt, wéi op esou ville Plazen...

De Jhemp Klein huet gesot, dat wier jo alles esou gutt gaange mat de Chèques-services. Ech weess mech och do nach u Momenter ze erënnere, wou et der laanscht d'Läpper gouf, mä wéi gesot, wann een eppes wëllt maachen, da muss een dat mat a Kaf huelen. Fir esou déi „Gutt-Wieder-Leit“ do ze sinn, dat ass jo vläicht schéin, mä domadder ännert awer net vill an der Gesellschaft an och net an engem Land. Duerfir sinn ech dankbar, datt mer trotz-deem elo konnten derzou kommen, fir en éischte Vote hei ze kréie mat esou enger grousser Majoritéit.

Ech géif wierklech wëllen och Iech, Madame Presidentin, e grouse Merci soen, och fir déi Propositionen an déi eenzel Punkten, déi nach opstinn, oder déi een nach kann duerchaus esou gesinn oder kann aneschtens gesinn. Ech mengen net, datt hei mat Sturheet weder vu menger Säit nach vu menge Fonctionnaires aus virgaange ginn ass, mä et muss een heiandsdo gesinn, datt et awer Saache sinn, déi, wann ee se ewell ännere geet, dann och net méi zäitgeméiss sinn, an datt een dann och sech soll duerno konforméieren.

An deene leschte Joren ass och mat deem sécher vereelste Gesetz iwwert d'Aide sociale nach vill Sozialhëllef gemaach ginn, an ech sinn absolut do d'accord mat dem Vera Spautz, wat seet, et war näischt wat bis elo verhënnert huet, fir a sengem Syndicat intercommunal d'Aide sociale derbäizeschreiwen. Dat wier ganz gutt gaangen. Et hätt keen een do kënnen ophalen, well néierewou steet, datt eppes, wat net an engem Gesetz ass, net däerf gemaach ginn. Mä, wann et et an engem Gesetz gëtt, da muss et selbstverständlech gemaach ginn.

Duerfir verstinn ech do och deen Acharnement net, fir ze soen, dat hält elo alles awer missen an enger anerer Form vu Gemengesystem kommen, wou ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, datt mer et endlech ëmgesat kréien. An ech wëll och wierklech kuerz, well mer awer alleguerten, déi eng vläicht e bësse méi, déi aner e bësse manner, hongreg sinn an erëm um hallwer dräi mussen hei untrieden, e puer Elementer soen, déi mer awer wichteg sinn.

Dat ass virun allem och d'Recht, wat geschaf gëtt, eppes, wou mer vis-à-vis vun anere Länner sécher elo hannendra waren, a wierklech deene sozial schwache Familien domadder méi eng grouss Chance ginn, op gesellschaftlech, op schouleschem an op beruflech Wee ze réusséieren.

An eent vun deene Beispiller, déi mer och net an der Aide sociale dran haten, mä déi mer awer och an deem... Och ënner anerem an dem Interessi vun deene Leit si jo zum Beispill och d'Chèque-servicer, déi mer justement agefouert hunn, fir ze verhënnere, well ëmmer erëm gesot gëtt: D'Aarmut ass eppes, wat ierflech ass, fir deene Kanner eng besser Chance ze ginn, fir kënnen an der Schoul mat virunze-kommen, doduerch, datt se besser enca-dréiert sinn, doduerch, datt se mëttes e Mëttegiesse kréien, doduerch, datt een do ass, deen hinnen hëllef hir Hausaufgabe maachen an esou virun.

Dofir ass et wichteg, datt mer e Recht schafen, datt mer och déi Hëllef upassen an datt mer do och op méi en allgemenge Kader gaange si wéi dat, wat am Ufank virgesi war. Mä datt mer soen: D'Hëllef muss ugepasst sinn un d'Situatioun vun där betroffener Persoun. Mä niewent där Hëllef, déi an dësem Gesetz dran ass, ka se sech selbstverständlech nach cumuléiere mat aneren Hëllef, déi mer bis elo och haten.

Jiddweree, deen zu Lëtzebuerg leeft an deen net iwwer en anere Statut ofgeséichert ass, deen da rechtméisseg hei zu Lëtzebuerg ass, ka vun dësen Hëllef profiteieren.

Mir sinn effektiv op de Wee gaange vun deenen urspringlechen 10.000 op 6.000 Awunner erof. An am Fong war d'Beispill, wat elo den Hår Gibéryen ginn hat, fir ze soen: Bei eis an der Gemeng war dat néideg, den Ausgangspunkt, firwat datt mer am Ufank gesot hunn: Mir ginn op 10.000, well mer da gesinn, datt et wierklech ganz ënnerschiddlech ass, an datt mer ëmmer am Projet dran haten, datt mer awer e Puffer hätten, fir ze soen: An deene Gemengen, wou ee weess, datt méi Schwieeregkeete sinn, kann een also och zousätzlech - an dat steet jo elo nach dran - méi Personal astellen.

Dat kënne mer zesummen, de Ministère mat der Gemeng, aushandelen, fir ze soen: Ma hei si wierklech méi Leit, déi dovunner musse profitéiere kënnen, wéi dat op anere Plazen de Fall ass. Vun dohier denken ech och, datt mer deem och virgebaut haten. Mä awer, wann dat sech haut op 6.000 da besser maache léisst: desto besser.

D'Aufgabe vum Service sinn der sécher, déi ganz mannigfaltig sinn: Interventiounen ze assuréieren, déi mat den Objektiv vum dësem Gesetz verbonne sinn, wéi den Accueil, wéi d'Sozialdiagnos ze maachen, an d'Prise en charge vum Demandeur, d'Kollaboratioun vun alle Persounen, Servicer an d'Autoritéiten, déi mat Leit a Schwieeregkeeten ze dinn hunn, fir dauerhaft ze koordinéieren a koordinéiert Aktiounen zesummen ze maachen.

An ech mengen, datt dat ee vun deene wichtige Punkten ass, well mer ganz dacks an der Vergaangenheet och gesinn hunn, datt Leit an deem enge Service waren, deen ee Service awer net wusst, datt se och ewell bei deem anere waren, oder awer vun deem engen zu deem anere geschéckt gi sinn. Ech hoffen, datt mer iwwert déi nei Ausrichtung hei och do méi Koordinatioun dohinner kréien.

Mir hunn zu Lëtzebuerg enorm vill Servicer, an heiandsdo soen ech: Zu Lëtzebuerg gëtt een eigentlech verfollegt von der Wiege bis zur Bahre mat iergendengem Sozialservice, deen hanner engem ass. Mä dat, wat eis ganz dacks feelt, ass eben déi Vernetzung, déi mer och hei an deenen heiten Aufgabe brauchen.

Wéi gesot, d'Preventioun ass net nëmmen an deem heite Gesetz, mä dat hält een an dat kann een zu all Zäit maachen. Ech denken och, datt dat e wichtegt Element ass, fir eben d'Ausgeschlossenheet ze bekämpfen, an déi awer eng ganz Partie Leit riskéieren ze goe bei deene Regrupéierungen.

Ech ginn elo net, Madame Presidentin, op all déi Froen an, wat d'Gemengen ube-

laangt, well et éischstens, den Domän vu mengem Kolleg, dem Jean-Marie Halsdorf, ass, an zweetens och, well dat en long et en large hei diskutéiert ginn ass aus deene verschiddene Perspektiven eraus. An ech verstinn dat.

Jiddweree vun eis hält jo d'Argumenter vum Conseil d'État, wa se eis an de Krom passen, an en hält se net, wa se engem net dra passen. Mir sinn eben esou, an esou ass dat och mat anere Saachen. Dofir denken ech, datt also och bis den Oktober, wann dann dat Gesetz nach eng Kéier kann hei op de Leescht geholl ginn, d'Leit sech nach eng Kéier sollen doriwwer ausmaachen, ob dat déi dote Philosophie bleift, oder ob et eng aner gëtt.

Flott ass jo awer, datt ee wierklech eng professionell Hëllef ugebuede kritt - an dat ass och vun alle Riedner a Riednerinnen hei gesot ginn -, déi d'selwecht ass am Lëtzebuurger Land, déi wierklech dann awer och vun deene Professionelle gemaach gëtt an net ofhänkt vun dem Wëssen oder Kënne vu wierklech gutt intentionéierte Leit, déi ëmmer sech do bereet erkläert hunn, fir déi Aufgaben ze maachen, an domadder dann awer och, wann eng Gemeng net grouss genuch ass, kënnen an enger anerer Gemeng, wou se mat derzou gehéieren, Consultatiounen gehale ginn. Et ass also net nëmmen an engem eenzege Lokal an enger Gemeng, wou dāerfen déi Permanenzen ofgehele ginn.

Fir mech ass et och wichteg, datt all Persoun, ob se Mineur oder Majeur ass, wäert hir Referenzgemeng behalen, wa se an eng sozial oder an eng médico-social Institution agewise gëtt. An ech denken, Madame Presidentin, wann Der mer erlaabt: Dir wësst, firwat dat Gesetz laang net geännert gouf. Et war e fréiere Kolleg vun eis - de Georges Margue, fir en net ze nennen -, deen ëmmer ganz vill Angscht hat, wa mer iwwert dee Projet geschwat hunn. Well deen ass jo ëmmer erëm komm, och bei Regierungskoalitiounen, fir ze soen: Eng Kéier muss deen Office social geännert ginn.

An dann huet de Georges Margue ëmmer gesot: Mir sinn domadder net d'accord - da war hien d'Stad Lëtzebuerg -, well da kréie mir se alleguerten an d'Stad. An dofir war ëmmer och a wéi enger Gemeng datt ee wier a wien da géif zoustänneg fir ee bleiwen - also esou eppes -, wat ëmmer eng wichteg Roll gespilt huet.

Ech hoffen, datt duerch deen Artikel 8, dee mer elo hunn, datt dann elo domadder geregelt ass, an d'Gemengen net méi nach mussen engem... Ech hunn dat elo virun net allze laanger Zäit nach erlieft, datt ee komm ass, dee gesot huet: Ech bezuelen dann elo de Loyer. Wann s du elo an déi nächst Gemeng plënners fir dräi Méint, da sinn ech sécher, datt ech der lass sinn. Dat war jo e bësselchen... An déi Leit, déi dra schaffen, déi wëssen, wéi dat fonctionnéiert. Esou kann et jo och net goen.

Wichteg ass fir mech selbstverständlech och, datt den Office seng Aarbecht mécht no deene Methoden, déi am beschte sinn an déi och am Respekt vun all deene Leit, déi ebe bei se kommen, muss gemaach ginn.

De Secret professionnel ass fir mech evident. Dofir sinn ech och nach ëmmer éischer der Meenung, datt een op deem System, dee mer elo proposéiert hunn, soll bleiwen. Well et ka jo net sinn, datt iergendwou um Béierdësch op eemol erzielt gëtt: Ma dee war elo do an dee kritt elo dëst oder dee kritt elo dat. Dofir steet och am Gesetz dran, datt dat net nëmmen en Delikt wier, mä datt et wierklech awer da vum Code pénal bestrooft gëtt. Wou ech denken, datt dat dann och hëllef, datt Leit éischer de Mond zouhalen.

Wichteg ass selbstverständlech och de Finanzement, wou mer da 50% jährléich den Defizit iwwerhuele vun de Sozialhëllef, als Stat, an och vun de Funktionskäschten, dem Personal, an och de Jetonen. A wéi gesot, wann en Defizit bleift bei Personal, bei Gebaier oder bei anere Projeten, da kann ee sécher mam Accord vum Ministère och do gehollef kréien, wou dat dann och zu 50% erëm iwwerholl gëtt.

Wann een ee Recht schaaft, dann ass et kloer, datt een och e Recours muss schafen. An och dat ass eng wichteg Neierung, déi agefouert gouf, datt een da kann op de Conseil arbitral respektiv op de Conseil supérieur dat akloe goen.

Wann een an enger Gemeng Leit huet, déi net do wunnen an déi eigentlech net ënnert d'Hëllef géife falen, da kann een ëmmer e Secours humanitaire kréien, fir eben op deem prezise Punkt dann deene Leit ze hëllef. Déi Hëllef ka selbstverständlech nëmme vu kuerzer Zäit sinn.

Ech weess net, wéi dat mat deem Recht op dee Minimum vun Energie geet. D'Waasser war souwisou eppes, wat ëmmer virun ageschloss ginn ass, well ëmmer gesot gouf: Wéinst de Feiergefore kann ee kengem d'Waasser ofspäre goen. Dofir, denken ech, ass dat eppes, wat een effektiv och beim Hëtze muss kucken.

Dat hänkt natierlech och vu ville Saachen of. Wann een en Haus huet, wou et vir eran an hannen eraus zéit, dann ass et wahrscheinlech méi schwierig, fir ze soen: Hei, du dāerfs nëmme mat esou vill Unitéiten auskommen, wéi wann s du an engem Gebai bass, wat gutt isoléiert ass, wou awer heiandsdo besonnesch déi hei Clientë wahrscheinlech net gefrot ginn, well se da keng aner Méiglechkeet dofir hunn. Mä wéi gesot, ech si ganz gäre bereet, fir och an der Zukunft ze kucken, ob déi eng oder déi aner Punkte sech esou oder aneschtens aus-gewierkt hunn; d'selwecht wéi och mam Zréckbezuale vun den Hëllef.

Ganz dacks ass et natierlech esou, datt déi Leit, déi bei den Office social kommen, och op anere Plaze sinn, notament och beim Fong sinn. A wann da Leit do géifen lerschte maachen oder géifen an der Lotterie gewannen, wat jo heiandsdo virkënt a wat jo gutt a schéi fir se ass, datt een dann och eventuell kéint déi Suen zréckfroen.

Et ass also eng Kann-Bestëmmung, esou wéi et eigentlech beim Fong och ass. Et ass net eng Muss-Bestëmmung, a wou mer eis alleguerten, mengen ech, heibannen och net d'illusiouen maachen, datt elo dat de grouse Rush wäert sinn, fir de Statsbudget an deenen nächste Joren ze sanéieren; déi Suen, déi mer kënnen erëmfroe goen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll wierklech jiddwerengem e ganz grouse Merci soen, deen eis gehollef huet op deene verschiddene Plazen, datt mer wéinstens dee Gesetzesprojet haut eng éischte Kéier gestëmmt kréien. Ech wëll och all deene Leit, déi an den Offices sociaux do iwwert d'Land verbreet bis elo geschafft hunn, déi hirt Beschd do gemaach hunn, Merci soen. Si ginn domadder, wann dat Gesetz bis a Kraaft ass, eigentlech ersatzlos ofgeschafft.

Ech weess, datt der eng ganz Partie frou sinn, well se ebe soen: Mir sinn haut deen doten alles net méi gewuess. Mir kënnen esou vill Demanden, mat deene mer net eens ginn. Esou datt ech denken, datt do och déi professionell Mataarbechterinnen a Mataarbechter, déi bis haut an deene verschiddene Servicer geschafft hunn, dat och an der Zukunft wäerte maachen. Och hinne gehéiert eise grouse Merci an eis Unerkennung.

Ech géif och vun dëser Geleeënheet profiteieren, esou wéi d'Vera Spautz et gemaach huet, mengem Mataarbechter, dem Claude Vandivinit, ze wënschen, datt en erëm geschwënn in alter Frische tätég ass an eis kann hëllef dat heite Gesetz dann an der Realitéit ëmzesetzen.

Merci villmools.

» Une voix.- Très bien!

» Mme le Président.- Merci, Madame Ministerin.

Domadder si mer um Enn vun onser Sitzung vun haut de Moien. De Vote souwéi d'Diskussioun vum Projet 5937 iwwert de CIPA zu Bieles fannen haut de Mëtteg statt. Mir fänken dann um hallwer dräi erëm un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 13.10 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

- 1. 5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux
 - Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse: Mme Nancy Arendt
 - Discussion générale: M. Eugène Berger, Mme Claudia Dall'Agnol
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 2. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale (suite)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 3. 5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen
 - Discussion générale: Mme Colette Flesch
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement
- 4. 5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Ben Fayot
 - Discussion générale: M. Charles Goerens, M. Jacques-Yves Henckes
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement
- 5. 5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Fred Sunnen
 - Discussion générale: M. Carlo Wagner, M. Jos Scheuer, M. Henri Kox
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen
 - Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire: M. Marco Shank
 - Discussion générale: M. Ali Kaes, M. Fernand Etgen, M. Jean-Pierre Klein, M. Camille Gira, M. Jean-Pierre Koepp
 - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7. 5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant
 - 1) le Code de la sécurité sociale,
 - 2) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
 - 3) la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel (dépôt d'une motion)
 - Discussion générale: Mme Martine Stein-Mergen, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
- 8. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,
 - fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;
 - modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
 - fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Marcel Oberweis
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Ben Fayot
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 5921 - Projet de loi
 - 1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service
 - 2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur
 - 3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture: M. Fred Sunnen
10. Projet de loi 5876 (suite)
 - Dispense du second vote constitutionnel
11. Projet de loi 5921 (suite)
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (suite): M. Fred Sunnen
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur, M. Félix Braz
 - M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
12. 5884 - Projet de loi portant création
 - a) d'un Institut national des langues
 - b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle: M. Jos Scheuer
 - Discussion générale: Mme Fabienne Gaul, M. Eugène Berger, M. Félix Braz
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
13. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:
 - la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données
 - la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention
 - Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports: M. Jos Scheuer
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Henri Kox, M. John Castegnaro
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
14. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé
 - Rapport de la Commission des Travaux publics: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: Mme Anne Brasseur, M. Fernand Diederich, M. Henri Kox
 - M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

» **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelungen ze maachen?

» **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Neen, Här President.

» **M. le Président.** - Mir kommen, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass dee vum Bau vun engem Centre intégré pour personnes âgées zu Belval. Rapporteuse ass hei déi honorabel Madame Arendt. Et sinn ageschriwwen: den Här Berger an d'Madame Dall'Agnol. D'Madame Rapporteuse, d'Madame Arendt, huet elo d'Wuert.



1. 5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» **Mme Nancy Arendt** (CSV), *rapporteuse.* - Merci, Här President. Madame Ministesch, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dëst Gesetz haut stëmmen, erlabe mer domadder dem Stat, sech um Finanzement vun engem Centre intégré ze bedeelegen, dee sech de Besoin vum den eelere Mënschen upasst an deen an de schéine Süde vum Land soll kommen,...

(Interruptions)

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Nancy Arendt** (CSV), *rapporteuse.* - ...an zwar op Belval an der Gemeng Suessem.

Et ass op dem historesche Site vu Belval, op de Frichen, wou elo 120 Better West-Belval entstinn, a wou an der zukünfteger Strooss mat deem schéinen, natierlechen Numm „An der Botterwiss“ wäerten eis Pensionären hiert neit Heem fannen, wa se dann an de CIPA vu Bieleles eraplännere. Hei ass wierklech e formidable Projekt vu Versuergung a Betreuung vun eelere Matbierger, deen - an ech wëll dat haut net vergiessen ze ernimmen - ënnert der Féierung vum fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Suessem, dem Fred Sonnen, initiiert ginn ass,...

» **Plusieurs voix.** - Ah! Oh!

(Hilarité)

» **Mme Nancy Arendt** (CSV), *rapporteuse.* - ...an deen nach ëmmer säin Härz méi schnell schloe léisst, wann ee vun dësem zukünftige Projekt schwätzt.

Här President, de Centre intégré baséiert sech op folgend Konzepter:

Éischstens, fir déi Pensionären, déi nach onofhängeg sinn, ass d'Objektiv éischter dat vum Oprechterhale respektiv enger Rehabilitatioun vun hire Capacitéiten, fir datt se hiert Liewe méiglechst autonom weiderféiere kënnen.

Zweetens wäert versicht ginn, de Pensionären hir Familljemembere méiglechst gutt mat anzubannen an ze integréieren.

An drëttens wäert eng besser adaptéiert individuell Prise en charge stattfannen, déi sech dem Gesondheitszoustand vum jeeweilege Senior wäert upassen oder sech duerno ausrichten. Fir déi Senioren, déi an hirem aldeegleche Liewen nach relativ gutt eleng eens ginn, wäert versicht ginn, d'Autonomie vun de Pensionären esou laang wéi méiglech ze erhalen iwwert de Wee vun enger diversifizierter Offer vu ganz verschiddenen Aktivitéiten. Duerfir ass de Site och esou optimal um Belval. Heir obber wäert ech nach e bësse méi spët agoen.

Fir déi Pensionären, déi manner autonom sinn, ass am neie CIPA zu Belval e Service de psychogériatrie virgesi mat enger Capa-

citéit vun 20 Better. Dëse Service garantéiert den demente Leit en adequaten Encadrement souwuel dagsiwwer wéi och an der Nuecht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dëst Konzept baséiert sech op d'Method Virginia Henderson, wou onheemlech vill Wäert op hir eege Capacitéit geluecht gëtt, fir nach selwer eens ze ginn.

Et gëtt virun allem op d'Bäibehalen an d'Oprechterhale vun aktuelle Kompetenzen, jo souguer vläicht op d'Zréckgewanne vu fréiere Fäegkeete Wäert geluecht, fir e méiglechst laangt autonomt Liewe kënnen weiderzeféieren.

Dësen neien Zentrum wäert sech awer och op déi Mënsche konzentréieren, déi Schwierigkeete mam Erkenne vu Saachen hunn; Mënschen, déi Verhalensproblemer opweisen, déi op hir Senilitéit zréckféiere sinn, a wou dann éischter eng méi psychobiographesch Approche genotzt gëtt no der Manéier Erwin Böhm - eng Method, déi probéiert, de Pensionären hiert Erleiftent, dat, wat se also matgemaach hunn an hirem Liewen, hir Biographie, ze benotzen.

Well et kann ee sech jo virstellen, datt vläicht eng Bauerefra, eng Fra, déi op engem Bauerenhaff grouss ginn ass, trotzdeem en anert Erleiftent hat wéi vläicht eng Madame, déi mat engem Bankdirekter bestuet ginn ass, an da gëtt sech extra ugepasst, well déi zwee verschidde Stiler trotzdeem ganz verschidde waren, an do gëtt probéiert, méiglechst no un hir Biographie erunzekommen.

(Interruption)

Här Goerens?

(Interruption)

Déi Unitéit besteet ausserdeem nach aus enger therapeutescher Kichen, diverse sanitären Installatiounen an nach engem wunnnerschéine Park, deen extra un d'Bedürfnisser vun de betraffene Senioren ugepasst ass.

Och fir déi Mënschen, déi um Stierwe leien, ass an dësem neie CIPA eng Begleedung assuréiert, déi och dem Mënsch erlaabt, an Dignitéit an a Präsenz vu senger Famill säi leschte Wee ze goen an dëst esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat wierklech flott un dësem neie CIPA ass, ass, datt en en Element vun der Wunnzon vum Site Belval wäert ginn.

De Plan d'aménagement vum Site Belval baséiert sech op dräi Achsen. Déi éischt Achs gesäit d'Integratioun vu den historeschen Elementer vir; déi zweet Achs gesäit déi verschiddenen ekonomesch, administrativ, schoulesch Aktivitéite vir, während déi drëtt Achs e Konstruktionsprojekt vu ronn 7.000 Wunnengen um Site festleet. De CIPA ass Deel vun engem neie Wunnensquartier, deen tëschent der Square Mile an der Agglomeratioun vu Belval wäert leien.

D'Iddi, déi hannert der Schafung vum CIPA zu Belval stécht, ass éischter, eng Struktur ze schafe mat engem résidentiellë Charakter wéi eng richteg Institutioun. Dëst entsprécht och ëmmer méi de Fuerderunge vun de Pensionären. Si wëlle betreit wunnen, awer och ouni d'Gefill ze hunn, an engem Altersheem, an enger geschlossener Institutioun ze wunnen.

De CIPA Belval entsprécht honnertprozenteg...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...de Fuerderungen, an déi zukünfteg Bewunner wäerte kënnen vun alle Facilitéiten, déi sech um Site ubidden, zum Beispill Kino, Geschäfte, Restauranten, Galeries marchandes, Bibliothék, profitéieren an dëst och nach ganz no um Site vun der Uni, wou ech elo net denken, datt eis Pensionäre wëlles hunn, op eemol erëm Studenten ze ginn,...

(Interruptions)

...mä wou et awer vläicht méiglech ass, den Enkel erëmzebegéinen, an och dat fannen ech e ganz flotten Zenario.

D'Insertioun vum neie Bieleser Centre intégré an enger Wunnzon ass wesentlech, well et einfach de sozialen Austausch tëschent senge Pensionären an deenen aneren Awunner um Site fördert. En plus bënnt e sech och nach immens gutt an den natierleche Kader vum Site an, mat vill Gréngs, vill Natur ronderëm a mat engem kleng Wee laanscht eng kleng Bächelchen, wou d'Leit kënnen spadséiere goen a sech treffen, mateneen e bësse poteren a sech begéinen.

Et ass vill Wäert geluecht ginn op déi funktionell Organisatioun vum CIPA. Et geet net

nëmmen dorëm, en neie CIPA ze schafen an esou iwwer zousätzlech Better ze verfugen, mä eng praktesch a funktionell Struktur ze realiséieren. D'Zëmmere vun de Pensionäre si ganz komfortabel ageriicht, bestinn aus enger Entrée, engem Buedzëmmer, an d'eigentlecht Zëmmer ass och relativ grouss. De Wunnraum an d'Fleege-servicer kommen op den éischten an zweete Stack a sinn esou organiséiert, datt fir all Grupp dës Servicer einfach a schnell kënnen agräfen an och einfach ze fanne sinn.

Den Hauptzougank ass um Rez-de-chaussée, wou ee mat ganz grouse Fënsteren d'Entrée esou gestalt huet, datt vill Luucht erakënnt, an dat Ganzt och ouni Träpen. Et ass e Restaurant do, et ass e Bistro virgesi mat enger grousser Terrasse mat Vue op déi südlech Säit vun der Baach, wou een am Summer bestëmmt schéi Momenter zesummen, mä awer och vläicht mat der Famill a mat Frënn ka genéissen.

De Park an déi wichteg Treffpunkte sinn also esou geduecht a geluecht, datt se all no bei der klenger Baach leien oder bei der Natur leien, wou d'Leit also vill Méiglechkeeten hunn, fir an engem schéinen Naturkader sech ze begéinen.

Vill Wäert ass och op déi extern Ariichtung geluecht ginn. Den Zougank zum CIPA ass en oppenen Zougank ouni Barrière. Et ginn iwwerall Beem geplanz, déi géint d'Sonn solle schützen, mä och gläichzäitig als Transitioun zur Strooss sollen dëngen.

Et ass hei bei dësem Projekt och vill Wäert op den energeteschen an ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Et gëllt - wéi bei all anere neie Projekt, wou mer maachen -, modern, energiebewosst an ëmweltfrëndlech ze bauen.

Wat déi verschiddenen architektoneschen a technesch Aspekter vum Projekt uginne, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport wéi och op de Gesetzesprojekt selwer a virun allem op d'Pläng, déi um Projekt jo annexéiert sinn.

Här President, duerch de virleiende Gesetzesprojekt gëtt de Stat autoriséiert, fir sech finanziell un de Käsche vun der Schafung vum neie CIPA zu Belval ze bedeelegen, esou, wéi dat an der Konventioun steet, déi tëschent dem Stat an der Gemeng Suessem schonn de 14. Dezember 2006 ënnerschríwwen gouf. No dëser Konventioun läit d'Participatioun vum Stat bei 80% vun de Baukäschten.

D'Montanten, déi an der Konventioun stinn, sinn am Kader vum virleiende Gesetzesprojekt aktualiséiert ginn. Mir hunn an der Familljekommissioun de Bäitrag vun der staatlecher finanzieller Bedeelegung nei adaptéiert. Dëse läit elo bei 24.592.257,57 Milliounen Euro. Dëse Betrag ass op Basis vum dem leschte bekannten a publizéierte Bauindex vum 1. Oktober 2008 gerechent ginn.

A sengem Avis vum 31. Mäerz 2009 huet sech de Statsrot gefrot, ob et net ubruecht wär, d'Offer an d'Demande vun esou Betreuungsméiglechkeete fir Senioren an Zukunft besser ze vergläichen an ze analyséieren, fir sécherzestellen, wou déi richteg Besoin leien, well een ëmmer méi feststellt, dat déi allermeescht Mënschen, wa se d'Chance dann och hunn, al ze ginn, léiwer an hirem eegenen Heem bleiwen an do vun de Fleege-servicer profitéieren, wéi wa se sech an eng Institutioun bewegen.

E berechtigte Gedanken-zuch ass dat vum Statsrot, dee wahrscheinlech och d'Realitéit erëmpigelt, well d'Altersmoyenne vun de Pensionären, wa se an en Altersheem kommen, läit ëm déi 80 Joer, an dat ass effektiv wesentlech méi spët, wéi dat nach virun zéng oder 15 Joer de Fall war.

Et ass och e Fait, datt d'Proportioun vun de Leit, déi un Demenz oder Alzheimer leiden, och zouhëlt. Vun dohier wäerten d'Besoinen u spezifesch Strukturen awer nach ëmmer grouss bleiwen, virun allem, fir deen dote Volet ze decken.

D'CIPAen droen dësen Ëmstänn dann och Rechnung, virun allem déi, déi mer a leschter Zäit gestëmmt hunn. Si bidden ëmmer méi e spezialiséierten Encadrement fir dement Leit un. Et ass net auszuschléissen, datt laangfristeg d'CIPAE sech op dement oder senil Leit wäerte spezialiséieren, sou datt de Gros vun hire Better an der Zukunft wahrscheinlech vum Service de psychogériatrie wäert an Usproch geholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, perséinlech wënschen ech mer - an ech denken, ech kéint fir eis alleguerten heibanne schwätzen -, datt, wa mer och esou grouss a finanziell gewichtig Gebaier stëmmen, mer ni vergiesse wäerten, wéi wichteg net nëmmen d'Infrastruktur ass, mä

virun allem, wéi ee bannendra mat de Leit ëmgeet, déi do betreit ginn. Well dat schéinste Gebai verléiert schnell u Glanz a Prächtegeet, wann net dorobber opgepasst gëtt, datt mat Léift a mat Hëllefsbereetschaft eis Bomecher a Bopecher net nëmme vun engagéierten a gutt forméierte Mënsche betreit ginn, mä virun allem vu Leit betreit ginn, déi en Härz hunn.

Ech wär frou, wann dëse flotte Projekt aus dem Minette grouss Zoustëmmung heibanne kéint fannen,...

» **Une voix.** - Ah!

» **Mme Nancy Arendt** (CSV), *rapporteuse.* - ...well en huet selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Berger ass elo drun.

Discussion générale

» **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëlt och fir d'éischt der Rapporteuse aus dem Süde Merci soe fir dee gudden an ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Bericht. Do ass jo ganz vill gesot ginn. Mir bleift just e puer Remarquen ze maachen.

Ënner anere wëll ech awer och nach eng Kéier rappeléieren, datt hei mat deem virleiende Projekt de loi elo et dem Stat erméiglecht gëtt, fir sech finanziell un Bau vun engem Centre intégré zu Bieleles op de Frichen ze bedeelegen. De Bau vun esou enger Struktur grad op dem Site vun de Frichen ass ze begréissen, well en dann och d'Dynamik vum Développement vun dësem Site ënnersträicht.

En ënnersträicht och, datt op de Frichen net nëmme Schoul, Uni, Recherche, Commerce a soss Aktivitéite sinn, mä och hei d'Wunnen an d'Liewen hir Plaz wäerten hunn, an och, datt bei deem Wunnen a Liewen net nëmme jonk Mënschen do da solle sinn, mä datt hei och wierklech e generationsiwwergräifende Projekt insgesamt op deem Site wäert entstoen, wou jiddwereen, egal wat fir en Alter en huet, seng Plaz wäert hunn.

Et ass och effektiv esou, datt eis Gesellschaft insgesamt ëmmer méi al gëtt, datt d'Alterspyramid op der Kopp steet, datt mer haut véiermol méi Leit hunn iwwer 65 Joer, wéi dat nach virun 100 Joer de Fall war.

Dat huet dozou gefouert, datt mer och an der Vergaangenheet eng Rei Waarde-lëschen...

» **M. le Président.** - Ech bieden ëm Opmierksamkeit! Ech wëll och soen, dass d'Chamber keng Kantin ass!

» **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President.

» **M. le Président.** - Här Berger, fuert weiter!

» **M. Eugène Berger** (DP). - Dat huet dozou gefouert, datt mer also eng Rei Waarde-lëschen haten an datt mer also weiderhi gefuerdert sinn, fir Strukturen ze bauen, an duerfir ass dat hei dann also och ee Puzzlestéck an deem Ganzen.

Dat huet jo natierlech och an der Vergaangenheet dozou gefouert, datt dann d'Leit alt déi eng oder aner Kéier an d'Ausland op Strukturen zréckgegraff hunn, wat sécherlech net déi beschte Solutioun war.

An Zukunft wäert sécherlech den Trend och weidergoen. Mir hunn zwar keng prezis Statistiken, Zuelen do. Dat hat och de Statsrot a sengem Avis gesot. Et ass vläicht gutt, fir eng Kéier do dat och um Dësch leien ze hunn. Mä egal wéi wësse mer, datt mer musse konsequent weiterfuere, a meng Fraktioun wäert sécherlech och an Zukunft all déi Projekte kloer ënnerstëtzen.

D'Infrastrukturen, dat ass een Element - dat ass scho gesot ginn -, an d'Betreiung vun de Leit an den Infrastrukturen op där enger Säit ass en anert Element. Mir brauchen, wat d'Betreiung vun de Mënschen an de Strukturen ubelaangt, och do e flotte Mix vu Mesuren. D'Rapporteuse ass och schonn agaangen op verschidde Methoden. Et steet och am Rapport vun der Virginia-Henderson-Method.

Ech sinn elo kee Spezialist, muss ech soen, mä do gëtt et jo och nach d'Method Joyce Travelbee, Kübler an esou weider. Egal wat dat elo an der Theorie heescht, ech mengen, an der Praxis muss et esou sinn, datt do eng perfekt Betreiung vun de Mënschen ass, wou jiddwereen sech och nach do kann esou wäit wéi méiglech

realiséieren an och esou wäit wéi méiglech kann aktiv am Liewe sinn.

Mir kënnen awer och feststellen, datt ëmmer méi Leit also rüsteg bleiwen, al ginn, an datt der och ganz vill oder ëmmer méi wëllen doheem bleiwen, soulaang wéi dat nëmme méiglech ass. Duerfir musse mer natierlech och net vergiessen, datt een och an deem Beräich soll ganz vill Effortë maachen, do Servicer erméiglechen, wéi zum Beispill Aide à domicile, betreit Wunnen, Seniore-wunngemeinschaften. Och esou Saache mussen an Zukunft parallel zu den Infra-strukture verstärkt opgebaut ginn, ver-stärkt gefördert ginn.

Här President, ech komme schonn zum Schluss. Eng lescht Remarque ass déi, datt mer och hei bei deem Gebai - et ass jo eng generell Beschreiwing am Projet de loi derbäi - solle wirklech oppassen, datt mer déi leschte Standarden hunn a puncto energetescher Bauweis, well mer jo och wëllen, datt de Stat an d'Gemengen hei eng Virreiderroll spillen. Ech hoffen, datt dat dann och an dësem Projet wäert de Fall sinn.

Dat gesot, kann ech awer och hei mat zwou Hänn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Berger. D'Madame Dall'Agnol huet elo d'Wuert.

» **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt e Merci der Rapportrice Nancy Arendt fir hire wéi ëmmer ganz exzellente Rapport, deen et mir dann och erlaabt, mech haut de Mëtteg hei ganz kuerzze-faassen, wat Der sécher och alleguerte begréisst.

Ech wëllt awer fir d'LSAP-Fraktioun nach eng Kéier kuerz eraussträichen, wéi wichteg et ass, an Zukunft all déi CIPaen esou ze konzipéiere wéi deen heiten, nämlech matzen dran, matzen dran do, wou d'Liewe sech ofspillt.

Belval wäert, wann et bis fäerdeg ass, natierlech lieweg sinn: Geschäfte, Wunnengen, Kino, Studenten - alles dat gouf scho vu menge Virriedner opgezielt -, déi wäerte sech hei begéinen. An hei dobäi stoussen dann eben déi eeler Leit aus dësem CIPa.

Hinne gëtt dëst dann och d'Geleeënheet, wa se net méi doheem wunnen, trotzdem nach kënnen un allem, wat eng Stad an eng Gemeng ze bidden huet, deelzehuelen, um sozialen, um kulturelle Liewen dovunner ze profitéieren, hei notament ebe vun de Gemenge Suessem an der Stad Esch.

A ville CIPaen ginn d'Leit jo gutt encadréiert respektiv och animéiert, mä ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt et och am Alter näischt méi Schéines gëtt, wéi selwer kënnen ze décidéieren, wéini ee wat wëllt maachen. Natierlech nëmmen dann, wann d'Gesondheet et erlaabt, a genau dat erlaabt eis dann och dëse Projet, dee mer och herno, hoffen ech, unanime wäerte stëmmen.

Eraussträiche wëllt ech awer och nach, datt d'Bewunner bis zum Schluss kënnen an dësem CIPa bleiwen, an datt derfir gesuergt gëtt, datt se, wann hir Zäit komm ass, op-timal encadréiert ginn, fir hiert Liewensenn ouni Péng a virun allem an Dignitéit kënnen ze erliewen, an dëst, wann et méiglech ass, och zesumme mat hirer Famill.

Voilà, domat ginn ech schonn den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet an ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Madame Minister, d'Madame Jacobs.

Et geet haut de Mëtteg méi séier wéi haut de Moien.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech hat anscheinend dee schlechten Numéro gezunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen ufänken, fir der Madame Nancy Kemp-Arendt ze félicitéieren a Merci ze soe fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen et mir och elo erlaabt, fir dat hei méi séier ze maachen.

Ech géif mech och wëllen hire Wierder uschlësse vis-à-vis vun eisem Kolleeg, dem Deputéierte Fred Sunnen, dee ganz

wäitsiichteg deemools war mat sengem Schäfteen- a Gemengerot, fir ze décidéieren, dee bestehende Centre intégré dem Stat ze verkafen, fir dora Studentelogementer ze maachen, an duerno dann op enger anerer Plaz en neie Centre intégré ze bauen, sou datt Leit, déi do an deem Haus sinn, wäh-rend där Zäit net duerch Bauaarbechte ge-plot ginn. Ech géif selbstverständlech och dem Här Sunnen wënschen, datt en nach fir d'éischt op d'Uni géif goen, ier en an de Centre intégré géif goen.

(**Hilarité**)

An ech denken, all déi aner Kolleegen, wa se elo ophalen, datt se sech dann och nei Beschäftegunge sichen, sënnvoll Be-schäftegunge sichen, fir datt se och méig-lechst laang nach valid bleiwen.

Här President, mir hunn haut hei all déi Chifferen héieren, déi d'Madame Nancy Kemp-Arendt genannt huet, an ech géif nach eng Kéier wëllen dorobber opmierk-sam maachen - well ëmmer erëm gesot gëtt, mir géifen op där enger Säit d'Suen zur Fënster erausgeheien, a se wieren net richtig ugewandt -, datt et da vläicht gutt wier awer emol zur Kenntnis ze huelen, datt e Projet wéi deen heite mat iwwer 30 Mil-liounen Euro, wat ëmmerhin 1,2 Milliarden där aler Lëtzebuerg Frangen ausmécht, awer e ganz erkleckleche Montant ass, a wou jiddwereen heibannen, esou wéi dat normalerweis de Fall ass, domat d'accord ass, datt mer esou Institutiounen hunn, ee sech awer och muss bewosst sinn, datt dat selbstverständlech säi Präis huet.

Ech géif och wëllen, well déi leschte Kéier dat och gefrot ginn ass, soen, datt mer de Moment 32 Centres intégrés hu mat enger Capacitéit vun 3.455 Better, 16 Maisons de soins mat...

(**Interruptions**)

» **M. le Président.** - Däerf ech dann, wann ech gelift, ëm Opmierksamheet biede fir d'Madame Minister? Ech weess net, wat haut de Mëtteg ass, mä et ass ganz schwiereg hei uewe Rieden ze halen, wann an engem Stéck esou e Kaméidi ass.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Ee vun de Grënn ka vläicht sinn, dass et eng onméig-lech Atmosphär ass, an där mer hei musse schaffen. Ech gesinn hei entre-temps 40 Kolleegen, déi de Paltong mussen ausdoen, fir iwwerhaupt heibannen nach kënnen ze tagen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Une voix.** - 41.

» **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wollt et just an aller Frëndschaft eng Kéier soen, dass et Saache sinn, déi och mateneen eppes kënnen ze dinn hunn, an notament déi Aart a Weis wéi mer hei mussen tagen. Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Här Wolter, Dir wësst, dass d'Analys vun dëse Raimlech-keeten de Moment vun deene speciali-séierten Experte vun der Regierung ge-maach gëtt.

Sou, elo fiert d'Madame Jacobs weider.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President.

Ech wëll soen, datt mer am Moment am Ganzen 4.899 Better hu fir déi Persounen iwwer 65 Joer, déi hei a Fro kënnen kommen. Mir hunn zousätzlech néng Projekte vun Nei-baute respektiv vun Extensiounen, wat nach eng Kéier 500 zousätzlech Better sinn, zu Clierf an dem Home Saint-François, awer och am Syndicat intercommunal. Ech denken, datt dat alleguer meng Kolleegen do uewen interesséiert, déi awer wéinst engem anere Punkt de Mëtteg hei sinn.

Dann awer och zu Dikrech d'A.s.b.l. Claire, Gréiwemaacher, Heeschdrëf, Sacré-Cœur, Clinique Sainte-Elisabeth, déi ëmgebaut gouf oder nei gebaut gouf, zu Péiteng an zu Wolz, wou e ganz schéinen a grouse Projet amgaang ass. Dann nach aacht supplé-mentaire Projeten, déi am Bau sinn, mat 700 zousätzleche Better, a wou Dir och gesitt, datt dat iwwert d'ganz Land verspreet ass: Dat ass zu Bäerbuerg, Konter, Dikrech, Hamm, den Hospice civil, de Centre du Rahm, Déifferdeng, Rëmeleng a Veianen.

Dat mécht dann hanneno en Total vu 6.000 Better aus, an domadder si mer an Europa Spëtzerreider och am Pourcentage vu Better, déi fir eeler Leit zur Verfügung stinn. Ech denken, datt dat eppes domat ze dinn huet, datt mer zu Lëtzebuerg, éischstens, eng generéis Assurance-dépendance hunn, déi ville Leit et erlaabt, fir an esou Haiser ze goen.

Dat Zweet ass, datt mer och den Accueil gérontologique hu fir déi Leit, déi net kënnen hire Pensiounspräis bezuelen. Wa mer iwwert d'Grenzen eraus kucke ginn, da gesi mer ganz dacks, datt do Familljen an där zweeter an an där drëtter Generatioun entweder verschëllt sinn, well ee vun hiren Elteren oder Grousselteren an esou engem Haus war respektiv well se do dra sinn. Dat hu mer hei zu Lëtzebuerg bis elo ni gewollt, an duerfir denken ech och, datt dat eppes ass, wat wichteg ass.

Ech sinn awer och absolut domat d'accord, sougutt mat der Rapportrice wéi och mat deenen aneren Orateuren, déi gesot hunn: „Mir kënnen eng Kéier vill Suen zur Ver-fügung stellen, fir schéi Gebaier opze-riichten, fir och zweckméisseg Gebaier opzeriichten, mä dat Wichtegst, wat nach ëmmer an deene Gebaier ass, dat ass, datt d'Leit do net nëmme versuergt sinn, mä datt wirklech och vill Aktivitéite mat hinnen do gemaach ginn, wirklech och esou, an där Verfassung wéi se sinn.“ Dat ass zënter wéinstens zéng Joer och d'Politik vum Ministère, fir ze soen: „Ee Mënsch, deen eng Kéier an esou en Haus kënnt, dee bleift och do soulaang wéi e leeft.“ Mir ginn en net méi nach eng Kéier vun esou engem Centre intégré an eng Maison de soins plënneren, well dat och fir déi Persoun net evident ass.

Mir sinn an deene leschte Joren amgaang ze kucken, wat nei Besoinë sinn, a mer mierken, datt eng ganz Partie vun neie Wënsch och bei de Leit sinn, a wa mir eis alleguerten an déi Situatioun setzen, dann, denken ech, hu mir erëm aner Uspréch, wa mer bis an deen Alter kommen, wéi déi Leit, déi elo do sinn, respektiv nach déi Gene-ratiounen, déi virauser do waren. Duerfir gi mer verstärkt och op de Wee vun de Logements encadrés, wou dann d'Leit selbstverständlech awer nëmmen zu enger gewëssener Zäit an eng gewësse Längt kënnen dobleiwen an duerno dann op déi heiten Infrastrukture wäerten zrëckgräifen.

Datselwecht zielt och fir de Maintien à domi-cile. Mir haten dës Woch eng gemeinsam Pressekonferenz mat HELP, Här President, déi eben do eng Studië gemaach haten iwwert d'Zefriddenheet vun hire Memberen, 900 Leit, déi do schaffen - bei aneren Träger sinn et der nach eng Partie weider. Esou datt een och gesäit, datt niewent dem Maintien, niewent den Institutiounen och ganz villes geschitt an dem Maintien à domicile, an datt och do muss sécher-gestallt ginn, niewent der Fleg, datt och all déi aner Servicer ugebuede ginn, fir datt een ebe méiglechst laang ka gutt doheem bleiwen. Net nëmmen doheem bleiwen, mä wirklech och méiglechst laang gutt kann do liewen, well sougutt wéi mir dat Recht fir eis akloen, ass et kloer, datt och déi Leit, déi am Alter sinn, dat och kënnen maachen.

Dat gesot, Här President, soen ech jidd-werengem Merci, deen deem Projet hei eng positiv Stëmm wäert ginn, a mir si frou, datt mer dat och elo nach virun dem Enn vun der Legislaturperiod kënnen maachen, fir datt och déi Aarbechten zügeg op der Plaz kënnen virugoen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi perséinlech Stëmmen fir d'éischt. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

De Projet de loi 5937 ass eestëmmeg ugehall mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5937 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme

Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

2. 5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5830 iwwert d'Aide sociale, wou mer d'Diskussioun haut de Moien ofgeschloss hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5830 ass ugehall mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt och hei d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

» **Une voix.** - Neen.

» **M. le Président.** - D'Majoritéit huet et awer esou decidéiert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Mir hu keng Dispens vum zweete Vote, well mer eng Opposition formelle hunn. Et ass eng éischt Lecture.

» **Une voix.** - Eng éischt Lecture. Mir kënnen awer d'Dispens ginn.

» **M. le Président.** - Mir kënnen awer d'Dispens froen. Jo, mä dat ass jo eng aner Fro. Ech hunn d'Chamber gefrot, ob se d'Dispens vum zweete Vote gëtt. D'Majo-ritéit vun der Chamber decidéiert dat esou, dann ass et esou decidéiert.

(**Interruptions**)

Ob dat lech gefält oder net, d'Majoritéit huet d'Dispens ginn. Voilà, wat de Statsrot déci-déiert, dat gesi mer da spéider.

(Interruptions)

Dat ass net auszeschléissen. Mä op jidde Fall ass de Moment elo emol esou déci-diéiert.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu der Proposition iwwert d'Modifikatioun vum Règlement. Mir hunn zwou verschidde Propositionen. Déi eng kéier ass den Här Gibéryen deen, deen eis d'Propositione vun der Kommissioun virleet, an déi kéier drop den Här Fayot. Fir d'éischt ass et um Här Gibéryen, an ech géif ëm Är Opmierksamkeet bieden. Et geet nämlech ëm eist internt Règlement.

3. 5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Rapport de la Commission du Règlement

» M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, esou wéi den Här President et gesot huet, geet et hei ëm eist internt Règlement. D'Reglementskommissioun huet sech mat de Prozedur befaasst, wat d'Propositions de loi ubelaangt.

Dir wësst alleguer, datt déi aktuell Prozeduren, déi mer hunn, relativ komplizéiert sinn a relativ vill Etappen hunn, an d'Konsequenzen dovun sinn, datt am Fong déi Propositions de loi, déi vun eis eenzelnen Deputéierte gemaach ginn, ganz selten déi legislativ Prozedur wäerten duerchlafen. Mir hunn dofir versicht, a mir hunn dat eestëmmege an der Kommissioun gemaach, fir eng nei Prozedur der Chamber hei ze proposéieren.

Ech erspueren lech, nach eng kéier déi al Prozedur ze rappeléieren, mä ech wëll just a kuerzen Zich déi nei Prozedur virstellen. Anerefalls géif ech och mengen, datt mer ze vill géifen duerjerneekommen.

Et bleift selbstverständlech e Recht vun all Deputéierten, ëmmer eng Proposition de loi kënnen auszeschaffen an ze déposéieren. Déi Proposition de loi gëtt um Büro vun der Chamber deposéiert, an d'Chamber, an dat ass dann en éischte Schratt, décidéiert dann iwwert d'Recevabilitéit vun där Proposition de loi op Proposition vun der Presidentekonferenz hin.

Wat mer am Artikel 58 vun eise Règlement gestrach hunn: Fréier, oder bis elo, hu mer ëmmer gekuckt bei der Recevabilitéit, ob déi Proposition de loi net géif géint den Ordre public oder d'Bonnes mœurs verstoussen. Well dat awer eng Definitioun ass, oder e Kritär ass, dee schwéier ze definéieren wier an nach vill méi schwéier ze kontrolléieren ass, huet d'Kommissioun proposéiert, fir dat aus eise Règlement ze sträichen a just nach iwwert d'Recevabilitéit, wat also da méi eng Formsaach gëtt, déi d'Chamber mécht, ze decidéieren.

Wann d'Chamber se recevabel erkläert, gëtt se un d'Regierung geschéckt, déi da ka bannent dräi Méint en Avis ofginn, an d'Presidentekonferenz iwwerweist se an déi zoustänneg Kommissioun. Déi zoustänneg Kommissioun muss déi Proposition de loi dann op den Ordre du jour huelen, a bannent engem Délai vu 60 Deeg no dem Dépôt kennt déi Proposition de loi dann hei an d'Chamber.

Et ass also e ganz wesentlech neie Punkt, dat heescht, datt all Proposition de loi nom Dépôt bannent 60 Deeg muss op den Ordre du jour vun der Chamber kommen, wou dann driwwer diskutéiert gëtt, iwwert d'Poursuite vun der Prozedur. Dobäi gëtt se virgestallt vum Auteur, an déi eenzel Parteie kënnen Stellung dozou huelen, an da gëtt iwwert d'Poursuite vun der Prozedur décidéiert.

Wann d'Chamber decidéiert, där Proposition de loi eng Suite ze ginn, da geet se erëm un d'Presidentekonferenz zrëck, déi se dann erëm un déi zoustänneg Kommissioun verweist. Se geet dann awer och un de Conseil d'État weider, a se geet dann awer och op där anerer Säit, an dat ass och nei, vun der Chamber aus direkt un d'Chambres professionnelles weider.

Wann d'Chamber géif decidéieren, där Proposition de loi keng Suite ze ginn, da gëtt se klasséiert a se gëtt einfach vum Rôle geholl. Et kann och an enger Sessioun eng Proposition de loi, déi rejetéiert ginn ass, an darselwechter Legislaturperiod och keng zweete kéier méi frësch déposéiert ginn.

Wann déi Kommissioun e Rapport mécht iwwert déi Proposition de loi, an déi Proposition de loi hätt Konsequenzen, wat d'Statsfinanzen ubelaangt, entweder datt se géif zousätzlech Dépensé géréieren oder datt d'Recetté géifen erofgoen, da muss an deem Rapport festgehalen ginn, wéi déi Ännerungen, wat de Statsbudget ubelaangt, géifen ausgeglach ginn.

Eng Proposition de loi kann och zrëckgezu gi vun engem Deputéierte virum dem éischte Vote, wat d'Poursuite vun der Procédure législative ubelaangt. Duerno kann hie se net méi zrëckzéien. Datselwecht zielt och fir Deputéierter, déi net méi an der Chamber sinn. Do kënnen d'Groupes politiques oder d'Groupes techniques, wou den Auteur vun der Proposition de loi Member dra war zum Zäitpunkt wéi en den Dépôt gemaach huet, a wann en net méi Member ass, da kann dee Groupe politique oder d'Sensibilité politique dann och déi Proposition de loi zrëckzéien.

Dann hu mer nach en anere Punkt gemaach, Här President, dat ass d'Disposition transitoire, wou mer am Fong soen: Fir mat deem neie System elo unzekommen, gi sämtlech Propositions de loi deen Abléck, wou dat neit Règlement en vigueur trëtt, an dat ass déi éischt Sitzung vun der neier Chamberssessioun - well mer der Meinung waren, et sollt ee mat der neier Prozedur an der nächster Legislatur ufänken, also deen Abléck, wou dat Règlement a Kraaft trëtt, déi éischt Sitzung vun der neier Legislaturperiod -, ginn am Fong all Propositions de loi, déi bis zu deem Zäitpunkt deposéiert gi sinn, vum Rôle geholl, à l'exception vun deenen, déi an der Aarbecht sinn, wou schonn eng Prozedur en cours ass.

Duerfir ginn dann och vum Büro vun der Chamber aus all d'Kommissiounen gefrot, ob si Propositions de loi hunn, un deene se schaffen, déi also an der Prozedur sinn. Déi bleiwen dann an der Prozedur, an all déi aner Propositions de loi ginn d'office vum Rôle gestrach. Déi kënnen dann awer vun Deputéierten erëm nei erabruecht ginn, wa se déi gären an déi nei Prozedur eran hätten.

Dat ass kuerz résuméiert déi nei Proposition, déi mer als Règlementskommissioun maachen. Déi huet also zum Zweck, datt mer méi eng kloer Prozedur kréien, a se huet virun allem zum Zweck, datt bannent sechs Méint no dem Dépôt all Proposition de loi heibannen eng kéier diskutéiert gëtt, an datt d'Chamber dann decidéiert, ob se där Proposition de loi eng Suite gëtt oder keng Suite gëtt.

Dat ass de wesentleche Punkt, an ech géif mengen, datt dat awer eng Opwäertung vun eiser parlamentarescher Aarbecht heibanne wier. An ech géif dofir och, am Numm vun der Kommissioun, lech alleguer recommandéieren, dës Ännerung vun eise Règlement zoustëmme.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Madame Flesch huet elo d'Wuert.

» Mme Colette Flesch (DP).- Här President, ganz kuerz: Mir schléissen ons där Proposition un, déi an der Commission du Règlement diskutéiert ginn ass. Ech mengen, heimadder ass d'Prozedur alléigiert a gëtt awer och dem Auteur vun der Proposition de loi d'Geleeënheet ze gesinn, dass seng Proposition weidergeet.

Onse Souci haut wéi gëschte bleift, dass d'Fro vun der Recevabilitéit, déi jo vun der Conférence des Présidents tranchéiert gëtt, net soll eng Guillotine sinn. De Fait, dass mer d'Referenz aux bonnes mœurs a vum Ordre public sträichen, ännert näischt dorunner. Et därerf net sinn, dass d'Question vun der Recevabilitéit zu enger Guillotine gëtt.

(Interruption)

Jo, jo, sur proposition vun der Presidentekonferenz. Mat där alléigierter Prozedur kënnen mir d'accord sinn.

Merci, Här President.

» M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Wëllt nach een d'Wuert dozou ergräifen? Wann dat net de Fall ass, da stëmme mer driwwer of.

Vote sur la proposition de modification du Règlement

De Vote fänkt un. Vote par procuration. Mengt Der, de Statsrot géif d'Dispens ginn? De Vote ass ofgeschloss.

D'Proposition 5864 ass ugehall mat 55 Jo-Stëmme, bei 1 Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

A voté non: Mme Marie-Josée Frank.

Mir kommen dann zu dem zweete Volet, dat ass deen, wou den Här Fayot de Rapporteur vun der Kommissioun ass. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

4. 5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne

Rapport de la Commission du Règlement

» M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.- Här President,...

» M. le Président.- Här Sunnen, et gëtt heibannen ofgestëmmt. Här Fayot.

» M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.- ...et handelt sech och hei ëm en Zousaz zu eise interne Règlement.

Här President, d'Chamber huet an deene leschte Joren decidéiert, sech méi staark an d'europäesch Politik ze implizéieren. Dir wësst, dat hu mer säit 2003 gemaach. A besonnesch säit dem Referendum vum 10. Juli 2005 war et den Deputéierte kloer, dass een och misst probéieren Europa de Bierger méi no ze bréngen an doduerch och an der Chamber sech méi ëm europäesch Froen ze bekëmmere.

Säithier hu mer an dës Chamber eng wichteg Aarbecht gemaach a ville Kommissiounen. Dir wësst och, dass mer vun der Europäescher Kommissioun als Chamber direkt alleguerten déi Texter kréien, déi aus der Kommissioun kommen. Vill Kommissiounen hunn dorobber geschafft an hunn interessant Diskussiounen doriwwer gehalten.

Mir wësse jo, dass mer an dem institutionelle Gefüge vun Europa zwee Législateuren hunn. Dat eent, dat ass d'Europaparlament, dann dat anert, dat ass de Conseil des Ministres. Also ass ons Lëtzebuerger Regierung mat deenen anere Regierungen vun deenen anere 26 Länner de Législateur an Europa, an et ass d'Roll vun engem nationale Parlament, also vun onser Chamber, fir dee Législateur, also deen nationale Législateur, och ze begleet respektiv ze kontrolléieren, wann dat noutwendeg ass. Dat ass deen een Aspekt.

Deen aneren Aspekt ass: Souwuel am Traité vun Amsterdam wéi och an deem vu Lissabon kréien d'national Parlamenter eng Opwäertung. Dir wësst, dass et do zwee Protokolle gëtt iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter am europäesche Gefüge, an och iwwert de Contrôle vun der Subsidiariteit an der Proportionaliteit vun europäeschen Texter. Déi Roll bedéngt natierlech, dass d'Chamber, déi verschidde Kommissiounen, sech mat deenen europäeschen Texter ofginn.

Dir wësst och, dass mer d'Méiglechkeet kréien, duerch den Traité vu Lissabon, innerhalb vun aacht Wochen als Chamber en Avis motivé zu enger Proposition de directive anzebréngen, wa mer mat eppes net d'accord sinn. Dat sinn also alles nei Méttelen, déi d'national Parlamenter kréien.

Fir déi Aktiviteit, déi Aarbecht, déi mer als Chamber maachen, ze ënnermauern, an och ze kucken, wat fir Méttelen mer dofir kënnen asetzen, hu mer mat der Regierung en Aide-mémoire ausgehandelt, fir ze kucken, wat fir Hëllefstellungen d'Regierung der Chamber ka gi respektiv wat d'Roll vun der Chamber vis-à-vis vun der Regierung ass.

Deen Aide-mémoire huet och d'Approbatoun vun dem Regierungsrot fonnt. Mir wollten deen, fir dass dat och méi präsent ass, als en Aide-mémoire an onst Règlement aschreien, fir dann eben och kloerzemaachen, wat Regierung a Chamber zesummen do kënnen maachen.

Dir wësst, dass mer och en Artikel 168 am Règlement hunn, dee licht ofgeännert gëtt, well mer jo net méi vun der Regierung déi europäesch Texter kréien, mä - wéi ech éinescht gesot hunn - direkt vun der Europäescher Kommissioun alles kréien.

An deem Aide-mémoire - ech wëll just sechs Punkte ganz kuerz ervirsträichen - geet et elo fir d'éischt drëm, vun der Regierung Noten ze kréien; also, schonn déi Viraarbechten, déi d'Regierung bei sech mécht, wann zum Beispill Direktive kommen, fir dass d'Chamber déi och kritt. Well et geet jo drëm, fir bei deene Virschléi vun Direktive ganz en amont, also ganz am Ufanksstadium als Chamber schonn derbäi ze sinn - well wann een dat herno zum Schluss mécht, da weess een, dass een näischt méi kann änneren -, also Noten ze kréien, déi an der Regierung ausgeschafft ginn, fir d'Konsequenze vun europäeschen Texter ze erkennen.

Dat Zweet ass natierlech, fir Regierungsmitgliedern, och Fonctionnairen, déi an europäesche Gremië schaffen, an d'Kommissiounen vun der Chamber ze kréien, fir déi ze héieren.

Dat Drëtt ass selbstverständlech och, fir dann, wann e Conseil européen ass oder e Conseil des Ministres, fir am Virfeld oder och duerno Exposéé vun de Ministeren iwwert de Verlaf vun deenen Aktivitéiten ze kréien.

Dat Véiert ass, fir dee Rapport, deen d'Regierung all Joer mécht iwwert d'Europapolitik, dee mer och hei an den Aide-mémoire gesat hunn, virgestallt ze kréien an zugläich och de Rapport vun der Regierung iwwert d'Transposition vun Direktiven; wat mer iwwerens net méi spéit wéi nächste Méindeg an der Europakommissioun maachen.

Da selbstverständlech, wann eng Conférence intergouvernementale kennt, wann also Traitée geännert ginn, da muss d'Chamber esou wäit wéi méiglech mat implizéiert ginn, muss d'Regierung der Chamber Informatiounen ginn. Ech wëll och derbäi soen, dass jo och am Traité vu Lissabon nach ëmmer d'Iddi vum Konvent virgesinn ass, an dass mer dann an där Iddi, mengen ech, hei déi Kollaboratioun mat der Chamber gesinn.

Schliesslech de leschte Punkt, de sechste Punkt. Wichteg ass, wa mer Informatiounen vun der Regierung kréien iwwer hir Verhandlungspositionen, iwwert déi Prioritéiten, déi se setzen, dass mer als Chamber gradesou gutt wéi d'Regierung d'Confidentialitéit ginn, dass dat also och ënner ons bleift, wann et sech besonnesch ëm schwierig Verhandlungen iwwer national-Interessen handelt.

Dat ass also dat, wat grosso modo an deem Aide-mémoire drasteet. Ech menge schonn, dass dat fir déi zukünfteg Chamber, wéi dat och an der Vergaangenheet scho war, e wichtege Leitfuedem ass. Et ass net, dass dat hei elo absolut nei ass. Villes vun deem, wat an deem Aide-mémoire steet, ass scho praktizéiert ginn. Wichteg awer ass et, dass et formaliséiert gëtt an dass mer et an onsem Règlement stoen hunn, fir dass also och déi zukünfteg Deputéierten an deenen eenzelne Kommissiounen sech dorunner kënnen halen.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Fayot. Wëllt nach een eppes derbäifügen? Den Här Goerens, wann ech gelift.

» M. Charles Goerens (DP).- Här President, ganz kuerz, fir am Kader vun dës Debatt drun ze erënneren, datt d'national Parlamenter am Fong méi Rechter hunn am

europäeschen Integratiounsprozess, wéi et hinnen oft bewosst ass. Den Här Fayot huet elo nach un eng Partie Prerogativen, déi d'national Parlamenter hunn, erënnert.

Ech wëll nëmme just soen, datt mir déi sinn, déi Traitéë ratifizéieren. Mir sinn déi, déi d'Erweiterunge ratifizéieren. Mir sinn déi, déi kënnen an engem fréie Stadium Texter analyséieren.

Ech wollt och do... Déi Regierung hei, déi ass elo eriwwer, grad wéi och déi Regierung virdrun an och déi Regierung virun där. Déi hunn et allen dräi versäimt, fir eis endlech eppes ze ginn, wat mer scho laang reklameiert hunn, nämlech eng Note explicative bei all Text, deen d'Chamber pour avis soumettéiert kritt.

Déi Note explicative brauch keng Literatur ze sinn. Et geet duer mat enger hallwer Sait, wou mer engersäits den Enjeu européen an op där anerer Sait den Intérêt national mentionnéiert kréien. Da wësse mer schonn, wéi mer eis mussen orientéieren, fir an der Analys vun deenen Texter weiderzekommen.

Dat si bestëmmt keng 50 Dokumenter, déi d'Joer wichteg sinn, mä vläicht eng hallef Dosen, déi awer fir Lëtzebuerg eng enorm Importenz hunn. Dat géif eis wesentlech d'Aarbecht erlichteren, wa mer dat direkt am Ufank, wou mer d'Texter fir d'éischt gesinn, vun der Regierung matgedeelt krien.

Dat dierft jo och net esou schwéier sinn. Well am Virfeld vum Dépôt vun enger Proposition de texte vu Bréissel ginn et Diskussiounen an Aarbechtsgruppe respektiv am COREPER. D'Regierung kritt jo och Noten, dann dierft et och net schwéier sinn, datt d'Chamber deeselwechte Wëssensstand kritt. An ech mengen, et wier och gutt, esou wéi haut och d'Milieux professionnels sech interesséiere fir déi do Saachen, datt d'Chambres professionnelles am Fong, déi dann och fir Avis gefrot gi bei engem Dokument, um selwechte Wëssensstand wieren.

Ech wollt och dat begrëssen, wat an dëser Legislaturperiod un Aarbechte gemaach ginn ass a puncto Aviséiere vun europäeschen Texter. An ech wollt och do dem Rapporteur an och dem President vun der Commission des Affaires étrangères, dem Ben Fayot, wierklech - dat soll keen eidelt Kompliment sinn; ech hätt net gär, datt en et esou géif opfaassen - Merci soen am Numm vun alle Kollege fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet. Wa mer haut nach net esou wäit sinn, wéi mer eis dat alleguerte gewënscht haten, ass et doudsécher net seng Schold.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Mir kommen elo zur Ofstëmmung...

(Interruption)

Den honorabelen Här Henckes, wann ech geliift.

» **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, ech wollt just soen, datt d'ADR natierlech mat där Proposition hei d'accord ass, mä datt mer awer och wëllen drop hiweisen, datt verschidden Ausféierunge vun deem Gesetz awer missten och an onser Verfassung stoen: d'Relatiounen vis-à-vis vun der Chamber a vun der Regierung. Dofir hu mer eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert.

Mir sinn och der Meenung, datt et wichteg ass, datt déi Relatiounen, wa verschidden Traitéë géinnert ginn, wann Elärgissementer virgesi ginn, datt een och do Méiglechkeete virgesäit, fir den Dialog mat der Populatioun ze schafen. Dofir si mer also mat deem Text hei d'accord, mä mir maachen awer verschidde Reservén, datt dat heiten ons net wäit genuch geet, well een heiansdo gesäit, datt dat eent oder dat anert net esou klappt. An dofir hätt mer gäre méi verfassungsrechtlech Rechter, notament fir d'Opposition, also fir eng Fraktioun.

» **M. le Président.** - Merci, Här Henckes.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Vote sur la proposition de modification du Règlement

Vote par procuration.

Huet et geklappt, Här Etgen?

(Interruption)

Neen, et feelen nach zwee Voten. Elo nach een.

Den Text ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la proposition de modification du Règlement 5979 est adoptée à l'unanimité des 58 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als nächste Punkt op eiem Ordre du jour de Projet de loi 5953 iwwer eng Kläranlag an de Muselsgemengen. Dee Projet dauert wahrscheinlech ongeféier eppes weider wéi eng hallef Stonn. An duerno kënnt de Projet vun der Fusioon vun de Gemenge Clief, Heischent a Munzen. Also, eppes weider wéi eng hallef Stonn. De Rapporteur huet elo d'Wuert, den honorabelen Här Sunnen.

5. 5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haalt lech gutt un, elo kënnt meng zweetlescht Ried hei an dësem héijen Haus. Och wann ech jo bekanntlech am allerdéifste Süden doheem sinn, esou läit mir dësé Projet vun der Kläranlag op der Musel awer um Häerz. An dat, well ech familiär Wuerzelen an deem Eck vum Ländchen hunn.

Komme mer elo zum Text, iwwert dee mer geschwë wäerten ofstëmmen.

De Projet, deen et der Regierung erlaabt, sech un der Finanzéierung vun den Aarbechte un enger Kläranlag op der Uewermusel ze bedeelegen, ass de 7. November 2008 vum Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Den 3. Februar 2009 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. An dësem Avis - dorop wäert ech nach spéiderhin zrëckkommen - huet déi héich Kierperschaft eng ganz Rei vu Kritike formuléiert.

An der Réunioun vum 19. Februar 2009 sinn ech vun der Intérieurskommissioun zum Rapporteur vun dësem Projet ernannt ginn. De Minister huet eis an der Sëtzung och de Projet en détail virgestallt, a mir hunn den Avis vum Statsrot analyséiert. No dëser Réunioun an no Vue vun de Kritike vum Statsrot, huet d'Regierung den Text amendéiert, andeems de ganze Projet reformuléiert a reorganiséiert gouf. Dës Keier war den Text och vun Tableaux an Pläng begleet.

De 5. Mee 2009 - ech ka mech nach un deem Dag erënnere, wéi wann et virgësch gewiescht wär - huet de Statsrot du säin Avis complémentaire zum amendéierten Text ofginn. Net méi spët wéi de 6. Mee 2009 huet d'Intérieurskommissioun dësen Avis analyséiert an de virleiende Rapport ugehall.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech elo op de Contenu vun

dësem Gesetzesprojet iwwerginn. Wéi scho gesot, erlaabt dësen Text et der Lëtzebuerger Regierung, sech um Finanzement vun den Aarbechte fir d'Klärung vum Ofwaasser vun den Dierfer un der Uewermusel ze bedeelegen. D'Dépense geet aus dem Waasserwirtschaftsfong.

De Projet gesäit vir, d'Ofwaasser aus de Gemenge Schengen, Wellesteen a Réimech ze sammeln a se ënnert der Musel duerch Richtung Industriezon Perl-Besch an Däitschland ze leeden, wou dann eng gemeinsam Kläranlag gebaut gëtt mat der Bedeelegung vun der Gemeng Perl. Dës Kläranlag ass noutwendeg, fir enger europäescher Reglementatioun nozekommen, déi den Agglomeratiounen mat méi wéi 2.000 Awunnergläichwäerter op d'mannst e biologesch Traitement vum Ofwaasser operleet. Am Moment gëtt nach alles méi oder manner direkt an onbehandelt an engem Égouts-System an d'Musel geleet.

Här President, Léif Frëndinnen a Frënn, erlaabt mir, datt ech kuerz de Kontext ëmräissen, an deem dës Anlag entsteet. Ech wäert lech elo op dëser Plaz kee Virtrag iwwert de Floss Musel halen. Ech denken, Dir kennt all déi wichteg Facteuren. Ech wëll éischter op d'Situatioun vun der Épuratioun vum Waasser hei am Land, a méi speziell op der Musel agoen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Zu Lëtzebuerg sinn 90% vun den Haushalter un eng öffentlech biologesch Kläranlag ugeschloss, vun deenen et der am ganzen 111 op eiem Territoire gëtt. Vun deenen aneren 10% si 5% un eng mechanesch Kläranlag ugeschloss, a 5% vun eiser Bevölkerung huet guer keng Kläranlag, an dat haaptsächlech an der Musel-gegend.

Fir datt de Grand-Duché d'Objektiver vun der europäescher Waasserkaderdirektiv, déi mir jo eréischt am Dezember 2008 an nationaalt Recht ëmgesat hunn, erreeche kann, mussen mir eis am Domän vun der Waasserwirtschaft weider fir de Bau respektiv d'Moderniséierung vu Kläranlagen asetzen.

D'Ofwaasser - wéi scho gesot - leeft ongekläert an d'Musel. Et kënnt engersäits vun den Haushalter an anersäits vun de kommerziellen an touristeschen Aktivitéiten a selbstverständlech och aus dem Wäibau. Fréier sinn d'Ofwässer duerch de Pouvoir auto-épuration, also d'Selbstreinigungskraft vum der Musel, méi oder manner gutt verquësst ginn.

Am Moment ass et awer esou, datt duerch d'Efforten, déi a Frankräich an an Däitschland gemaach goufen, an de leschte Joren et zu enger besserer Waasserqualitéit vun der Musel komm ass. Heiduerch huet de Fait, datt mir ongekläert Ofwaasser an d'Musel kéieren, natierlech en direkten negativen Impakt op d'Waasserqualitéit.

Heiwéinst a weinst der Direktiv 91/271, déi - wéi scho gesot - virschreift, datt Agglomeratiounen mat méi wéi 2.000 Awunnergläichwäerter op d'mannst e biologesch Traitement vum Ofwaasser virgesinn, ass de Bau vun dëser Kläranlag néideg. En vue vun dëser Situatioun hunn déi Verantwortlech vun de Lëtzebuerger Gemenge Réimech, Wellesteen a Schengen déi däitsch Gemeng Perl an den Entsorgungsverband Saar kontaktéiert, fir zesummen d'Dépollitioun vun der Uewermusel unzegoen. Well un Ufank u gewosst war, datt et schwierig wär, op der Lëtzebuerger Sait e Site ze fannen, gouf d'Décisioun geholl, déi zukünfteg international Kläranlag op der däitscher Sait an der Industriezon Perl-Besch ze bauen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn lech elo e kuerzen Aperçu technique vum Projet, verweisen awer fir d'Detailer op mäi schrëftleche Rapport, den Exposé des motifs an och op den Dossier vun den Amendementen. Do ass alles ganz genau explizéiert.

Den Évacuationsréseau ass op der Lëtzebuerger Sait fir d'Dierfer Schengen, Rëmerschen, Wëntreng, Schwéidsbengen, Bech-Maacher, Wellesteen an d'Stad Réimech. Op der däitscher Sait ginn Nennig, Besch, Perl, Oberperl a Sehndorf un d'Anlag ugeschloss.

D'Kläranlag huet eng Capacitéit vun 23.000 Awunnergläichwäerter. Dovunner sinn der 15.610 fir d'Lëtzebuerger Gemenge reservéiert. Dës Capacitéit ass esou festgeluecht ginn, datt och der zukünfteger Entwécklung vun der Populatioun an den ekonomeschen Aktivitéite Rechnung gedroen ass. Vum techneschen Aspekt hier gesinn, gesäit de Projet vir, d'Ofwaasser vun deene verschiddene Lokalitéiten ze sammeln a se ënnert der Musel erduerch op Perl-Besch an d'Kläranlag ze leeden.

Well déi ganz bestehend Kanalisatiounen der vum Type mixte sinn, dat heescht, souwuel Ofwaasser wéi och Reewaasser véhiculéieren, mussen se mat Opfangbecken équipéiert ginn. Heifir ginn op der Lëtzebuerger Sait zwielef Iwwerlafbecken tëscht Schengen a Réimech gebaut.

D'Évacuatioun vum Waasser gëtt op enger Längt vun eelef Kilometer vun der franséischer Grenz bis op Réimech duerch e Pompelsystem garantéiert. Fënnf Pompelstatiounen si virgesinn: jeeweils eng zu Schengen, Rëmerschen, Wëntreng, Bech-Maacher a Réimech. Duerno gëtt d'Ofwaasser iwwer eng Sechsen-Pompelstatioun op der Héicht vu Schwéidsbengen, méi genee beim Camping vu Schwéidsbengen, duerch e Kanalsystem ënnert dem Muselbett erduerch a Richtung Kläranlag geschéckt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem dach méi ustrengenden an dréchenen, techneschen Deel, kommen ech elo zu deem, wat eis am meeschten interesséiert, dem finanziellen Impakt vun där ganzer Geschicht hei.

Insgesamt kascht d'Mise en place vun der Kläranlag de Lëtzebuerger Stat 43.250.000 Euro. Dës Montant bleift an der Enveloppe budgétaire, esou wéi et an der Programmation pluriannuelle vum Waasserwirtschaftsfong virgesi war. Et muss een allerdéngs soen, datt d'Estimatiounen vun de Phasen 2 an 3 selbstverständlech nach net esou prezis si wéi fir déi éischt Phas. Dës enorm Ausgabe ginn a si schonn an enger éischter Etapp vun de concernéierte Gemenge virfinanzéiert ginn, déi dann awer aus dem Waasserwirtschaftsfong rembourséiert ginn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech zum Schluss nach kuerz op d'Aarbecht vum Statsrot an der Chamberskommissioun aginn. De Statsrot huet a sengem éischten Avis eng Rei Froen opgeworf, op déi ech elo net weider agoe wëll. Et sief awer gesot, datt déi héich Kierperschaft sech fir d'Opspléckung vum Projet an e puer Phasen ausgeschwat hat fir dat, wat de finanziellen Engagement vum Stat ugeet.

Ausserdeem huet de Statsrot bedauert, datt am Projet keng detailléiert Pläng ze fanne waren. An der Chamberskommissioun hu mir laang a kritisches iwwert den Dossier diskutéiert, an d'Regierung huet doropshin en amendéierten Text bei de Statsrot geschéckt, an deem si villen Observatiounen Rechnung gedroen huet, notament dat, wat mat der Opspléckung ze doen huet. De Statsrot war am Groussen a Ganze mat den Ännerungen zefridden an huet säin Accord zum Text ginn.

Här President, ech denken, datt och Dir mat alle Kolleeginnen a Kolleegen heibannen no mengem Exposé d'Noutwendegkeet vun dëser Kläranlag erkannt hutt. Duerfir bieden ech lech, der Regierung fräi Hand ze ginn an d'Erlaabnis ze ginn, hiren Deel vun der Finanzéierung vun der Kläranlag un der Musel ze garantéieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Sunnen Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner age-droen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischst dem Rapporteur, dem honorabelen Här Sunnen, félicitéiere fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. En huet dat mat deem - wat ech géif nennen - fir hien übleche Brio gemaach, an et huet ee richteg erausgespuert, dass e mat Stolz zënter kuerzem neie Miseler ass. Wëllkomm op der Musel, Här Rapporteur!

(Interruptions)

Den Här Rapporteur war esou prezis, dass ech wëll verzichten, hei op weider Detailer anzegoen, an och wëll Répétitiounen évitéieren, well mer hei haut de Mëtteg

ënner Zäitdrock sinn, well awer och op där anerer Säit, muss ech soen, ganz vill Frënn douewen aus dem Norde mat Ongedold op hire Projet de loi waarden.

Ech wëll just awer dorun erënneren, dass mat deem heite Projet, wou mir als Demokratesch Partei terribel begrëissen, mir awer och bedauern, dass en esou spéit komm ass an dass heimadder awer héchstens oder kaum een Drëttel vun der Musel sanéiert ass. Iwwert zwee Drëttel vun der Musel kennen nach keng Kläranlagen. Dat ass déi ganz ënnescht Musel. Mir an der Demokratescher Partei hoffen also, dass endlech och dee Projet géif sprochräif ginn, an dass dee kéint an der nächster Legislaturperiod esou schnell wéi méiglech duerch d'Chamber goen.

Dat gesot, wëllt selbstverständlech d'Demokratesch Partei hiren Accord zu dësem ganz flotte Projet ginn.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Carlo Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha et interruptions)

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass et elo esou wäit. Den Här Sunnen, den neie Miseler, kann net méi esou fëschchen, wéi en dat fréier gemaach huet am lëfsten, wéi en am meeschte Fësch gefaangen huet, an do wou en am meeschte Fësch gefaangen huet, nämlech am dréiwe Waasser.

(Brouhaha général)

Wann een nämlech Fësch fänke wëllt, da geet ee sech dohinner setzen, wou d'Waasser am dréifsten ass, an dat ass do, wou d'Égouten erakommen.

Här Sunnen, Dir wësst dat. Dat ass elo eriwwer a fënnef Joer, op d'mannst op der Uewermusel. Da musst Der lech technesch e bësse verbessern. Da fänkt Der vläicht uewen nach e Fësch.

Op jidde Fall ass elo...

» **M. Carlo Wagner (DP).** - Da wësse mer, firwat dass Dir geplënnert sidd!

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Op jidde Fall gëtt elo d'Uewermusel sanéiert. Et bleift awer de Problem vun dem Rescht vun der Musel. Zwee Drëttel sinn nach net sanéiert heimadder.

Ech froen dann och den Här Minister, wéi et ass mat de Kläranlagen op der Ënnermusel, virun allem am Beräich vu Waasserbëlleg, Gréiwemaacher. Déi Kläranlag soll jo kommen an de Mäerterter Hafen um Territoire vun der Gréiwemaacher Gemeng op eng Plaz, wou een net esou glécklech ass doriwwer, nämlech an eng Zone économique.

Et muss een, fir d'Wourecht ze soen, awer och feststellen, dass beim Plange vun de Kläranlagen ëmmer d'Wéngerte Prioritéit hate virun der Sanéierung vun der Musel. Dat ass esou. Egal wéi d'Qualitéit vum Wéngertareal war an ass, eng Kläranlag konnt net dohinner gebaut ginn. Elo si mer frou, dass trotz deem Mangel u Plaz, dee besteet, gebaut soll ginn op der Ënnermusel. Eng Fro: Huele mer och déi däitsch Säit mat? Et ass eng gutt Saach, dass mer Accordé fonnt hu mat eisen Noperen.

(Brouhaha général)

Domadder gi mer ganz ville Schwierigkeiten op der Lëtzeburger Säit, och politesch Schwierigkeiten, aus de Féiss. Mir hunn dat fäerdeg bruecht fir d'éischt an de 70er Joren zu lechternach, fir en däitschlëtzebuergesche Syndikat ze maachen. Duerno ass et zu Rousport gemaach ginn. Duerno ass et zu Mompech gemaach ginn. Elo maache mer dat och op der Musel.

Vläicht komme mer derlaanscht, fir et op der Ënnermusel ze maachen.

(Interruption)

Mir hunn d'Karlsruher Accordé benotzt, fir op eng effikass Aart a Weis a séier kënne grenziwwerschreidend zesummeneschaffen.

Ech wollt dann nach eng Fro stellen am Zesummenhang mat dëser Kläranlag fir den Haff Réimech. Et ass evident, dass d'Spëtzenzäiten op der Musel an der Be-laaschtung vun der Kläranlag entstinn, wann déi héchste wirtschaftlech Aktivitéit op der Musel ass, an dat ass an deem Moment, wou d'Drauwe gelies ginn. Doraus ergi sech dann och Konsequenze fir d'Wënzerbetriber, déi a bestëmmten Zäite jo ganz vill Waasser notzen. Déi do Kläranlag weist jo vum Konzept hier, dass derfir gesuergt gëtt, dass eng Virklärung stattfënnt an deene berühmte Bassins de rétention. Ech ginn dovun aus, dass dat déiselwecht sinn, déi op Däitsch RÜB heeschen.

D'Fro ass: Wat fir eng Konsequenzen huet dat fir d'Wënzerbetriber? Dat ass jo am Virfeld och vill diskutéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass e Projet, op deem hu mer während Joren an, ech géif soen, während Jorzéngte gewaart. Dat ass eng gutt Saach. Dat ass den Ufank, dass ass wierklech den Ufank fir ee Schwaachpunkt am Lëtzeburger Ökosystem ze behiewen. Et ass schonn e bësse esou, mir hunn eis misse schummen, am Verhältnis souguer zu de Fransousen an och am Verhältnis zu den Däitschen.

Ech wënschen dem Här Sunnen dann och Chance, wann en elo probéiert, a méi prosperem Waasser e Fësch ze fänken. Ech hoffen, dass d'Musel dann iwwert déi ganz Lëtzeburger Streck och méi propper gëtt.

Här Goerens, wann de President et erlaabt.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Ech wollt froen, ob den Här Steinbrück sech och finanziell mat doru bedeelegt.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Ech weess net. Ech weess net, ob et den Här Steinbrück ass, deen sech bedeelegt. Ech mengen, et ass deen net. Ech mengen net.

(Hilarité)

Ech mengen net. Ech mengen, et ass d'Land...

(Interruptions)

Ech mengen, et ass d'Saarland, wat mat dora klëmmt. D'Saarland, awer net den Här Steinbrück.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Scheuer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

» **Une voix.** - Ass dat e Sozialist?

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Jo, ech wollt mech awer och elo de Mëtteg hei kuerz halen. Ech kéint jo laang a wäit a breet iwwert déi Kläranlag hei diskutéieren. Ech wëll awer fir d'éischt dem Rapporteur villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport, souwuel schrëftlech wéi mëndlech.

Ech wëll awer zwee, dräi Detailer nach weiderginn hei zu där Kläranlag. Et ass virdru gesot ginn, si géif eréischt a fënnef Joer a Betrib goen. D'Gemengen hunn effektiv hei schonn e bësse virgeschafft. Et ass net méi spéit wéi am Hierscht, wou dës Kläranlag schonn a Betrib geet. Duerfir war d'Urgence aus Gemengesiicht ganz grouss, well d'Gemengen eng ganz Rei finanziell Virleeschunge gemaach hunn. Net méi wéi siwe Milliounen huet d'Gemeng Réimech elo méttlerweil fir déi Kläranlag virfinanzéiert.

Duerfir sinn ech frou am Numm vun deenen dräi Gemenge Schengen, Wellesteen a Réimech, dass dëst Gesetz elo nach hei an dëser Legislaturperiod ka gestëmmt ginn.

Virdrun ass gesot ginn, ob den Här Steinbrück dann och sech géif bedeelegen. Dat ass net den Här Steinbrück, mä et ass den EVS, dat ass den Entsorgungsverein aus dem Saarland, an dee bedeelegt sech natierlech un der Kläranlag à raison vun hirer Part vu 40%. Dat sinn am ganze fënnf Milliounen.

Duerfir, ech maachen et kuerz, ech soen lech villmools Merci fir d'Ënnerstëtzung vun der Kläranlag. An net méi spéit wéi d'nächst Joer kënne mer dann erëm drasprangen.

Merci.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Kox Merci. Ech hat zwar elo nach hei als Riedner den Här Robert Mehlen agedroen, mä vu dass den Här Mehlen net do ass, géif ech direkt d'Wuert ginn un den Innenminister, den Här Jean-Marie Halsdorf.

(Brouhaha général)

» **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du**

Territoire. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nun, well d'Chamber esou schnell an dësem Fall geschafft huet, war et méiglech, dass de Fred Sunnen haut da konnt seng zweetlescht Ried hei als Rapporteur vun dësem Projet de loi halen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass och an deem Sënn remarquabel, well hien och derbäi war, wéi d'Grondsteeleung zu Pärel war. Hien huet do also am Fong geholl scho verstanen, dass hien also sollt dëse Projet zu Enn féieren. E Projet, deen u sech a mengen Aen iergendwéi - géif ech soen - e Meilesteen ass hei an der Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg.

Iwwerhaupt géif ech mer erlaben, ze soen, der Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg steet d'Zuel néng gutt, well 1999 huet d'Regierung decidéiert am Kader vum Budgetgesetz, fir de Gemengen 90% bäzeginn, wa se Kläranlage bauen, well mer wierklech e grouse Retard haten an deem Beräich am Kader vun der Europäescher Unioun.

An elo, zéng Joer méi spéit, nees eng kéier am Joer 2009, bréngt mer et fäerdeg, mengen ech, nach dëst Joer, dass d'Musel definitiv an de Kläranlagenzäitalter erakënn.

Et ass esou, dass dëse Projet jo vun 43,25 Milliounen d'Ënnermusel soll da klären. Vum Projet vun der Uewermusel, deen de Jos Scheuer ugeschwat huet, do kann ech him och matdeelen, dass mer do esou wäit sinn, dass dës Woch en Dëschdeg e Comité d'accompagnement war, dass de Projet elo all intern Instanzen duerchgaangen ass, dass e mat gréisster Wahrscheinlechkeet am nächste Regierungsrot muer an aacht Deeg, also de 15. Mee, wäert ugeholl ginn, an da kann en och an der Chamber déposéiert ginn.

Ech ginn dovun aus, dass en an der nächster Legislaturperiod, dat wär jo dann am Hierscht, scho ka gestëmmt ginn. Sou dass wierklech am Joer 2009 mer et fäerdeg bruecht hunn, wierklech op der Musel net nëmme no der Kanalisatioun dann och d'Kläranlagenzäitalter alauden ze loosse. Dat ass eng Geschicht, déi, ech fannen, ee soll ervirsträichen. An dat weist och, dass d'Iddi, fir am Joer 2004 eng Waasserwirtschaftsverwaltung an d'Liewen ze ruffen, Friichte bruecht huet.

Ech hunn och nokucke gelooss, wéi et mat den Investissementer gaangen ass am Ofwaasserberäich. Ech soen lech, dass an dëser Legislaturperiod, also vun 2004 bis 2009, am Ganzen 218,27 Milliounen Euro am Ofwaasserberäich iwwer e Fong bezuelt gi sinn. Dat ass en décke Batz Suen, an et wäerten der nach vill mussen investéiert ginn, wa mer eis wëllen en phase bréngt mat der Waasserrahmenrichtlinie, déi jo virgesäit fir 2050, ekologesch a chemesch propper Gewässer ze kréien.

Just fir ze vergläichen: An där Period virdrun, zwëschent 2004 an 1999, do goufen 117,27 Milliounen investéiert, an an der Period vun 1994 bis 1999 87,58 Milliounen. Wann ech dat also da kucken, da stellen ech fest, dass an deenen zéng Joer, ier mer d'Verwaltung haten, 204 Milliounen investéiert goufen. Säit mer d'Verwaltung hunn, goufen 218 Milliounen investéiert, wat kloer beweist, dass mer zu Lëtzebuerg amgaange sinn, am Waasserberäich, a besonnesch am Ofwaasserberäich, an eng modern Waasserpolitik mat enger biologescher Klärung, dass mer do wierklech - wéi géif ech soen? - am 21. Jorhonnert ukomm sinn.

Mir wäerten och an Zukunft musse weider investéieren. Déi Investissementer sinn och gutt an dëser Zäit, well och de Waasserberäich bréngt eppes am Fong geholl fir d'Relance économique an dëse schwierigen Zäiten, well meeschtens kënnen och Lëtzeburger lokal Betriber eng Hand mat upaken, wann investéiert gëtt am Ofwaasserberäich. Dat hunn ech an de leschten Deeg op e puer Plazen hei am Land erlieft, wou Kläranlagen ageweit si gi respektiv RÜBen ageweit gi sinn an esou weider. Dat heescht, am Ofwaasserberäich gëtt vill Geld vun de Gemengepappen an - mammen investéiert, wat ee soll ervirsträichen a wat och da sécherlech dozou féiere wäert, dass den Effet crise sech am Fong geholl da manner bemierkbar mécht.

Ech hu gesot, dass mer nach vill Sue mussen an den nächste Joren investéieren - iwwer 500 Milliounen Euro. Déi kënnen net eleng mat budgetäre Mëttele bruecht ginn. Do wäert och musse gekuckt ginn, am Fong geholl aner Modellen, auslännesch Modellen zu Lëtzebuerg ëmzesetzen. Do stellen ech mer vir, dass an deenen nächste Joren och Gelder musse fléissen, an der Zesummenaarbecht, géif ech soen, mat der BEI, fir an dësem Beräich hei ze finanzéieren.

Dat gesot, géif ech mer wënschen, dass och an den nächste Jore weider massiv vun de Gemengen investéiert gëtt. D'Gemenge behale laut neiem Waassergesetz nach ëmmer de Lead, a besonnesch d'Gemeengesyndikater. Déi meescht vun hinnen, déi grouss - SIDEN zum Beispiil, oder SIDERO -, déi gëtt et elo säit 15 Joer, an ech wëll dovou profitéieren, all deene Leit, déi am Waasserberäich eng Hand mat upaken, Merci ze soe fir den Asaz am Interessi vu proppere Gewässer hei zu Lëtzebuerg.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwert dëse Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5953 ass eestëmmeg mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, den nächste Punkt op eiem Ordre du jour ass de Projet de loi iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Clief, Heischent a Munzen.

» **Plusieurs voix.** - Hengescht!

» **M. le Président.** - Clief, Hengescht a Munzen. Den honorabelen Här Marco Schank ass hei de Rapporteur an huet elo d'Wuert.

Neen, Heischent huele mer do net mat derbäi.

6. 5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

» **M. Marco Schank (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi, dee mer haut virleien hunn hei an der Chamber, ass dee vun der Fusioun vun dräi ländleche Gemengen aus dem héijen Norden, notamment Clief, Hengescht a Munzen. Déi Zesummeleung vun deenen dräi Gemenge geschitt och am Kontext vum Artikel 2 vun der Verfassung respektiv vum Artikel 2 vum Gemengesgesetz a féiert dann zur Schafung vun enger neier Gemeng, enger Gemeng, déi wäert den Numm Clief droen, an enger Gemeng, déi wäert iwwer 4.000 Awunner hunn. Op den Dag prezis haut hunn déi dräi Gemenge 4.229 Awunnerinnen an Awunner.

An dësem Sënn huet den Innenminister dee virleien Text och de 17. Februar 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis den 21. Abrëll dëst Joer ginn, an en Dag méi spéit an eiser Kommissiouns-

sitzung vun den Affaires intérieures ass de Rapporteur bestëmmt ginn. An därselwechter Sëtzung hu mer och den Avis vum Statsrot analyséiert. De Rapport ass den 28. Abrëll 2009 ugeholl ginn.

Déi geplangte Fusioun ass, Dir Dammen an Dir Hären, net de Produit vun engem Zoufall, mä d'Resultat vu laanger Zesummenaarbecht vun deenen dräi Gemengen. Déi dräi Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen hu schonn 1990 e Gemengesyndikat kreéiert, fir eng gemeinsam Schoul an e Sportszentrum ze bauen an duerno och ze bedreiwen. Déi positiv Erfahrung während deene ville Joren hunn am Fong dozou gefouert, datt se schonn am Joer 2002 vis-à-vis vum Innenminister, deemools dem Här Wolter, fir eng méi enk Zesummenaarbecht sech staarkgemaach hunn, an déi gestärkte Kollaboratioun huet dann och schliesslech e puer Joer méi spéit dozou gefouert, datt déi dräi Schäfferéit 2006, de 4. Mee, dem Innenminister e Bréif gemaach hunn, an deem si hir Absicht daitlech gemaach hunn, fir ze fusionéieren.

Doropshi gouf zesumme mam Innenminister en Investitiounsprogramm op d'Bee gesat, deem an Kader vun der Fusioun soll ëmgesat ginn. Derniewent, wéi dat üblech ass, gouf och en Informationsdokument fir hir Biergerinnen a Bierger erstallt, wou dann och de Fusiounsprojet virgestallt gouf. Dësen ass de 25. September 2008 während enger öffentlecher Sitzung den Awunnerinnen an Awunner aus deenen dräi Gemengen am Detail presentéiert ginn, an dat och a Präsenz vum Innenminister, deem d'Ënnerstëtzung vun der Regierung an deem Fall deen Dag och zougesot huet.

Gemeëss dem Artikel 5 vun der Europäescher Charta iwwert déi lokal Autonomie aus dem Joer 1985 hunn déi dräi Gemengen dann och den 12. Oktober 2008 e Referendum organiséiert, an dee Referendum ass och zugonschte vun där Fusioun ausgaangen.

D'Gemengeréit vu Clierf, Hengescht a Munzen hunn duerno op Basis vun deem positive Referendum sech definitiv fir déi geplangte Fusioun ausgeschwat an Enn 2008 enger Konventioun zougestëmmt, fir d'Fusioun kënnen definitiv ëmzesetzen.

Déi Konventioun gouf schliesslech vun de concernéierte Regierungsmemberen de 16. Januar 2009 ënnerschriwwen. Domadder ass de Wee fräi ginn, fir d'Fusioun a Form vun engem Gesetzesprojet an d'Chamber ze bréngen, ee Projet, dee mer dann och haut debattéieren an ofstëmmen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, no deem Historique vläicht just kuerz e puer Inhalter zu där Fusioun virstellen. De Projet de loi preziséiert, wat déi wesentlech Detailer sinn, zum Beispill de Montant vum finanzielle Bäitrag vun dem Stat. E setzt d'Infrastrukturprojet fest, déi prioritär sollen ëmgesat ginn. E regelt d'Situatioun vun den Offices sociaux, bestëmmt d'Zesummesetzung vun de Schäffen- a Gemengeréit während enger Iwwergangsphas, an deem Fall vun zwou Amtszäite bis 2023, an enthält och Bestëmmungen iwwert d'Rechter vum Gemegepersonal vun deenen dräi Gemengen.

Wat d'Zesummesetzung vun de Gemengenorganer ugeet, gouf festgehalten, datt deen neie Schäfferot no de Gemengewahle vum 9. Oktober 2011 während zwou Amtszäite ee Buergermeeschter an dräi Schäfte wäert zielen. D'Fusioun vun deenen dräi Gemenge wäert dann och duerno, no deene Wahlen, rechtsgültig ginn, also dann, wann deen neie Gemengerot Enn 2011 zesummekënnt, den 1. Januar 2012.

D'Zuel vun de Schäfte wäert no der integraler Neiwei vum de Gemengeréit am Joer 2023 da vun dräi erëm op zwee erofgoen. Virdrun zielt de Gemengerot iwwregens 13 Verriederinnen a Verrieder, notament fënnef aus der fréierer Gemeng Clierf, véier aus der fréierer Gemeng Munzen a véier aus der fréierer Gemeng Hengescht. An no de Wale vun 2023 gëtt dann och d'Zuel vun de Conseillere gemäss dem Gemengesetz ugepasst.

De Stat ënnerstëtzt dëse Mariage, wann ech dat emol esou dāerf nennen, esou wäit dat och fir aner Fusiounen bis elo de Fall war, mat 2.500 Euro pro Awunner. Dës Zomm gëtt dann an Tranché verséiert, an zwar vum 1. Januar 2012 un iwwer eng Lafzäit vun zéng Joer. Do kënnen och Avancé bezuelt gi vun deem Moment un, wou dëse Projet de loi en vigueur trëtt.

Wéi ech schonn erwähnt hunn, enthält dee Projet de loi och eng Partie Infrastrukturaarbechten, déi prioritär realiséiert ginn. Ech ziele se kuerz op: de Bau vun enger Maison relais nieft dem Schoulzentrum zu Reiler, de Bau vun enger Hal fir déi technesch Gemengeservicer, d'Astand-

setzung vum Drénkwaasserréseau, d'Renovéiere vun de Kläranlage vun Ischpelt, Wäicherdang, Meecher, Rueder a Clierf, de Bau vun engem Indoor-Fräizäitzentrum an d'Aménagéiere vun enger regionaler Aktivitéitszon.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach eemol drop insistéieren, datt déi geplangte Fusioun tëschent deenen dräi Gemengen en exzellent Beispill ass fir eng fräiwëlleg Fusioun, well dës Fusioun vun de Gemengeréit initiéiert gouf an och de Gros vun der Bevëlkerung hanner sech huet, wéi de positive Referendum vum leschte Joer dat daitlech weist. Domat ass dës Fusioun och absolut an der Grondphilosophie vun der Spezialkommissioun, vum Rapport vun der Kommissioun fir d'territorial Reorganisatioun vu Lëtzebuerg, déi sech an hirem Rapport den 19. Juni 2008 staarkgemaach huet fir eng méi staark Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen, dat Ganzt op fräiwëlleger Basis.

Et sief och op dëser Plaz drun erënnert, datt d'Spezialkommissioun an hirem Rapport, deem iwwregens ouni Géigestëmm deemools ugeholl gouf, gesot huet, datt d'Fusioun tëschent de Gemengen explizit vun der Regierung ënnerstëtzt an encadréiert gëtt, fir datt eist Land an der Zukunft Gemenge kritt, déi déi noutwendeg kritesch Mass och hunn, fir capabel ze sinn, hire Biergerinnen a Bierger déiselwecht Déngschtleeschungen ze offréieren an effikass administrativ, technesch, schoulesch, sozial Déngschtleeschungen unzëbilden.

D'Zil vun där Réforme territoriale, loosst mech dee Saz nach soen, ass eigentlech, datt mer am 21. Jorhonnert no an no Gemenge kréien, déi kloer Missiounen a Kompetenzen hunn, méi revendicativ sinn, méi effizient kënnen schaffen, mat méi Subsidiaritéit, dat Ganzt begleet vun enger Reform vun de Gemegefinanzen.

Fir méi Gemengen zu enger fräiwëlleger Fusioun ze encouragéieren, huet den Innenminister dann och tëschent Januar a Mäerz 2009, zesumme mam President vum Syvicol, en Tierchen duerch d'Land gemaach, an dës Démarche hat als Zil, zesumme mat de Gemegeverriederinnen an -verrieder och déi grouss Linne vun der territorialer Reorganisatioun ze diskutéieren an hinnen déi proposéiert Gemengeland-schaft virstellen. Zënterhier sinn et och schonn eng Partie Gespréicher ginn, wat ee regelméisseg och aus Artikel vum Rapporte vu Gemengerotssëtzunge kann erausliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fusioun vun de Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen gëtt och vum Statsrot a sengem Avis vum 21. Abrëll 2009 positiv aviséiert. Den entsprecheende Rapport gouf vun der Kommissioun vun den Affaires Intérieures an der Sëtzung vum 22. Abrëll ugeholl, an domat steet de Projet haut zur Debatte respektiv zur Zoustëmmung. Am Enn wollt ech nach am Numm vun der Kommissioun deenen dräi Gemenge fir hir Fusiounsinitiativ félicitéieren, a gläichzäiteg meng Kolleeginnen a Kolleegen bieden, dësem Projet zoustestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Etgen ass den éischten ageschriwwene Riedner. Pardon? Neen, neen, den Här Kaes. Den Här Kaes ass fir d'éischt ageschriwwen. Leider figuréiert Dir net op der Lëscht hei, mä d'CSV ass ëmmer als éischte Riedner.

(*Interruptions et hilarité*)

Discussion générale

» **M. Ali Kaes** (CSV). - Ech géif dat emol relativ roueg ugoen.

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Richtig, Här Kaes.

» **M. Ali Kaes** (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer gläich am Ufank dem Kolleeg Marco Schank villmools Merci ze soe fir deen detailléierten an och interessante mëndlechen a schrëfteleche Rapport. Da wëll ech dat, wat hien zum Schluss gemaach huet, direkt och am Ufank maachen an deenen dräi Gemengen an alle Verrieder, déi mer jo ganz zäihreich um Balkon hunn, félicitéiere fir dee Courage, an déi do Richtung ze goen.

Ech mengen et ass ganz wichteg, datt alleguerten d'Gemengen, déi wierklech eng Zuel vun Awunner hunn, déi méi modeste ass, driwwer nodenken, fir an déi do Richtung ze goen an domadder a sech eng aner an eng besser Situatioun kréien, fir op d'Wënsch vun hire Bierger an op d'Aufgaben, déi se hunn, an Zukunft besser kënnen ze reagéieren.

Ech muss soen, ech war derbäi, wéi am Joer 2000 den deemolegen Innenminister Michel Wolter an den Norde komm ass, a besonnesch an d'Regioun vun der Our, fir de Gemengen ze soen, datt et un der Zäit wier, grad an där Regioun. Hie wollt déi Regioun e wéineg als Pilotprojet huelen, fir ze soen, datt ee misst ëmdenken, datt ee misst eng bestëmmte Reorganisatioun maachen an der Gemengeland-schaft, fir kënnen, wéi gesot, Gemengen ze schafen, déi dach awer en anere Stellewäert hätten, wéi dat Gemengen hunn, déi 200, 300 a 400 oder 800 Awunner hunn.

De Michel Wolter huet deemools eng Ausso gemaach, déi ech hei wëll widerhuelen. Hien huet gesot: „Hei, kuckt emol, Dir zesummen an der Regioun stellt awunnerméisseg manner duer wéi d'Stad Diddeleng. Wann Dir gären hätt, datt Dir besser gerüst sidd, fir all deene Problemer, déi an Zukunft op Iech zoukommen, ze begéinen, a wann Dir gäre besser Gehéier fannt op all deene Plazen, déi dofir néideg sinn, da musst Dir Iech reorganiséieren an da musst Dir Iech aneschtens an der Regioun organiséieren.“

Deemools war relativ wéineg Resonanz, mä et waren effektiv zwou Gemengen, déi de Courage haten, an déi Richtung ze goen an déi direkt beim Michel Wolter - dat heescht, wou de Michel Wolter net op d'Quere gestouss ass. Dat waren deemools d'Gemenge Furen a Baastenduerf, wat jo och no 2000...

(*Interruption*)

Jo, et waren déi nun eben, déi de Courage fir d'éischt haten, an déi Richtung ze goen.

» **M. Xavier Bettel** (DP). - Wéi ass et mat Bettel?

» **M. le Président.** - Ech géif Iech awer bieden, hei den Här Kaes seng Ausféierungen an aller Rou maachen ze loosse, Här Bettel!

» **M. Ali Kaes** (CSV). - Iwwregens, esou eng Uertschaft hu mer och an där Gemeng.

Et ass also esou, datt dat déi éischt Fusioun war no 2000, an eng nächst war geschwënn hannendrun, dat war déi vu Kautebaach a Wëlwerwol, déi sech zur Gemeng Kiischpelt zesummedoen hunn. An domadder war a sech emol erëm e bësse Rou an deem Dossier.

Virun allem ass et esou gewiescht, an dat kann ech mech ganz gutt erënnere, datt och a Réunioun vum Syvicol - an ech war do an enger derbäi, wou ganz negativ iwwert d'Fusioun geschwat ginn ass -, wou zum Beispill e Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi gutt 200 Awunner huet, déi awer haut amgaangen ass, ganz konkret doriwwer ze diskutéieren, mat zwou aneren ze fusionéieren, gesot huet, hie mat senger Gréisst kënnt am beschte senge Bierger optimal Servicer leeschten.

Bon, den deemolege Minister Michel Wolter huet sech och net bëre gelooss an ass weidergefuert mat Diskussiounen an der Regioun, iwwert d'Regioun eraus, mä war zum Beispill och de 5. Mee an der Stauseegemeng zesumme mat Wanseler a Bauschelt, fir och mat deenen dräi Gemengen doriwwer ze schwätzen. Hien hat deemools och scho Gespréicher mat deenen dräi Gemengen, wéi gesot, wou mer haut iwwert d'Fusioun wäerten ofstëmmen. Deemools waren d'Diskussiounen méi schwierig. Duerfir ass et ëmsou erfreescher, datt mer haut kënnen iwwert déi Fusioun ofstëmmen.

Mä et ass awer ganz kloer esou, datt deeselwechte Michel Wolter, deen deemools, wéi gesot, als Minister déi ganz Saach initiéiert huet, u sech d'Diskussioun iwwer Fusiounen wierklech op den Dësch bruecht huet, an et war a sech esou, datt hien a senger Funktioun als Parlamentarier an als President vun der Commission du réaménagement du territoire dann awer och eng entscheidend Roll gespillt huet, fir dann awer och haut weider un där ganzer Diskussioun vun der Reorganisatioun vun der Gemengeland-schaft mat ze diskutéieren.

Ech wëll...

» **M. Charles Goerens** (DP). - Et ass en nohaltege Minister, den Här Wolter.

» **M. Ali Kaes** (CSV). - Ech wëll duerfir soen, datt awer och deen heitege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf, dat ganzt Wierk weidergefuert huet, fir et emol esou ze soen. Hien hat zwar eppes versicht, wou ech mengen - an dat soen ech a mengem perséinlechen Numm -, datt et gutt ass, datt dat awer vum Dësch ass, dat ass déi sougenannte Communauté des communes.

Ech perséinlech sinn der Meenung, et soll ee keng hallef Saache maachen, et soll een Neel mat Käpp maachen. An Neel mat

Käpp ass fir mech, datt een eng Fusioun mécht an net nach Tëschenetappen aschalt, wéi dat an der Vergaangenheet am Kader och vun enger ganzer Rei vu Syndikater de Fall war, déi zustane komm sinn, well vläicht och de Courage net do war, fir a Richtung Fusiounen ze goen.

Ech mengen, de Rapporteur huet scho virdu gesot, datt en Tour duerch d'Land gemaach ginn ass, fir mat de Gemengen ze schwätzen, an den Här Minister huet ëmmer erëm gesot: „Mä Message ass op positiv Quere gestouss.“ An datt dat de Fall ass, mengen ech, gesäit ee schonn eleng dorun, datt et mëttlerweil, nodeem datt déi negativ Diskussioun op eemol verstommt ass an eng positiv Diskussioun komm ass, esou ass, datt an allen Ecken iwwer Fusiounen geschwat gëtt.

Wéi gesot, hei ass déi drëtt, déi elo konkret gëtt. Et ginn Diskussiounen iwwer Housen, Konstem an Houschent gefouert. Et ginn Diskussiounen, wéi gesot, iwwer Heischent, Néngsen an Esch/Sauer gefouert, an ech kéint esou weiderfuere. Et ginn Diskussiounen zu Miedernach mat Iermsdref gefouert. Et waren elo déi lescht Deeg nach anerer, positiv Diskussiounen, déi an Zeitungen ze fanne waren. Dat beweist, datt eng bestëmmten Opbrochstëmmung do ass, fir wierklech an déi Richtung ze goen a fir wierklech, wéi gesot, do Neel mat Käpp ze maachen.

Wéi ech deemools hei zur Fusioun Tandel geschwat hunn, do hunn ech gesot: „Fir mech ass et kloer, wann een et net selwer fäerdeg bréngt, seng Schoulorganisatioun an alles dat, wat domadder zesummenhänkt, a senger eegener Gemeng ze organiséieren, a wann een dofir d'Zesummenaarbecht mat anere Gemenge brauch, dann ass een a mengen Ae ganz kloer ze kleng, fir als eegestänneg Gemeng ze fonctionéieren, an dann ass dat en Zeechen, datt ee muss iwwer eng aner Form nodenken.“

Ech wëll och ganz kloer soen, datt esou eng Fusioun engem einfach aner Méiglechkeete gëtt, säi ganzen administrativen an technesch Apparat aneschtens ze organiséieren, besser ze organiséieren, mat anere Qualifikatiounen, esou datt een op all déi zousätzlech Froen, déi op eng Gemeng haut zoukommen, an all déi zousätzlech Aufgaben, déi eng Gemeng huet, besser a méi effikass ka reagéieren.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt am Kader vun där Fusioun, wou mer haut ofstëmmen, d'Uertschaft Clierf mat Hengescht a Munzen, datt Clierf jo en CDA ass - en CDA, deen awer, well Clierf eben an deem Dall läit, vläicht net déiselwecht Méiglechkeeten huet, fir sech ze erweideren -, et also immens wichteg an immens gutt ass, datt doduerch, datt ee sech als dräi Gemengen zesummendeet an ee sech déi Situatioun schafft, datt d'Erweiterung an der Regioun, d'Erweiterung an der Gemeng ganz sécher méi einfach ass an och méi effikass ka geschéien.

A wann ee Clierf hëlt - Clierf, wou jo déci déiert ass, a wat immens gutt ass, datt an deen Eck e Lycée kënnt -, da kritt Clierf eng weider Importenz, eng weider zousätzlech Importenz, wou och wäerten zousätzlech Leit an deen Eck kommen. Domadder brauch een also méi Terrain. Dofir brauch een eng Rei zousätzlech Méiglechkeeten, wou d'Leit sech kënnen néierloossen, an dat ass vill méi einfach ze gestalten, wann een dat an där neier Gréisst vu Gemeng ka maachen, wéi wa jiddwer eenzel vun deenen dräi Gemengen dat géif maachen.

Da wëll ech och soen, datt niewent deenen 2.500 Euro a sech déi dräi Gemengen och nach eng Kéier zousätzlech subventionéiert ginn iwwert de Pacte Logement. De Moment ass et esou, datt déi eng oder déi aner vun hinnen et net fäerdeg bréngt, dee Kritär ze erfëlle vu mindestens 30 zousätzlechen Awunner pro Joer, wat jo dozou féiert, datt een dann an deem Joer a sech vum Pacte Logement net ka profitéieren.

Wann déi dräi Gemenge sech zesummedoen, dann ass dat keen Thema. Da wäerte se och iwwert dee Wee ganz sécher zesumme vill méi finanziell Moyenen ebe vum Stat iwwert de Pacte Logement kréien, wéi dat de Fall wär, wa se géifen als dräi getrennte Gemenge fonctionéieren.

Et kéint een elo nach vill Punkten opzielen an deem ganze Beräich, mä ech mengen, dat géif ze wäit féieren.

Erlaabt mer awer eppes ze soen, wat fir mech eppes ass, wat mer an Zukunft awer missten eng Kéier op de Leescht huelen: Dat ass a sech d'Gréisst. Dat si jo alles Gemengen, oder grad hei Clierf mat Hengescht, mat Munzen als Fusiounsgemeng, ass eng Gemeng, déi hanneno an de Proporzsystem kënnt. Dat heescht also, datt dann no Parteie gewielt gëtt.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, ob dat eng Grëssenuerdnung ass, wou et gutt ass, wann dat direkt a Proporzwahlen iwwergeet, oder ob een net vläicht driiwwer sollt nodenken, an enger éischter Phas, an enger Iwwerganksphas, dat am Majorzsystem ze loossen an zu engem spéideren Zäitpunkt eventuell an de Proporzsystem iwwerzegoen, oder datt ee carrément driiwwer nodenkt, ob een net de Seuil eropsetzt an eventuell op e Seuil tëschent wéinstens 5.000 a 6.000 Habitantë geet, Bierger geet, ier ee wierklech an de Proporzsystem fält.

Well et ass net evident, wann ee jorzéngteleaang am Majorzsystem war, a wann dann all déi zousätzlech Erausforderungen op een zoukommen als Fusiounsgemeng, wann een dann och nach gläichzäiteg de Wahlsystem an deem Sënn ännert, da muss dat net onbedéngt positiv sinn. Duerfir ass et vläicht awer derwäert, fir iwwert dee Punkt nach eng Kéier nozedenken, wéi een dat an Zukunft vläicht anschters kéint handhaben.

Dat gesot, kommen ech zum Schluss.

» **Plusieurs voix**.- Aaaahh!

» **M. Ali Kaes** (CSV).- Ech wëll nach eng Kéier de Responsabele vun deenen dräi Gemenge mat un der Spëtzt hiren dräi Buergermeeschteren, dem Yves Arend, dem Émile Eicher an dem Raymond Thielen, félicitéiere fir hire Courage an hinnen „bonne chance“ fir d'Zukunft wënschen. Ech géif dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Kaes. Et ass elo um honorabelen Här Fernand Etgen.

» **M. Fernand Etgen** (DP).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi fräiwëlleg Fusioun vun de Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen huet hiren Ursprong 1990 fonnt mat der Grënnung vum interkommunale Schoulsyndikat fir de Bau an d'Verwaltung vun der regionaler Primärschoul zu Reiler. Si ass also d'Resultat vun enger bal 20-jähriger enker Kooperatioun, ass och net vun haut op muer geschitt, eng laang Concertatioun, e gezielt Zesummeschaffen, eng notzbréngend Partnerschaft an deene verschiddenste Gebidder, esou zum Beispill och am interkommunale Syndikat SICLER, am Naturpark Our an esou weider, wou déi dräi Gemengen déiselwecht Interesse vertrueden hunn.

De Wee, deen zu dëser Fusioun gefouert huet, déi staark Akzeptanz an der Bevölkerung, weist eis, datt Fusiounen net dierfen opgezwoenge ginn, mä datt se mussen an de Käpp vun de Leit wuessen. Léiwer eng fräiwëlleg Fusioun mat enger Wahléchéance méi spéit, wéi onzefridden, ondécidéiert Partner mat Zwang beieneebréngen.

Dës Fusioun weist eis awer och, datt et falsch ass, fir deene klenge Gemengen de Geldkrunn zouzedréinen a se esou ze forcéieren ze fusionéieren. An der DP hale mir et mam Bibelsproch: „Deine guten Taten sollen freiwillig und nicht erzwungen sein.“

(Interruptions diverses)

D'DP seet jo zu fräiwëllege Fusiounen a begréisst duerfir ausdrécklech dës Fusioun.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wat hei gefält, ass, datt d'Gemengen ouni Zwang, ouni Drock, fräiwëlleg a voller Iwwerzeegung dës Fusioun op d'Schinne gesat hunn a selwer d'Richtung, den Tempo an d'Zil virginn hunn.

Mat de respektive Buergermeeschteren, Schaffen a Conseilleren, besonnesch awer

mat där respektabler Majoritéit vun der Populatioun vun deenen dräi Gemengen, déi am Referendum „Jo“ zu dëser Fusioun gesot hunn, freeën ech mech mat hinnen, datt si dës Schratt gemaach hunn.

Ech wëll alle Bedeelegten ausdrécklech félicitéiere fir déi flott Manéier, wéi si dee laange Wee zesumme gaange sinn. Erlaabt mer besonnesch den engagierten Engagement vun alle Schoulsyndikatspresidenten a Syndikatsmemberen, awer och allen aneren interkommunale Syndikatsmembere besonnesch ervirzehiewen. Si konnten an all deene Joren, wou se gutt Aarbecht geleescht hunn, net vun engem Congé politique profitéieren.

Och déi respektiv Gemengemandatairen hu während zwee Jorzéngte vill Fräizäit a Kooperatiounsbestriewungen investéiert. Hir exzellent Pionéieraarbecht weist eis awer och, datt et een absolut politesch falsch Signal wär, déi kleng Gemenge bei der Upassung vum Congé politique regelrecht am Ree stoen ze loossen. Ongezielt bleiwe se, déi vill Stonnen, déi an de Fusiounsprozess investéiert goufen.

Et ass och net de Mérite vun e puer Einzelnen; et ass de Verdéngscht vu schrecklech villen Intervenanten. Och dat dierfe mer haut net vergiessen. Och dat soll eis eng Léier si fir all déi Fusiounen, déi mer nach virun eis hunn.

Mat enger gewëssener Satisfaktioun stelle mer fest, datt et nawell vill a richtig verstanene Bénévolat am Gemengeliewe gëtt. Mat därseelwechter Satisfaktioun wëll ech ausdrécklech begrëissen, datt vill vun deenen Intervenanten drop gehalen hunn, dëser Debatt live bäizewunnen.

Här President, dës Fusioun ass awer nach keen Happyend. All Bedeelegt hunn Erwaardungen, Wësch an Uspréch, déi elo mussen erfüllt ginn. An hei wëll ech deenen dräi Schäfferéit ausdrécklech félicitéiere fir déi flott Broschür, déi se erausginn hunn. Dës Broschür ass gläichermoosse Bestandsopnahme, Informatioun, Fuerderungskatalog, Ausbléck, jo souguer Visioun an d'Zukunft. An heibäi leien d'Erwaardungen net nëmmen op de Gemengenattributiounen.

Den Investitiounsprogramm begräift och Projeten, déi staatlechersäits musse realiséiert ginn. Et sinn dëst Projeten, déi vu vitaler Bedeutung fir déi nei fusionéiert Gemeng sinn. Erlaabt mer de Clierfer Lycée, d'Ëmgehungsstrooss vun Hengescht an d'Verbindung tëschent der N7 an der N18 ze zitéieren.

Och staatlech Investitiounen an d'Tourismusbranche vun där fusionéierter Gemeng si fir déi nei fusionéiert Gemeng vu grousser Bedeutung, fir hir Roll als uspriecheden a variéierten Tourismuszentrum wouerzehuelen. Mat deene bestehenden Attraktiounen wéi d'Expo Family of Man, d'Schlass, d'Abtei, d'Muséeën zu Clierf, den Domaine Robbesscheier zu Munzen, de Cornelyshaff zu Hengescht a villen aneren Atouten, den Dräilännereck mat enger eenzegaarteger Natur, huet dësen Eck jo schonn esou munches ze bidden.

Här President, dës Fusioun soll Clierf awer virun allem a senger Roll als CDA, als Centre de développement et d'attraction stäerken. Ouni Fusioun hätt déi al Gemeng Clierf net dat néidegt Réckgrat gehat, déi Uspréch, déi un dee regionalen Zentrum gestallt ginn, ze erfüllen, an dat an deene verschiddenste Beräicher. An och hei ass et de Wonsch, datt déi Erwaardungen, déi un d'Regierung gestallt ginn, kënnen erfüllt ginn. Eng Fusioun ass net nëmmen d'Saach vum Innenminister, et ass d'Saach vun der ganzer Regierung.

Här President, dat Wichtigst am Stat sinn awer d'Gemengen. An dat Wichtigst an de Gemenge sinn d'Bierger. Bei enger Fusioun gëllt et virun allem dësen demokratesche Grondsaz ze verwierklechen. Eng staark Gemeng ass Garant fir e staarke Service public, fir gesteigert Liewensqualitéit, fir ekonomesche Wuesstem, fir Wuelstand. Wie Proximitéit zum Bierger a Subsidiaritéit eescht hëlt, muss d'Gemengewiese vun enne stäerken. De Service um Bierger ass ee Service de proximité a muss ee Service de proximité bleiwen. Et ass an dësem Sënn ze begrëissen, datt Antenne vun der Gemengeverwaltung an de fréiere Gemengenhaiser zu Hengescht an zu Munze bestoe bleiwen.

„Zesummeféieren, wat zesumme gehéiert“, war ee vu ville Leitspréch bei den Diskussiounen ëm eng Territorialreform. Ech menge fräi behapten ze kënnen, datt d'Gemenge Clierf, Hengescht a Munzen zesummegehéieren. Dës Fusioun ass zënter Laangem, oder besser gesot zënter 1978 déi éischt, déi eng Rei kleng Gemengen an eng mëttelgrouss zesummeféiert. Mat bal

4.300 Awunner erfüllt déi nei fusionéiert Gemeng nämlech d'Objektiv, wat sech vun enger Territorialreform erwaart gëtt.

Ausdrécklech begrëisse wëll ech och, datt an enger Iwwergangszäit vun zwielef Joer de Majorzwahlsystem bäibehale gëtt, an esou de schläichenden Demokratiedefizit, dee mer leider musse feststellen, net zousätzlech gefördert gëtt. Mat deene proposéierten Investitiounen gëtt déi nei Gemeng Clierf hirem Rôle als modernen an effikasse Serviceprovider gerecht, fir déi vun de Biergerinnen a Bierger professionell gefrote Leeschtunge beschstens ze erfüllen.

Mir bleift just nach de Wonsch auszedrücken, datt dës Fusioun de Bierger eng echt Plus-value soll bréngen. Ech sinn dovunner iwwerzeegt, well dank dichtegem Gemengepersonal wäert déi nei Gemeng à même sinn, gutt organiséiert a biergerfrëndlech orientéiert Servicer unzebidden.

Ofschléissend, Här President, wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Marco Schank, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen an och säin engagéierte mëndleche Rapport an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Etgen. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert elo.

» **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur Marco Schank fir säi Rapport, dee beschstens placéiert war, fir de Rapport hei ze maachen, well hie jo elo raimelech gesinn no bei deenen Operatiounen do war.

Dëse Projet de loi gesäit d'Fusioun vir vun dräi Gemengen am ländleche Raum: Clierf, Hengescht a Munzen. Dräi Gemenge verschmëlzen zu enger Gemeng, déi sech wäert Clierf nennen; den Numm vun där aktueller gréisster Gemeng, wat d'Awunnerzuel ubelaangt.

Mat dësen Eckwäerter vun der Awunnerzuel a vun der Fläch wäert déi nei Gemeng, wéi gesot, den Numm Clierf kréien. An déi nei Gemeng Clierf wäert der Virstellung vun der Landesplanung entsprechen. Si erreecht d'Masse critique vun 3.000 Awunner, déi an d'Previsiounen vun der Réforme territoriale passt. D'Reorganisation territoriale, déi sech fir d'21. Jorhonnert staark Gemenge wënscht, besonnesch an dësen Zäiten.

D'Reorganisation territoriale gesäit vir, dass dem Bierger soll iwwerall am Land eng diversifizéiert a qualitativ héichwäerteg Offer vun öffentleche Servicer ugebuede ginn. Do dernieft sollt hie kënnen drop zielen, dass dës Servicer op eng méiglechst effikass an effizient Aart a Weis organiséiert sinn.

Déi Gemenge sollten och e staarkt Gewiicht duerstelle géigeniwwert dem Pouvoir central, fir de berechtigten Uspréch vun den Awunner gerecht ze ginn, also fir Gemengen ze schafen, déi hire Bierger eng optimal Liewensqualitéit amstand sinn ze bidden.

An de 70er Jore si véier Gemengefusiounen realiséiert ginn, dovunner dräi am Norden an eng am Oste vun eisem Land. Du war et laang roueg ëm d'Fusioun, an an de Joren 2004 an 2005 hu mer weider zwee Fusiounsgesetzer hei an der Chamber gestëmmt ënnert dem jëtzege Innenminister Jean-Marie Halsdorf, dee jo, säitdeem den Här Innenminister Wolter net méi do ass, do d'Relève geholl huet an dee sech fir déi Fusiounen elo agesat huet.

» **Une voix**.- Richtig, Här Klein.

(Interruption)

» **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP).- Elo am Norden eng weider Gemengefusioun am ländleche Raum, déi konkret ass. An et sinn der nach an der Diskussioun.

Dës positiv Beispiller deiten drop hin, dass nach aner Gemengeresponsabel incitéiert ginn, fir iwwer hir Gemengegrenzen eraus ze denken, am Sënn vun enger weiderer Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun hire Bierger ze handelen iwwert de Wee vun enger préalabeler Coopération renforcée. D'Fusioun, déi mer haut hei wäerte stëmmen, ass d'Resultat vun esou enger laanger Coopération renforcée tëschent deenen dräi Gemengen, an zwar ganz besonnesch am Schoulberäich. Eng Zesummenaarbecht, déi duerno awer ausgedehnt ginn ass. Eng verstänneg Astellung.

Et kommen d'Gemengewahlen 1999. D'Schäfferéit, déi aus deenen dräi Gemengen ervirgaange sinn, hunn aus der

enker Zesummenaarbecht d'Plus-value vun enger eventueller Fusioun erkannt. D'Gesprécher an déi Richtung si lassgaangen, Communautés de communes sinn an Erwägung gezu ginn, d'Coopération renforcée ass weidergaangen an och zréckbehale ginn an ass an Délibération concordante vun deenen dräi Gemenge festgehale ginn. Eng wichteg Viretapp um Wee vun enger konkreter Fusioun.

Parallél hu sech d'Gemengeréit vun deenen dräi Gemenge getraff an en vue vun enger Fusioun diskutéiert. E bestännegen Dialog a Kontakt war wichteg an hu finalement zu deementsprechende Gespréicher mat der Regierung a mam Innenminister gefouert. Et gouf ausgehandelt, wat fir Resultater dass d'Fusioun sollt bréngen um strukturellen, um infrastrukturelle Plang. An dat gouf an enger Preparatioun vu Konventioun festgehalten.

D'Gemengeresponsabel hunn de Fusiounsprojet „bottom up“ ausgeschafft. Si hunn et fäerdeg bruecht, fir der Bevölkerung d'Plus-value vun der Operatioun ze erklären a bäizebréngen. Dat huet sech am Resultat vum obligatoresche Referendum an deenen dräi Gemengen ermëgspigelt. Am Virfeld vun deem Referendum sinn erfollegräich Opklärungsversammlungen organiséiert ginn, wou Innenminister a Buergermeeschteren den interesséierte Bierger Ried an Äntwert stoungen.

No deem positive Referendum zu dëser Gemengefusioun hunn dunn déi dräi Gemengen definitiv fir d'Fusioun gestëmmt. An enger Konventioun, an der definitiver Konventioun sinn Iwwergangsbestëmmungen festgehale ginn, wat d'Gemengepersonal ubelaangt, dass d'Droit-acquisen garantéiert waren; wat de Wahlsystem ubelaangt, fir an der nächster Zäit, an enger Iwwergangszäit. Dat ass e Problem gewiescht, dee mer ëmmer nees ermëbegéint hunn, wéi mer iwwer Land gaange sinn, wou d'Reorganisation territoriale beschwat ginn ass, dass do Retizenze ware fir de Passage vum Majorzsystem an de Proporzsystem. Dat ass elo hei an enger Iwwergangszäit geregelt ginn.

Den interkommunale Schoulsyndikat, deen am Fong jo den Ursprong vun dësem Resultat ass, deen den Ausléiser war, fir d'Fusiounsgesprécher an d'Wee ze leeden, fir d'Coopération renforcée auszedehnen, kann elo opgelleist ginn. Deen huet seng Missioun erfüllt, a seng Infrastrukture ginn an déi nei Gemeng integréiert. Deementspreechend gëtt och säi Personal vun der neier Gemeng iwwerholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz gëtt eng weider Gemengefusioun perfekt, eng fräiwëlleg Gemengefusioun, wéi se wëschenswäert a mustergültig vun ënnen erop gewuess ass, iwwer: Coopération renforcée, permanenten Dialog tëschent Schaffen a Gemengeréit, Informatiounen a Sensibilisatioun vun der Populatioun, Unerkennung vun der Plus-value an engem Referendum, Festhale vu konkrete Moosnamen an enger Konventioun tëschent der Regierung an de Gemengen.

Ech ginn dervun aus, dass vill Gemengen dësem Beispill wäerte folgen; besonnesch an der heiteger Zäit, wou Zesummenaarbecht a gemeinsam Servicer ubruecht sinn, besonnesch och am Intérêt vun de Gemengefinanzen.

Félicitatiounen un déi agebonne Gemengeverantwortlech aus deenen dräi Gemenge Munzen, Hengescht a Clierf fir hir verantwortlech Haltung, an och deenen, déi fréier un där Operatioun bedeelegt waren.

Domadder géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Klein. Den honorabelen Här Camille Gira huet elo d'Wuert.

» **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt ganz gären d'Geleeënheet vun dëser Fusioun mam Schopf geholl, wann ech et emol esou dierf soen, fir en allgemenge Bilan iwwert déi Territorialreform ze maachen, iwwert déi mer ganz vill an dësem Haus debattéiert an och geschafft hunn. Do wier nämlech och viles ze soen, net nëmme Positives, aus der Siicht vun der grénger Fraktioun. Mä wann ech bedenken, dass mer de Mëtteg nach sollen aacht verschidde Projet-de-loien hei diskutéieren an ofstëmmen, da fäerten ech, dass Der mech géift stengegen, wann ech elo hei Dräivéirelstonn zu deem Thema géif schwätzen.

Duerfir ganz kuerz e puer Bemierkungen. E puer Bemierkungen zur Fusioun selwer. Déi Gréng ënnerschreiwen dës Fusioun mat zwou Hänn. Firwat? Well et eng Fusioun ass,

déi Sënn mécht. E mëttelgrousst Mëttelzentrum mat zwou kleng Gemengen. Ech mengen, dat ass eng Plus-value fir jiddwereen. Do huet jiddwereen eppes dervun.

Ech kennen aner Fusionspläng op der Kaart vum Innenministère, déi kee Sënn maachen. Ech mengen, dass et kee Sënn mécht, wann een zwou gläichwäerteg Gemengen zum Beispill, déi relativ autonom kënnen funktionéieren, wëllt fusionéieren, just fir ze fusionéieren. Déi hei mécht Sënn; do huet jiddwereen eng Plus-value.

Mir ënnerschreiwen dës Fusioun, well se vun ënnen opgebaut ginn ass, an net an der Stad op engem Büro theoretesch fixéiert ginn ass. A mir ënnerstëtze se, well ëmmerhin 20 Joer exzellent Zesummenaarbecht dës Fusioun virausgaange sinn. Fir eis ass dat déi beschte Konditioun, dass dës Fusioun och nohalteg wäert sinn an och wäert funktionéieren.

Zu de Fusioun selwer allgemeng ass jo gesot ginn eng Remarque vum Här Kaes, déi ech deelen. Et spiert ee jo hei, wann zwou Gemengen, dräi Gemengen higinn a wëllen zwielef Joer waarden, ier se bis an de Proporzsystem iwwerginn, dann huet dat seng Ursachen. An deene ganzen Diskussiounen iwwert d'Fusiounen héiert een deen dote Kritikpunkt ganz oft.

Wann ee sech och emol eng Kéier d'Méi mécht an et rechent een aus, besonnesch mat deem héijen Auslännerundeel, dee mer an eise Landgemengen an der Tëschenzäit och hunn, an et hält een nach déi ewech, déi keng 18 Joer hunn, an et géif een emol dervunner ausgoen, dass an esou enger Gemeng vun 3.000 missten oder sollten déi fënnef Parteien, déi hei vertrauede sinn, eng komplett Léscht vun 13 Kandidatinnen a Kandidaten zesumme kréien - ech hat emol eng Kéier graff gerechent -, dann hätt ee 5% vun der Populatioun, déi Kandidat a Kandidatin sinn.

Dat erkläert ganz einfach de Problem. An duerfir wëilt ech den Innenminister bei dëser Geleeënheet froen: An der Versammlung zu Réiden hat e sech bereet erkläert, iwwert deen do Punkt nozedenken, och mat senger Regierungskollegen ze schwätzen, ob een dann net sollt allgemeng de Seuil fir de Proporz op 5.000 hiewen, quitte, dass ee selbstverständlech deene Gemengen, déi elo do dertëscht sinn, soll transitoire Bestëmmunge loossen; wéi ass et domadder? Vlächcht géif esou eng Erhéijung och eenzel Fusionsgesprécher dobausse méi einfach maachen.

Da wëilt ech awer dervir warnen, fir ze vill flächeméisseg grouss Gemengen ze maachen. Ech mengen, et mécht kee Sënn, riseg Gemengen ze maache mat weínege Populatioun. Do riskéiert een déi Effikasitéit, déi ee gewënt vlächcht op administrativem Plang, ze verléieren um technesche Plang. Wa Gemengenaarbechter stonnelaang um Trakter verbréngen, fir all déi eenzel Uertschaften ze bréngen, dann huet ee schlussendlech och näischt Positives geschafft.

Dann awer allgemeng zur Territorialreform. Ech hunn e bëssen dat Gefill, wéi wa geschwënn d'Meenung opkënn, wa mer bis 2017 nëmme méi Gemenge vun 3.000 Awunner hätten, da wär de Problem zu Lëtzebuerg geléist.

Éischstens ass dat net wouer fir déi Gemenge selwer. Och eng Gemeng vun 3.000 oder 4.000 Leit huet hir Problemer net all geléist. Déi huet nach ëmmer keng Schwämm, déi huet net onbedéngt en Architekt, déi huet och vlächcht net onbedéngt eng Museksschoul. Dat gesi mer an der Nordstad, wéi vill Problemer si domat hunn.

Duerfir sinn éischstens nach ganz vill Iwwerleeungen ze féieren, an dat vermëssen ech ganz staark, muss ech soen, an deene ganzen Diskussiounen. Et schwätzt praktesch kee méi vum regionalen Niveau. Dat bedauern ech.

A wat hu mer geschafft, wa mer dee lokalen Niveau punktuell gestärkt hunn, wa mer awer eventuell eng Schwächung vum regionale Plang kréien? Mir sinn der Meenung, dass och am ländleche Raum eng ganz Rei Problemer mussen an nëmme kënnen um regionale Plang geléist ginn. Duerfir mussen mer ganz seriö doriwwer nodenken.

Mä ech sinn der Meenung als Gréng, wa mer net endlech de regionale Fong kréien, grad an dëse schwieregen Zäiten, wou souwuel déi staatlech Budgete wéi déi kommunal méi kleng ginn, mussen mer eis öffentlech Gelder nach méi effikass aisetzen, an do kann een net mat der Strenz iwwert d'Land fueren a lénks a riets all méiglech Infrastrukture gläichméisseg ënnerstëtzen. Da misst eist Geld prioritär deene Projeten zeguttkommen, déi och wierklech eng regional Bedeitung hunn.

An da mengen ech awer, dass fir de Rescht et ganz roueg ginn ass iwwert d'Kooperatioun an deene méi städtesche Beräicher. Mir als Gréng sinn iwwerzeegt, déi grouss Problemer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn - Wunnengsbau, Mobilitéit, Aarbechtsplazeverdeelung -, déi ginn net an deene ländleche Gemenge geléist. Och net an deene Gemengen, wann déi iwwer 3.000 Leit hunn. Weder Biekerech nach déi nei Gemeng Clierf oder d'Gemeng Tandel wäerten d'Mobilitéitsproblemer oder d'Wunnengsbauproblemer zu Lëtzebuerg léisen. Neen, déi Problemer mussen an a ronderëm d'Stad geléist ginn, déi mussen ronderëm de städtesche Raum am Süde geléist ginn an déi mussen an der Nordstad geléist ginn.

An do hunn ech awer dat Gefill, dass ausser Studien net alles geschitt ass an deene leschte Joren - mat der Ausnahm vlächcht vu Belval, dat ass richtig. Wann ech déi lescht Statistike vum IVL gesinn a feststellen, dass am Norden zum Beispill, awer exakt déi dräi Gemengen, déi eigentlech missten am meeschte wuessen - Ettelbréck, Dikrech a Wolz -, genau déi sinn, déi ënnerduerchschnëttlech wuessen - déi leien emol net an der Moyenne, méi déi wuesse knapp nach -, da froen ech lech, Dir Dammen an Dir Häre vun der Majoritéit: Wéi kréie mer dee Problem an de Grëff?

Dat ass net d'Léisung, wann déi ländleche Gemengen nach ëmmer weiderhi méi grouss wuessen. Duerfir mengen ech, dass mer mussen oppassen, dass mer net mengen, esou positiv och déi Bewegung, déi elo amgang ass, ass, wann een d'Zeitung och liest, vun deene Fusiounen lénks a riets, mir fannen déi, déi vum selwen entstinn, ganz sënnavoll, mä et muss ee sech net der Illusioun higinn, dass een domat d'Mobilitéit, de Wunnengsbau an aner Problemer vu Lëtzebuerg geléist huet. Dozou bedarf et engem ganz staarken Effort, engem ganz staarke landesplanreschen Effort an dem städtesche Raum.

An do wäerten och déi nei Plans sectoriels, wann déi net nach méi staark Instrumenter zur Verfügung setzen, fir déi grouss Problemer ze léisen, da fäerte mir, dass mer do éischter an där aler Tendenz weiderfueren, dass do manner Leit wunnen, méi Aarbechtsplaze geschaf ginn, méi Verkéier produziéiert gëtt. Do ass fir déi nächst Regierung ganz vill Aarbecht.

Duerfir, ofschléissend, wäerte mer eisen Accord zu dëser Fusioun bréngen, well se absolut sënnavoll ass, well se eiser Meenung no zukunftschrächteg ass, mä fir de Rescht stinn nach ganz vill Problemer fir déi nächst Regierung op.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gira. Zum Ofschloss vun der Debatt kritt de Jean-Pierre Koepp d'Wuert.

» **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) - Här President, Kolleeginnen a Kollegen, et ass hei zu dësem Projet jo alles esou wäit gesot. Ech soen dem Marco Schank nach Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An da félicitéieren ech awer och deenen dräi Gemenge vun douewen aus dem Éislek, oder vun eis aus dem Éislek, vu Munzen, Hengescht a Clierf, fir datt se de Courage haten, sech zesummenzeschléissen. Also, all Respekt!

Als eenzegen Deputéierten an niewent der Ministerin aus dem Clierfer Kanton - dat mécht mer eng grouss Eier - géif ech nach wëllen, datt nach verschidde Gemengen aus menger Noperschaft deeselwechte Courage hätten, fir sech zesummenzeschléissen.

Domat ginn ech och den Accord vun eiser ADR zu dësem Projet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Koepp. Dann huet zum Ofschloss vun der Debatt d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

(*Interruption*)

Ech denken, Här Goerens, dass dat lech net entgaange war.

(*Interruptions et hilarité*)

» **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erënnere mech nach gutt un d'Biergerversammlung zu Clierf virum Referendum, wou d'Biergerinnen an d'Bierger vu Munzen, Clierf an Hengescht wierklech - wéi géif ech soen? - gespaant dosouzen a nogelauscht hunn, wéi d'Gemengepolitiker an och de Minister hinnen Erklärungen ginn hunn zu dëser Fusioun.

Mir haten eng kontrovers Diskussioun, an et huet ee wierklech gespuert, dass d'Leit am

Fong geholl Interessen hate fir dat, wat an hirer Gemeng geschitt. Si wollten - dovunner sinn ech och iwwerzeegt - informéiert ginn, an ech sinn iwwerzeegt, wann een d'Leit gutt informéiert, da stinn d'Leit zu enger Fusioun oder zu enger, op d'mannst an enger éischter Etapp, *Coopération renforcée*.

Et geet dorëm, fir de Mehrwäert duerzestellen, an dat ass an dësem Fall gutt geschitt, well et Sënn gemaach huet, well déi Politiker, déi Buergermeeschtere vun deenen dräi Gemenge mat hirem Schaffen a Gemengerot wierklech gutt Aarbecht gelescht hunn. Duerfir war et evident, dass dës Fusioun konnt stattfannen. Déi éischt Fusioun, déi deem Konzept entsprécht, wat an de leschte puer Joer diskutéiert ginn ass.

Et ass och keen Zoufall, soen ech ëmmer, dass am Fong geholl bei Ëmfroen eng grouss Majoritéit vun eise Bierger d'accord sinn, fir staark Gemengen ze kréien duerch Fusiounen. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat d'Politiker sech sollte mierken: D'Leit hätte gäre staark Gemengen.

A staark Gemengen heescht am Fong geholl net nëmme staark am Sënn, dass se déi Aufgabestellungen, déi se hunn, kënnen léisen, mä staark heescht och, an dat wëll ech dem Här Gira soen, dass ee kann den Erausforderungen vun der Landesplanung, déi wierklech komplex sinn, déi integrativ sinn, dass een déi ka mathalen an dass een déi ka mat da begleeden.

Et muss ee wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer just de Stat an d'Gemengen. Dat, wat de Stat net mécht, dat mussen d'Gemenge maachen. Dat ass eenzegaarteg, well all eis Nopeschlänner hu méi Niveaue, wou Décisiounen geholl ginn, wou Responsabilitéte verdeelt sinn.

Duerfir ass et och wichtig, dass ee weess, dass d'Gemeng hei zu Lëtzebuerg en anere Stellewäert huet wéi an eisen Nopeschlänner.

Kloer ass, dass all Bierger d'Recht huet op déiselwecht Basisservicer, egal wou een am Land wunnt. Dat huet eise Statsminister da jo och beim viregten État de la nation heibanne gesot, an dat war och dat, wat eis dozou geféiert huet, am Fong geholl, dee Wee ze goen, dee mer an deene leschte Jore gaange sinn an deen zu där Fusioun, déi dann och hei mat deem Projet de loi besigelt gëtt haut, geféiert huet.

Ech ka mer erlaben, ze soen: Clierf, Munzen an Hengescht sinn am Fong geholl hirer Zäit viraus. Wéi ech Innenminister gi sinn 2004, hat ech am Regierungsprogramm stoen, mir sollten eist Land am Fong geholl, eis Gemengen, esou gestalten, dass se den Erausforderungen vum 21. Jorhonnert kéinte standhalen. Duerfir hat ech jo dee Concept intégratif fir eng territorial administrativ Reform am Joer 2005 virgestallt, an ech muss soen, dass zesumme mat der Spezialkommissioun aus der Chamber mer do gutt Aarbecht gelescht hunn iwwer e puer Joer, an dass et duerfir méiglech war, eben déi Sortie ze kréien, déi mer elo haten, eng gemeinsam Démarche, de Minister zesumme mam Syvicol, duerch d'Land bei d'Gemengen, fir ebe se ze iwwerzeegen, fir sech ze reorganiséieren duerch eng *Coopération renforcée*, déi soll an eng Fusioun féieren.

An déi Kartographie an de Schema, dee mer do presentéiert hunn deenen eenzelne Gemengen, mengen ech, huet bei ville Politiker Uklang fonnt. Och d'Konzept, wat mer benotzt hunn, wat scho mäi Virgänger benotzt hat a wat ech weider benotzt hunn, mengen ech, dat huet seng Friichte gedroen.

D'Gemengen Tandel a Keespelt, dat ware keng komplett Fusiounen, well do ëmmer een ofgesprongen ass. Bei Baastenduerf wollten déi Veianer net matmaachen, a bei Keespelt déi Eschduerfer net. Hei hu mer am Fong geholl eng Fusioun kritt vu méi wéi 3.000 Leit am ländleche Raum, déi dann och ideal ass, fir eben an den nächste Jore gutt ze fonctionnéieren.

Eist Konzept huet gutt fonctionnéiert oder fonctionnéiert gutt, well et am Fong geholl en „tailor-made“-Konzept ass. Mir schaffen op d'Mooss. Et ass e bësse wéi e Kostüm, deen een undee. Wann ee méi grouss gëtt, wann ee méi déck gëtt, kann een de Kostüm e bësse méi grouss schneideren. Et ass dat, wat wichtig ass. A si si fräiwëlleg.

Ech mengen, dat ass dee groussen Ënnerschied zu deem, wat an de 70er Jore geschitt ass, wat de Jean-Pierre Klein ugeschwat huet als President vum Syvicol, wou de Minister Wohlfart och wollt eng global Strategie hu fir d'ganz Land, déi leider awer du gescheitert ass, well se ze global war. An doraus hu mer geléiert.

Duerfir: D'Zil kann nëmme sinn, och an där nächster, ënnert der nächster Regierung,

méi grouss a méi staark a méi autonom Gemengen ze kréien, eben op Basis vun deenen 3.000 Awunner, fir dass se sech ebe kënnen an dem administrative Beräich, am Finanzberäich an am techneschen Déngscht besser organiséieren.

Duerfir de Prinzip vun deenen 2.500 Leit, an duerfir dann och déi - wéi géif ech soen? - Konventioun an och dat Gesetz, dat dann haut an hei gestëmmt gëtt.

All déi Joren hunn ech ëmmer versicht, sachlech virzegoen, net polemesch virzegoen, an ech fannen esou Aussoe wéi déi vum Här Etgen, de kleng Gemengen de Geldkrunn zouzedréinen, e bësse bëleg.

Ech fannen, et sollt een hei wierklech de Bierger an de Mëttelpunkt stellen, d'Aarbecht, déi d'Gemeng fir de Bierger ze maachen huet, an de Mëttelpunkt stellen. Dat ass dat, wat fir mech ganz wichtig ass, an net polemesch virgoen.

Duerfir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir emol fir d'éischt dem Rapporteur Merci ze soe fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport, awer och Merci ze soen deene Politiker aus deene concernéierte Gemengen. Si sinn iwwer hire Schiet gesprongen, d'Kierchtuermolitik hu se lénks leie gelooss, géif ech bal soen, a si hunn hire Bierger an hire Biergerinnen e virbildlecht Behuele gewisen. Duerfir si mir haut dann hei, fir déi Fusioun do ze besigelen iwwer e Gesetzesprojet.

Et ass keen Zoufall, dass grad am ländleche Raum an am Norde vum Land esou virbildlech gehandelt gëtt, well déi Gesprécher, déi ugeklonge sinn haut schon, an d'Diskussione fanne justement am Norde vum Land statt. Do si ganz vill Gemengen, déi agesinn hunn, dass se mussen un engem Strang zéien, dass se am Fong geholl mussen versichen, sech ze positionéiere fir d'Zukunft am 21. Jorhonnert.

Ech soen et kloer an däitlech: Fir mech ass d'Fusioun den Instrument de choix. D'*Coopération renforcée* ass de Minimum, deen ee muss maachen. Ech kann net verstoen, ech soen dat ganz kloer, ech bedauern et souguer, dass verschidde Gemengepolitiker net iwwert de Rand vun hirer Gemeng kënnen kucken nom Motto: „Wat haut geet, dat geet och muer.“ Dat fannen ech keng gutt Approche.

Ech si gespaant, wann ech elo an den nächste Woche wäert de Rapport kënnen maachen, den allgemenge Bilan vun deem, wat elo an deenen eenzelne Gemengen, déi ugeschriwwen goufen am Kader vun der Tournée vun der Kartographie, fir do ze kucken, wéi dann déi eenzel Gemenge sech decidéiert hunn.

Eppes ass fir mech kloer: Mir sinn esou wäit, wéi mer nach ni waren, well mer hunn am Fong geholl eng Stëmmung hei am Land, déi eng Opbrochstëmmung ass, fir an eng Richtung ze goe vu staarke Gemengen. Mä ech si gespaant, fir am Detail ze kucken, wat dann elo soll an där nächster Legislaturperiod geschéien.

Ech op d'mannst hunn et fäerdeg bruecht, esou wäit ze kommen, dass déi nächst Regierung kann Décisiounen huelen, muss Décisiounen huelen, wou fir mech Froe wéi de Proporzsystem, fir déi elo schon opzerwerfen, oder iwwert de Congé politique, deen iwwerzebewäerten, d'Kontroll vun de Gemegefinanzen, dat wäert alles diskutéiert ginn, mä dat muss in globo diskutéiert ginn, wa mer kloer wëssen, wou et higeet.

Wou et higeet, dat weess kee genau heibannen. Ech weess, dass eng Kris plötzlech agetrueden ass, mat där mer haut alleguerten ze kämpfen hunn. Ech géif jiddweree bieten, d'Aen opzemaachen, och a senger Gemeng, an ze kucken, wat méiglech ass a wat net méiglech ass, wéi eng Moyenen een huet a wéi eng Moyenen een net huet.

Duerfir géif ech et nëmme normal fannen, wa géif op d'mannst all concernéiert Gemeng eng Stäerkten- a Schwächtenanalys maachen, fir ze kucken: Wat ass d'Stäerkt, wa mer eng Kéier zesummeschaffen? Wat sinn d'Schwächen? Dass se op d'mannst weess, wann et eng Kéier méi enk gëtt - an dann ass et net, well d'Regierung de Krunn zougedréint huet, mä well einfach d'Concistancen déi sinn -, dass een da prett

ass. Well ech weess, wéi et dann nees geet. Da gëtt nees gejaut: „D'Regierung gëtt eis keng Suen.“ - An hei an do.

Ech wëll kloer an däitlech haut an hei soen: D'Gemenge sollten hir Responsabilitéit huelen a sech positionéieren, fir dee Wee ze goen, deen d'Regierung hinne virgewisen huet, op engem, géif ech soen, fräiwëllegen Niveau, an net, wéi ëmmer an de Raum gestallt gëtt, mat Pressiounsmëttelen.

Fir mech ass et kloer: Dës Fusioun, wou haut d'Gesetz gestëmmt gëtt, ass op d'mannst e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet vun der Fusioun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5994 ass ugehall mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

(Applaudissements)

Voilà, bei aller Zefriddenheet iwwert de Vote, dee jo augenscheinlech ass, musse mer elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet 5947 iwwert de Centre de rétention. Den honorabelen Här Angel ass de Rapporteur. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein-Mergen, den Här Bëtzel, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

7. 5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,

2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel** (LSAP), *rapporteur.* - Här President, Här Minister, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, e Centre de rétention fir Mënschen, déi sech illegal hei am Land ophalen, war e Punkt, dee sech am Joer 2004 d'CSV an d'LSAP an hire Koalitiounsaccord ageschriwwen hunn. Et war nämlech wichtig, endlech eng separat Struktur zum Prisong ze schafen.

Bis elo ginn déi Leit, déi a Rétentioun sinn, zu Schraasseg am Prisong am Bloc P2 ënnerbruecht.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Mat dëser Décisioun gëtt de Kritike Rechnung gedroen, dass d'Retenuen am Prisong sinn. D'Gesetz vum 24. August 2007 gëtt dem Bau vun esou engem Centre de rétention déi legal Basis. D'Aarbechte vum Bau sinn och drop an drun, unzefänken.

Dës Regierung huet am Laf vun de leschte Joren zwee wichteg Gesetzter ervirbruecht, déi mir och hei gestëmmt hunn an och laang diskutéiert hunn. Dat éischt ass dat sougenanntent Asylgesetz vum 5. Mee 2006, an dat zweet ass d'Immigrationsgesetz vum 29. August 2008. Dës zwee Gesetzter sinn och d'legal Basis fir d'Rétentioun. Haut stëmme mer also e Gesetz iwwert d'Kreatioun an d'Organisatioun vum Centre de rétention.

Ech wollt perséinlech dem Minister Nicolas Schmit villmools Merci soen, dass hien d'Organisatioun vum Centre de rétention net nëmmen duerch e Règlement grand-ducal geregelt huet, mä dass hien eis e Projet de loi virgeluecht huet.

D'aussepolitesch Kommissioun, déi jo och fir d'Froe vun der Immigration zoustänneg ass, huet sech säit der Diskussioun iwwert d'Asylgesetz och scho mat der Fro vun engem Centre de rétention auserneeegesat.

Mat der Ënnerstëtzung vun eisem President, dem Ben Fayot, a vum Minister Schmit hu mir als Kommissioun am Joer 2006 och zwou Visiten an der Schwäiz gemaach, fir eis do zwee Centres de rétention unzucken.

Gutt un dëse Visité war, dass mir vu Vertrieder vum Immigrationnsministère, vu Leit vu Bâtiments publics, Architekten an och Vertrieder vun den ONGe begleet waren. Mir waren op Zürich an op Genève an hunn do zwee ganz verschidde Konzepter gesinn.

De Centre vun Zürich huet eis allgemeng net zougesot, well eis souwuel d'architektonescht Konzept wéi d'Organisatioun oder - besser gesot - d'Ausrichtung oder d'Philosophie net gefall hunn. Et war wéi en Héichsécherheetstrakt an engem Prisong, wat d'Architektur an d'Organisatioun ugeet.

Genève war vum Bau a vum Konzept total verschidden. Mir sinn zu Genève mat de Retenuen zesummekomm, well si sech do an hiren Unitéite fräi bewege kënnen. Et huet een hei eng gutt a roueg Ambiance virfonnt, grad de Contraire vun deem, wat mer zu Zürich gesinn hunn.

Eis Kommissioun ass och zweemol mat der Kommissioun vun den Travaux publics zesummekomm, a mir konnten do eis Impressiounen vun eisen Experienzen zu Genève deelen a beim Bauprojet matdiskutéieren.

Ech muss soen, dass kee behaapte kann, de Projet vum Centre de rétention wär iwwert de Knéi gebrach. Neen, et ass e Projet, wou d'Chamber vun Ufank u mat abezu war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut Immigrationnsgesetz kann eng Person, déi sech illegal hei am Lang ophält, a Rétentioun kommen. An der Regel handelt et sech ëm Leit, déi ouni gültig Pabeieren oder ouni gültig Openthaltsgenehmegungen hei am Land sinn. Dës Leit ginn a Rétentioun placéiert, fir dann an Urgence Reesdokumente, déi en Éloignement erlaben, ze erstellen.

D'Immigrationsgesetz gesäit eng Durée de rétention vun engem Mount vir. Dës Durée kann dräimol vum Minister verlängert ginn. Dat sinn also am schlëmmste Fall véier Méint maximum.

Laut Asylgesetz kann en Demandeur de protection internationale a véier Fäll a Rétentioun gesat ginn. Éischstens de Fall, wou den Demandeur de protection internationale seng Asyldemande nëmme mat dem Zil gemaach huet, fir en Éloignement ze verhënneren, well hie sech hei illegal ophält. Zweetens, wann den Demandeur refuséiert, mat den Autoritéiten ze kooperéieren, wann et ëm d'Feststelle geet vu senger Identitéit

an och vu sengem Itinéraire de voyage. Drëttens, déi Fäll vun Demandeuren, déi ënner eng Procédure accélérée falen. A véiertens, wann de Placement an d'Rétentioun noutwendeg ginn, fir dass den Transfert vum Demandeur laut dem Dublin-2-Règlement net compromettéiert gëtt.

Et ass eng Tatsaach, dass déi Demandeurs d'asile, déi bis elo bei eis hei a Rétentioun waren, quasi nëmmen därer waren, déi ënnert dee sougenannten Dublin-Transfert gefall sinn.

Wat d'Durée de rétention ubelaangt, déi d'Asylgesetz virgesäit, sinn dat dräi Méint, déi à titre exceptionnel vum Minister all Kéier fir eng Durée maximale vun dräi Méint ka verlängert ginn. Et sinn also am Maximum zwielef Méint. Dat heite sinn d'Délaïen, déi vum Gesetz festgeluecht goufen. An der Praxis ass et awer d'Zil, fir d'Rétentioun esou kuerz wéi méiglech ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, hei awer ervirzesträichen, dass mam Ausland an och mat der Direktiv Retour verglach eis Délaïe kuerz sinn, an dat ass och gutt esou. Mir leien hei menger Meenung no vill besser wéi aner europäesch Länner.

Zum Projet iwwert d'Kreatioun an d'Organisatioun vum Centre de rétention kann ee resüméieren a soen: „Un centre d'orientation humaniste“. Dëst ass och d'Iwwerschrëft vun engem Kapitel a mengem schrëftleche Rapport. Et ass wuel e Centre fermé, mä den Haaptfacteur vum humanistesche Konzept ass d'Haaptsaach, dass d'Retenuë keng Leit sinn, déi e Verbrieche begaangen hunn. Si si just illegal op eisem Territoire. Et ass duerfir enorm wichtig, d'Mënschewürd an och déi fundamental Rechter a Fräiheete vun de Retenuen ze respektéieren. Et ass wichtig, d'Restriktiounen vun den individuelle Fräiheeten op e strikte Minimum ze beschränken. An et ass och wichtig, d'Retenuen ze informéieren a si iwwer hir Rechter opzeklären.

Dëse Projet ënnersträicht och d'Wichtigkeet vun der psychosozialer Ënnerstëtzung vun de Retenuen, an derniewent och e gudd juristeschen a medezineschen Encadrement. Dëse Projet weist och nach op d'Wichtigkeet vun der Fräizäitméiglechkeeten hin, an och den Agencement vun der Raim no spezifische Besoinë fënnt an dësem Projet Nidderschlag.

Retenuë si Leit an enger schwéierer, schwiereger Liewenslag, duerf ass déi psychesch a sozial Ënnerstëtzung jo och den Haaptpillier vun dësem Projet. Bei dësem Projet gëtt eng individualiséiert Prise en charge vun enger pluridisziplinärer a multikultureller Équipe an der Vierdergrond gestallt. Ech si frou, dass d'Auteure vum Projet sech um Modell vu Genève an och un Experienzen aus de skandinavesche Länner orientéiert hunn.

De Projet de loi ass a siwe Kapiteln opgedeelt an en zielt 32 Artikelen. Dat éischt Kapitel mam Titel „Dispositions générales“ beinhalt zum groussen Deel dat, wat ech elo grad iwwert de Concept humaniste erkläert hunn.

Dat zweet Kapitel geet iwwert déi strukturell Organisatioun a seet, dass de Centre a verschidden Unitéite mat verschiddene Sécherheetsmoosnamen agedeelt ass. Persounen oder Familljen, déi vun engem Mineur begleet ginn, séjournéieren an enger extra dofir ausgeriichtener Unitéit an däreren och net wéi 72 Stonnen a Rétentioun gehale ginn.

Dat drëtt Kapitel handelt iwwert d'Organisation fonctionnelle, an do wollt ech iwwert den Artikel siwen aus deem Kapitel soen, dass mer dat als Kommissioun amendéiert hunn an e Punkt 2 bäigesat hunn iwwert déi sougenannten „Personnes vulnérables“. An ech zitéieren dat, do steet dann: «Une attention particulière est accordée à la situation des personnes vulnérables, à savoir les mineurs, les mineurs non accompagnés, les personnes handicapées, les personnes âgées, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs et les personnes qui ont été victimes de torture, de viol ou d'une autre forme grave de violence psychologique, psychique ou sexuelle.» Fin de citation. Mat dësem wichtege Amendement hu mer virun allem och der Haaptkritik vun der Mënscherechtskommissioun Rechnung gedroen.

Dat véiert Kapitel handelt iwwert de Cadre vum Personal. Ech hunn deen Aspekt scho kuerz ugeschwat a kommen herno kuerz drop zrëck, Här President, wann ech lech eng Motioun iwwerreechen.

Duerno ass d'Kapitel fënnf iwwert d'Dispositions budgétaires et financières, d'Kapitel sechs iwwert d'Dispositions modificatives

an d'Kapitel siwe ganz kuerz iwwert den Intitulé abrégé. Dat kënnt Dir am schrëftleche Rapport noliesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn niewent dem Statsrot nach dräi aner Avisë kritt. Ech wëll all deene Leit Merci soen, déi un deem Projet matgeschafft hunn, Merci soe fir hiren Interessi an Asaz. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet Kritiken ausgeschwat, wat déi vill Kompetenzen ugeet, déi dëse Projet de loi dem Direkter vum Centre zougesteet. De Statsrot hat ähnlech Bedenken, an d'Kommissioun huet jo hei och munches amen-deiert.

Interessant war awer och, mengen ech, den Avis vum Collectif réfugiés, dem Lëtzebuerger Flüchtlingsrot. Si hunn iwwregens och vill positiv Aspekter vun dësem Projet ënnerstrach. Haaptkritik war awer vun hinnen, dass an dem Projet näischt iwwert d'Mineurs non accompagnés steet.

Mir hunn an der Kommissioun och dee Punkt e puermol ugeschwat, an déi Responsabel vum Ministère an och de Minister hunn eis gesot, dass et effektiv theoretesch d'Méiglechkeet gëtt, opgrond vun eise Gesetzter also besteet, mä dass si dat als reng theoretesch ugesinn. Den Här Fari Khabirpour, deen als Direkter virgesinn ass, a sän Adjoint, den Här Vincent Sybertz, an och de Minister Nicolas Schmit hunn eis verséichert, dass si keng Mineurs non accompagnés a Rétentioun setzen. Fir d'Mineurë gëtt et aner Mesures de placement, zum Beispill an engem Foyer fir Jonker.

Och d'Mënscherechtskommissioun begreisst an hirem Avis d'Orientatioun vum Projet de loi, mä och si inquietéiere sech ëm de Pouvoir vum Direkter. Hire Haaptkritikpunkt war d'Fro vun de sougenannten „Personnes vulnérables“, an ech hunn lech dat jo virduiru schonn erkläert, dass mer dat mam Artikel 7 amendéiert hunn.

De Statsrot huet a sengem éischten Avis vum 31. Mäerz 2009 zwou Oppositions formelles ausgeschwat. Eng dovunner war zum Beispill, dass den Direkter därer e Régime de détention spécifique fir verschidden Unitéite fixéieren. Domadder ware si net d'accord. Mir hunn deenen zwou Oppositions formelles mat eisen zéng Amendementer vun der Kommissioun selbstverständlech Rechnung gedroen.

Insgesamt huet d'Kommissioun, nieft den Amendementer, eng ganz Rei vun Textpropositiounen vum Statsrot iwwerholl. Den 10. Abrëll hu mir an engem Courier un de Statsrot all dës Ännerunge matgedeelt, a mir hunn him och nach e koordinéierten Text derbäigeluecht. Mir krute ganz schnell eng positiv Äntwert. De Statsrot huet säi positiven Avis complémentaire de 25. Abrëll 2009 ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn lech ufanks gesot, dass d'Bauaarbechten drop an dru sinn unzefänken. D'Capacitéit, déi ursprüngelech fir 120 Leit virgesi war, ass op 87 Plaze reduzéiert ginn. Aus verschiddene klengere Lokaler si grouss Raim entstane fir d'Gemeinschaftsaktivitéiten an der Sport, déi jo an dësem Projet iwwert d'Organisatioun vum Centre eng grouss Roll spillen.

Erlaabt mer nach den Artikel 12 unzeschwätzen, dee seet, dass d'Retenuen net kënnen zu enger Obligation de travail forcéiert ginn. Si kënnen awer, an ech zitéieren «dans les conditions à fixer par le directeur (...), effectuer des menus travaux d'entretien pour lesquels un montant à déterminer par règlement grand-ducal leur est mis en compte». Dëse Montant därer awer och net fënnf Euro d'Stonn iwwerscreiden.

Zum Ofschloss, Här President, wëll ech lech dann och eng Motioun iwwerreechen, déi souwuel d'CSV, d'LSAP, d'DP, DÉI GRÉNG an d'ADR ënnerschriwwen hunn.

» **M. le Président.** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a été largement impliquée dans les discussions sur la création, le fonctionnement et l'organisation d'un Centre de rétention pour étrangers en situation irrégulière;*

- *considérant que la loi du 24 août 2007 autorise la construction du Centre de rétention et que les travaux y relatifs débiteront sous peu;*

- *considérant que le projet de loi N°5947 portant création et organisation du Centre de rétention prévoit dans son article 27 l'engagement, par dépassement des limites fixées dans la loi du 19 décembre 2008*

concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009, de 29 agents pour les besoins du Centre de rétention;

- *considérant l'importance essentielle que revêt la qualité du personnel dans l'optique de l'orientation humaniste du Centre telle que définie dans le projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention;*

- *soulignant la nécessité de disposer d'agents spécialement formés à l'enca-drement des personnes placées en ré-tention administrative dans le Centre et compte tenu des délais nécessaires pour assurer la formation de ces agents;*

invite le Gouvernement

- *d'initier dans les meilleurs délais possi-bles la procédure de recrutement des agents du Centre de rétention aux fins de pouvoir procéder à la formation des agents concernés, pour que le Centre puisse être entièrement opérationnel dès l'achèvement de sa construction.*

(s) Marc Angel, Xavier Bettel, Norbert Haupert, Jacques-Yves Henckes, Henri Kox.

» **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- An där Motioun ginn ech nach an de Con-sidéranten drop an, dass mer eis als Kommissioun laang mat deem Projet hei auserneegesat hunn. Ech rappeléieren d'Base légale fir de Bau vum Projet an och d'Gesetzer, déi d'Rétentioun erlaben. Ech ënnersträichen och besonnesch déi Im-portenz, wat d'Qualitéit vum Personal ube-laangt, dat mer brauchen, fir déi Optik, déi Conception humaniste duerchzeféieren. Duerfir soulignéieren ech och nach an de Considéranté vun der Motioun, dass déi Leit musse speziell forméiert ginn, fir dat Enca-drement, esou wéi mir et wëllen, kënnen ze maachen.

Mir invitéieren dann - all déi, déi d'Motioun ënnerschríwwen hunn - d'Regierung, dass se esou séier wéi méiglech kann ufänke mat de Prozedure fir de Rekrutement vun deenen Agenten, fir dass se kënnen och forméiert ginn, a fir dass, wann de Centre, d'Gebai fäerdeg ass, en och kann direkt operationell ginn.

Här President, ech war de leschte Méindeg de Bloc P2 vum Prisong besichtegen. Dat ass jo dee Bloc, wou am Moment d'Retenué sinn. Ech sinn do ganz gutt empfaang gi vun der Direktioun an och vum Personal, an ech konnt feststellen,...

(Interruptions)

...dass ech do keng Situatioun virfonnt hunn, wéi mer se zu Zürich gesinn hunn, vun Aggressivitéit, vun Onrou, mä et ass roueg vir sech gaangen. Ech mengen, säit deem Feier, dat mer do hate virun zwee Joer, sinn do enorm Efforté gemaach ginn, souwuel vun der Direktioun, mä och vum Personal. An et ass och wichtig, dass déi Leit, déi den Immigrationsminister agestallt huet, fir sech ëm dëse Projet de loi ze këmmere an och fir sech ëm de Centre de rétention ze këmmere, a besonnesch den Här Vincent Sybertz, dass hie ganz vill präsent ass an deem Bloc P2 a vill mat deene Leit schwätzt, fir si deelweis och ze iwwerzeegen, op e Retour semi-volontaire zréckzegräifen.

Dat ass eng Praxis, déi ech begréissen. Do ginn d'Leit, ouni zwee Polizisten, ouni dass déi mussen am Fliger matfléien. Ech mengen, si kréien och dofir bis zu 500 Euro. Dat gëtt de Stat méi bëlleg, wéi wann zwee Agente vun der Police matgeschéckt ginn. Ech fannen dat wierklech eng gutt Praxis, an den Avantage ass och, dass d'Retenuen an hirem Heemechtsland als fräi Mënschen ukommen.

Natierlech ass déi Zomm vu 500 Euro méi kleng wéi déi vun 1.190 Euro fir e Retour totalemente volontaire. De Retour volontaire leeft iwwert de Ministère de la Famille, an d'Rétentioun iwwert den Immigrations-ministère. Ech wollt do eng perséinlech Remarque maachen an en Appel un déi Leit, déi nom 7. Juni un de Koalitiouns-verhandlungen deelhuele, dëser net logescher Aarbechtsopdeeling endlech en Enn ze setzen.

Ech wollt dann och nach eng Rei Mercië soen: Der Madame Isabelle Barra, d'Sekre-tärin vun eiser Kommissioun, déi mat hirer Fläissaarbecht eis Aarbecht erlichtert huet. Si huet eis formidabel Tableau gemaach. E Merci geet och un de Marc Thiltgen vun eiser Fraktioun, an awer och un d'Leit vum Immigrationsministère, den Här Fari Khabirpour an den Här Vincent Sybertz.

Ech erlabe mer awer nach, well dat hei meng lescht Ried ass op dëser Tribün an dëser Legislaturperiod, eng kleng Re-marque: Nodeems mer hei fënnef Joer,

ënner anere ganz ville Sujeten, vill iwwer Asyl, Immigratioun an elo haut de Centre de rétention geschwat hunn, wëll ech emol drun erënnere, wat fir eng Valeur eise Lët-zebuerger Pass huet.

Mir hei zu Lëtzebuerg an och all aner Europäer huele den Pass aus dem Tirang, wa mer op d'Rees ginn. Mir vergiessen awer, dass dee Pass och heescht, dass et e Land gëtt, wou mer doheem sinn, dass et e Land gëtt, wou mer wëllkomm sinn, an dass et e Land gëtt, dat eis wëllt a wou mer këne sécher a gutt liewen. Net all Mënschen op dëser Welt hunn déi Chance wéi mir Eu-ropäer, op engem demokrateschen a räiche Kontinent ze liewen, wou Rechtsstaatlech-keet groussgeschriwwe gëtt a wou mer eis fräi iwwert d'Grenze bewege kënnen.

Dat alles gesot, soen ech lech all Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der LSAP zu dësem Projet.

Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Här Angel. Dann ass als éischt Riednerin age-schríwwen d'Madame Stein-Mergen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Martine Stein-Mergen** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, deem ausféierleche schrëft-lechen a mëndleche Rapport vum Kolleeg Marc Angel, fir dee mer him am Numm vun der CSV-Fraktioun wëlle Merci soen, kann ee just nach e puer Remarquë bäiflécke fir déi wesentlech Aspekter, déi ons an dësem Gesetz interesséieren.

Et ass fir ons eminent wesentlech, dass an der Zukunft d'Mises à dispo oder d'Me-suren, wéi se zu Schraasseg genannt ginn, vun de Prévenuen an den Détenué getrennt ginn. An zwar ass dat nach méi wichteg, wéi d'Détenuen an d'Prévenuen ze trennen, obwuel all déi Leit, déi Kontakt mat deene Milieuen hunn, och mat Ongedold dorop waarden. Mä dee Projet ass op engem anere Ministère an och um gudde Wee.

Et gëtt vill am Rapport an an den Avisé vu mënschlecher Dignitéit geschwat. Et ass och wichtig, mä ech wëlt awer emol drop hiweisen als Acteur um Terrain, an ech géif drop wëllen insistéieren, dass och bis elo, an nach fir déi Zäit bis de Findel fäerdeg ass, och fir déi aner Kategorië vun Insassen zu Schraasseg all Efforté gemaach ginn, fir hir mënschlech Dignitéit ze gewähr-leeschten, ze respektéieren an ze schützen. Och zu Schraasseg an elo ginn déi kulturell, ethnesch, reliéis a philosophesch Spezifis-sitéite vun deene Persoune respektéiert.

Déi wichtegst Ursach, dass de Projet soll virугоen, ass villméi, dass déi Persoune, déi ënner eng vun deenen am Gesetz ge-nannte Mesuré falen, besser raimlech vun deenen anere Kategorië Persoune zu Schraasseg getrennt ginn, an awer och, dass se vun anere Professionellen en charge geholl ginn, wéi dat zu Schraasseg de Fall ass. Ech mengen domat net onbe-déngt oder net nëmmen eng aner Kategorie vu Professionellen, mä wierklech aner Per-soune, well déi, déi dagdeeglech mat méi oder wéineger schwéiere Verbriecher ze dinn hunn, den Ënnerscheid vläicht net ëmmer kënnen maachen. Net jiddwereen ass amstand, deen iwwer laang Joren, iwwer Méint an iwwer Joren ze maachen.

Ech wëll awer och hei soen, dass et der Direktioun vum Prisong gelongen ass, eng Equipe op de Bloc P2 ze setzen, déi deen Ënnerscheid ganz gutt kennt an déi sech bewosst ass, mat wem se et ze dinn huet. D'Équipe vum Bloc P2 mat hirem Chef Jerry Fischer ass mat vill Engagement an an enker Zesummenaarbecht mat de Servicer vum Immigrationsministère, mam Här Vincent Sybertz, scho säit enger ganzer Zäit amgaangen, dësen Ënnerscheid ze fest-egen. Dofir droe mir wuel déi Motioun mat, déi Dir an der Kommissioun decidéiert hutt, mä ech géif awer wëlle soen, dass déi Saach scho souwisou um Lafe wier.

De Succès vun deenen an dësem Gesetz préconiséierte Moosname steet a fält näm-lech mat deene Kontakten, déi tëschent de Mesuren an deem encadréierende Personal bestinn, mat deem géigesäitege Respekt, mat deem si matenaner ëmginn, mat deem Engagement an där Iwwerzeegung, déi si fir hir Aufgab matbréngen. Et ass natierlech och besser, d'Retenuë raimlech vun deenen anere méi ze trennen, well si léieren och net ëmmer nëmme gutt Saachen zu Schraasseg.

Mir hunn hei zu Schraasseg och e Beispill vu positiver Diskriminatioun, nämlech déi vun de Fraen. Si kommen de Moment net dohinner, well et am Bloc F net méiglech ass, si raimlech ze trenne vun deenen

aneren. Leider wäert dës „Ongläichbehand-lung“, tëschent Guillemeten, dann och en Enn hunn, wann de Findel bis fäerdeg ass. Deen Environnement, deen um Findel wäert geschafe ginn, ass sécher méi géeegent derfir, déi Betreffen ze iwwerzeegen, de Wee an de Fliger unzetrieden. Dozou bäidroee wäert den Accueil, dee si do kréien, an deen éischte Moment ass oft dee wichtigsten, an och dee psychosozialen Encadrement, dee virgesinn ass.

Erauszesträichen ass sécher och d'Méig-lechkeet, dass déi ONGen, déi sech scho méi laang op eng exemplaresch Aart a Weis ëm d'Retenuë këmmere - d'Retenuen erënnert mech nach ëmmer u meng Schoulzäit, mä ech mengen natierlech déi Leit, déi an der Mise à disposition an zu Schraasseg sinn -, méi en einfachen Accès wäerten an de Centre hunn, well d'Sécher-heetsmoossnamen, déi zu Schraasseg erfuerdert sinn, net am selwechte Mooss um Findel néideg sinn an dofir och net virgesi sinn.

En anere wichtigen Aspekt vun der Ënner-bréngung um Findel ass dee vun der Beschäftegung. Et ass jo esou, dass een dann, wann een dagauss dagan op engem Prisongblock ronderëm hänkt a sech net wierklech beschäftigt kritt, méi einfach op domm Gedanke kënnt, wéi Matratzen a Brand stiechen oder Kläppereien organi-séieren. Streidereien tëschent Persoune oder verschiddenen Ethnië sinn esou de Moment, wann zwar net alldéeglech, leider awer dach net ëmmer ze verhënnere. Hei wäert et also wichteg sinn, dass innerhalb vum neie Centre d'Sträithinn kënnen op deenen ënnerschiddlechen Unitéite ge-trennt respektiv verdeelt ginn.

Aus ähnlechen Ursaache gëtt et momentan eng Kategorie Retenuen am Prisong, also am CPL, déi net op de P2 kommen, näm-lech déi, déi hir Strof ofgesiess hunn an déi vum Statut vum Détenu zréck an dee vun der Mesure de placement kommen. Dës Leit hunn nämlech oft eng Aarbecht, an dat geet de Moment um P2 net, an och eng Rei aner Facilitéiten, esou wéi all Dag Sport, wou se net gär wëllten drop verzichten. Op den Dag vu göscht waren et der dräi, déi net um P2 waren, déi léiwer op deenen anere Bléck bei de Strofgefaangene bliwwe sinn, wat jo awer op eng Gesamtzuel vun acht Mesuren net näischt ass. Dofir wäert och um Findel Wäert geluecht ginn op d'Be-schäftegung vun den Insassen. Et gëtt Projeten an Infrastrukturen, ënner anere-m op sportlechem a kulturellem Plang.

D'CSV mécht sech natierlech och Suergen ëm d'Kärstéck vun deem Gesetz. Ons Suerg dréit ëm déi Sécherheet, déi mer um Findel brauchen, ouni a Konflikt ze komme mam Respekt vun der Fräiheet an de Rechter vun dëse Mënschen. Dat heescht, wéi wäit muss een d'Restriktioun vum der Fräiheet a Kaf huele, ouni ze vill u Sécher-heet opzeginn? Dat ass dee Spagat, deen et gëllt fäerdeg ze bréngen. Et wäert sécher net ganz ouni Restriktiounen goen, de Rapporteur huet et scho gesot, mä ech mengen, déi Formulatioun, wéi se an der virleiender Versioun am Artikel 3 proposéiert ass, ass déi richteg.

De Findel brauch a sengem Fonction-nement eng Rei Regeln, un déi déi betrafte Persoune sech missten halen, an zwar esou wäit wéi si selwer musse geschützt ginn, wéi d'Personal, dat si encadréiert, muss geschützt ginn, an dass se net dierfen d'Material, dat hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, détérioréieren, esou wéi alt emol heiandsdo eng Zell am Prisong demoléiert gëtt, ouni dass kéinten Disziplinarmoos-name geholl ginn.

De Conseil d'État huet a sengem Avis complémentaire vum 28. Abrëll nach eemol kritiséiert, dass et schwammeg géif bleiwen, wat fir Verhale sollen, mussen oder kënnen ze esou Moosname féieren. De Projet de règlement grand-ducal, dee mer göschter vun de Servicer vum Ministère zougestallt kruten, fixéiert awer elo eng Rei vun deene Regeln, un déi d'Insasse sech ze halen hunn, an där hiert Netanhale kéint zu esou Disziplinarmoosname féieren.

D'CSV-Fraktioun ass och hei der Meenung, dass d'Uwendung vun dëse Moosname steet a fält mat der Kompositioun, der Qua-litéit an dem Engagement vum Personal. Dofir sollt een där neier Equipe elo emol eng Chance ginn, fir sech mat dëse Regeln ausenanerzesetzen, a gegebenenfalls kann een esou e Reglement, dat, mengen ech, och nach net definitiv ass, erëm op de Leescht huele, wann dat néideg ass.

Dat proposéiert Reglement regelt den deeglechen Oflaf vum Liewen am Centre de rétention, d'Detailer, vun Dag zu Dag, och wann et där Deeg net vill sinn, an et fanne sech hei eng Rei Avantageen op déi aktuell Séjourn am Prisong: méi einfach Visiten,

méi einfachen Accès zur Kommunikatioun, eng méi korrekt Privatsphär, en Zesumme-bleiwe vun de Familljen net ze vergiessen. Am Reglement sinn eng Rei Detailer, déi een nach vläicht mat den zukünftege Ver-antwortlechen an deene verschiddenen Domänen eemol misst diskutéieren. Souwäit ech weess, ass dat och virgesinn.

Eng lescht Remarque betrëfft de personelle Kader, dee virgesinn ass. En ass grouss-zügeg ugeluecht, an et wäert hei awer och wichteg sinn, d'Sécherheetspersonal an d'Gardienen net ze kuerz kommen ze loossen. Och dat ass eng Suerg vun de Betreffenen. Ech erkläre mech.

Ech hat virdrun erzielt, dass et eng Rei vun Détenué gëtt, déi iergendwann zu Mesuré ginn, wa se hir Strof ofgesiess hunn. Et gëtt leider op där anerer Säit awer och ëmmer erëm an Eenzelfäll Mesuren, déi entlooss ginn, an dann herno fir d'éischt als Prévenu, dann als Détenu erëmkommen, well si am Kontakt mat hiren neie Kolleegen Tricke geléiert hunn, fir méi schnell zu Geld ze kommen, wéi dat an der Legalitéit méiglech ass.

D'Populatioun ass duerch d'Bank, mä eben net ëmmer, harmlos. An da muss een deene Leit nogelauschtert hunn, fir ze wëssen, wat Verschiddener vun hinne schonn alles hu missen dréien, fir aus deene Länner, wou se hierkommen, aus Afrika, aus Brasilien, iwwerhaupt bis an Europa ze kommen.

Dat betrëfft déi, déi hire Pass iergendwou ënnerwee aus dem Zuch oder dem Schëff geschmass hunn, déi, déi vu sech be-haupten, si wäre Mineuren an dofir emol fir d'éischt mussen eng medezinesch Pro-zedur duerchlafen, fir hire Knachenalter festzustellen. Et betrëfft virun allem d'Du-bliner, net déi Band, déi an Irland relativ bekannt ass, mä déi, déi, wéi de Marc Angel gesot huet, nom Dublin-2-Ofkommen, fir déi hei bei ons en anert Land an der Europäescher Communautéit zoustänneg ass an déi esou relativ séier och erëm kënnen an dat Land zréckbruecht ginn.

Si stelle souwisou d'Majoritéit vun de Me-suren a si sinn och déi, déi méi schwéier ze iwwerzeege sinn, erëm dohin zréckzegoen, wéi déi Leit, déi erëm an hiert eegent Land rapatriéiert kënnen ginn.

Mir sinn also als CSV-Fraktioun der Meenung, dass, wann ee Land sech Moyenë gëtt, a si sinn net onbeträchtlech, eng Rei vu Leit a gewësse Situatiounen enger administrativer Rétentioun zouze-féieren, dass dann awer och déi Moyenë mussen opbruecht ginn, fir si do ze be-halen, soss kann ee sech dat nämlech spueren.

Aus dësem Grond muss wuel fir dee psy-chosozialen Encadrement gesuergt ginn, mä awer och fir d'Iwwerwaachung vun der Anlag an de Schutz vun deenen aneren Insasse respektiv vun dem Personal, an zwar duerch genügend Gardienen an eng Ofsécherung vun, zum Beispill, Transporten duerch d'Police. All aner sozioprofessionell Kategorien, an ech géif elo déi mede-zinesch a paramedezinesch mat abe-rechnen, sinn net géeegent, beruff oder be-fugt, esou eng Roll ze iwwerhuele.

Et solle souwisou nëmmen esou Leit an d'Rétentioun kommen, an dat ass och esou virgesinn, wou eng reell Chance besteet, dass si a kuerzen Délaie kënnen zréck-gefouert ginn. Et handelt sech kloer net ëm eng Beugehaft; dat gëtt och elo esou ge-handhaabt, an déi allermeescht Mesuré sinn och haut d'accord mat hirer Zréck-féierung. Dat gëtt illustriert duerch eng Durée moyenne de séjour vun ongeféier engem Mount.

D'CSV-Fraktioun begréisst also am Résumé dëst Gesetz, wat dem Bauprojet Findel dat néidegt Liewe gëtt. Dofir ginn ech hei och den Accord vun onser Fraktioun. Mir wënschen zum Schluss där neier Equipe, déi dëse Pro-jet wäert animéieren an encadréieren, an déi jo scho méi laang an de Virbereedungs-aarbechten ass, eng gutt Händchen a vill Satisfaktioun bei hirer Aufgab.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. le Président**.- Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Bettel.

» **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Merci, Här President. No dësen zwee Rapporte brauch ech jo net nach eng Kéier an den Detail ze goen. Ech wëll awer just hei verschidde Punkte soulevéieren.

Den éischten ass, ech si jo bekannt fir, wa mer eppes net passt, da soen ech et. Mä wann eppes Guddes gemaach gëtt, fannen ech, dass een et och soll soulevéieren.

Ech muss lech soen haut, dass mä Luef fir de Minister Schmit hei en éierleche Luef ass. Wann ee gesäit, wéi dëse Centre de rétention gebaut gëtt, da kann ee sech freeën. A wann een de Résumé gesäit, dee mir gemaach kritt hunn iwwert d'Retenuen, wou drasteet: «Le centre accueille deux populations distinctes: les étrangers qui lors d'un contrôle de police sont détectés comme étant en séjour irrégulier au pays ou qui sont connus pour être en séjour irrégulier au pays et» - déi Zweet - «les demandeurs d'asile qui soit sont placés afin de ne pas compromettre leur transfert dans un État membre de l'Union européenne responsable du traitement de la demande, soit sont déboutés de leur demande d'asile et refusent de quitter le Luxembourg.»

(*Interruption*)

Här President, bis haut... Dat dote sinn déi zwee Kritäre vun deene Leit, déi do an dee Centre de rétention kommen.

Sinn dat Krimineller? Sinn dat Leit, déi verdéngt hunn, an e Prisong ze kommen? Sinn dat Leit, déi hanner Barreaunen dee ganzen Dag mussen agespaart sinn? Sinn dat Leit, déi mat Handschelle mussen traitéiert ginn?

Esou ass bis haut d'Immigratiounspolitik an d'Politik vun den Déboutéierten hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. An dat geet net.

Ech muss lech soen, dass et en anere Stil ass, deen den Här Schmit huet, wéi de Prédecesseur, de Minister Frieden. An ech ka mech nëmmen driwwer freeën. Déi Leit hunn näischt anescht ers gemaach, wéi vläicht net déi richteg Pabeieren ze hunn, net dee richteg Statut, an engem Land ze sinn, wou se dann eben déboutéiert gi sinn, mais ça n'en fait toujours pas des criminels.

An haut ass vun, ech kéint bal soen, „wishful thinking“ hei vum Rapporteur gesot ginn, dass elo gläich géif ugefaange gi mat bauen. Ech hunn dat schonn héiere viru Jore mat Dräibur, dat géif och elo gläich ugefaange gi mat bauen. Ech gesi just, dass Dräibur haut nach ëmmer net op ass an dass d'Mineuren nach ëmmer am Prisong sinn.

(*Interruptions*)

Ech soe just, dass d'Mineuren haut nach ëmmer am Prisong sinn, Madame Buergermeeschtesch. Déi sinn nach ëmmer am Prisong. An et ass net déi Plaz am Prisong. An ech gesinn, dass haut déboutéiert Demandeurs d'asile och nach ëmmer am Prisong sinn. An dat ass net déi Plaz fir déi Leit.

Ech hu virdru gesot, ech géif Luef ginn, wann e méitéiert wier. Dowéinst hunn ech dat gemaach. Dofir eng kleng Klammer, well leider, Dir héiert et och nach u menger Stëmm, wor ech krank, a gëschter hätt ech och gären zum Stalkingsgesetz geschwat, fir och ze soen, ech hätt gären dozou eppes gesot an dem Claudia Dall'Agnol Merci gesot fir déi ganz Initiativen, déi et an deem dote Sujet geholl huet.

(*Brouhaha*)

» **M. le Président**.- Här Bettel, Äre Message ass ukomm. Kommt elo nees bei de Projet.

» **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Zum Projet hei, Här President, muss ech lech soen, dass et wichteg ass, dass och d'Majoritéit awer en oppent Ouer huet fir d'Oppositoun.

Ech muss lech soen, dass an deem heiten Text de President Fayot an och de Minister Schmit bewisen hunn, dass Iddien, déi d'Oppositoun proposéiert huet, gutt waren an och déi ugeholl hunn. An dat huet den Här Goerens a mech selbstverständlech vill gefreet. Ob dat ass iwwert d'Traitement, wéi dat Ganzt sollt ginn, iwwert d'Droits vun der Défense an iwwert d'Prozedur, wéi déi Leit dohannen och traitéiert ginn.

Ech muss lech soen, et si verschidde Saachen. Hei geet et iwwert d'Organisation structurelle, iwwert d'Organisation fonctionnelle an d'Agente vum Centre.

Fir d'éischt iwwert d'Organisation structurelle: Hei ass et immens wichteg, dass d'Koppelen och kënnen als Koppel do sinn. Wann ee jo gesäit, am Prisong gëtt et dat jo och nach net. Do gëtt et och kee Raum, wou ee kann eng méi intim Relatioun hunn. Dat heescht, wann Der dräi Méint als Koppel agespaart gitt. Hei huet een awer d'Méiglechkeet, als Koppel och nach zesummenzeliewen. Am Prisong haut gëtt et dat selbstverständlech net. Mä et dierf een och net. Zum Beispill eng Relation sexuelle am Prisong ass haut net méiglech hei; et ass en Tabuthema. Ech weess, dass ganz vill Leit da wäerten hei sech opreegen, wann een esou Sujeten upeekt. Mä dat ass och wichteg, dass een, wann een als Koppel do ass, och dierf als Koppel weider liewen.

De Pacs ass unerkannt ginn. Mir wollten als Kommissioun am Ufank e bësse méi wäit goen, well d'Kritäre vum Pacs hei zu Lëtzebuerg jo zimlech restriktiv sinn, mä dat hu mer och net duerchkritt.

Iwwert d'Prozedur, wéi d'Leit erakommen a wéi d'Aktivitéite gemaach ginn, kann een och nëmme luewen, dass déi Leit fräiwëlleg kënnen eng Aarbecht huelen, fir dann och e puer Sou ze verdéngen. An et ass och virun allem e Respekt vis-à-vis vum Mënsch do, vis-à-vis vu sengen Traditiounen, vis-à-vis vu senger Relioun, vis-à-vis vu sengen Habituden. An dat ass och eppes, wat hautdësdags op jidde Fall net garantéiert ka ginn.

(*M. Lucien Weiler reprend la Présidence*)

An da schlussendlech, Här President, iwwert d'Agente vum Centre. Mir hunn och dës Motioun ënnerschiwwen. A mir wiere frou, wann de Minister och kéint d'budgetär Moyerë kréien, fir d'Personal anzustellen, fir dass, soubal wann dee Centre opgeet, och d'Personal déi richteg Formatioun huet a kann dann och ufänke mat schaffen.

Wéi gesot, Här President, et ass net üblech, dass jo hei vun der Oppositoun Luef kënn. Wann e Luef kënn, da soll et och justifiéiert sinn. An ech mengen, dat heiten ass fir mech e Projet de loi, deen an déi richteg Richtung geet.

Ech hu just virdru gesot, dass nach näischt gebaut ass. Et soll ugefaange gi mat bauen, do si mer ganz averstanen. Mä dee richtigen Dag, wou mer eis kënnen freeën, dat ass, wann haut an deem räiche Lëtzebuerg kee Mineur méi an deem Prisong ass a keen Demandeur, deen déboutéiert ginn ass vun enger Demande d'asile.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!

» **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Mir wäerten och dëse Projet stëmmen.

» **M. le Président**.- Merci, Här Bettel. Dann huet den honorabelen Här Félix Braz d'Wuert.

» **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*).- Merci, Här President. Déi Leit, ëm déi et bei dësem Projet de loi geet, si Leit, déi am Moment an zënter laange Joren - net individuell, mä déi dote Kategorie vu Leit - am Centre pénitentiaire zu Schraasseg sëtzen. Dat geschitt zënter 1972 opgrond vun der Loi Schaus vun der Mise à disposition du Gouvernement. Mä zënter '72 stoung och an deem Gesetz, dass se missten an engem Lieu approprié ënnerbruecht ginn. Mat „Lieu approprié“ konnt am Gesetz net de Prisong gemengt sinn, well dann hätt een dat e Prisong genannt. Deen Term kenne mer an anere Gesetzer, dofir konnt et net de Prisong gewiescht sinn, dee gemengt war deemools an der Loi Schaus.

Trotzdem ass dee Lieu approprié vun der Loi Schaus vun 1972 bis haut am Joer 2009 nach ëmmer näischt anescht hei zu Lëtzebuerg wéi de Prisong zu Schraasseg. Zënter 37 Joer ass e Lieu approprié fir eng Rétention administrative zu Lëtzebuerg de Prisong. Do, wou Leit sëtzen, déi e Verbriche begaangen hunn.

Déi Leit hei, déi am Fong just ënner eng Kategorie vu Gesetzer falen, déi mat der Awanderung ze dinn hunn, déi Leit hu par ailleurs an aller Regel näischt verbrach, kengem eppes gedoen. Si gi just um Enn vun hire Prozeduren aus dem Land ausgewisen. An zënter 37 Joer späre mer déi dote Leit ënner Konditiounen zu Schraasseg an, déi näischt ze dinn hu mat deem, wat een deene Leit ka virwerfen.

De Centre de rétention hu mir als Gréng och dofir matgestëmmt. Mir haten eng Rei vu Bedenken, mä mir hunn trotzdem gesot, dass et wichteg wier, dass et eng Struktur

géif ginn, eng aner wéi de Prisong hei zu Lëtzebuerg, déi och en aneren Traitement vun deene Leit géif an Zukunft erlaben.

Mir hate bemängelt deemools an der Hauptsach zwou, dräi Saachen.

Déi éischt war, dass mer d'Gréisst bemängelt hunn, well mer gesot hunn: „An eiser Logik ass de Centre de rétention, laanscht dee mer net ganz kënnen kommen, well soss bleift eis just de Prisong; dat wollte mer och net méi hunn. Et muss awer kloer sinn, dass et d'Ultima ratio ass.“ Mir mussen eis un deenen inspiréieren, déi et fäerdeg bréngen an där doter Matière, fir d'Politik esou ze organiséieren, dass se mat engem strikte Minimum vu Rétentioun eens ginn.

Mir waren eis mat der zoustänneger Kommissioun, de Minister hat eis do bei deene Reesen och begleet, zwee Beispiller an d'Schwäiz ukucken; eent op Genève an eent op Zürich. Dat Züricher war e gutt Beispill dofir, wéi een et net soll maachen. Dat Genève Beispill war e gutt Beispill dofir, wéi een et soll maachen.

Mir hunn och duerno, an dat huet de Minister och mat ënnerstëtzt, eis ugelehnt un dat, wat zu Genève gemaach gëtt. Mir hunn och mat deene Leit selwer Kontakt gehat, fir eis un hinne kënnen ze inspiréieren, well déi et effektiv fäerdeg bréngen, mat engem Minimum nëmme vu Rétentioun an där doter Matière hir Politik an hir Gesetzer applizéiert ze gesinn.

Dofir war dee Projet eis ze grouss. Eis Suerg war: Bei där doter Gréisst vu Projet induzéiert dat och eng gewëssen Utilisation. Wann een déi Strukture bis huet an och déi Leit bis huet, jo gutt, dann, dans le doute, benotzt ee se vläicht och heiansdo do, wou ee se soss vläicht net benotzt hätt. Ouni iergendengem wëllen eppes ze ënnerstellen, kann een et awer net vun der Hand weisen, dass déi dote Gefor besteet.

Dofir si mer frou elo ze constatéieren, dass, wat d'Gréisst vum Centre betrëfft, d'Regierung zënter dem Vote vum Projet e bëssen zréckgeschrauft huet, d'Capacitéite reduzéiert huet. Dat läit an der Logik vun eiser Kritik beim Vote vum Projet. Dofir kënnen mer dat nëmme begreissen.

Gläichzäiteg begrëisse mer och, dass d'Zuel vu Leit, déi do soll schaffen, eropgesat gëtt, fir wierklech eng seriö Betreierung à tous les niveaux et sous tous les points de vue kënnen ze garantéieren.

Woubäi mer och do awer déiselwecht Remarque wëlle soen: Och wa mer d'Gréisst reduzéiert hunn, an och wa mer elo genuch Personal hunn, fir dat anstänneg ze maachen, muss et dobäi bleiwen, dass d'Aspären am Centre de rétention no aller Méiglechkeet muss évitéiert ginn. Et muss all aner Variant épuiséiert ginn, ier ee seet: „Do ass definitiv keng aner Léisung méiglech. Déi dote Leit ginn eben an de Centre de rétention.“

An da muss dat och nach fir esou eng kuerz Zäit wéi nëmme méiglech sinn, wann een d'Rétentioun mécht, an dann och nach ënner Konditiounen, déi esou mënschewierdeg wéi méiglech solle sinn.

Dat ass déi Approche, déi DÉI GRÉNG verteidegt hunn. Dofir menge mer och, dass d'Entwécklung elo e bëssen an eis Richtung geet. Mä mir mussen duerno an der Praxis ofwaarden, wéi sech dee Projet do definitiv wäert entwéckelen.

Ee Punkt, dee fir eis wichteg war, dat war dat, wat mer elo mam Gesetz haut maachen, dass mer eng ganz Rei vun de Regele vum Centre net nëmmen an e Règlement grand-ducal oder en Arrêté ministériel géifen aschreiwen. Dat war eng breet gedeelte Meenung, dass ee sollt e Gesetz maachen iwwert d'Notzung vum Centre, net nëmme fir de Bau vum Centre, wéi mer et gemaach hunn, mä och iwwert d'Notzung selwer vum Centre. Dass also déi Regeln an aller Transparenz am Parlament sollte kënnen diskutéiert ginn an dass déi Regeln net nëmmen um Niveau vun der Exécutive sollten etabliert ginn.

Där Iddi huet och de Minister sech verschiwwen an en huet och e Projet op de Wee bruecht, dee mer haut hei zur Ofstëmmung hunn. An dofir, mengen ech, och vun eiser Sait e Merci un de Minister Schmit, dass mer deen dote Wee gewielt hunn, an net de Wee nëmme vum Arrêté oder vum Règlement grand-ducal.

Ee weidere Punkt, deen eis wichteg ass, dee mam Gesetz net definitiv an endgültig beäntwert gëtt: Mir sinn der Meenung, dass Kanner, Mineuren näischt do verluer hunn, non accompagné oder accompagné. Dat hu mer an där Konsequenz net am Gesetz beschriwwen. Mir hoffen, dass d'Praxis et awer da wäert maachen, dass mer probéieren, wierklech vun deem Grondprinzip do net ofzeréckelen, dass Kanner net age-

spart gehéieren. Erwuessener och net. Et ass och bei hinnen d'Ultima ratio.

Mä besonnesch bei Mineure muss dat ganz einfach d'Politik sinn, zu där et keng Ausnahm sollt ginn. Mineure gehéieren net agespaart, och net an engem Centre de rétention, dee modern wier an dee géif no moderne Regele funktionéieren.

Mir halen et och fir wichteg, dass do am Alldag vun deem Centre no Méiglechkeet eng gewëssen Oppenheet an Toleranz muss gëllen. Wat eis guer net iwwerzeegt huet, dat war dee Modell vun Zürich, dee mer besiche waren, well deen drop gebaut huet, dass een alles misst vuneneen trennen, dass een de Leit all Initiativ praktesch misst ofhuelen an dass ee misst bestëmmte Gruppe vu Leit onbedéngt vuneneen ewech gehale kréien, Leit mat verschiddene reliéisen Hannergrënn, ethneschen Hannergrënn an esou weider konsequent ze trennen.

Mir halen et éischter mat deem Modell, dee mer zu Genève gesinn hunn, déi de Contraire gesot hunn, déi gesot hunn: „Déi Leit, fir déi Zäit, déi se hei verbréngen, sinn en Deel vun enger Communautéit, der Communautéit vum Centre, an all déi Leit sollen Hiert dozou bäidroen, dass eng bestëmmten Atmosphär an esou weider konsequent a si mussen am Alldag matenaner konfrontéiert a si mussen am Alldag matenaner eens ginn.“

Dat heescht, zu Genève ginn déi Leit guer net cloisonnéiert an do ginn déi Leit och guer net déresponsabiliséiert. D'Leit mussen am Centre wéi Mënsche behandelt ginn a sech selwer och een deen anere wéi Mënsche behandeln, an dofir gi se och net vunenee getrennt, mä si ginn am Alldag matenaner konfrontéiert a si mussen am Alldag matenaner eens ginn.

Si dierfen och dofir selwer kachen. Do kréie se net dräimol den Dag en lesse geliwwert, mä si mussen oder si dierfe sech selwer kachen, dat, wat si gären iessen, wëssend, dass dann do Messeren am Spill sinn, wa gekacht gëtt. Do sinn zu Genève déiselwecht Angshten diskutéiert gi virdrun. D'Gefor vun Iwwergrëffer, vu Panikreaktiounen, vu Kuerzschlussreaktiounen.

D'Praxis vu Genève weist awer, dass et funktionéiert. Wann een d'Leit wéi Mënsche behandelt a wann ee se wéi Mënsche respektéiert, da behuele se sech och wéi Mënschen. Genève féiert dat vir. An dat ass dee Modell, dee mir och gären hätten. Eng Oppenheet an eng géigesäiteg Mënschlechkeet am Centre, déi einfach den Alldag soll sinn, an dofir ass e besonnescht Aemierk och op de Rekrutement ze geheien.

Mir hunn eng Motioun, déi duerno zur Ofstëmmung kënn, déi mir och ënnerstëtzen, fir méiglechst fréi mat deem Rekrutement unzefänken, fir dass déi Leit och, ier se déi éischte Kéier do musse schaffen, Zäit haten, sech och mat där fir si neier Welt ofzeginn.

Mä et ass och wichteg, dass mer gutt oppassen, wie mer huelen. Net just wéi een Diplom dass se hunn, dat gehéiert dozou, mä wéi ee Parcours se och haten. Ech hunn nach genee am Ouer d'Wierder vum Direkter vu Genève, dee gesot huet: „Ech hunn no aller Méiglechkeet probéiert, d'Leit net ze rekrutéieren, déi aus dem Milieu carcéral komm sinn. Et ass e schwierege Milieu. Et ass en aneren Émgang hei verlaangt.“

An en huet virun allem och gesot: „Ech hu probéiert, Leit ze rekrutéieren, déi an hirer eegener Biographie och emol schonn eng Kéier e Broch haten. Ech hu probéiert, Leit ze évitieren, déi lineär duerch d'Liewe komm sinn, déi ni eng Schwieregkeet begéint hunn, deenen ni eppes schifgaang ass, déi ëmmer nëmme Succès haten, well déi kee Verständnis développéiere fir Leit, déi selwer Bréch an hirer Biographie hunn, déi Leit, déi am Centre eventuell herno endegen.“

Dofir huet den Direkter gesot, dat ass e wichtige Punkt gewiescht, an e wär vu ville Säiten ënner Drock gesat ginn, fir awer anescht ze rekrutéieren. En hätt sech missen ëmmer nees do dergéint wieren, an en huet wierklech opgepasst, Leit ze rekrutéieren, déi selwer verstinn, wann engem Mënsch eppes net richt geréit, dass en dofir Verständnes huet an net just Mépris oder Iwwerleeënheet dee Moment emfënn, mä dass een déi Leit wierklech ka verstoen, wa se e Broch haten.

» **Une voix**.- Très bien!

» **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*).- An dat soll beim Rekrutement onbedéngt och hei zu Lëtzebuerg, och wann en da soll fréi ufänken, berücksichtegt ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass am Centre d'Visiten, d'Kontakter esou breet wéi

nëmme méiglech sollen erlaabt sinn. Dat ass wichteg. Et ass och esou ugeduecht. Mä mir ënnersträichen dat ausdrécklech, dass mer eis dat esou virstellen.

Eng Kritik, déi vun enger Rei Leit formuléiert gi war, dat war dee ville Pouvoir, deen den Direkter a sâin Adjoint solle kréien. Mir wëssen, wien Direkter soll ginn. Et ass eng Persoun, ech mengen, déi an der Kommissioun op eng breet Zoustëmmung trëfft, déi e Kredit huet u Vertraue bei de Membere vun der Kommissioun. Mä natierlech ass et besser, wann ee Reglementer huet, déi och onofhängeg vun der Persoun all Garantië bidden.

Mir hunn an der Kommissioun och dofir zu-mindest eng Voix de recours geschaf, contrairement zum initialen Text, virum Verwaltungsgericht, fir do och e bësse méi e kontradiktorecht Element eranzekréien. Mä deen dote Punkt ass mat Sécherheet een, deen ee ganz enk muss suivéieren, a wou mer relativ fréi sollen als Chamber mat der Regierung zesummen e Bilan maachen a kucken, wéi grad deen dote Punkt sech entwéckelt, ob tatsächlech am Alldag dee ville Pouvoir iwwert déi Leit, deen d'Direktioun huet, sech bewährt oder net.

An nach eng Kéier: Domat wëll ech näischt gesot hunn iwwert déi Persoun, déi designéiert ass, fir Direkter ze ginn, déi och eist Vertrauen huet. Mä et stëmmt, dass se zimlech breetgestache Pouvoiren huet. An dat soll een enk am A behalen an och bilanzéieren.

Dat gesot, brénge mir als Gréng eis Zoustëmmung zu dësem Text opgrond vun deenen dote Grënn. Mir wënschen all deenen, déi am Centre ze schaffe kréien, eng glécklech an och eng mënschlech Hand, a mir bréngen och schonn eis Zoustëmmung zu der Motioun.

Ech soen lech Merci.

►►► **Une voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Braz. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

►►► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een décidéiert huet, e Centre de rétention ze bauen, ass et natierlech och ganz logesch, dass een dann awer och muss d'Personal rekrutéieren an déi ganz Organisatioun vun esou engem Centre de rétention duerchzéien, wat jo och hei de Sënn an Zweck vum Gesetz ass. Ech wollt dem Rapporteur, dem Marc Angel, villmools Merci soen. En huet ons hei eng ganz gutt Introduktioun ginn.

Wourëmmen geet et hei? Ganz einfach, mir sinn an enger Situatioun, wou elo en Demandeur d'asile entweder am Prisong ka sëtzen, oder e kann an enger privater Wunneng iergendwou sinn, mä e kann awer fräi zirkuléieren, oder e muss iergendwéi an en Heim oder soss erakommen, wou et em manifestement awer à tout moment méiglech ass fortzegoen, deen Ablack, wou en zum Beispill misst de force a sâin Heemechtsland zrëckbruecht ginn, wann eng Décision judiciaire an deem Sënn virläit.

Mir sëtzen do also an enger Situatioun, déi net gutt ass, déi net kloer ass. Dofir ass et scho richtig, dass mer elo op de Wee vun engem Centre de rétention ginn, wou éischters déi Leit drakommen, déi hei irrégulär am Land liewen oder sinn, oder déi een als solch fënn an deem Kontext. An et geet och ëm d'Demandeurs d'asile, déi entweder mussen op Basis vun Dublin nees erëm an dat Land zrëckgefouert ginn, wou se fir d'éischt an der Europäescher Unioun erakomm sinn, respektiv déi, déi vun enger Demande d'asile déboutéiert gi sinn an déi mussen nees erëm zrëckgefouert ginn an hiert Heemechtsland.

Wat déi Leit ugeet, déi en séjour irrégulier sinn - wéi een dat nennt; dat heescht illegal Immigranten -, do wëll ech an deem Kontext awer nach e kleng Problem opwerfen, deen u mech ugedroe ginn ass a wou ech mengen, dass et misst verënnern, dass dat eng Ausweidung kritt.

Ganz vill Leit aus Drëttlänner froen, fir hei op Lëtzebuerg schaffen ze kommen. An do dauert et da relativ laang, bis se eng Autorisation de séjour et de travail kréien. Dat huet anscheinend e bësse mat dem Computer oder mat der Software ze dinn. Dofir wollt ech froen, ob do schonn eng Méiglechkeet oder Fortschrëter sinn, dass dat net ze laang dauert.

Woufir? Well souguer wa Renouvellementer musse kommen, dann ass et och evident, dass dat och eng Zäitchen dauert. An et kann net sinn, dass, wann een déi Demande de renouvellement e bëssen ze spéit oder kuerzfristeg eraginn huet, en deen Ablack aus dem Fichier vun de Persounen, déi hei

zu Lëtzebuerg offiziell dierfe wunnen, automatesch erausflitt an dass en dann en séjour irrégulier ass. Ech mengen, dofir wier et noutwendeg, dass mer op jidde Fall do esou Erreurs de parcours missten évitéieren, well dat wier verhängnisvoll fir allegueren déi Leit, déi betraff sinn, mä och jee nodeem wien et ka sinn.

Da stellt sech och nach an deem Kontext vun den Demandeurs d'asile eng Problematik, wou ech och gär wéisst, wéi de Minister déi wëllt léisen. Mir hunn eng etlech Leit, déi Demandeurs d'asile woren, oder Leit, déi aus Drëttlänner kommen an déi hei zu Lëtzebuerg eng Peine criminelle ofgesiess hunn, an déi missten normalerweis an hiert Heemechtsland nees zrëckgeféiert ginn. Well déi awer net kënnen zrëckgefouert ginn, well hiert Heemechtsland se net wëllt, sëtze se elo pour le moment am Prisong nach an der Situatioun.

Ech huelen un, normalerweis wa se hir Strof ofgesiess hunn, gehéiere se net méi an de Prisong, a si missten am Prinzip deen Ablack an de Centre de rétention kommen. Et gëtt eng aner Méiglechkeet, déi am Ausland bei esou Fäll gebraucht gëtt. Dat ass déi, dass se e Bracelet électronique kréien.

Dofir wollt ech froen, wéi d'Regierung esou Problematik wëllt ugoen, ob et net méiglech ass, dass ee kéint versichen, fir au niveau europäen Accorden ze fannen, fir Persounen, déi an esou Situatiounen sinn, iwwer europäesch Accorden de réadmission, déi et gëtt, nees erëm awer an hir Heemechtslänner zrëckzeféieren. Well et kann awer net esou sinn, dass Leit, déi hei zu Lëtzebuerg condamnéiert gi sinn, déi eng Strof ofgesiess hunn, déi missten normalerweis expulséiert ginn, awer hei am Land bleiwen an dass mer deenen net méi lass kënnen ginn.

Da stellt sech am Kontext vum Centre de rétention awer och eng Problematik vun de Mineuren. Mir hunn zweeërlee Zorte Mineuren:

déi, déi effektiv Mineur sinn, wou ee ganz visiblement gesäit, dass et Jonker sinn ënner 18 Joer. Do menge mer, dass déi awer missten an dem Centre de rétention bleiwen, wou se eleng sinn, ouni hir Elteren, bien entendu, fir wéinstens en Encadrement ze hunn. Wa se do keen Encadrement hunn, wou kënnen se dann hikommen? Dat ass eng Problematik, déi nach onkloer ass.

An da gëtt et déi falsch Mineuren. Dat heescht, déi Leit, déi eng 25, 30 Joer al sinn, an déi, ouni mat der Wimper ze zucken, behaupten, si wieren elo 15 oder 16 Joer al. Ech huelen un, dass Der déi éischter awer géift am Centre de rétention loossen.

Dat gesot, muss een also begrëssen, dass mer elo e Projet de loi hunn, deen dee Centre de rétention organiséiert. Den Direkter kritt déi Pouvoiren, déi néideg sinn, fir dee Betrib do ze féieren; wat och néideg ass, well et wäert net onbedéngt einfach sinn.

Mir mussen elo séier virukommen. Ech hoffen, dass déi Motioun, déi mer elo stëmmen an déi d'ADR och matdréit, der Regierung d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Personal ze rekrutéieren. Nach hoffen ech, Här Minister, dass Der net Personal rekrutéiert hutt an dass de Bau dann nach net fäerdeg ass. Dofir wier et gutt, dass mer do vläicht e puer Informatiounen kéinte kréien, ob do eng Concordance oder eng Visioun ass, wéini de Bau effektiv kann a Betrib geholl ginn en vue vun der Evolutioun vun den Dossieren.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu dësem Projet de loi.

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. D'Regierung, den Här Nicolas Schmit, huet d'Wuert.

►►► **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, léif Kolleegen a Kollegeninnen, ech wëll emol fir d'éischt, wéi dat esou Usus ass, dem Rapporteur villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport. Ech wëll natierlech och all deenen aneren Orateuren, der Madame Stein, dem Här Bettel, dem Här Braz an och lech, Merci soe fir Är Commentairen a besonnesch natierlech fir déi Ënnerstëtzung, déi vun alle Fraktiounen ausget.

Ech muss soen, dass dat mech besonnesch erfreut, esou wéi ech dat schonn eemol konnt soe beim Gesetz iwwert d'Libre circulation an d'Immigratioun, wou hei Eestëmmegekeet fonnt ginn ass. Esou ass et och ganz positiv, dass zu deem heite Projet d'Chamber sech eestëmmege dofir kann ausschwätzen.

Dat weist, dass et op engem essenziellen Dossier, deem vun der Immigratioun, trotz allem nach large Gemeinsamkeiten hei an dësem Haus, an ech hoffen dann och dobaussen am Lëtzeburger Land gëtt.

D'Lëtzeburger Land kéint sech och keng aner Optioun leeschten, muss ech soen, wéi déi, eng oppen, tolerant Attitüd géigen iwwer vun dem Sujet vun der Immigratioun ze hunn.

Et ass gesot ginn, firwat mer e Centre de rétention brauchen. Mir si jorelaang international kritiséiert, condamnéiert ginn, well mer Leit an e Prisong gesat hunn, déi u sech näischt an engem klasschesche Prisong verluer hunn. Ech muss awer derbäifügen - wat, wann ech mech gutt erënneren, d'Madame Stein scho gesot huet -: Dat heescht net, dass een domat automatesch eng Kritik an deene Leit mécht, déi am Prisong am berühmte Block P2 hir Responsabilitéiten iwwert déi lescht Joren exekutéiert hunn.

Déi hu sech vill Méi ginn, oft ënner schwieere Konditiounen. Mir haten eemol en dramatesche Problem, wou och e Mënschliewe verluer gaangen ass. Mä fir déi Leit, déi bis ewell an och nach virun e puer Méint a vläicht duerno mat anere Funktiounen am Centre de rétention schaffen, muss ech och Merci soen a soen, dass si hir Aarbecht gutt gemaach hu bis ewell, an ech och dovun iwwerzeegt sinn, dass si déi Aarbecht wäerte weider gutt maachen.

Mir hunn 2007 décidéiert, fir dee Centre ze bauen. Deemools koum d'Demande, dass mer déi Organisatioun vun deem Centre sollten iwwer e Gesetz maachen. Ech hunn och verstan, dass dëst dee richtige Wee wier. E Gesetz gëtt ons Rechtssécherheet, gëtt ons méi Transparenz, erlaabt ons besser, d'Rechter an d'Flichte vun deenen, déi do trotz allem agespaart sinn, ze definéieren, mä och vun deenen, déi déi Fonctioun hu mat deene Leit ze schaffen. Also, ech mengen, dass mer dee richtige Choix geholl hunn, fir dat iwwer e Gesetz ze maachen, dat heescht mat der Approbation vun der Chamber.

Iwwert den Esprit vun deem Centre ass vill scho geschwat ginn; d'Inspiratiounen. A mir hate jo och säit dem Ufank d'Chamber - mä net nëmmen d'Chamber, och eng Rei ONGen - un der Elaboratioun vun deem Projet associéiert. An ech mengen, et ass och vläicht dofir, dass mer kënnen haut dee Projet unanime verabschieden.

D'Inspiration ass déi, dass et do ëm Leit geet, déi näischt verbrach hunn. An ech wëll dann direkt dem Här Henckes soen: Een, dee seng Peine ofgesat huet, dat heescht, een, deen am Prisong war, well en iergendeng gesticht hat, an domat seng Peine ofgesat huet, egal seng Originen, ob et en Illegalen ass oder net, hien huet seng Peine ofgesat an en huet dann natierlech och d'Recht am Prinzip, op fräie Fouss ze kommen.

Wann et sech natierlech ëm illegal Leit handelt, da muss probéiert ginn emol éischters, an dat maache mer mat vill Efforten, soulaang wéi en nach am normale Prisong ass, scho seng Pabeieren an d'Rei ze kréien, dass e kann heemgoen, ier eigentlech seng Peine ofgelaf ass.

Mir hunn och do e System mam Parquet, dee bedeit, dass d'Leit souguer eng gewësse Remise de peine kënnte kréien, net fir all Délitene oder Crimen - besonnesch net Crimen -, fir eben éischter kënnen heemzegoen, wa se d'accord sinn, volontairement heemzegoen. Sécher ass, dass een, deen illegal ass, nodeem en och eventuell am Prisong souz, maximal ka véier Méint an de Centre de rétention goen.

Mä den Esprit vun deem Centre de rétention ass emol éischters ee vun engem Accompagnement psychosocial; dat heescht ze probéieren deene Leit kloerzemaachen, wat net einfach oder ganz oft net einfach ass, dass se zwar näischt verbrach hunn, mä dass se net d'Méiglechkeet oder d'Recht hunn, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen oder iergendwou anescht am Prinzip an Europa. Dat ass eng schwéier Aufgab, fir all deene Persounen, déi ganz oft alles op d'Spill gesat hunn, fir grad an Europa ze kommen, dat nozebréngen.

Mä ech muss soen, dass an deene leschte Méint déi nei Équipe, déi mer hunn, déi also och un der Preparatioun vun deem Centre de rétention do e wesentlechen Undeel huet, et fäerdeg bréngt, Leit ze iwwerzeegen, volontairement, wat dat och ëmmer heescht, oder quasi volontairement heemzegoen.

Mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch Leit, déi an de Nigeria zrëckgaange sinn ouni Problem, déi akzeptéiert hunn, dass eben d'Méiglechkeet, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, net gi wär. Si hunn akzeptéiert, roueg an och mat där Ënnerstëtzung, déi schonn hei mentionéiert ginn ass, heemzegoen.

Dat ass de Wee, dee mer probéieren. Dat heescht, net e Wee, fir d'Leit ënner Con-

trainte ze setzen, mä mat deene Leit ze schaffen an ze probéiere se ze iwwerzeegen; wat eng schwéier Iwwerzeegungsaarbecht ass, déi vun deenen, déi déi Aarbecht maachen, vill Investissement, vill Gedold och, géif ech soen, verlaangt. Mä mir hunn déi éischt Resultater, an déi ganz Équipe am P2 elo scho bréngt et fäerdeg, dass mat engem relative Succès ze realiséieren.

Ech géif hei deen Esprit esou qualifizéieren, wéi e franséische Philosoph, de Michel Foucault, emol eng Kéier gesot huet: D'Maturitéit vun enger Demokratie a vun enger Gesellschaft miesst sech ënner anerem och dorun, wéi eng Gesellschaft mat deenen ëmgeet, déi se aspäert, deene se eigentlech d'Fräiheet hält. Dat trëfft natierlech allgemeng fir e Prisong zou, mä dass dat trëfft och besonnesch, géif ech gär soen, fir déi hei Leit zou, deenen trotz allem d'Fräiheet geholl gëtt, och wa se zwëschent deene Maueren, wou se dann agespaart sinn, méi Fräiheeten hunn, wéi dat notammet am Prisong de Fall ass; fir déi verstänneg Grënn, iwwert déi scho vill gesot ginn ass.

Ech ka just hei ee Saz zitéieren vum Flüchtlingsrot, deen ech vëlleg adoptéieren, deen an engem vu sengen Avisé seet: «(...) la rétention de personnes constitue un acte grave qu'il faut aborder avec soin et précaution. (...) On ne devrait recourir aux mesures de rétention qu'en cas de stricte nécessité.»

Et bien, et ass ganz sécher, dass net all... An ech sinn ëmmer iwwerrascht, wann een heiansdo esou kéint mengen, mir géifen elo all Demandeur d'asile an e Centre de rétention wëlle setzen. Keen Demandeur d'asile a priori, ausser déi Kategorie, déi an dem Asylgesetz virgesinn ass, gëtt an de Centre de rétention gesat; ausser aussergewéinlech Zoustänn.

Firwat? Mä soulaang een Demandeur d'asile ass, huet een d'Recht, um Lëtzeburger Territoire ze sinn. Et ass dee Moment, wou een net méi Demandeur d'asile ass, wou een opgefuerdert ginn ass heemzegoen, dass een eigentlech säi Statut verluer huet an domat och da muss kollaboréieren, fir heemzegoen.

Ech brauch näischt iwwert d'Dignité humaine ze soen. Et ass alles gesot iwwert d'Mënscherechter. Et ass een zentraalt Uleies, d'Mënscherechter an deem Centre ze respektéieren. Dat ass, mengen ech, och een Element, wou mer als Lëtzebuerg, als Lëtzeburger Gesellschaft weisen, wéi eng Maturitéit mer hunn.

Ee Wuert iwwert d'Mineuren. Éischters seet dee Projet de loi hei ganz kloer, dass d'Mineurs effektiv accompagnés - dat heescht d'Familljen; a mir denken do u ganz spezifesch Fäll - net méi wéi 72 Stonne kënnen an deem Centre de rétention zrëckbehale ginn. Do geet et haaptsächlech ëm déi Retouren, wou Familljen zrëck an hiert Land gefouert ginn, déi momentan um Findel am AIDA zrëckbehale ginn, an da wäerten an der Zukunft an deem Centre de rétention mussen e puer Stonnen oder eventuell en Dag oder zwee waarden, bis dann de Retour organiséiert ass. Mä och do soen ech direkt: Ech hoffen, dass et der ëmmer mander gëtt, well ech jo grad drop bauen, dass et soll iwwer Retour volontaire goen an net iwwert déi do Formel vu Retouren.

Mä déi Mineurs non accompagnés kommen am Prinzip iwwerhaupt net an de Centre de rétention, well d'Gesetz iwwert d'Libre circulation an d'Immigratioun a sengem Artikel 103, Alinea 2, kloer seet, dass de Mineur soll op e Lieu approprié kommen. Mir fannen also déi berühmten Expressiounen erëm. Mä et ass ganz kloer: Wa mer gemengt hätten, dass dee Lieu approprié de Centre de rétention wier, dann hätte mer drageschriwwen, „au centre de rétention“. Mir hu geschriwwen: „au lieu approprié“. Dat heescht, mir mussen elo kucken, fir déi déi relativ rar Fäll vu Mineurs non accompagnés mat Foyeren eng Konventioun ze maachen, fir dass déi Mineuren an esou Foyere kënnen opgeholl ginn.

Wat nun e Mineur ubelaangt, ech mengen, dass ass e bësse wéi mam Enceinte-Sinn. Entweder ass ee Mineur, oder et ass een et net. Also, et gëtt d'Méiglechkeet, fir ze kucken - d'Madame Stein huet dat jo gesot -, ob een u Mineur ass. Do gëtt et Tester, medezinesch Tester, fir dat erauszufannen.

Et ass also net jiddwerengem erlaabt, och wann e schonn 28 Joer huet, och wann e vlächent net esou grouss ass, ze soe ganz einfach, e wier Mineur. Ech mengen, dat ass eng Geschicht, déi ee relativ séier kann opdecken.

Nun iwwert den Direkter: Ech mengen net, datt den Direkter do ze vill Pouvoir huet. Den Direkter huet eng zentral Funktioun, fir datt dee Centre an deem Esprit funktionéiert, wéi et am Gesetz virgesinn ass. Hien ass en Animateur, mä en ass natierlech och do, fir fir Uerdnung ze suergen.

Et ass ganz kloer, datt de Problem vun der Sécuritéit een ass, deen een net kann einfach vergiessen. Well wann d'Insécuritéit oder iergendwellech aner Débordementer iwwerhand géifen huelen, da wier dat eigentlech d'Enn vun engem Centre de rétention, deen drop baut, datt et a fridd-lecher a kooperativer Manéier do vir sech geet. Duerfir ass natierlech de Pendant vun där offener Approche d'Sécuritéitsapproche. Duerfir muss och derfir gesuergt ginn, datt déi Sécuritéit absolut assuréiert ass.

Voilà. Ech mengen, ech soen lech fir all dee Luef, deen ech net eleng, oder ech net vill, verdéngen, mä besonnesch all déi Leit, déi ganz Équipe, déi do un deem Projet geschafft huet, fir all déi Leit, déi elo schonn op deene Plaze schaffen, Merci.

Ech hoffen, datt deen Esprit, deen an deem Gesetz steet, net nëmmen Esprit bleift, mä och an d'Praxis kann iwwerdroe ginn.

Villmools Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
D'Ofstëmme fänkt un.

» Une voix.- D'Motioun!

» Une autre voix.- D'Motioun ass okay.

» M. le Président.- Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5947 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 5947 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

D'Motioun, déi den honorabelen Här Angel déposéiert huet, ass vum Här Schmit ugeholl ginn. Ech denken, dass mer kënnen par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord dermat?

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert de Brevet de technicien supérieur. Hei ass de Rapporteur den honorabelen Här Oberweis. Et sinn ageschriwwen bis elo: d'Madame Brasseur, den Här Fayot an den Här Mehlen. De Rapporteur, den Här Marcel Oberweis, huet elo d'Wuert.

(Brouhaha général)

Ech géif ëm Opmierksamkeet fir de Rapporteur bidden!

8. 5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, Här Minister, et ass op dëser Plaz schonn dacks gesot ginn, dass d'Wëssen e wichtegt Element fir den Opschwung an der aktueller Wirtschaftskris duerstellt. Et ass och gewosst, dass d'Lissabon-Strategie sech zum Zil gesat hat, d'Europäesch Unioun zum dynameschste Wirtschafts-peiler an der Welt, an dat bis 2010, opzebauen. Och wann dat leider net de Fall wäert sinn, dann dierfe mir awer net dee But aus den Ae verléieren.

Wann den Opschwung kënnt, an dee kënnt sécherlech, da brauche mir déi Leit, déi iwwert dat néidegt Wësse verfügen, fir mat unzepaken. De virleiende Gesetzesprojet stellt en Element vun dëser Wëssens- a Bildungsstrategie duer, well mat him de Brevet de technicien supérieur, de sogenannte BTS, en neit Element vun der Héichschoulausbildung gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Derniewent sollen och déi Modalitéite festgeluecht ginn, duerch déi nei Formatiounen am Héichschoulberäich op privater a staatlécher Basis hei am Land ugebuede ginn.

De virleiende Gesetzesprojet ass den 28. Abrëll 2008 hei an der Chamber vum Héichschoulminister déposéiert ginn. Eng éischt Lecture vum Text ass schonn den 29. Abrëll 2008 an enger Jointe tëschent de Kommissiounen Héichschoul an Travail duerchgefuert ginn.

Dass et e wichtige Gesetzesprojet ass, beweisen déi verschidden Avisé vun de Chambres professionnelles, deenen hir berechegt Iwwerleeungen a Propositiounen en aval an de Gesetzesprojet agefloss sinn. De Statsrot huet säin Avis den 3. März dëst Joer eragereecht. An enger weiderer Sitzung ass de Gesetzesprojet mat allen Avisen diskutéiert ginn, an d'Kommissioun huet mech zum Rapporteur genannt. Den 21. Abrëll dëst Joer ass den Avis complémentaire vum Statsrot erakomm, deen den 22. examinéiert gouf. Finalement ass de Projet de rapport den 29. Abrëll eestëmmeg ugeholl ginn.

Dëse Gesetzesprojet iwwert de BTS stellt, wéi ech schonn ugedeit hunn, en neit Element vun dem Héichschoulwiesen duer, dat jo selwer duerch d'Kreatioun vun der

Universitéit vu Lëtzebuerg am Joer 2003 eng ganz nei Dimensioun kritt huet.

An de leschte Jore konnt ee feststellen, dass et opgrond vun der gudder, exzellenter wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land zu engem héije Besoin u qualifizéierte Mataarbechter komm ass. Niewent de sëllege Bachelor-Diplomer - dorënner versteet een Héichschoulstudië vun dräi oder véier Joer - goufen och eng ganz Rei vu Master-Diplomer ausgeschafft. Dat sinn am Regelfall Héichschoulstudien, déi sech op de Bachelor drop grefféieren a maximal zwee Joer daueren. An da kann de Student, wann e wëllt, och nach seng Dokteraarbecht maachen, déi normalerweis dräi Joer dauert.

Mir bewegen eis also deemno mam Héichschoulwiesen an dem Prozess vu Bologna, an deen ass am Joer 1999, also virun zéng Joer, an d'Liewe geruff ginn. An der Bologna-Konferenz vu Bergen am Joer 2005 ass festgehalen ginn, dass et zur Kreatioun vun intermédiairen Diplomer an de Bachelor-Carrière kéint kommen. De BTS stellt esou en Typ duer: en Héichschoulstudium de type court, awer mat enger professioneller Ausrichtung a mat enger Dauer vu maximal zwee Joer.

Ech hu schonn dorop higewisen, dass eis Wëssensgesellschaft Mënsche brauch mat engem oppene Geescht, mat vill Motivatioun, mat Fantasie an net zulescht mat vill Bëss, fir eppes ze bewegen. Op alle Fall musse mir eis haut agestoen, dass et net méi duergeet, ze soen: „Ech décrochéieren en Diplom, an da sinn ech roueg fir mä ganz Liewen.“ Au contraire. Mir mussen haut ëmmer méi dovunner ausgoen, dass deen Einzelnen duerch seng permanent Weiterbildung ëmmer weider wëllt eropkommen, well wien hei stoe bleift, dee fält zrëck.

Sou dierf ech hei mat e bëssen Houfert dorun erënneren, dass 15 Meeschteren, déi 2001 op dem deemolegen IST ugefaangen hunn, hiren Diplôme industriel ze maachen, no sechs Joer erauskomm sinn an den Diplom vum Ingénieur industriel décrochéiert hunn. Fir mech eng formidabel Leeschtung vu Mënschen, déi gewosst hunn a gewëllt waren, hiert Stéck op der Sozialleeder eropzeklappen.

Elo da vlächent kuerz déi wichtegst Punkten aus dem Gesetzesprojet.

Éischtens, et handelt sech ëm Héichschoulstudië vun zwee Joer mat enger professioneller Finalitéit. Deemno sollen d'Diplomanden op dem Aarbechtsmaart vermëttelt ginn.

Zweetens, den Diplom vum BTS kann een duerch Études à plein temps am Lycée kréien, woubäi nach da Stagen an den Entreprisë mat enger Dauer vun 228 Stonnen derbäikommen. Domat sollen déi theoretesch Connaissancë vun der Schoul am Betrib verdéift ginn. Wichteg ass op alle Fall, dass en Tutorat agefuert gëtt. Dat heescht, de Student gëtt während deenen zwee Joer vu senger Professere begleitet.

Drëttens, obschonn et sech ëm Héichschouletüden handelt - et ass faszinéierend, wat ech elo soen -, kënnen déi Etüden och an dem Lycée classique an technique duerchgefuert ginn, an d'Studenten oder d'Studentinnen kréie fir hir Coursen, déi se ofgeluecht hunn, europäesch Punkten, dat sinn déi ECTS-Punkten.

Et ass och festgehalen ginn, dass de BTS-Diplom mat maximal 120 Punkten an a bestëmmte Fäll mat 135 ECTS-Punkte belount ka ginn.

Véierte Punkt: Den Accès zu de BTS-Etüde gëtt kloer geregelt. D'Studenten, déi en Diplom vun enger Terminale aus dem Lycée technique oder aus dem Lycée classique virweisen, hunn en direkten Accès. Weider déi Studenten, déi en Techniciensdiplom hunn. Déijéineg, déi aus dem Ausland kommen an en ähnlechen Diplom virweisen, déi kënnen dat och maachen, mä do muss dann nach den Diplom valoriséiert ginn.

D'Etüde ginn nom Modèle en alternance ugebueden. Dat heescht, et ginn och Studenten zougeloo, déi am Betrib schaffen an awer da fir speziell Coursen an d'Schoul erëm zrëckkommen - an de Lycée, an deem Fall. Hir Berufspraxis - ganz interessant! - kann och no Evaluatioun mat ECTS-Punkte belount ginn.

Vlächent e Wermutstropfen, awer dat ass normal: Aachte Punkt, d'Aschreiffraisé fir d'Etüde vum BTS bedreef ronn 72 Euro pro Semester bei Index 100.

Et muss awer dorop higewise ginn, dass hei en Numerus clausus agefuert gëtt. Firwat? Well een dovun aus muss goen, dass vill jonk Leit dee Wee wëlle goen. Da sollen déi agereechte Dossiere vum Student valoriséiert an dann am Ufank déi Bescht geholl ginn.

(Interruption)

Et huet jo kee Sënn, engem jonke Mënsch esou eppes virzegaukeln, kënnen op de BTS ze goen an e misst Chrëschttag erëm heemgoen. Dat wär jo da schued.

Well dës BTS-Etüde jo net als eng reng Weiderbeschäftegung an de Lycéeën ugesinn dierfe ginn, muss kloer definéiert ginn, an dat an enker Kooperatioun mat de Wirtschaftspartnere a mam Héichschoulministère, wat fir eng BTS niewent den aktuellen nach ugebuede kënnen ginn.

An duerfir gëtt e Comité vun aacht Membere agesat, dee sech mat der Ausaarbechtung vun de Programmen beschäftigt.

Déi unerkannte BTS-Etüden daueren awer nëmme fënnef Joer. Da muss et zu enger Iwwerpräiwung kommen. Wann da festgestallt gëtt, dass dee BTS net méi an der Wirtschaft gebraucht gëtt, da muss en erëm ewechgehoen ginn. Bis elo leie schonn Demandé vir aus de Beräicher vun der Industrie, vum Commerce, der Landwirtschaft, dem Handwerk, de Gesondheets-servicer, der Konscht an dem Design.

Wéi schonn ugedeit, ginn am zweeten Deel vum virleiende Gesetzesprojet déi Modalitéite festgeluecht, déi nei Formatiounen am Héichschoulberäich op der privater oder staatlécher Basis hei am Land erlazen.

Et gëtt schonn eng Rei vun Etablissementer, entre autres d'Sacred Heart University oder d'Chambre des Employés privés an der Kooperatioun mat der Uni vun Nanzeg an dem Centre de recherches public Henri Tudor, déi esou Héichschouldiplomer ausschaffen, déi och gutt ugeholl gi vum Maart. Well et awer an der Vergaangenheet heiansdo Problemer gouf mat esou Diplomer, muss elo ganz kloer am Gesetzesprojet dat légiféréiert ginn.

Dat ass den Titre III: Hei ginn d'Modalitéite beschriwwen, no deenen dës Héichschoulformatiounen zougeloo kënnen ginn. Duerfir gëtt eng Agence gegrënnt, déi vu fënnf Membere besat gëtt, deenen hir Aufgab dora besteet, dass si dann déi Accréditatiounen an dës Formatiounen duerchkucken.

Dierf ech dorop hiweisen, dass dës Accréditioun nëmme fënnef Joer dauert? Déi kann awer dann tacitement weidergefuert ginn, ëmmer erëm fënnef Joer.

De Statsrot hat drëm gebieden, dass den Titre III vun den Titres I an II vum Gesetzesprojet getrennt soll ginn. Mä no Diskussiounen an der Chamberskommissioun hu mer awer gemengt, dat sollt net de Fall sinn.

Ech komme schonn zum Schluss. Zum Schluss vu mengem Ausféierung wëll ech dorop hiweisen, dass an dräi Lycéeën elo schonn dës Etüden ugebuede ginn an normalerweis zwee Joer daueren. Engersäits am Lycée Technique des Arts et Métiers an de Formatiounen Animateur de dessins animés an Opérateur prépresse. Dëst Schouljoer sinn do 17 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 14 am zweete Joer. Anerersäits ginn am Lycée Technique École de Commerce et de Gestion dräi Formatiounen ugebueden: de Marketing, d'Kontabilitéit an d'Sekretariat. Dëst Joer si 76 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 67 schonn am zweete Joer. Dann am Lycée Technique pour Professions de Santé, déi hu fënnf Formatiounen, entre autres den Infirmier an der Pédiatrie an den Infirmier an der Psychiatrie. Dëst Joer sinn 39 Studenten am éischte Joer ageschriwwen a 24 am zweete Joer.

Ech hu schonn dorop higewisen, dass d'Wirtschaftspartner enk agebonne musse ginn, well dës BTSe jo, wéi gesot, op den Aarbechtsmaart préparéiere sollen. Eng rezent Etüd vun der FEDIL huet gewisen, dass si am BTS e wëllkommenen Diplom gesinn, a fir si dat e Stéck ass vun engem Héichschoulniveau op dem Aarbechtsmaart. No hirer Etüd konnt ee liesen, dass an der Verwaltung, der Gestiou an am Commerce ronn 18% vun de Salariéen e BTS-Diplom hunn, géigeniwwer 6,7% an technesch Beräicher an nëmme 4% an der industrieller Produktioun.

Dass de BTS eng Zukunft huet, beweisen d'Gespräicher, déi elo schonn tëschent Professeren aus de Lycéeën an der Wirtschaft lafen, fir nei BTSen an d'Liewen ze rufen, déi dann an der Rentrée 2010 opgestallt kënnen ginn. Do sinn der - ech hunn nogefrot - am Bauberäich, am Speziellen an der nohalteger Entwécklung an am Bau-management, weider an der Telekommunikatiounswelt, der Automatiséierungstechnik an der Mechatronik.

Mä leschte Punkt soll op déi Chance hiweisen, déi de Student mat dem BTS och nach ka kréien - och, wann dat sécherlech d'Ausnahm wäert sinn. Och wann dës BTS eng professionell Ausrichtung fir den

Aarbechtsmaart huet, dierfe mer net ver- kennen, dass et sécherlech, ech hoffen, ëmmer e puer Studente gëtt, déi da mat deem BTS-Diplom den Opbroch maache wäerten a sech mat hiren ECTS-Punkten de Wee fräi schëppe wäerten, fir op de Bache- lorstudium vun der Universitéit hinzegoen. Eng formidabel Chance u sech, fir engem jonke Mënsch ze soen, wann en an eng Septième eraklëmmt dëst Joer, fir hien dann iwwert dee gesamte Lycée iwwert de BTS op d'Uni an de Bachelor ze schécken.

Ech denken, dat ass eng geliefte Chance, an déi soll een awer net aus den Ae ver- léieren, notament duerch déi permanent Weiderbildung, déi mer hautdësdags ëmmer méi froen. Ech denken, dass et eng Chance ass, op der sozialer Leeder erop- zeklammen, déi jo menger Meinung no no uewen onbegrenzt oppen ass. Mat dësem Gesetzesprojet proposéiere mir eng formi- dabel Chance, notamment um Bac plus zwee Joer.

No dësen Ausféierungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wëll ech dann den Accord vu menger Fraktioun erabrëngen. Ech soe Merci, an ech hoffen, dass dëse Gesetzesprojet eng breet Zoustëmmung kritt, well et jo e Stéck ass vun der Wëssensgesellschaft an der Stra- tegie vu Lissabon.

Merci villmools.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. No deem prezise Rapport vum Här Oberweis, dee jo als Ingenieur och vun der Formatioun hier gewinnt ass, ganz prezis ze sinn, brauch een net méi an den Detail vum Projet anzegoen.

Ech géif just e puer Bemierkunge wëlle maachen. Dëse Projet huet zwee Ziler. Dat eent ass, de Brevet de technicien supérieur ze organiséieren. An dat zweet Zil ass, fir verschidden Instituten zouzeloossen, fir Formatiounen hei zu Lëtzebuerg kënnen ze organiséieren. Dat kënnen privat Organisme sinn oder öffentlech Organismen, dat kënnen lëtzebuergesch oder auslännesch Orga- nisme sinn.

Den Här Oberweis huet et ugeschnidden, dass de Conseil d'État gesot huet, dat hätt ee sollen an engem getrennte Projet de loi traitéieren. D'DP ass och där Meinung, dass et besser gewiescht wier, mir hätten zwee getrennte Projets de loi gehat, well d'Organisatioun vum BTS jo awer net for- cément eppes ze dinn huet mam Nidder- loossungsrecht vun Organismen, déi Formatiounen offréieren, well déi For- matiounen gi jo iwwert déi vum BTS eraus. Vun der Technique législative hier hätte mer léiwer gehat, et wieren zwee Projete gewiescht. D'Majoritéit huet sech anescht entschloss. Mä ech mengen, dat ass awer keen Empêchement, fir dass mer deem Projet kënnen zoustëmmen.

Dann no där Remarque zu der Form wollt ech eng Remarque zum Contenu maachen. Dee BTS reit sech an an déi nei Logik vun der Formatioun am Processus de Bologne, dass mer de Bachelor hunn, wat dräi Joer sinn, an da fënnef Joer de Master, mä da kann een och Études de cycle court maachen, an dat ass de BTS mat Bac + 2.

Mir gesinn, dass dat engem reelle Besoin entsprécht, engem Besoin, souwuel, wat d'Studente selwer ubelaangt, vum Intérêt hier, mä awer och engem Besoin vun der Wirtschaft. An dat ass besonnesch an

dësen Zäite jo awer enorm wichtig, dass mer Formatiounen ubidden, déi och an der Wirtschaft gefrot sinn. Et muss een dofir mat der Organisatioun vun deene BTSen ëmmer ganz soupel sinn, well nämlech eng ganz rapid Evolution ka kommen an de Be- soinen, déi sech dobaussen erginn.

Ech huelen d'Beispill vum Mechatroniker. Viru Jore wousst keen, wat e Mechatroniker wier, an am Joer 2003, mengen ech, ass d'Formatioun vun engem CATP als Mecha- troniker agefouert ginn. Mechatroniker, dat ass am Fong Mécanicien, déi maachen Informatik, déi maachen Elektronik, well een an de Steuerungsprozesser all déi Forma- tioun muss hunn. Elo gëtt dat méi spezia- liséiert, esou dass een och am Niveau driwwer, nämlech am BTS, e Mechatroniker brauch.

En anert Beispill ass dat vum Mediège- stalter. Déi Leit, déi Entreprises haten an deem Domän gefrot, si hätte gär Leit, déi op deem Niveau ausgebilt sinn. Duerfir muss ëmmer eng Wiesselwierkung sinn tëschent deenen, déi déi Formatiounen organi- séieren, an der Industrie, a mir mussen et fäerdeg brëngen, ganz séier ze reagéieren.

Et ass awer schwierig a mengen Aen, Här President, well mer hei à cheval sinn tëschent dem Secondaire an dem Supé- rieur. Et ass ganz kloer en Enseignement supérieur, well et kënnt nom Bac, an et ass och als solchen definéiert an age- schriwwen, mä et gëtt awer organiséiert an duerchgefëiert an de Lycéeën, an et kënnt ënnert d'Autoritéit vun de Lycéesdirekteren. Ech hoffe jo, dass et do net zu Kompetenz- schwierigkeete kënnt, well dat wier schued, do géif ganz vill Energie dropgoen, an dat wier net am Intérêt vun där Formatioun.

Ee Punkt, deen ech nach wollt uschneiden, Här President, ass dee vun där Formatioun, déi et bis elo scho ginn ass, mä déi mer elo awer nach méi kloer definéieren a struktu- réieren, wéi dat sech duerno areit, wann d'Fonction publique op déi Leit zrëckgräift. Mir hunn hei d'Experienz gemaach mat deene Leit, déi am IST waren, am Institut supérieur de technologie, deenen hir Etüden am Fong ni an der Fonction publique als solches unerkannt gi sinn. Hei schafe mer elo, oder restrukturéiere mer wierklech eng nei Formatioun, déi vum BTS.

Mir wëssen, wann de Stat rekrutéiert, an e wäert an Zukunft awer och genee wéi d'In- dustrie kënnen op déi Leit hei zrëckgräifen, da muss een och do eng Léisung fannen, wéi een och eng Léisung muss fanne fir dee ganze Bologna-Prozess am Kader vun der Fonction publique. An duerfir muss déi nächst Regierung, wa se dann dee schwie- regen Dossier ugeet, net nëmmen de Problem vum Bachelor a vum Master rege- len, mä och vun deem Bac + 2, nämlech dem Cycle court, dem BTS, well soss kréie mer direkt do en Ongläichgewiicht. Et ass net dës Regierung, déi dat hei ka maachen, mä dat hei dāerf awer an der Organisatioun vun der Fonction publique - an et ass jo gesot ginn, dass dat restrukturéiert gëtt, déi ganz Gehälterstruktur - net vergiess ginn.

No deene puer Remarquen, Här President, wollt ech dann den Accord vun der DP- Fraktioun zu dësem Projet de loi brëngen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - An ech soen der Madame Brasseur Merci fir hir Inter- ventiou. Deen nächsten agedroene Riedner ass den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech wollt dem Rapporteur och Merci soe fir seng Aarbecht an dësem inter- essante Projet, deen de Minister vum Enseignement supérieur virgeluecht huet. Dee BTS, deen hei organiséiert gëtt, ass

sécher eng Demande vun der Wirtschaft. Eng Formation courte vun zwee Joer nom Bac ass fir verschidde Secteuren inte- ressant. Dat werft natierlech eng Partie Problemer op - d'Madame Brasseur huet schonn een dovunner opgeworf -, nämlech wéi och déi Formatiounen do, wann där Leit am öffentleche Secteur gebraucht ginn, aklasséiert ginn.

Mech interesséiert virun allem ee Problem, Här President, an dat ass: déi Décisiounen, déi mer huelen, fir ëmmer nei BTSen ze kréieren. Et gëtt jo do e Comité vun aacht Leit, déi solle sech doriwwer beugen, grad- esou gutt wéi deen anere Volet vum Projet, nämlech fir Privatinstitutur ze erlaben, fir Formations supérieures ze dispen- séieren.

De Conseil d'État huet do eng interessant Remarque gemaach, déi ech eigentlech deelen, dat ass, dass een elo zu Lëtze- buerg e Paysage huet vun Héichschoulen, also vun Enseignement supérieur, deen aus der Uni besteet, deen aus CRPe besteet. Elo kënnt dat hei derbäi, a mir mussen op- passen, dass dat net op eemol oniwwer- siichtlech gëtt, besonnesch fir d'Utilisa- teuren. De Conseil d'État huet bemierkt, dass een hätt kënnen d'Uni mat era- brëngen, och ënner anerem fir ze kucken, wat fir BTSen ee mécht, an och wat fir aner privat Formatiounen ee mécht. Bon, dat ass elo net zrëckbehale ginn.

Deen Dispositif, deen hei ass, deen ass en eegenen Dispositif à part, mä an Zukunft wier et sécher gutt, wann déi Leit vum Ministère de l'Enseignement supérieur sech Gedanke géife maachen, wéi dat eent an dat anert gräift, och fir Passerellen. Well wann een zum Beispill e Cycle court ge- maach huet an et ass engem duerno de Goût komm, fir méi laang Etüden ze maa- chen, wéi dat zum Beispill op der Uni da méiglech ass. Dat sinn also lwwerleungen, déi ee bei dësem Projet ka maachen.

Selbstverständlech si mer mat deem d'accord, wat hei gemaach gëtt. Ech mengen, mir hunn hei en éischte Schrëtt gemaach. Mir mussen och an der nächster Legislatur, an och emol à un certain moment, dat evaluéieren a kucken, wéi dat sech mat dem Rescht vun onsem Enseig- nement supérieur agencéiert a wéi et sech am beschte kann développéieren.

Dat gesot, Här President, si mir selbst- verständlech als LSAP-Fraktioun mat deem Projet hei komplett d'accord.

» **M. le Président.** - Ech soen dann och dem Här Fayot Merci. Dann hunn ech hei nach am Prinzip den Här Mehlen agedroen. Mä ech gesinn, den Här Mehlen ass nach ëmmer net agelaf. Duerno hunn ech keen agedroene Riedner méi, esou datt eigent- lech elo d'Rei un der Regierung wier. Ech gesinn awer och den Héichschulminister net, esou datt ech da géif proposéieren, mir géife mam Ofstëmmen ufänken.

Vote sur l'ensemble du projet de loi

De Vote fänkt un. Fin du vote.

De Projet de loi 5876 ass ugehall gi mat 52 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval (par M. Lucien Clement), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Fabienne Gaul, M. Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto- Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Fred Sunnen, Lucien Thiel et Raymond Weydert;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich,

Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Eugène Berger), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koepp) et Jean-Pierre Koepp.

Mir géifen duerno och elo kee Vote méi maachen. Mir fueren elo viru mam Ordre du jour, esou wéi e virgesinn ass, an d'Voté ginn dann alleguerten d'nächst Woch ge- holl.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5921 iwwert d'Unerkennung vu professionnelle Qualifikatiounen. Et hu sech schonn age- schriwwen: den Här Spautz, d'Madame Brasseur, den Här Fayot, den Här Braz an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den hono- rabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

9. 5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sollen haut iwwert d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2005/36 an d'nationaalt Recht ofstëmmen. Hannert dëser Nummer steet d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen innerhalb vun der Europäescher Unioun.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Am Groussen a Ganze geet et dorëm, dass Persounen, déi hir Beruffsausbildung an engem EU-Memberstat gemaach hunn, Zougank zu deemselwechte Beruff...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Ech géif lech bieten, dem Här Sunnen nozelauschteren!

» **M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.** - ...Zougank zu deemselwechte Beruff an all aner Memberstat kréien an deen och do ausübe kënnen. An dësem Sënn huet den



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

Héichschoulminister de virleienden Text den 19. September 2008 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis...

» M. le Président.- Här Sunnen, géift Dir just ee Moment ënnerbriechen? Et ass vergiess gi fir d'Dispens vum zweete Vote ze froe beim leschte Projet.

10. 5876 - **Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,**

- **fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;**

- **modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;**

- **fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;**

- **abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur (suite)**

Dispense du second vote constitutionnel

Ech ginn dovun aus, datt Der se gitt?

(Assentiment)

Merci. Dat ass aktéiert.

Här Sunnen, dann hutt Dir nees d'Wuert.

11. 5921 - **Projet de loi**

1) **ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service**

2) **modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur**

3) **abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles (suite)**

» M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- De Statsrot huet säin Avis zum Projet den 3. Mäerz 2008 ofginn. Vun de Beruffschamberen huet d'Chambre des Métiers sech de 16. Mäerz zu Wuert gemellt an en detailléierten a kritesche Rapport eragereecht. An der parlamentaresch Héichschoulkommissioun vum 25. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vum Gesetzesprojet genannt. An därselwechter Réunioun hunn d'Membere vun der Héichschoul-

kommissioun de Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot analyséiert.

De Statsrot hat nämlech eng Rei Ännerungsvirschléi gemaach a beim Artikel 31 vum urspringlechen Text souguer mat enger Opposition formelle gedreet. Dat ass d'Ursaach, dass mir eis an der Sitzung vum 2. Abrëll beroden hunn a schlussendlech eng Partie Amendementer ugeholl hunn, déi den Awänn vum Conseil d'État an deene vun der Chambre des Métiers entgéintkomm sinn, an déi mer den 3. Abrëll un de Statsrot erageschéckt hunn. Ech kommen herno nach op dës Avisen zréck.

Den 22. Abrëll hu mer schliesslech den Avis complémentaire vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl, deen déi héich Kierperschaft den 21. Abrëll un d'Chamber geriicht hat. De Conseil d'État huet sech an deem Avis mat den Amendementer averstane gewisen, an d'Héichschoulkommissioun huet doropshin dëse Rapport an der Sëtzung vum 29. Abrëll ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, een Zil vun der Europäescher Vereenegung ass et, en eenheetleche Wirtschaftsraum ze schafen. An der Logik vun esou engem groussen, eenheetlechen europäesche Bannemaart ass dann och déi europawäit Unerkennung vun den Diplomer ze gesinn. Dobäi gouf sech op zwou Approché baséiert: eng sektoriell Unerkennung no Beruffer, an eng horizontal géigesäiteg Unerkennung vun den Diplomer, déi fir den Zougank zu deenen eenzelne Beruffer verlaangt ginn.

Wat déi sektoriell Unerkennung ugeet, do ass et esou, dass et eng automatesch Unerkennung fir déi Beruffer gëtt, bei deenen d'Ausbildung duerch d'gemeinschaftlecht Recht harmoniséiert gouf. An deem Fall huet all Bierger vun der Europäescher Unioun, dee seng Beruffsausbildung a seng Berufserfahrung an engem Memberstat gemaach huet, d'Recht fir säi Beruff an engem anere Memberland auszeüben, ouni dass datjéinegt Land déi Ausbildung an déi Erfahrung beuerteelen oder contestéieren däerf.

D'Direktiv festegt u sech d'Praxis, esou wéi se virun 2005 funktionéiert huet. Den Ënnerscheid ass deen, dass déi gültig Regeln elo alleguerten an engem eenzegen Text zesummegefaasst sinn, mä dass si awer net - bis op e puer kleng Ännerungen - vum Inhalt hier änneren. D'Direktiv faasst insgesamt 15 Direktiven zesummen, déi dräi méi allgemeng zu de Beruffsdiplomer an déi zwielef spezifesch sektoriell Direktiven, déi fir d'Architekten, d'Dokteren, d'Apdikter, d'Déierendokteren, d'Zännokteren an d'Infirmière gëllen.

D'Direktiv gëllt dann och fir all Bierger aus engem Memberstat, dee säi Beruff an engem anere Land wéi sengem Heemechtsland ausübe wëllt, sief et als Salaré oder och als Indépendant. Ausserdeem mécht d'Direktiv den Ënnerscheid tëschent fräier Déngschtleeschung a fräier Nidderloossung. Dobäi baséiert si sech op folgend Kriterien, déi vum Europäesche Geriichtshaff festgehalen goufen: d'Dauer, d'Heefegkeet, d'Regelméissegkeet an d'Kontinuitéit vun der Leeschtung.

Wat déi fräi Déngschtleeschung ugeet, do gëtt vun der Direktiv festgehalen, dass u sech all Bierger vun der EU, dee legal an engem EU-Stat leeft, d'Recht huet an engem anere Memberstat fir eng bestëmmten Zäit seng Déngschter ënner sengem urspringleche Beruffstitel unzzebidden, ouni dobäi eng Unerkennung vu senger Qualifikatioun unzufroen. Allerdéngs muss déijéineg Persoun iwwer zwee Joer Berufserfahrung verfugen, am Fall wou hire Beruff an deem anere Stat net geregelt ass.

E Memberstat ka vun enger Persoun, déi vu bausse kënnt an an deem Land hir Déngschter ubidde wëllt, virun der alleréischter Prestatioun eng Deklaratioun verlaangen, déi all Joer erneiert muss ginn an déi Informatiounen iwwert dem Prestataire seng Assurancen, seng Nationalitéit, seng legal Nidderloossungsbescheinegung a seng berufflech Qualifikatiounen gëtt.

Fir Gesondheetsberuffer a Beruffer vun der öffentlecher Sécherheet, déi net vun enger automatescher Unerkennung profitéieren, kann en EU-Memberstat am Virfeld vun enger Déngschtleeschung dem Prestataire seng berufflech Qualifikatiounen iwwerpräiwen, dat Ganzt awer am Respekt vum Prinzip vun der Proportionalitéit. Fir weider Detailler zum Prinzip vun der fräier Déngschtleeschung verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Wat elo déi sougenannte fräi Nidderloossung betrëfft, do ass et esou, dass déi zum Droe kënnt, wann eng Persoun sech an engem aneren EU-Memberstat néierloosse wëllt, fir do eng stabil berufflech Aktivitéit

auszeüben. An deem Kontext gëtt u sech de Regime vun der allgemenger Qualifikatiounsunerkenning applizéiert. Dëse Regime betrëfft all déi Beruffer, déi net spezifesch Unerkennungsregelen ënnerleien. Dobäi baséiert sech dee Regime op de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung, dat heescht, dass eng Persoun e Beruff an engem aneren EU-Memberstat ausübe kann, wa se noweist, dass si an hirem Heemechtsland dee Beruff och ausüben däerf.

Allerdéngs setzt den allgemenge géigesäitegen Unerkennungsregime net esou ouni Weideres eventuell Kompensatiouns-mesuren ausser Kraaft, déi zum Beispill da vun engem Land gefrot kënne ginn, wann et tëschent der Beruffsausbildung, déi an deem Land verlaangt gëtt, an der Beruffsausbildung, déi eng Persoun huet, déi sech an deem Land néierloosse wëllt, substanz-ziell Ënnerscheeder gëtt. An dësem Fall kann ee Land ënner anerem en Upassungs-stage oder awer eng Épreuve d'aptitude verlaangen.

Wann an engem EU-Memberstat, wou eng Persoun sech néierloosse wëllt, den Zougank oder d'Ausübe vun engem Beruff geregelt ass, da kritt déi Persoun nëmmen dann en Zougank dozou, wa si iwwer eng Beruffsausbildung verfugt, déi op d'mannst gläichgestallt ass mat dem Niveau, deen direkt ënnert dem Ausbildungsniveau läit, deen d'Awunner vun deem EU-Land mussen hunn, fir deeselwechte Beruff auszeüben.

Wann elo awer am Heemechtsland vun der Persoun, déi sech gäre berufflech an engem aneren EU-Stat néierloosse wëllt, den Zougank an d'Ausübung vun engem Beruff net geregelt ass, da muss déijéineg Persoun, fir an deem aneren EU-Stat schaffen ze kënnen, niewent hirem Diplom iwwer op d'mannst zwee Joer Berufserfahrung verfugen, an dat innerhalb vun deene leschten zéng Joer.

D'Direktiv ënnerscheet tëschent fënnf verschiddene beruffleche Qualifikatiouns-niveauen, an zwar éischters d'Attestatioun vum Heemechtsland, dass eng Persoun op d'mannst eng allgemeng Primaire- oder Secondairesausbildung huet, oder awer, dass si eng Ausbildung gemaach huet, déi net mat engem Diplom ofgeschloss gëtt, oder och nach e spezifesch Examen ouni préalable Ausbildung. Eng Berufser-fahrung vun dräi Joer ass och valabel.

Zweetens, en Zertifikat, deen enger Ausbildung am Secondairesunterrecht entsprécht, entweder an enger technescher, berufflecher oder enger allgemenger Aus-richtung, ergänzt duerch e berufflechen Zyklus. Drëttens, een Diplom vun engem postsecondairen Unterrecht, deen op d'mannst ee Joer gedauert huet. Véiertens, en Héichschoul- oder en Universitëts-diplom tëschent dräi a véier Joer. Fënnf-tens, en Héichschoul- an Universitëts-diplom vun op d'mannst véier Joer.

En EU-Memberstat kann awer d'Unerkennung vun Diplomer vu bestëmmte Kom-pensatiounsmesuren ofhängeg maachen, zum Beispill eng Épreuve d'aptitude oder en Upassungsstage. Dëst ass a folgenden dräi Situatiounen de Fall: Éischters, wann d'Ausbildung op d'mannst ee Joer méi kuerz ass wéi an deem Land, wou e sech néierloosse wëllt; zweetens, wann d'Ausbil-dungen am Heemechtsland an am Land, an deem e sech néierloosse wëllt, substanz-ziell verschidde sinn; an drëttens, wann de Beruff, deen een an engem anere Land ausübe wëllt, bestëmt berufflech Aktivi-téiten huet, déi am Heemechtsland net zum Beruff gehéieren. Deen Ënnerscheid féiert dann derzou, dass eng zousätzlech Aus-bildung gemaach muss ginn.

De virleiende Gesetzestext gesäit allerdéngs vir, dass déi national an europäesch Beruffsvereenegunge sech a gemeinsame Plattformen zesummeschlësse kënnen, fir d'Ënnerscheeder ofzebauen, déi tëschent deenen eenzelne beruffleche Qualifika-tiounen bestinn. Dës Plattformen sollen et erméiglechen, dass all déi Persounen, déi hire Beruff gären an engem aneren EU-Memberstat ausübe wëllen, dëst och erlaabt kréien, ouni dass si sech Kompen-satiounsmesuren ënnerwerfe mussen. Enn 2010 wäert d'Europäesch Kommissioun dem Europaparlament an dem Conseil e Rapport iwwer Direktiv mat de gemeinsame Plattformen virstellen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet wäert all Arti-kelen vun der Direktiv 2005/36 an d'na-tionaalt Recht ëmsetzen, ausser deenen, déi fréier sektoriell Direktiven iwwer be-sonnesch Gesondheetsberuffer betreffen. Dës Direktive mussen net all nei ëmgestat ginn, well den aktuelle Regime jo net wier-kech geännert gëtt.

D'Ännerungen an d'Upassungen, déi ze maache sinn, ginn hei zu Lëtzebuerg vun zwee Gesetzer ëmgestat; eent, dat déi méi generell, an eent, dat déi méi sektoriell Ännerungen an Adaptatiounen betrëfft.

Wat déi berufflech Qualifikatiounen vun den Affekoten ugeet, sou sief drun erënnert, dass d'Chamber den 18. Dezember 2008 en Eegegesetz dozou gestëmmt huet.

Zum Schluss wëll ech nach just e puer Wuert zu deenen zwee méi kriteschen Avisé soen, déi ech am Ufank schonn zitéiert hat. Dat ass dee vum Statsrot an anerersäits dee vun der Chambre des Métiers.

D'Chambre des Métiers hat e ganz detailléierten Avis eraginn, wou si virun allem kritiséiert huet, dass de Gesetzes-projet ze vill onprezis, onkohärent an on-komplett wier. An engems huet d'Chambre des Métiers awer och zouginn, dass den Text vun der Direktiv selwer net ganz einfach an op ville Plazen ongenee bliwwen ass.

De Statsrot fir säin Deel hat eng Rei punk-tuell Ännerunge virgeschloen a virun allem, wéi ech scho gesot hunn, beim Artikel 31 eng Opposition formelle ausgeschwat. Et geet ëm deen Artikel, deen de Montant vum Droit de timbre, deen ee bei enger De-mande, fir seng berufflech Qualifikatioun unerkannt ze kréien, bezuele muss, vun engem groussherzogleche Reglement fest-leeë wollt. Dat wier, der héijer Kierperschaft no, contraire zum Artikel 99 vun der Ver-fassung.

D'parlamentaresch Héichschoulkom-missiou huet doropshin eng Rei Amen-dementer ugeholl, fir dem Statsrot an ënner anerem och der Chambre des Métiers hire Kritike Rechnung ze droen.

An engem Avis complémentaire huet de Statsrot sech dann och mat dem virleienden amendéierte Gesetzesprojet averstan ge-wisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou vill vu menger Säit. Erlaab mir nach zum Schluss all deene Merci ze soen, déi um Ausschaffe vun dësem Gesetzesprojet bedeelegt waren.

Iech soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Den éischte Riedner ass den Här Spautz.

Discussion générale

» M. Marc Spautz (CSV).- Här Presi-dent, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, dat hei geet ëm d'Ëmsetzung vun enger Di-rektiv. Mäi Kolleg, de Fred Sunnen, huet a sengem exzellente Rapport op déi Pro-blemër higewisen, déi et gi sinn, wou virun allem eng Beruffschamber Saache be-anstant huet, genausou wéi de Statsrot. Och deene Punkten ass Rechnung gedroe ginn.

Et ass wichteg, grad an enger Zäit, wéi mer de Moment sinn, mat deene Problemer, déi mer um Marché de l'emploi kennen, dass et fäerdeg bruecht gëtt, dass mer Diplomer grenziwwerschreidend innerhalb der Euro-päescher Unioun an och innerhalb dem Europäesche Wirtschaftsraum unerkennen. An dofir ass et och selbstverständlech, dass ech am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Fred Sunnen nach eng Kéier villmools Merci soen an d'Zoustëmmung ginn zu dësem Gesetz.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Déi nächst Ried-nerin ass d'Madame Brasseur.

» Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll fir d'éischt am Numm vun der DP-Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm dem Rapporteur, dem Här Sunnen, e ganz grouse Merci soe fir dee Rapport, deen en hei gemaach huet. Mä mäi Merci, dee beschränkt sech awer net op dëse Rapport. Ech géif dem Här Sunnen Merci soe fir all déi Aarbecht, déi e gemaach huet, elo a senger Carrière als Deputéierten, well wann ech richtig verstan hunn, ass dat hei déi lescht Ried, déi den Här Sunnen op dëser Tribün als Deputéierte gehalten huet.

Ech géif em Merci soe fir deen Enga-gement. E war President vun der Kultur-kommissioun an, ech mengen, mir haten do eng ganz gutt Kollaboratioun iwwert déi Joren, quitte, dass mer Meenungsver-schiddenheeten haten, mä en huet déi Kommissioun wierkelech mat ganz vill Gedold a ganz vill Fingerspëtzegedill geleet, an dofir e ganz grouse Merci.

D'Méritë vum Här Sunnen, dass e wierkelech dee Projet Esch/Belval weidergedriwwen

huet an dass en elo zum Schluss vu senger politescher Carrière d’Konkretisatioun och nach konnt hei erliewen, wéi och um Terrain vu senger Gemeng, wou e laangjähereg Buergermeeschter ass, ass bestëmmt eng enorm Satisfaktioun. An ech muss lech soen, Här President, ech géif jiddwerengem vun ons heibanne wënschen, esou mat der politescher Carrière opzehalen, wéi den Här Sunnen dat mécht, op esou engem Succès.

Op jidde Fall a mengem Numm, am Numm vun der DP-Fraktioun, villmools Merci dem Fred Sunnen fir all déi Aarbecht a bonne chance a vill Freed an der wuelverdëngter Penssioun!

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme Anne Brasseur** (DP).- Da wollt ech, Här President, ee Wuert zu deem Projet de loi soen, deen d’Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2005 ass iwwert d’Reconnaissance vun den Titren an den Diplomen.

Mir hunn den Dépôt vum Gesetz vun 2008 gehat; och do huet et also dräi Joer gedauert, bis de Projet de loi déposéiert ginn ass. Mä et ass en techesch komplizéierte Projet. A wann ech kucken, dass een huet misse fäerdeg bréngen, an enger Direktiv all d’Memberlänner zesummenzebréngen, wou all Land seng Kultur, seng Geschicht hat vum Développement vu senger ganzer Ausbildung, vun all sengen Titren, vun all senger Formatiounen, fir dat op e gemeinsamen Nenner ze bréngen, esou ass dat net einfach, an esou komplizéiert sinn dann och d’Ausféierungsbestëmmungen duerno. An ech kéint mer virstellen, dass an der Applikatioun vun deem Gesetz duerno nach munch Hicken dra sinn, wann ee Cas particuliers da kuckt.

Mä hei zu Lëtzebuerg komme mer vu wäit hier. Den Här Fayot ass elo leider net hei. Ech mengen, hien ass deen Eenzege heibannen, ech menge mam Här Helminger a mam Paul-Henri Meyers, déi d’Collation des grades nach gemaach hunn.

D’Collation des grades, déi ‘68 ofgeschaf ginn ass, d’Collation des grades, déi méi jénger Kollege wëssen net, wat dat bedeit huet. Do huet ee fir d’Médecine, fir Droitsstudien a fir Lettersstudien hei fir d’éischt de Cours supérieur gemaach, an dann ass een an d’Ausland op d’Uni gaang, mä d’Diplomen huet een all missen hei maachen, fir habilitéiert ze ginn, duerno de Beruff hei kënnen ze exercéieren.

An dat war, hunn ech mer vu Kollege soe gelooss, an déi, déi dat matgemaach hunn, wëssen dat, guer net esou einfach. Sengerzäit ass gesot ginn: „Si ginn e ganz Joer an d’Vakanz op Aix, an da komme se heihin a si maache just dann d’Examen hei.“ Mä dat war awer net esou einfach.

Aus där Iwwerleeung ewechzekommen, fir dann Diplomen unzeerkennen aus dem Ausland an hei dann an deene Beruffer ze exercéieren, bis elo zu der Direktiv, dat ass natierlech en enorm wäite Wee, an et sinn nach haut Leit, an ech weess dat, déi di sech schwéier. Da kann ech mer virstellen, dass an anere Länner, wou se och hir eege Prozeduren haten, mat hiren Instituts de formation, mat hiren Universitëiten, dass déi sech och schwéierdinn. Mä ech mengen, dat hei ass awer e positiven Aspekt vun Europa, wou mer konkret awer kënnen Europa praktizéieren.

Et muss een awer och betounen, dass d’Reconnaissance vun engem Diplom net gläichzesetzen ass mat engem Accès à l’emploi. Dat gëtt oft verwiesselt. Wann een en Diplôme reconnu huet, dann ass een employabel an da kann ee sech mat deem Diplôme requis och op e Poste mellen, mä et muss een awer net onbedéngt dee Poste kréien, well dat gëtt et néierens, net am Privatsecteur an och net an der Fonction publique. Mä ech mengen, do ass oft Konfusioun awer, déi virherrscht.

Et gëtt och an der Praxis onwahrscheinlech Beispiller, déi zu Schwierigkeete kënnen féieren, an ech wéilt just ee Beispill zitieren: Dat ass e Marokkaner, dee seng Secondairesstudien am Maroc gemaach huet, huet dann e marokkanesche Bac, geet a Frankräich, gëtt do zougelooss fir Medezinsstudien ze maachen, mécht do all seng Medezinsstudien, schléisst do of mat all deenen Diplomen, déi ee brauch, fir de Métier vum Dokter ze exercéieren a Frankräich. Dee wëllt dann op Lëtzebuerg schaffe kommen, da gëtt gesot: „Dat geet awer net“, well de Premièresexamen, deen en huet, dat ass kee Premièresexamen, dee Lëtzebuerg unerkennt.

Well, ech mengen, dat ass de Processus oder den Accord de Lisbonne sengerzäit gewiescht, wou Länner adhéréiert hunn, wou d’Reconnaissance mutuelle vun de Premièresdiplome war. De Maroc huet deem net adhéréiert. Frankräich awer hat ëmmer en Accord bilatéral mat alle Maghrebstaten, fir de Bac unzeerkennen, esou dass en a Frankräich konnt exercéieren, wat awer en EU-Land ass, mä awer net zu Lëtzebuerg, well en do dee Lëtzebuerger Bac net hätt.

Mengen Informatiounen no ass dat do awer och elo entre-temps geregelt, a Gott sei Dank geregelt ginn, mä et ass fir ze weisen, wéi komplizéiert déi Procéduren awer sinn.

Wann et ëm Leit geet, an ech mengen, mir kréien och nach heiansdo Cas de figures, wéi mer net wëssen, wéi mer se solle léisen; ech wëll lech nach ee Beispill ginn: Do handelt et sech och ëm een, deen net an der EU ass, mä ëm en Iraner. En Iraner, deen e Baccalauréat am Iran hat, kënnt op Lëtzebuerg. Dee Baccalauréat kann zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, well en de Flüchtlingsstatut hat, an dat ass gemäss der Konventioun vu Genève vun 1951 dann unerkannt.

Deen huet awer seng Reconnaissance vu sengem Diplom ni gefrot, well en et net gebraucht huet. Du gëtt deen Iraner Lëtzebuerger, do huet en duerno d’Reconnaissance vum Bac gebraucht, an du freet en un, d’Reconnaissance ze kréien, do ass gesot ginn: „Ah neen, dee Bac kënn mer net unerkennen, well mam Iran hu mer kee bilaterraalt Ofkommen an déi falen och net ënnert d’international Bestëmmungen.“

Dat huet elo net direkt mat der Direktiv eppes ze dinn, mä fir ze soen, a wellech Cas de figures compliqués ee ka kommen, wat fir déi betrafte Leit awer, deen Einzelnen, eng ganz Existenz ka bedeuten. Dofir wäert an der Applikatioun vun där Direktiv, an der Applikatioun vun onser Gesetzgebung nach vläicht deen een oder deen anere Problem optauchen.

Do kann ech nëmmen der Regierung, oder der nächster Regierung, déi dat Gesetz dann hei ze applizéiere kritt, e Wonsch mat op de Wee ginn, wann ech dat däreif, an der Applikatioun wierklech soupel ze sinn, well et geet hei ëm déi eenzel Leit, déi jo Qualifikatiounen awer hunn. A wann do Cas de figures sech ginn, déi schwierig ze léise sinn, dass een dat awer en faveur vun deem Diploméierte soll maachen.

No deene Remarquen, Här President, wëll ech dann den Accord vun der Fraktioun vun der DP bréngen an zum Ofschloss nach eng Kéier dem Här Sunnen alles Guddes wënschen.

Merci villmools.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Dann huet den Här Braz d’Wuert.

» **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. De Kolleg Claude Adam ass de Mëtteg leider verhënnert. En huet mech awer gebieden, a sengem Numm d’Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu deem Projet ze bréngen. En huet mech

och gebieden, och e puer Wuert un den Här Sunnen ze riichten, fir Merci ze soen.

Ech mengen, d’Madame Brasseur huet dat op eng ganz flott a sympathesch Aart a Weis gemaach. Ech wollt just dofir am Här Adam sengem Numm an am Numm vun der grénger Fraktioun eis deene Wënsch do uschleissen. An och perséinlech wäert ech dem Här Sunnen säin Humor vermessen. Mä vläicht gesäit ee sech jo nach dobaussen a kann een nach déi eng oder aner Kéier vläicht mateneen e bësse laachen.

» **M. le Président.** - Den Här Sunnen freet d’Wuert.

(Négation)

Merci, Här Sunnen.

(Hilarité)

Dann huet d’Regierung d’Wuert.

» **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche.* - Merci, Här President. Ech wollt der Chamber Merci soen, dass mer de Mëtteg zwee wichteg Projekte gestëmmt kréien, déi net nëmme wichteg si fir d’Héichschoul, well deen zweete Projet vum Här Sunnen geet iwwer Héichschoulproblematik eraus.

Déi zwee Projekte sinn extrem wichteg. Deen een, deen den Här Oberweis, deem ech och wëll Merci soen, virgestallt huet, well mer elo e Kader kréie fir alles, wat zu Lëtzebuerg Héichschoul ass. Elo hu mer d’Héichschoullandschaft definitiv gesetzlech verankert.

Deen zweete Projet ass vill méi e komplizéierten, deen den Här Sunnen hei virgestallt huet, well et do eigentlech ëm de Corollaire zur sougenannter Bolkestein-Direktiv geet. Et geet drëm, fir Libre prestation de services an Europa ze maachen a fir ze kucken, wann ee sech hei etabléiert oder heihinner eppes ubidde kënnt, wat déi Qualifikatiounen sinn, déi ee muss hunn.

Déi zwee Projeten hunn eng Bedeitung, déi vill méi wäit erausgeet. Ech wëll an deem Sënn och der Madame Brasseur Merci soe fir déi Iwwerleeungen, déi se hei gemaach huet zu deenen zwee Projeten. Well d’Madame Brasseur ass op d’Problemer vu Gehälter beim Stat komm. Wa mer de Bologna-Prozess beim Stat wëllen uwenden, da geet et net eleng duer, fir ze soen: „Wou klasséiere mer de Bachelor oder de BTS?“ Da musse mer iwwert déi ganz Philosophie „lifelong learning“ schwätzen. Da musse mer och iwwer en Dokter schwätzen. An da kann een net méi einfach soen: „Mir hunn en Diplom, an da bass de an där Carrière, an da bleifs de éiweg an där Carrière.“

Bologna ëmsetze beim Stat ass eng ganz grouss Aufgab, an et ass net esou einfach. An et geet net eleng duer, fir Carriären nei iergendwéi anzestufen, well, an da si mer op deem zweete Projet hei, mer net méi an där Welt liewen, wou den Diplom gläichzäiteg den Accès zu der Professsioun war. Dat ass an Zukunft getrennt. Mir liewen einfach an enger anerer Gesellschaft.

Eng Fro, déi d’Madame Brasseur opgeworf hat, déi mat dem Premièresdiplom, dat ass nach net definitiv fäerdeg, well den Avis vum Statsrot nach feelt. Mä mir hunn am Kader vun deem Projet och Reglementer op den Instanzewee ginn, mat dem Schoulministère, mat der Fonction publique a mat dem Héichschoulministère, fir eng ganz Partie Saachen ze harmoniséieren. Mir sinn effektiv der Meenung, dass, wann een en Dokteschdiplom huet a wann ee par ailleurs alles erfüllt, fir Dokter kënnen zu Lëtzebuerg ze sinn, een dann net soll soen: „Mä du hues keng Première, déi där Lëtzebuerger gläichgestallt ass.“ An där Welt kënnen mer net méi liewen. Dat wäerte mer och dann esou maachen.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn eigentlech soss näischt derbäizefügen, well souwuel de Marcel Oberweis virdrun an de Fred Sunnen elo et esou detailléiert gemaach hunn, dass näischt méi derbäizefügen ass. An Dir hutt nach vill Aarbecht den Owend.

Ech wëll och just nach eng Kéier jiddwerengem Merci soen, dee geschwat huet, dem Marcel Oberweis vu virdrun a virun allem natierlech dem Fred Sunnen. Net nëmmen, an ech schlësse mech do der Madame Brasseur un, weinst dem Rapport vun elo, mä weinst där ganzer Aarbecht, déi de Fred Sunnen während fënnef Joer als President vun där zoustänneger Kommissioun mat eis gemaach huet. Eise ganze Programm vun der Regierung, wat Héichschoul a wat Fuerschung ubelaangt, hu mer duerch. Mir hunn all déi Projekte gestëmmt, déi mer wollten hunn.

Dat war net ëmmer einfach. Besonnesch déi lescht Wochen hu mer missen alleguer, och d’Membere vun der Kommissioun, sech alleguer e bëssen drécken an esou weider. Och dat ass awer ganz flott, muss ech soen, als Minister, wann ee kann zrëckkucken an et seet een: „Alles, wat mer eraginn hu vu Projeten, dat hu mer och vun der Chamber gestëmmt kritt.“ Dat deet engem gutt, perséinlech. Et ass eng gutt Saach fir d’Land.

Dofir och dem Fred Sunnen Merci fir alles, wat en, net nëmmen, mä virun allem an de leschte fënnef Joer hei an där Chamber gelescht huet. Mir wäerten en doudsécher nach op der Uni zu Esch erëmbegéinen a senger definitiver politescher Penssioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Domat wier d’Diskussioun vun deem Projet de loi ofgeschloss. Mir kéimen dann zu deem nächste Projet de loi, de Projet de loi 5884 iwwert den Institut national des langues. Do ass d’Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur ass schohn op der Tribün. Ech géif deem dann elo direkt d’Wuert ginn.

12. 5884 - Projet de loi portant création

a) d’un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d’un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l’État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l’État

Rapport de la Commission de l’Éducation nationale et de la Formation professionnelle



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

» **M. Jos Scheuer** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Madame Presidentin. De Centre de langues gëtt also elo den Institut des langues.

Fir d'éischt e puer Zuelen, déi dokumen-téiere sollen, wéi de Centre de langues evaluéiert huet am Laf vun der Zäit. En ass 1991 gesetzlech gegrennt ginn. En huet säi Statut légal kritt. 1990 hate mer 700 Leit, déi a Coursë gaange sinn, déi sech age-schriwwen haten; 2007 waren et der 8.096. Et waren 120 Nationalitéiten, an de Betrib ass gelaaf vun 8 Auer moies bis 9 Auer owes. Dat Schouljoer 2008/2009 sinn am éischte Semester 3.993 Studenten ageschriwwen. Dat heescht, och dëst Joer wäert déisel-wecht Zuel wéi 2007 erreecht ginn. An de Lëtzebuergesch-Coursë sinn der 673 age-schriwwen an d'Examen. A vläicht eng Kéier sollt bemierkt ginn, datt den Taux de réus-site an deenen Examen net 100% ass, mä sech ëm 70% apendelt vun deenen, déi sech dem Exame gestallt hunn.

Zesummegefaasst: D'Geschicht vum Centre de langues ass eng Geschicht vum Erfolg. Hei soll een dann och onbedéngt Komplimenter maachen un d'Direktioun, déi am Laf vun der Zäit aus där Schoul dat gemaach huet, wat se fir de Moment ass. Komplimenter un d'Enseignanten, Kompli-menter un d'Direktioun, déi och organisa-toresch déi do Evolutioun méiglech ge-maach huet, trotz alle Schwieeregkeeten, déi bestanen hunn an déi nach ëmmer Bestand hunn.

Et ass eng Erfolgsgeschicht. Firwat? Éischtens, well et eng noutwendeg Insti-tutioun zu Lëtzebuerg ass. Si ass nout-wendeg opgrond vun eiser Demographie. An zweetens ass se noutwendeg, well d'Demande do war an d'Demande do ass, a mer op déi Demande konnte mat enger entsprechender Offer reagéieren.

Déi Demande muss ee gesinn um Hanner-grond vun der gesellschaftlecher Entwéck-lung zu Lëtzebuerg, awer och um Hanner-grond vun der wirtschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg. Awer mir sollten och déi Demande gesinn als Resultat vun eiser Gesetzgebung, als Resultat vun der Légis-latioun, déi am Laf vun der Zäit etabliéiert ginn ass, an opgrond vun der gesellschaft-lecher Situatioun zu Lëtzebuerg.

Vläicht sollt een trotzdem emol eng Kéier d'Gesetz opzielen, déi awer hei am Spill sinn. Erënnert lech un d'Gesetz vun der Immigratioun, d'Gesetz vun der Integratioun, d'Gesetz iwwert d'Lëtzeburger Nationalitéit an d'Gesetz och vum Congé linguistique. Alles dat huet Répercussiounen op d'De-mande no Lëtzebuergesch-Coursen an no Coursen am Sproocheberäich.

E puer Wuert zum Historique an zu den Aarbechten an der Chamber. Den Dépôt vum Gesetz ass gemaach ginn den 23. Mee 2008. Mir hunn de leschten Avis vum Conseil, vum Statsrot kritt den 21. Abrëll 2009. A mir hunn de Rapport ugeholl den 29. Abrëll 2009.

Zum Projet elo. Ech huelen net all Artikel Artikel pro Artikel ausernee. Ech stellen et net duer. Et sinn 22 Artikelen, déi opgedeelt sinn a siwe Kapiteln. Ech faasse gar d'Ak-zenter vun dësem Gesetz zesummen.

Éischtens, de Centre de langues gëtt also elo den Institut national des langues. Zweetens, deen Institut kritt dann eng administrativ Struktur, eng zolidd Struktur, fir net nëmmen ze existéieren an ze rea-géieren, mä fir sech och kënnen weider-zeentwéckelen. Déi Struktur ass dann de Missioun vum Institut ugepasst.

Wéi gesäit se aus? Traditionell: éischtens, en Direkter; zweetens, d'Directeurs adjoints, déi kënnen genannt ginn, an drëtens kënnen dann och nach Attachés à la direction genannt ginn. Elo weess ech net, Madame Minister, wéi et ass, mä an dësem Fall kann den Direkter souwuel d'Directeurs adjoints wéi och d'Attachés proposéieren. Ass dat och esou an anere Gebaier? - Mä dat nëmmen niewebäi.

Et gëtt dann e Comité consultatif geschaf. Dee Comité consultatif gëtt vum Minister genannt. Et schéngt mer wichteg ze sinn, fir ze weisen, wéi deen Institut awer och an d'Lëtzeburger Landschaft eragepasst gëtt. An deem Comité consultatif sinn als Memberen d'Vertrieder vum Conseil éco-

nomique et social, vun der Uni Lëtzebuerg, wéi iwwregens d'Uni Lëtzebuerg permanent a verschiddenen Artikelen a Kapitele mat eraspillt an de Fonctionnement oder besser an d'Evaluatioun, an d'Fortsetzung vun den Aarbechte vum Institut.

De Conseil national pour étrangers ass dran, an de Conseil permanent de la langue luxembourgeoise. An anere Wieder: Dee Comité schafft net en vase clos, mä en ass op, op d'Force vive vu Lëtzebuerg.

Wichteg ass och an dësem Kontext, datt eng Évaluation externe vun der Qualitéit vum Enseignement virgesinn ass. Dee Betrib funktionéiert also och net ouni Eva-luatioun. Dat, wat mer virgesinn hunn am Enseignement fondamental, muss par la force des choses awer dann och gëlle bis op den héchsten Niveau vum Ensei-gnement, och fir dee fir d'Adulten.

Dat ass d'Basis also fir d'Organisatioun vum Institut.

E Wuert dann zum Personal; net zu den Enseignanten. Esou vill Leit a Funktiounen gi genannt, datt den Institut autonom funk-tionéiere kann:

Attachéen an der Carrière supérieure vun der Verwaltung; dann technesch Personal, well jo hei vill Technik gebraucht gëtt: Ingé-nieurs techniciens, Bibliothécaires-documentalistes. An der Carrière moyenne sinn déi.

An der Carrière inférieure dann dat Üblecht: Handwierker, Portieren a Garçons de salle, an dann natierlech och Fonctionnaire fir d'Verwaltungsarbecht. Dir fannt dat am Kapitel 3, Artikel 9, 10 an 11.

Déi organisatoresch Struktur ass also och de Missioun vum Institut ugepasst ginn. Deen Institut kann also och organisatoresch op genuch Personal zrëckgräifen.

Da ganz wichteg fir mech: Wat sinn d'Missioun vum deem Institut? A firwat déi trotzdem opwändeg Organisations-strukturen?

Éischtens, den INL organiséiert Sprooche-coursë fir Erwuessener. An déi Nofro ass grouss; ech hunn dat scho gesot. Dir wësst, zum Beispiil, datt d'Lëtzebuergesch-Kennt-nisser elo zur Pflicht ginn, wann ee wëllt d'Nationalitéit kréien.

Zweetens, ganz wichteg virun allem ass, datt d'Sprooch an d'Léiere vun enger Sprooch net eleng der Kenntnis vun der Sprooch déngt, mä datt en anert gesell-schaftlecht Zil hannendru steet. Een, dee Lëtzebuergesch léiert, soll och Kenntnis vun Land kréien, soll och Kenntnis vun de Leit kréien. D'Sprooch ass a bleift e Vehikel vun der Kultur, e Vehikel vun der Zivili-satioun.

Am Artikel 2 gëtt den Institut chargéiert, fir am Intérêt vun der Cohésion sociale ze schaffen. Deen Term ass fir mech e Schlüsselbegrëff. D'Missioun vum Institut ass, fir en Échange culturel ze favoriséieren. Den Institut huet also eng gesellschaftlech Missioun an deem multikulturellen a poly-glottes Lëtzebuerg. Dat ass och eng eminent politesch Missioun, déi dësen Institut huet. Dofir verweisen ech nach eng Kéier och op dee Comité consultatif.

Déi drëtt Missioun dann: Den Enseignement ass keen Enseignement à vue, e Pilotage à vue; e bësse Scoutismus, wéi mer dat ëmmer gemaach hunn am Enseignement pour adultes. Neen, en huet Programmer, en huet Methoden, an zwar funktionéieren déi no internationalen Normen, déi am Cadre européen commun de référence pour les langues festgehale sinn. Lëtzebuergesch soll och dodra figuréieren, wann et als Friemsprooch enseignéiert gëtt.

Véiertens. Eng véiert Missioun ergëtt sech logesch aus der drëter. Den Institut ass den offiziellen Zentrum, fir de Succès an Exame fir Friemsproochen ze certifiéieren. Dës Certifiéierung ass e Mëttel, en Instrument, fir op internationalen Plang eng Sécherheet oder méi Sécherheet - ech wëll et net ze vill kategoresch ausdrécken - an der Be-wäertung vu Sproochekenntnisser ze schafen, vu Kenntnisser an alle Sproochen, déi do geléiert ginn. Wichteg ass och, datt jiddweree sech déi Certifiéierung ufroe kann a sech dann och Teste stelle kann, ob en am Institut war oder net am Institut.

Fënneft Missioun dann: Den Institut baut dann zesumme mat der Uni Lëtzebuerg - hei hu mer nees d'Zesummegräife vun deenen zwee Instituter - e Référentiel op fir de Friemsproochenunterricht bei Er-wuessenen. E Référentiel, deen och da vun aneren Organisations benotzt gi kann. An anere Wieder: Hei gëtt eng Dokumen-tatioun geschaf, hei gëtt e Wësse geschaf, op dat och aner Enseignanten zrëckgräife kënnen. Dat ass eng ganz, ganz wichteg Missioun vun deem Institut.

Déi sechst Missioun gëtt normalerweis ënnerschätzt: Alphabetiséierung a Cours en littérature. Ech hunn et iwwersat mat: Coursen, fir schreiwen a liesen ze léieren. Déi Coursen adresséiere sech un Er-wuessener. Hei gëtt eng Grauzone couvriert, iwwert déi mer normalerweis net schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Kader hält d'Lëtzeburger Sprooch eng wichteg Plaz an, an ech wollt trotzdem e bëssen drop agoen, just well eben ëmmer nees a besonnesch an där Wahlcampagne a Vir-wahlcampagne dat héichgespillt gëtt, a well all méiglech Gefiller domadder verbonne ginn. Ech wollt och doduerch, datt ech et maachen, weisen, datt mir an der Chamber an och déi politesch Instanzen net nëmmen elo, mä scho laang virdrun awer d'Wichtig-keet vun dem Lëtzebuergesch als Deel vun der Lëtzeburger Identitéit - soen ech - erkannt haten.

Ech hat an der Introduktioun schonn drop higewisen, wéi d'Lëtzeburger Sprooch sech affirméiert huet. Schon 1994 sinn iwwregens am Centre de langues Tester an Examen ofgehal ginn. An den CLL war an den Institut bleift Member vun der inter-nationaler Organisatioun, déi d'Kritäre fir Sproochenunterricht, -niveauen an -examen ausschafft. Domadder ass also eng Garantie ginn, datt déi Coursen, an dësem Fall och d'Lëtzebuergesch-Coursen, an de Schoulbicher natierlech internationale Standards entsprechen.

Den Institut huet och elo als Charge, fir déi Tester ofzehale fir déi Leit, déi d'Nationalitéit wëlle kréien.

Ee Wuert zu de Kompetenzen, déi mussen erreecht ginn, well mer do ëmmer mat Buschtawen a mat Bezeechnungen operéieren, ënnert deenen d'Leit sech nâischt oder nëmme schwéier eppes vir-stelle kënnen. Et muss een hinnen erklären hei op der Tribün: Den Niveau B1 am mënd-leche Sproochverständnis an den Niveau A2 am aktive Sproochgebrauch ginn uge-strieft. An d'Diplomer, déi ausgestellt ginn um Institut, reeche vum Niveau A2 bis zu C1.

An drëtens, nach eng Remarque am Kon-text Lëtzebuergesch: Den Institut offréiert dann didaktesch Coursen am Lëtzebu-ergesch fir Leit, déi Lëtzebuergesch wëllen enseignéieren, an déi Coursë ginn net nëmme fir Lëtzeburger opgemaach, mä och fir Leit aus der Grande Région. Mir hu jo gesot kritt, datt och do eng Demande do wär.

Den Diplom „Lëtzeburger Sprooch a Kultur“ heescht dann elo „Zertifikat Lëtze-buerger Sprooch a Kultur“. Den Institut mat der Uni bereet d'Leit op dësen Certificat vir an hält d'Examen of.

Wat gëtt geléiert? Éischtens, d'Elementer vun der Sprooch, Orthographie, Linguistik, etc., mä awer och - ech widderhuelen et - d'lëtzebuergesch Geschichte, d'lëtzebu-ergesch Kultur, d'Strukture bref vum Land. Et ass och e Cours de civilisation, deen do offréiert gëtt. A mat dësem Certificat dierf een dann enseignéieren.

De fënneften Aspekt fënnt sech jo och schonn am Titel erm. Et gëtt mat dësem Gesetz e Professorat an der Lëtzeburger Sprooch geschaf. De Professor vum Lëtze-buergesch kritt e Statut wéi seng Kol-leegen, déi am Secondaire Schoul halen. De Professor am Lëtzebuergesch muss och déiselwecht Studië maachen; Studien en littérature. Déi Professere bereeden dann op den Certificat vir, vun deem mer ge-schwat hunn.

Wéi geet et? Wéi gëtt ee Professor am Lëtzebuergesch? Virbedéngung ass e Bachelor-Diplom a Sproochen a Literatur, an duerno e Master-Diplom an der Lëtze-buerger Sprooch a Literatur, gefollegt da vun engem Stage pédagogique, esou wéi dat fir déi aner Kollegen aus dem Ensei-gnement secondaire gëllt.

De Statsrot hat e puer interessant Remar-quen zu deem Projet gemaach. Fir d'éischt hat e gesot, datt een e Lycée sollt schafen, a keen Institut. E wollt do eng parallel Struktur schafen. D'Kommissioun war anerer Meinung. Den Institut huet vill méi eng breet gefächert Missioun an och eng Struktur wéi d'Lycéeën.

Zweetens hat e widderhuelte op d'Rolle-verdeelung vum Institut an der Uni Lëtze-buerg higewise bei der Ausbildung vun den Enseignanten. E wollt verhënnern an huet och verhënnert, datt den Institut en Héich-schoulstudium géif offréieren an Ensei-gnanten ausbilden, déi vun der Uni sollen ausgebilt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat gesot, datt den Institut des langues eng Äntwert ass op eng Demande, déi existéiert. Eng

Demande, déi ëmmer weider zouhëlt; mat grousser Wahrscheinlechkeet zouhëlt. An et deet mer e bësse leed, datt dat äusserst wichtegt Gesetz, wat och den Ofschloss ass vun enger laanger Aarbecht an der Schoulkommissioun, op déi Aart a Weis huet missen duergestallt ginn an och wahrscheinlech an der Presentatioun no baussen esou ënnergeet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Mme le Président**.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Éischten agedroene Riedner ass d'Madame Fabienne Gaul. Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Fabienne Gaul** (CSV).- Ma-dame Presidentin, léif Kollegeinnen a Kollegen, erlaabt mer fir d'éischt dem Här Rapporteur, dem honorabelen Här Jos Scheuer, villmools Merci ze soe fir säin aus-féierleche schrëftleche souwuel wéi mënd-leche Rapport. Ech wëll awer och vun dëser Geleeënheet profitéieren, dem Jos Scheuer Merci ze soe fir déi Kompetenz an déi roueg Hand, mat där hien dës Educatiouns-kommissioun geleet huet, an där ech d'Chance hat, vum 10. Februar un derbäi ze sinn.

Dëse Projet de loi gouf, wéi scho gesot, den 23. Mee 2008 vun der Educatiouns-ministesch Mady Delvaux-Stehres dépo-séiert a betrëfft den aktuelle Centre de langues, deen un de Limitë vu sengem Wierken ukomm ass. Et ass net méi méig-lech, d'Offer ze erweideren. An och e Plaz-mangel mécht et onméiglech, weider Inter-essenten unzehuelen. Et kéint een also op eng Manéier soen, dass de Centre de langues en Affer vu sengem eegene Succès ginn ass. An et geet elo drëm, d'Situatioun der aktueller Demande unzepassen.

Wann ee bedenkt, dass d'Zuel vun den Ins-criptiounen vu 700 am Joer 1996 op 8.096 fir d'Joer 2007 eropgaang ass, da versteet ee ganz gutt, dass de Centre de langues um Enn vu senger Capacitéiten ukomm ass. Déi meescht gefrote Sprooch am Centre de langues ass Franséisch, gefollegt vu Lëtze-buergesch, Englesch an Däitsch.

D'Lëtzebuergesch-Departement huet an deene leschte Joren awer eng ëmmer méi grouss Bedeitung kritt. Dës Situatioun ass eng logesch Suite vum Wandel vun eiser Gesellschaft. Ëmmer méi auslännesch Mat-bierger komme bei eis an d'Land wunnen a schaffen, a si wëllen oder mussen eis Sprooch fir hir Aarbechtsplaz léieren oder fir besser duerch den Alldag ze kommen.

D'lëtzebuergesch Sprooch ass elo zu engem wichtigen Integrationsfacteur ginn. Et muss deemno Suerg gedroe ginn, dass d'lëtzebuergesch Sprooch mat deem néidege Professionalismus enseignéiert gëtt. Et sief dobäi bemierkt, dass d'Ensei-gnanten am Lëtzebuergesch net op sou-genannte Manuels de référence aus dem Ausland kënnen zrëckgräifen, mä si selwer sinn à l'origine vun deene Manuellen.

Am Kontext vun Erlaange vun der Lëtze-buerger Nationalitéit kritt den Institut na-tional des langues elo och eng weider essenziell Aufgab derbäi. An zwar ginn hei d'Examen ofgehal, déi et engem erlaben, déi lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien. Den Niveau, deen am Orale muss erreecht ginn, ass den Niveau B1, an am Ver-ständnes muss een den Niveau A2 erreecht hunn. An dësem Kontext gëtt och den Diplom Lëtzebuergesch als Friemsprooch geschaf.

Dëse Projet de loi schreift sech also an an eng ganz Rei vu Beméiungen, déi der lëtze-buergesch Sprooch méi Bedeitung zou-komme loossen. D'Gesetz vum Congé linguistique war an deem Domän e ganz wichtige Schrëtt, deen et den auslän-nesche Matbierger méi einfach mécht, eis Sprooch ze léieren. Et weess jiddwereen, dass et sech besser zesummeliift, wa jidd-wereen déiselwecht Sprooch schwätzt.

An do, wou et net méiglech ass, se schonn als Kand duerch d'Schoul ze integréieren, do bitt de Centre de langues dës Méiglech-keet.

Eng grouss Neierung vun dësem Projet de loi ass d'Schafe vun der Fonctioun vum Pro-fesseur de langue luxembourgeoise, natier-lech a Kollaboratioun mat der Uni Lëtze-buerg. An dësem Zesummenhang gëtt och de Certificat Lëtzeburger Sprooch a Kultur agefouert. Ech ginn net méi op déi Quali-fi-katiounen an, déi ee brauch, fir Professeur de langue luxembourgeoise ze ginn, well den Här Rapporteur dat schonn ausféier-lech duergestallt hat.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, niewent der Wichtigkeet, déi d'Lët-zeburger Sprooch erlaangt, droen och d'Erweiterung vun der Europäescher

Unioun an déi domadder verbonnen aner Nationalitéiten, déi an eist Land kommen, dozou bäi, dass ëmmer méi Leit u Sproochecoursen interesséiert sinn, wat jo och der Lissabon-Strategie entsprécht. Esou wäerten an Zukunft och ëmmer nees nei Sproochen derbäikommen.

All dës nei Erausfuerderunge maachen dëse Projet de loi N°5884 héich noutwendeg. Hie gött dem Centre de langues, dee vun elo un Institut national des langues heescht, déi néideg Autonomie, déi et méiglech mécht, méi flexibel a méi rational ze schaffen. D'Direktioun gött der Gréisst an der Wichtegkeet vum Institut ugepasst. Och d'Personal muss dréngend opgestockt ginn. Sou kann endlech dee laang ersehntene Bibliothekär agestatt ginn, souwéi och Informatiker an Techniciens en informatique, déi dréngend gebraucht ginn.

Am Moment bréngen nämlech schonn een oder zwee méi laang Congés de maladie alles op d'Kopp, an et gött schwierig, den alldiegleche Fonctionnement ze assuréieren. Eng Opstockung vu Personal ass also net vu Muttwëll, mä au contraire batter néideg. Op déi Manéier ass och vläicht eng Kéier dorun ze denken, nach aner Antennen hei am Land niewent Miersch opzebauen.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng aner Eenzegeartegkeet vum Centre de langues ass och d'Heterogenitéit vun den Apprenanten. Do begéint den Affekot dem Metzler an den Direkter der Caissière, an dat vun deene verschiddesten Nationalitéiten a Milieuen. Esou cotoyéiere sech am Centre de langues regelméisseg 127 verschidden Nationalitéiten an an der Annex zu Miersch sinn et der 51. Et schlësse sech hei also och wäertvoll gesellschaftlech Kontakter, wat wäit iwwert d'Léiere vun enger Sprooch erausgeet.

Den Institut national des langues gött awer och den offizielle Centre de certification, wat d'Sproochentester an d'Examen ubelaangt. Dofir mussen d'Examen den internationale Kritären ugepasst ginn, fir dass de Sproochenniveau, deen erreecht gött, op internationaler Ebene deeselwechte Wäert huet. Et kann awer net alles aus dem Ausland iwwerholl ginn, mä ganz viles muss op Lëtzebuerg a seng speziell Situatioun ugepasst ginn. An dës Upassunge verlaangen nach vill Aarbecht.

De virleiende Projet de loi N°5884 mécht also net nëmmen aus dem Centre de langues den Institut national des langues, mä gött virun allem der lëtzebuergescher Sprooch e ganz neie Stellegäert.

Sou stoung an engem Artikel am „Jeudi“ den 19. Mäerz 2009, dass et sech bei dësem Projet de loi ëm e wichtegt Changeement handelt, an zwar, ech zitieren: «Un changement qui revêt une importance de premier ordre, puisque l'INL devient incontournable en matière de langue luxembourgeoise.» Et handelt sech also hei ëm e sënnavolle Projet, deen endlech dem INL d'Méiglechkeet gött, seng Offer der aktueller Demande unzepassen.

Et bleift mir elo näischt anescht méi, wéi lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren, an ech bréngen dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet mat.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Gaul Merci. Den nächsten geschriwwene Riedner ass den Här Berger. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëilt och dem Jos Scheuer als Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech wëilt him och speziell Merci soe fir säi leschte Bericht als Member vun der Éducatiouskommissioun. Ech muss och soen, hien ass scho 25 Joer, wann ech dat richtig gerechent hunn, hei an der Chamber dobäi gewiescht. E war och e bëssen de groussen Oubli vun der Ried zu der Lag vun der Natioun vum Premier, an ech wëilt duerfir hei nach eng Kéier vun dëser Plaz aus och als Member vun där Kommissioun an dem annerhallwe leschte Joer him mäi Merci ausschwätze fir déi Aarbecht, déi en do gemaach huet.

Mir waren eis do schonn net ëmmer eens an alle Froen, mä en huet awer eng ganz gutt an intensiv Aarbecht gemaach, an dat verdéngt och wierklech Unerkennung.

Ech wënschen him och dann all Erfolleg a senger nächster Statioun, déi jo hoffentlech dann zu Stroosbuerg wäert sinn.

» **M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur.** - Här Berger, vläicht hunn ech Talent, fir mech

während 25 Joer vergiessen ze loosse. Dozou gehéiert Talent.

» **M. Eugène Berger (DP).** - Madame Presidentin, an de leschte Joren ass eng Institioun, déi 1991 ganz kleng ugefaangen huet, gewuess a gewuess a passt haut net méi an hir Kannerschong. Rieds geet hei vum Centre de langues. D'Zuelen an d'Statistiken ënnersträchen de Succès vun deem Centre. Ech ginn elo net méi op all déi Zuelen an. Et ass hei schonn zu spéider Stonn, mir hunn nach alleguerte Verpflichtungen. Ech mengen, och do hat de Rapporteur en détail dat hei explizéiert.

De Centre de langues war jo am Ufank en Unhängsel vun der Erwuessenenausbildung an huet also dann am Laf vun de Joren duerch säi Succès och en Eegeliwen entwéckelt, an eng Reform huet sech jo dann och regelrecht opgedrängt.

Fir déi verschidden Angeboter a Coursen an dat Personal, dat ëmmer méi zahlreich ginn ass, kënnen ze géréieren a besser ze organiséieren, war et kloer, datt de Centre méi Autonomie gebraucht huet an datt en dann och elo en eegestännege Statut kritt. Domadder kann een dann och d'Base leeën, fir datt den Institut sech an Zukunft och nach ka weider développéieren.

D'Missioun an d'Aufgabe vum Institut si villfälteg. Och hei hu meng Virriedner scho ganz vill dat explizéiert. Ech wäert also och net méi dorop agoen.

Ech mengen, eng vun den Haaptaufgaben ass och schonn ënnerstrach ginn. Ech wëilt et awer och nach eng Kéier maachen. Eng vun deene grouse Missiounen vum Institut ass op alle Fall déi, datt et soll e Referenzinstitut gi fir d'Lëtzebuurger Sprooch. Dat heescht, si hunn also Lëtzebuergesch Coursen, déi se ubidden. Si halen och d'Examen of fir Tester fir d'lëtzebuergesch Sprooch fir déi Leit, déi dann d'lëtzebuergesch Nationalitéit wëllen ufroen, an, wat jo och eng wichteg Missioun dann ass, ass, datt se all de sëllege Leit oder de ville Leit, déi an de Gemengen oder op anere Plaze Coursen halen, och dann deen Diplom offréieren, ubidden, fir déi Formatioun kënnen ze maachen: den Diplom Lëtzebuurger Sprooch a Kultur.

Als Lescht: Och hei am Projet de loi nach eng Kéier kuerz pour mémoire ass eben dat neit Element, datt mer elo och dann hei zu Lëtzebuerg e Professer fir Lëtzebuergesch kréien. Do ass jo och schonn erkläert ginn, datt déi Formatioun awer dann och muss Bachelor plus Master absolvéieren.

Iwwert déi technesch - fir et emol eng Kéier esou ze soen - Considéatioun eraus wëilt ech awer och eng méi allgemeng Remarque ebe maachen, an zwar besonnesch déi, datt mat der Kreatioun vum INL e weidere wichteg Bausteen geluecht ginn ass am Kontext vun den Effortë fir eis national Sprooch an eben dann och fir d'Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger hei zu Lëtzebuerg.

A villen Diskussiounen, a ville Froen, och an enger Rei Gesetzter geet jo Rieds, ass d'Fro vun der Nationalitéit, ob dat elo d'Gesetz vun der Nationalitéit ass, wou och d'lëtzebuergesch Sprooch e wichteg Element ass, ob dat d'Froen, d'Diskussiounen si bei der Sprooch an der Schoul, am Précocé, ob dat d'Fro si bei der Formatioun, an de Betriber, Congé linguistique an esou weider, ëmmer gött ganz zu Recht op d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuurger Sprooch higewisen, déi soll verbannen, integréieren an net dividéieren an ausschléissen.

Dat verpflichtet eis also och op där anerer Säit, fir all Efforten ze maachen, fir deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wëlle liewen, schaffen a sech och iwwert d'Sprooch integréieren, déi beschtméiglech Offeren unzebidden, eis Sprooch eben da kënnen ze léieren.

Et muss een och soen, datt mer hei net bei null ufänken. Ech mengen, och de Rapporteur huet dat scho gesot, well jo dann heiansdo och Leit am Virwahlkampf dat Thema wëllen ausschluuechten, mä effektiv sinn an der Vergaangenheet hei schonn och zu Lëtzebuerg vill Effortë gemaach ginn an deem Beräich. Och déi lescht Zuelen aus der Etüd Baleine vum Fernand Fehlen weisen dat jo, datt Lëtzebuergesch awer ëmmer méi Succès huet, och bei den auslännesche Matbierger, datt et och méi geschriwwe gött, och bei eise Kanner, sief datt dat nach zum Deel SMS oder E-Mail sinn, mä awer d'Lëtzebuurger Sprooch gött och méi geschriwwe.

Och opgrond vun där Etüd, wou ech elo net d'Detailer wäert hei explizéieren, geet ervir, datt eben déi auslännesch Matbierger och ëmmer méi interesséiert sinn an och ëmmer méi d'Lëtzebuergesch gebrauchen. Mä dat ass eng positiv Tendenz, déi muss weider gefördert ginn.

An deem Sënn ass dann och en INL hei e ganz wichtige Piler. Ech wëll och duerfir hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet erabrénge.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Berger. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Madame Presidentin. Ech wëll am Numm vun verhénnerte Kollege Claude Adam d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet bréngen, net awer ouni virdrun och a sengem Numm dem Här Scheuer Merci gesot ze hu fir seng Aarbecht als President vun der zoustänneger Kommissioun. Ech wënschen him dann och alles Guddes a sengen nächste politeschen Auseinandersetzungen an Ambitiounen.

De Centre de langues, wéi en de Moment nach heescht, soll jo ëmgewandelt ginn an den Institut national des langues. Sënn an Zweck dovunner ass am Fong, besser outilléiert ze sinn, fir an Zukunft als seng éischt Missioun d'Lëtzebuurger Sprooch méi Leit kënnen bäizebrénge.

Fir dass dat méiglech gött, kritt den Institut national des langues eng renforcéiert Autonomie, fir dass e sech ka méi onofhängeg, méi séier, méi flexibel entwéckelen, an och gläichzäiteg besser ka reagéieren op Changeementer an eiser Demographie, fir seng Coursé méi rapid a méi zilorientéiert kënnen unzepassen.

Dëst Gesetz erlaabt, dat, wat mer als Acquis hu vum Centre de langues, kënnen ze konsolidéieren a gläichzäiteg och am Kader vun enger Professionaliséierung kënnen ze entwéckelen. D'Haaptmissiounen vum Institut national des langues bleiwen als Alleréisch d'Fäegkeet, fir erwuessene Leit Lëtzebuergesch-Coursé kënnen ze dispenséieren. Et gött och den offiziellen Zenter, fir Zertifikatiounen ze maache fir Tester an international Examen an auslänneschen a frieme Sproochen. Et soll awer och e Centre de ressources sinn, fir am didaktesche Beräich vum Sproochenenseignement kënnen ze déngen, an e soll och Alphabetiséierungscoursé kënnen ubidden. Dat si seng véier Haaptmissiounen.

Dat Ganzt fënnt statt op engem Hannergrond hei zu Lëtzebuerg, wou jo an der öffentlecher Auseansetzung d'Lëtzebuurger Sprooch méi eng grouss Bedeitung kritt huet an de leschte Joren. Mat Momenter kritt een d'Gefill, dass eenzel Protagoniste wëllen eng Duerstellung maachen, wéi wann déi Lëtzebuurger Sprooch de Moment um Réckzuch wier, wéi wa se fragiliséiert wier.

Dobäi ass jo awer näischt anescht de Fall wéi de Contraire do dervun. Der Lëtzebuurger Sprooch geet et eigentlech immens gutt. A glécklecherweis gött et Leit wéi de Fernand Fehlen, déi sech an de leschte Wochen a Méint och öffentlech méi mat deem Thema beschäftegt hunn, fir verschidden Impressionen, déi ee konnt kréien och duerch international Etüden, ze redresséieren, fir kloerzemaachen, dass d'Lëtzebuurger Sprooch am Fong nach ni esou lieweg war wéi grad elo, dass nach ni esou vill Leit en chiffres absolus Lëtzebuergesch geschwat hu wéi grad elo, an dass Lëtzebuergesch besonnesch am geschriwwene Beräich net nëmme fir SMSen, mä am geschriwwene Beräich och an de Publikatiounen fir Artikelen, fir Bicher, fir Publizitéit gebraucht ginn ass oder gebraucht gött wéi grad an dësem Moment.

Der Lëtzebuurger Sprooch geet et also ganz gutt. Et ass eng lieweg Sprooch, et ass eng dynamesch Sprooch, déi en chiffres absolut no weltwäite Standarde gekuckt natierlech vu wéineg Leit geschwat gött, mä d'Zuel geet erop, an d'Benotzung vun der Sprooch ass méi grouss wéi fréier.

Duerfir soll een och déi Ëmwandlungen, déi de Centre de langues elo matmécht, net gesinn als en Opriichte vu Waffen, fir e Rempart hierzustellen, fir eppes ze verteidegen, wat bedrot wier. Et ass just de Contraire. Et ass en Instrument, wat soll flexibiliséiert ginn, fir kënnen déi positiv Entwécklung, an där d'Sprooch sech befénnt, fir kënnen déi positiv Entwécklung, an där d'Land sech och befénnt, ze begleeten a Schratt ze hale mat där méi grousser Demande. Et ass en dynamesche Prozess, e positive Prozess, an duerfir soll een dat och esou an eisen Ae gesinn, an duerfir ënnerstëtze mer och dëst Gesetz.

Mir haten nach eenzel Kritiken um Zougank zum Statut vum Professer vun der Lëtzebuurger Sprooch. Déi Kritike wëlle mer net nach eng Kéier elo opwiermen, déi sinn an

der Kommissioun duergeluecht ginn. D'Resultat hu mer am Text.

Mir fannen, dass dat, an engem Wuert awer résuméiert, relativ konservativ geregelt ginn ass. Mä soit. Mir kucken, wéi dat sech entwéckelt. Et ass eng Neierung. Kommt, mir ginn der Saach och eng Chance, an dann zéie mer Bilan do dervun, grad wéi mer och sollen an eisen Aen e Bilan zéien a relativ noer Zukunft vun deenen Examen an Tester, déi elo d'Kandidate mussen ofleeën am Kader vun der Abiergerungsprozedur.

Mir hate jo do als gréng Fraktioun relativ staark Retizenzen, wat de verlaangten Niveau betrëfft, well mer fäerten, dass dat wäert riskéieren, d'Nationalitéitegesetz an der Substanz ze ënnerhiechen, dass also wéineg Leit et wäerten dee Moment packen. Och do solle mer dat also am A behalen an e Bilan dovunner zéien an eventuell le cas échéant dee Constat redresséieren.

Dat gesot, bréngen ech, wéi gesot, d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

» **Mme le Président.** - Merci, Här Braz. Domat hätt d'Regierung d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Härren, och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir de Rapport. Et ass dee leschten, deen e mécht a senger Qualitéit als President vun der Kommissioun vun der Éducation nationale. Ech wollt him och Merci soe fir déi fënnf Joer Zesummenaarbecht, wou mer gutt geschafft hunn a méi wéi 20 Projeten duerch d'Kommissioun an d'Plénière bruecht hunn. Ech mengen, dass dat e Resultat ass, wat sech ka weisen.

Merci, Här Rapporteur, a bonne Chance fir Är weider Aktivitéiten.

(*Interruptions et hilarité*)

Dat Gesetz, wat elo der Chamber virläit, huet, wéi de Rapporteur gesot huet, siwe Kapitelen, mä eigentlech sinn et zwee verschidden Themen. Dat eent ass den Institut national des langues, an dat anert ass de Professeur de luxembourgeois. Den Institut national des langues gött de Successeur vum Centre de langues, an den Akzent läit natierlech op Institut des langues. Den Institut des langues, fannen ech, ass eng formidable Institutioun, esou wéi de Centre de langues et war, well do vill Sproochen a Leit mat alle Sproochen zesumme Coursen hunn.

D'Missiounen vun deem neien Institut gi vergréissert. Si bleiwen eng Plaz, wou Sproochen enseignéiert ginn, wou dann also och en Échange zwësche Sproochen a Kulture soll stattfannen. Si sollen, an dat ass nei, didaktesch Ressourcen entwéckele fir den Enseignement vu Sproochen fir Adulten. Eppes, wat ëmmer méi noutwendeg gött. An dann hu se natierlech ëmmer d'Missioun vun der Alphabetisatioun, wou mer eigentlech gehofft haten eng Kéier, déi Missiounen bräicht ee fir Adulten net méi ze erfüllen, a wou mer awer gesinn, dass et och haut ëmmer noutwendeg ass, Coursé vun Alphabetisatioun unzebidden.

Dann ass de Centre, den neien Institut national des langues, e Centre de certification fir Sproochen an och fir d'Lëtzebuergesch. Dat sinn eigentlech Missiounen, déi de Centre de langues elo schonn hat, déi mer awer elo vill méi institutionaliséieren.

Ech mengen, do ass et dann derwäert, e Wuert iwwert d'Plaz vum Lëtzebuergeschen am Institut national des langues ze soen. All déi Diplomer, déi de Centre de langues an deene Joren elo verginn huet, ginn eigentlech elo nei kalibriert, wann ech dat därer esou soen. Dat heescht, si ginn esou organisiert, wéi aner Sproochen hir Tester organiséieren. Alleguerte baséiere se op dem Cadre commun européen de référence vun de Sproochen.

Ech géif soen, dass d'Lëtzebuergesch doduerjer, dass déi Tester elo eigentlech europäesch unerkannte Standards erreechen, dass et eng Maturitéit vun der Sprooch ass, déi mer domadder dokumentéieren. Ech denken, dass dat e qualitative

Sprong ass an der Entwécklung vun der Geschicht vun der Lëtzebuurger Sprooch.

Derniewent stellt den Institut national des langues een Zertifikat aus, deen heescht Zertifikat Lëtzebuurger Sprooch a Kultur. Dat ass also net Lëtzebuergesch als Friem-sprooch wéi déi aner Tester, mä dat ass wierklech fir Leit, déi wëlle Lëtzebuergesch enseignéieren. Net also Leit, déi an enger akademescher Carrière sinn, mä mir wëssen, dass eng immens Demande ass vu Gemengen, vun A.s.b.l.en zu Lëtzebuerg an iwwert d'Grenzen eraus, fir Lëtzebuergesch-Coursen ze offréieren. Mir hätten natierlech gär, dass mer do och eng Qualitéit kënnen ubidden. Duerfir soll den Institut national des langues zesumme mat der Uni Lëtzebuerg Coursen offréiere fir Leit, déi elo net e Master maachen am Lëtzebuergesch, mä déi gären e Label de qualité hätte vun hirer Qualifikatioun, dass déi an A.s.b.l.en, a Gemengen an iwwert d'Grenzen eraus kënnen Lëtzebuergesch-Coursen offréieren.

Dann ass profitéiert ginn, fir an dëst Gesetz eppes dranzesetzen, wat eigentlech näischt mam Institut national des langues ze dinn huet, an dat ass d'Kreatioun vun engem Professer vum Lëtzebuergesch. Mir hu Professeurs de langues Däitsch, Franséisch, Englesch, Italienesch an esou weider, mir haten ni e Professer fir d'Lëtzebuergesch. Dee gëtt duerch dëst Gesetz geschaf. Et ass also logesch, dass en op deemselwechte Schema opgebaut ass wéi déi aner Professeren. Et ass een, deen also iwwert de Concours rekrutéiert gëtt an an eng Carrière E7 kënnt.

Ech wëll just soen, dass et awer en Novum, eng Innovatioun ass an net konservativ par rapport zu deenen anere Professeren, déi rekrutéiert ginn, well dat hei ass deen éischten, deen dann no Bologna-Designatioun rekrutéiert gëtt, well an eisen aktuellen Texter hu mer nach ëmmer stoen, dass een, fir Professer ze ginn an der Carrière E7, e Cycle complet vu véier Joer Studië muss hunn. Do ass zwar e Projet déposiert, fir dass dat soll no Bologna ëmgeännert ginn. Vu dass de Professeur de luxembourgais elo nei geschaf gëtt, gëtt dat direkt een neie Professer mat Master.

Dat sinn also déi zwee Volete vun deem wichtege Gesetz, wat effektiv fir de Centre de langues eng wichteg Etapp ass a senger Geschicht. Ech denken dat ass de Bewäis vum Succès vun all deene Leit, déi an all deene Joren do geschafft hunn, dass mer elo e Quantesprong maachen an em en neien Numm, méi eng grouss Autonomie an eng nei Struktur ginn. Duerfir wollt ech der jëtzege Responsabel, mä och all deenen, déi virdru waren an dat opgebaut hunn, villmools Merci soen an hinnen awer och wënschen, dass se déi héich Erwaardungen, déi a si gestallt ginn, dann och kënnen erfüllen.

Ech wollt nach ee Wuert soen, well esou vill iwwert d'Examen am Lëtzebuergesche geschwat ginn ass, déi elo gemaach ginn am Kader vum Nationalitéitgesetz. Bis elo waren dräi Séancë vun deenen Examen. An all Séance waren ongeféier 100 Leit, déi sech ageschriwwen hunn. Muer ass déi véiert Séance. An am Juli sinn direkt véier Deeg Examen, well eng ganz grouss Demande ass fir Leit, déi déi Exame wëlle maachen, fir d'Duebel- oder d'Nationalitéit ze kréien. Dat ass also och e Bewäis, dass de jëtzege Centre de langues an den zukünftigen Institut national des langues vill Aarbecht huet an e groussen Zoufloss.

Duerfir soen ech lech alleguerter Merci fir d'Unanimitéit, dass dat Gesetz hei, vläicht net haut, awer dann d'nächst Woch ka gestëmmt ginn.

Villmools Merci.

» Plusieure voix. - Très bien!

» Mme le Président. - Merci, Madame Delvaux. Domat ass d'Diskussioun vun dësem Projet de loi iwwert d'Schafung vun engem Institut des langues ofgeschloss, a mir kommen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Do geet et ëm de Projet de loi 5895 iwwert d'Transpositioun vun enger Direktiv 2004/48 iwwert de Respekt vun den Droits de propriété intellectuelle. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jos Scheuer. Et sinn age-

droen als Riedner: den Här Spautz an den Här Kox. Ech weess net, wie sech soss nach wëllt androen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

13. 5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

» M. Jos Scheuer (LSAP), rapporteur. - Merci, Madame Presidentin. Et sinn nach e puer Leit hei, an ech hoffen, dass zum Schluss vum Rapport der net manner hei sinn. Dir Dammen an Dir Hären, et ginn esou Saachen, déi verfollegen een, ech wëll net grad vu Cauchemar schwätzen, mä et ass trotzdeem bal e Cauchemar. Am Joer 1992 hunn de jëtzege Wirtschaftsminister an ech e Gesetz gemaach, wat mer haut ëmänneren.

Déi Aarbecht, déi mer bis elo gemaach hunn, war autrement méi agréabel wéi déi, déi am Joer 1992 gemaach ginn ass. An ech soen dem Wirtschaftsminister duerfir Merci an ech soen dem Här Kaufhold och Merci fir déi Aarbecht, déi hien an dësem Kontext geleescht huet. Mir haten deemools en „Monsieur brevet“, et kann een net soen, „Monsieur licence“ an deem Fall, mä ech mengen, duerch dat hei Gesetz hätt hie sech deen Titel verdéngt. Merci och dem Chambersgreffe, dee vill heizou bäigedroen huet.

Firwat ass dat, firwat déi Mercien, a firwat dat Virspill? Wann ee sech mat Breveten ofgëtt, mat Lizenzen, wann ee sech ofgëtt mam Schutz vun intellektuelle Gidder, dann ass dat ëmmer eng immens dréche Matière, et ass eng ganz spezialiséiert, technesch Matière. Et läit an der Natur vun der Saach, dass an deem Beräich näischt einfach ass, et ass alles komplex.

Wat gëtt mam Projet 5895 bezweckt? Majo, mir setzen d'Direktiv 2004/48 ëm, déi zënter dem 29. Abrëll 2004 a Kraaft ass. D'Émsen setzen hätt misse bis zum Februar 2006 geschéien. Mir hunn awer - ech wëll dat elo ewell soen, ech kommen nach drop zrëck - den Avis vum Statsrot den 28. Abrëll 2009 kritt. D'Haaptobjektiv vun dëser Gesetzgebung besteet doranner, fir an den eenzelnen EU-Länner d'Législatioun ze harmoniséieren, fir se méi no beieneen ze féieren. D'Harmoniséierung also vun der Législatioun, déi sech op d'Propriété intellectuelle beziit.

De Schutz vun der Propriété intellectuelle ass ouni Zweifel en Element och vum Succès vun der europäescher Zesummenaarbecht. D'Propriété intellectuelle ass en Instrument, fir d'Kreativitéit an d'Innovatioun

um europäesche Plang wierklech ze fördern. Et ass en absolut noutwendeg Instrument, fir d'Propriété intellectuelle ze schützen, dofir. Ech kann elo net am Detail op dee schrëftleche Rapport agoen an ech wëll en och net hei widderhuelen, mä ech maachen e puer punktuell Remarques dozou.

Fir d'éischt nach eng Kéier eng Remarque zur Émsetzung vun där Direktiv. Dat, well ee soe kann, a well dat ëmmer neess widderholl gëtt, et wier d'Schold vun de Lëtzebuurger, wann eng Direktiv net esou séier ëmgesat ginn ass, wéi dat hätt misse sinn. Effektiv ass den Délai ofgelaf. Lëtzebuerg ass veruerteelt ginn den 21. Februar 2008. Ech hat lech gesot, wéini de Statsrot säin Avis ofginn huet. D'Mise en demeure leeft nach bis den 23. Mee 2009. Also huet dat hei Gesetz ënner engem enormen Zäitdruck missen op den Instanzewee bruecht ginn an och duerch d'Chamber kommen.

Mir schaffen, zweetens, net nëmmen ënnert dem Drock, dem Zäitdruck, dee mer duerch eis Prozeduren hunn, mä mir schaffen an dësem Domän och a Koordination mat de Belsch a mat de Franzosen, déi allerdéngs scho méi fréi ëmgesat hunn. Dës Zesummenaarbecht féiert mech zu enger zweeter Remarque, déi ech maache wëll an déi och an der Kommissioun diskutéiert ginn ass. D'Kommissioun huet nämlech festgestallt, dass d'Terminologie an de Gesetzestexten an dësem Domän net uniform ass, ergo och net eendeiteg ass.

Zweetens ass bemierkt ginn, dass d'Kompetenze vun de Gerichter am Kontext vum Schutz vun der Propriété intellectuelle och net kloer definéiert sinn. Dowéinst huet d'Kommissioun net decidéiert, mä do huet d'Kommissioun gefrot, dass d'Regierung den Droit de la propriété intellectuelle codifizéiere soll, fir méiglech Widderspréch ze eliminéieren an, ech zitieren: «de rendre le droit de la propriété intellectuelle à nouveau lisible pour le commun des mortels».

Mech stéiert just nëmmen eent doran: „lisible“ jo, mä „le commun des mortels“, zu deenen zielen ech mech och, awer ech mengen, ech wier iwwerfuerdert. Ech kënnt mer awer virstellen, dass net jiddwereen heibannen déi Meinung deelt. Et ass op jidde Fall a mengen Aen eng gewoten Opfuerderung. Mäi Gott, da musse mer kucken, wéi lisibel dat gëtt, wa mer codifizéieren.

Dat heite Gesetz modifizéiert elo zwee Gesetz, déi zu Lëtzebuerg existéieren. Fir d'éischt dat vum 18. Abrëll 2001, an dat Gesetz vum 20. Juli 1992, wat eng fuerchtbar schwéier Gebuert war. Net ëmgesat ginn d'Artikelen eent bis véier, a sechs bis 14 vun der Direktiv, dat brauche mer net. Interessant a wichteg ass awer och eng Deklaratioun vun der Europäescher Kommissioun, dat ass d'Deklaratioun 2005/295, an där déi Domänen opgezielt sinn, op déi sech de Begrëff „Propriété intellectuelle“ applizéiert. Déi kann een noliesen.

Et sinn der am Ganzen eelef. Mä déi Propriétéiten, déi Propriétés intellectuelles, déi opgezielt sinn, sinn net limitativ, dat heescht, do mierkt Der schonn, dass dee Sektor am Floss ass an dass ëmmer Neies derbäikomme kann, an och bestëmmt Domänen wahrscheinlech nach méi differenziéiert musse gekuckt ginn, wéi dat fir de Moment de Fall ass. Ech denken un de Beräich vun der Informatik.

Schlësselbegrëff fir d'Verständnis vun der Portée vun der Direktiv ass sécher de Begrëff „des contrefaçons à des fins commerciales“. An dat muss een... Et ass relativ schwéier ze iwwersetzen, fannen ech. Wann een zum Beispill elo vum Computer e Lidd eroffnet an dat da lauscheret, dann ass dat keng „contrefaçon à des fins commerciales“, fällt also net ënnert de Verbuet, deen an dësem Gesetz aus-

geschwat gëtt. Hei geet et ganz kloer ëm d'Bestrofe vu Geschäfte, déi mat geknäipte Produkter gemaach ginn; „contrefaire“ heescht jo „ouni Erlaabis eppes no-maachen“.

Den Text dann am Résumé, ganz kuerz, just d'Kapitelen. Am éischte Kapitel ginn déi Domänen definéiert, op déi sech den Droit de propriété intellectuelle bezitt, an da gëtt och definéiert, wat en Acte ass, ech zitieren „un acte perpétré à l'échelle commerciale“. Do steet eben dat dran, wat ech scho virdru gesot hunn, an do steet och e kleng Saz dran, dee wahrscheinlech awer och de Richter vill Spillraum léisst, wann da geklot gëtt: Persounen net bestrooft, déi „agissant de bonne foi“. Voilà.

D'Kapitel zwee bezitt sech op d'Artikelen zwee bis 14. Déi beinhalten dann d'Modifikatioun vum Gesetz vum 18. Abrëll 2001, an do hu mer virun allem diskutéiert iwwert d'Ofännerung vum Artikel 74 a vum Artikel 75 an iwwert d'Missiounen vun den zoustännegen Gerichter, déi d'Héicht vun de Strofe kënnen festleeën.

Vläicht generell nach eppes, wat mer net vum Statsrot iwwerholl hunn: De Statsrot hat proposéiert, fir den Term „Tribunal“ dranzesetzen. Mir hunn dat fale gelooss a gesot „Jurisdiction“. Mir hunn den Term „Jurisdiction“ geholl, fir den Term „Tribunal“ ze ersetzen, well am Fong den Term „Jurisdiction“ als Générique ugesi gëtt vun allen Tribunauxen, déi duerno méiglech sinn. Ass eng Cour och en Tribunal, etc.? Fir do erauszekommen, hu mer de Générique „Jurisdiction“ geholl.

D'drëtt Kapitel dann, Artikel 15 bis Artikel 21. Do gëtt d'Gesetz vum 20. Juli 1992 ëmgeännert, an do gëtt et eng wichteg Ajoute, déi do bäikomm ass. Et ass ganz schwéier, eng Iwwersetzung ze fannen dofir: Am Fall vun enger bewisener Fälschung muss op d'mannst déi Zomm bezuelt ginn, déi bei enger legaler Benotzung als Benefiss erauskomm wier. Dat ass e Minimum, deen erreecht gi muss. Also et gëtt net eng illimitéiert Strof an de Raum gesat.

D'Kapitel véier bezitt sech op d'Artikelen 22 bis 30. Hei ginn d'Procédures judiciaires opgezielt an d'Rechter an d'Kompetenze vun de Gerichter. An dësem Fall kënnt ee soen: d'Rechter an d'Flichte vun de Gerichter.

Am fënnefte Kapitel gëtt prezis gesot, dass den Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg als éischt Instanz bei Recours géint eng Verurteilung wéinst Verstéiss géint dat Gesetz, géint de Règlement Nummer sechs, zoustänneg ass, an d'Cour d'appel ass dann och d'Instance d'appel.

Voilà, dat zu dësem Gesetz. Dat war mäi politesche Schwanegeang. Ech hätt mer en am Fong méi schéi virgestallt an der Chamber, an op eng méi einfach, méi volkstümlech, verständlech Aart a Weis. Mä dës Aarbecht war wéi 1992 kee Cauchemar, a wann ee schonn an der Chamber ass a wann ee Gesetzter mécht, da muss een och déi Aarbechte maachen, déi ufalen. Dat ass esou. Op Latäin géif ee soen: Dura lex, sed lex.

Voilà, ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» Mme le Président. - Merci dem Rapporteur. Éischten agedroene Riedner ass den Här Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» M. Marc Spautz (CSV). - Madame President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Propriété intellectuelle an d'Breveten, wou de Rapporteur, de Jos Scheuer, elo grad hei d'Gesetz virgestallt huet, dat ass d'Direktiv



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

vun 2004. En huet och drop higewisen, dass et d'Ëmännerung vum Gesetz ass vun 2001 respektiv vun 1992. Menges Wëssens, Här Minister, si mer elo déi Lescht an der Europäescher Unioun, déi déi Direktiv ëmsetzen. Mä et war awer och eng schwéier an eng komplizéiert Aarbecht, an de Kolleeg Jos Scheuer huet jo och nach eng Kéier ënnerstrach, wéi schwiereg et war bei där Matière, déi alles aneschters wéi einfach ass.

Et ass eng héich technesch Matière, an duerfir dem Jos Scheuer Merci fir deen exzellente Rapport, wéi ech jo awer och wëll dovou profitéieren, fir Merci ze soe fir all déi Aarbecht, déi hie gemaach huet an der Wirtschaftskommissioun, an him dann „bonne chance“ wënschen an der Wirtschaftskommissioun zu Stroossbuerg.

Ech mengen awer och, dass se wichteg ass, d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv, an dass dat fir d'Wirtschaft zu Lëtzebuerg eng grouss Bedeitung huet. Grad elo, an där Situatioun, wou mer eis elo befannen, ass et duerfir och wichteg, dass Lëtzebuerg déi Direktiv ëmsetzt, well eis dat och kann hëllefen, wa mer erëm eng Kéier d'Kris iwwerwonnen hunn, fir dass mer dann och do preparéiert sinn, fir och an deene Secteure kënnen mat derbäi ze sinn. Domadder ginn ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci dem Här Spautz. Den Här Kox huet elo d'Wuert.

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Majo, ech wëll mech deene Wieder vum Här Spautz uschlëssen an dem Här Scheuer Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. En ass ausféierlech virdrun drop zrëckkomm.

Ech wollt just op zwee Punkten agoen, déi eis wichteg schéngen. Dat Éischt ass déi Kodifizéierung, wou mer als Commissioun festgestallt hunn, dass mer awer ganz vill Gesetzer hunn, déi de Brevet an och d'Propriété intellectuelle schützen, an dass et wichteg ass, dass een dat e bëssen an eng Linn kritt, well vun dräi Juriste kritt een da véier Äntwerten, an et kënnt een dann net richtig eraus.

Den zweete Volet ass en aneren, ganz wichtigen aus grénger Siicht. Dat war, dass de Verstouss géint d'Propriété intellectuelle op perséinlechem oder privatem Wee doheem net direkt ka stroferechtlech verfollegt ginn. Dat war eis wichteg, dass dat och an dësem Gesetz ausdrécklech nach eng Kéier ernimmt gëtt.

De Statsrot hat jo gemengt dat wëllen ze sträichen. D'Kommissioun huet awer drop gehalen, dat dran ze loossen, well et och op de Verweis vun der Direktiv ass. Ech mengen, et ass de Considérant 14 vun der Direktiv, deen explizit dorobber ageet, an aus eiser Siicht war et ganz wichteg, dat an dësem Gesetz festzehalen.

Duerfir nach eng Kéier dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche Bericht, an ech ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci dem Här Kox. Dann huet den Här Castegnaro d'Wuert.

» **M. John Castegnaro (LSAP).** - Madame President, Kolleginnen a Kollegeen, och ech wëlt dem Rapporteur Merci soen. Hien huet et blendend fäerdeg bruecht, an där komplexer, komplizéierter Matière e flotte mëndleche Rapport hei ofzeginn, deen e bësse méi einfach a verständlech ass wéi dee schrëftlechen. Mä béides ass noutwendeg, wann ee sech an där Matière e bësse wëllt erëmfannen. Hien huet och bis op 1992 ausgeholl, fir eis kloerzemaachen, wéi komplex d'Matière ass, a wéi laang et dann eben och gedauert huet, a wéi mer da schlussendlech ënner Drock geroode sinn, fir dann zwar als Lescht, mä ëmmerhin nach esou just dat doten ze ratifizéieren.

Et ass jo och dat, wat géllt, an et ass och gutt, an dat hunn d'Virriedner jo gesot, dass een domat net nëmmen eng Direktiv ëmsetzt, mä dass een och eng legal Basis elo geschafen huet, déi all déi Problemer, déi sech aus där Matière erginn, eben elo behandelt respektiv d'Méiglechkeete schafft do virzegoen, wou muss virgaange ginn. Natierlech ginn ech den Accord och vun eiser Partei.

Mä ech wëll och profitéieren, fir dem Kolleeg Jos Scheuer, dem honorabelen, Merci ze soe fir déi gutt Aarbecht an dëser an och an

anere Kommissiounen. Et ass haut och erëm eng Kéier vill iwwer Schoul geschwat ginn. Ech mengen, do si besonnesch an dëser Legislatur Meilesteng gesat ginn, an dorun ass hien och net onschëlleg. An esou gesinn, Jos, honorabelen, en décke Merci och vun denge Kolleginnen a Kollegeen an „bonne chance“ an deem Match, deen elo virun Dir läit.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci, Här Castegnaro. An domat hätt d'Regierung d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister.

» **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Madame Presidentin, erlaabt mir, fir een, deen e laange Compagnon de route ass vum Jos Scheuer hei an där Chamber, och e bëssen Nostalgie ze hunn, dass hien elo geet. Besonnesch huet hie Referenz geholl op deen Episod vun 1992. Dat war eppes, wat ech duerno net méi erlieft hunn. Mir hu méintelaang dee Projet de loi ëmgeschriwwen, mä méintelaang, an all Komma!

Sengerzäit, déi Beamten oder dee Beamten, mat deem mer ze dinn haten, war wäit ewech vun de Kompetenze vun deem, wat mer haut hunn. Haut kënnt Der lech op Leit stäipen, déi wierklech eng Kompetenz doranner hunn. Deemools war dat net esou, a mir hunn et ëmgeschriwwen an haten och au départ keng Ahnung. Mä domat war een definitiv, mengen ech, qualifizéiert, fir duerno all Kéiers d'Brevetsgesetz kënnen ëmzeänneren, dann, wann et noutwendeg war.

Also, Jos, dat hues de gutt gemeeschtert, an ech muss soen: „Och an dësem Projet hues de dat erëm gemaach.“ An der Chamber geet hei eppes verluer, si si sech es nach net bewost, well si mussen elo ee sichen, deen d'Propriété intellectuelle weiderhin héichhält.

Neen, et ass eng Matière, wou mer heiansdo driwwer laachen, well se sou komplizéiert ass. Mä et ass eng ganz eescht Matière, well se baséiert jo awer trotzdeem op der Iddi, dass, wann ee muer wëllt méi Fuerschung, wann ee muer méi Innovatioun wëllt hunn, da muss een och d'Instrumenter ginn, fir dass een dat, wat een doranner stécht vu Suen, a wat do erauskënnt, och ka schützen. Soss gëtt et kee Sënn.

Duerfir si mer och fiskalesch higaangen, hu fir d'Propriété intellectuelle eng ganz Rei Saache virgesinn, fir dat unzekuerbelen. Wann ee seet: „Mir ginn a Richtung Fuerschung“, dann ass dat ee Saz, mä da muss een direkt hannendru soen: „Da wëlle mer awer och déi noutwendeg Moossnamen huelen, fir dat, wat mer do erausfannen, och gebührend ze schützen.“

Firwat ass et e Problem, fir esou eppes ëmzesetzen hei zu Lëtzebuerg? Mä wann Der dat an Däitschland fir 80 Milliounen Leit ëmsetzt, dann ass et genau déiselwecht Aarbecht wéi hei an dësem Parlament. Et ass grad wéi mat de Steiargesetzer, et ass grad déiselwecht Aarbecht, egal zu wéi vill dass een ass. Mä just, dass een net d'Zuel vu Beamten huet, déi et an Däitschland oder a Frankräich op esou Dossiere gëtt. An duerfir komme mer heiansdo an de Retard.

Mä all déi, déi sech e bësse Suerge gemaach hunn, op wéi vill Retard; am Wirtschaftsministère ass déi Fuerderung..., déi fuerderen ech op ze kucken, wéi vill Retard 2004 war, wéi ech dohinner komm sinn. Ech kann lech matdeelen, dass mer mat deem heite Gesetz elo kee Retard méi bei näischt hunn. Sou dass och déi lescht Konklusiounen, déi mer muer an der Regierung kucken, dass ech déi ka korrigéieren deementspriechend. Ech si frou, well et ass net ëmmer de Mérite vun engem Minister, wann ee fäerdeg bréngt, esou Direktiven ëmzesetzen. Ech hunn ebe gutt Leit dodrop an dat war meng Chance.

Fir de Rescht, Madame Presidentin, ass alles gesot. Ech géif soen, ech hunn eng kleng Erfahrung mat der Kodifizéierung elo gemaach, wat de Code de la consommation ubelaangt. Ech hat gehofft, dee géif nach duerchgoen. Dee war um Ordre du jour vum Conseil d'État de leschten Dënschdeg. En ass urplötzlech erofgeholl ginn an ass elo um Ordre du jour den 19. Ech wollt d'Chamber froen, ob se extra zesumme-kënnt, selbstverständlech, fir de Code de la consommation ze kucken.

Mä ech wollt dem Här Kox soen, dass ech ganz sensibel sinn, fir dat ze maachen. Ech si mer es bewost, mä mir mussen eis just eens ginn. Entweder maache mer eng Kodifizéierung, wou mer soen: „Mir maache se à droit constant. Mir kucke just d'Inkohärenzen erauszehuelen“, an dat ass wierklech dat, wat ech géif proposéieren. A mir fänken net un, de Code bei null frësch ze

schreiwen. Well wann een dat mécht, da soen ech lech: „Dat dauert 30 Joer.“ An do kennen ech nëmmen ee Minister, deen dat gutt packt, deen et 30 Joer packt.

(*Hilarité*)

Duerfir, dat packt awer soss keen.

Duerfir, kommt mir huelen eis eppes vir, wat een och décemment an enger Period ka maachen, déi déi fënnef Joer begräift. A beim Code de la consommation hunn ech gemierkt, dass, wann ee souguer mat villen externen Experte schafft, et nach knapps duergeet. Et ass elo op eng, zwou Wochen nach net duergaangen.

Ech hoffen, dass dat awer an der nächster Legislaturperiod hei déi Chamber ka versichen duerchzekréien. Duerfir, ech sinn dermat d'accord, dat ze maachen, mä kommt mir ginn eis eens, à droit constant, just d'Inkohärenzen an d'Inkonsequenzen opgrond vun der Zerstückelung erauszehuelen, mä net alles frësch schreiwen, well dann huele mer eis eppes vir, wou mer wahrscheinlech d'Lat esou héich leeën, dass mer alleguerten drënner erduerch ginn.

E lescht Wuert. Ech mengen, mir hu Rechnung gedroen dem Souci - an ech mengen, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sinn och net frou dodriwwer -, dass mer den Effet commercial extra ervirgestrach hunn, dass mer net ufänken, eng Juegd ze maachen, wéi dat elo e bëssen de Fall ass a Frankräich. Loosse mer net iwwerdreiwen.

Ech mengen, mir hunn hei eng Approche geholl, déi verstänneg ass, a wann eng kommerziell Notzung ass, da soll et och bestrooft ginn. Mä mir sollen net eppes opféieren, wann elo ee sengem Cousin eppes eriwuergëtt, wat en erofgelueden huet. A Lëtzebuerg hu mer ëmmer probéiert, verstänneg an esou Saachen ze sinn. An ech sinn och frou, dass mer an der Kommissioun dee Wee gaange sinn.

Nach eng Kéier, wéi gesot, Merci der Kommissioun, déi déi vill Aarbecht hei gemaach huet, an dem Lex Kaufhold a senge Leit. A fir de Rescht sinn ech frou, wa mer dat hei dann elo iwwert d'Bühn hunn, well dann hu mer dee leschte Projet, wou ech e bëssen hannendra sinn, wat d'Direktiven ubelaangt, hanneru mer.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme le Président.** - Merci dem Här Minister. Domat wär d'Diskussioun vun dësem Projet de loi ofgeschloss. An da komme mer zu deem leschte Projet de loi haut um Ordre du jour. Dat ass deen iwwert d'Realisatioun vum Campus scolaire zu Miersch fir den Neie Lycée a fir de Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Den Här Clement ass Rapporteur an ech ginn dem Här Clement d'Wuert.



14. 5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé

Rapport de la Commission des Travaux publics

» **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.** - Merci, Madame Presidentin. Dee Projet de loi iwwert de Bau vun deem Schoulcampus zu Miersch beim Agrocenter, iwwert dee mir haut ofstëmmen sollen - mä mir wäerten dat awer net maachen, an dat aus deene bekannte Grënn -, ass u sech kee gewéinleche Bauprojet, wéi mer se bis elo ëmmer haten, mä deen éischten, deen ënnert der Prozedur vun engem PPP, engem sougenannten „private public partnership“ wäert realiséiert ginn.

Duerch dee PPP schléisst de Stat e Kontrakt mat engem private Promoteur respektiv Bauträger of, deen domadder souwuel fir d'Konzeptioun, d'Realisatioun, de Finanzement an d'Exploitatioun vum Campus Miersch responsabel gëtt.

An dësem Sënn huet de Bauteminister de virleienden Text den 12. Februar 2009 an der Chamber déposéiert. De Statsrot huet säin Avis de 5. Mee 2009 ofginn. An der parlamentaresche Bautekommissioun vum 26. Mäerz 2009 gouf ech zum Rapporteur vum Gesetzesprojet genannt. An der Sëtzung vum 5. Mee goufe souwuel dëse Gesetzesprojet, den Avis vum Statsrot an de schrëftleche Rapport vum Rapporteur ugeholl.

Wat d'Prozedur ugeet, gOUNG alles, dat muss ech zouginn, e bësselche séier. Mä ech gesinn dëse Projet, och wann e keng sechsdausender Nummer huet, dach awer als e Projet, dee sech ouni Problem an den Antikrisepak areie léisst. Dofir och d'Urgence an der Prozedur vun dësem Projet. Ech wollt dat awer soen, firwat dat alles esou séier gaang ass.

(*M. Jos Scheuer prend la Présidence*)

Elo ass et erëm „Här President“. Elo muss ech Uecht doen, net dass ech deen elo ver-nennen.

D'Iddi, fir den technesche Lycée fir d'Erzéiungs- a Sozialberuffer souwéi den Neie Lycée ënnert der Form vun engem PPP ze bauen, ass vum Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun den 2. Mee 2006 ugekënnegt ginn. Ufanks 2007 ass dunn eng Étude de faisabilité an eng Étude économique ausgeschafft ginn, där hir Konklusiounen mir den 19. respektiv de 26. Juni an der Finanz- a Bautekommissioun dann och presentéiert kruten. De 6. Juli huet de Regierungsrot dunn décidéiert, de Bau vun dem Campus Miersch iwwert de Wee vun engem PPP auszeschreiwen.

D'Chamber huet hir Zoustëmmung zu dëser neier Prozedur duerch eng Motioun ginn, déi den 12. Juli 2007 ofgestëmmt ginn ass, esou dass deen éischten Appel de candidature den 28. August 2007 och konnt lancéiert ginn.

Dräi Groupementer sinn an den zweeten Tour komm. An déi definitiv Offer gouf den 3. Oktober 2008 agereecht. Den Zouschlag kritt schliesslech dee Groupement, deen déi wirtschaftlechst Offer agereecht huet oder hat.

Den definitiven Zouschlag kann awer eréischt geschéien, nodeems d'Gesetz hei ofgestëmmt gouf an domat de Baute-minister dann och autoriséiert gëtt, fir den Zouschlag zu dësem Bauprojet ze ginn.

Well et deen éischte Projet vun dëser Aart ass, wëll ech eng Kéier kuerz op d'Avantage vun deem öffentlech-private Parteenariat agoen.

1. Als Éischt sief awer emol drun erënnert, dass eng vun de Missiounen vum Stat ënner anerem déi ass, d'Gebaier vun öffentlechem Interessi, esou wéi, zum Beispill, d'Schoulen oder d'Spideeler, dass en déi muss bauen. Dat huet de Stat an der Vergaangenheet ëmmer an Eegeregie gemaach. An Zukunft soll awer, wann d'Konklusiounen aus dësem Projet dann och positiv ausfalen, vläicht méi verstärkt oder méi dacks op privat Partner zrëckgegraff ginn. Duerch e PPP léisst de Stat also öffentlech Gebaier vu privaten Entreprisë bauen a ka se duerno dann och benotzen.

D'Virdeeler vun esou enger Partnerschaft, denken ech, sinn emol déi heiten: 1. E PPP erméiglecht et, méi séier an, mir denken an hoffen och, méi bëlleg ze bauen. Ausserdeem si privat Entrepenen oft méi dynamesch a vläicht méi kreativ wéi de Stat selwer, well eng privat Firma einfach mat dach aneren Décisiounsweeër ze dinn huet. Décisiounsweeër, déi an der Regel och méi kuerz a méi séier dierfte sinn.

2. Am Kader vun engem PPP gëtt de Pre-finanzement, d'Konzeptioun an de Bau vun engem Projet vun engem eenzege Groupement iwwerholl, deen dann och fir d'Exploitatioun an d'Gestioun vun der Infrastruktur fir déi nächst 25 Joer responsabel zeechne muss. Haut läit d'Responsabilitéit an d'Qualitéit vum Produit oder vun där geleeeschterer Aarbecht bei zwee respektiv zéng Joer.

3. Déi privat Firma, déi jo während 25 Joer zrëckbezuelt gëtt, huet all Interessi, fir eng gutt Qualitéit vum Bau a vun den techneschen Installatiounen ze suergen. An zwar op d'mannst esou laang, bis hire Kontrakt, dat heescht 25 Joer, ofleeft. Ausserdeem erméiglechen am Kontrakt festgehale Strofen an e Bonus-Malus-System, dass de Stat als Benotzer e permanenten Entretien an en optimale Fonctionnement vu sengen Infrastrukture garantéiert kritt.

4. Well de Stat beim Bau vun engem PPP-Projet keng finanziell Garantien hannerleet, ass de Finanzgroupement, dee mat der privater Entreprise zesummeschafft, ge-

zwongen, déi finanziell Ofmaachungen genee och ze iwwerpräiwen.

Am Groussen a Ganzen huet eng Virstudië erginn, dass de virleiende Projet e finanzielle Virdeel vu 6,5 bis 10% kann hu par rapport zu der traditioneller Realisatioun duerch de Stat selwer. Mä d'Analyse exacte kënne mir eréischt no der Fäerdegstellung vum Bau selwer, also Enn 2011 oder ufanks 2012 maachen.

Wat elo déi genee Bestëmmunge vum privat-öffentleche Kontrakt fir de Bau vum Campus Miersch ugeet, do sief just kuerz op folgend wichteg Punkten dann higewisen:

1. Den Terrain, deem de Stat zu Miersch kaaft huet, bleift am Besëtz vum Stat selwer, gëtt der privater Entreprise awer gratis während der Dauer vum Kontrakt zur Verfügung gestallt.
2. De Kontrakt trëtt mam Datum vun der Ënnerschrëft a Kraaft an hält den 31. Dezember 2036 op.
3. Déi privat Entreprise, déi den Optrag kritt, huet oder kritt huet, muss d'Risiko vun der Belaaschtung an der Pollutioun vum Buedem zu Miersch bis zu engem Montant vun 2,5 Milliounen Euro selwer droen, wann eppes contaminéiert ass. Alles, wat iwwert dëse Chiffer ewechgeet, gëtt vum Stat iwwerholl.
4. Déi privat Entreprise verpflichtet sech, de Bau komplett ofzeschleissen.
5. Als Qualitätsstandard vum Bau vun deenen zwee Lycéeën ass de Réidener Lycée als Referenz geholl ginn.
6. Déi zwee Lycéeë musse spëtstens 30 Méint nom Ofschloss vum Kontrakt fäerdeg sinn. Dee fréistméiglechen Datum gouf dunn op de 15. Dezember 2011 festgeluecht. Gëtt de Bau vun deenen zwee Lycéeë méi spët fäerdeg, da muss am Prinzip eng Strof bezuelt ginn. D'Lycéeën, wéi gesot, nëmmen e puer vun de Bestëmmungen, déi am Kontrakt selwer dann enthalen sinn.

Här President, souwuel den technesche Lycée fir Erziéungs- a Sozialberuffer souwéi och den Neie Lycée brauchen nei Infrastrukturen, dat awer aus verschiddene Grënn. Deen éischten, well e fir de Moment op zwee verschidde Siten am Land opgespléckt ass an d'Schülerzuele permanent an d'Luucht ginn. Deen Neie Lycée, well

deen zu Hollerech einfach ze kleng gëtt an och provisoersch ageriicht ass a well seng zukünfteg Ausrichtung virgesäit, e kompletten Zyklus bis Première unzëbbiden. Fir d'Detailer an dat pedagogesch Konzept vun deenen zwee Lycéeë verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a selbstverständlech och op de Projet initial.

Ech wollt awer dat heite soen: Wann deen neie Schoulcampus zu Miersch bis fäerdeg ass, da wäerten an dësem Campus, deen direkt niewent dem Agrozenter an direkt niewent der Mierscher Gare läit, eng 1.600 Schüler eng Plaz dra fannen. Op jiddwer Fall ass deen nei Site optimal un den öffentleche Stroossen- a Schinneréseau ugebonden.

Esou kënnen d'Schoulbussen iwwert den CR 138 bei d'Lycéeë kommen, während d'Zich dann op der Gare zu Miersch ukommen. Ausserdeem gouf den zukünftige Schoulcampus esou geplangt, dass en engem liewegen, oppene Komplex entsprécht, deen op engem an deemselwechte Site schoulesch, sportlech, kënschtlerech Aktivitéiten erméiglecht an och Wunraum a Form vun engem Internat mat ubitt.

Déi architektonesche Konzeptioun vum Campus baséiert sech dann och op déi neiesten energetesch Konzepter an op de Respekt vun der Ëmwelt an der Topographie vum Terrain. Gläichzäiteg gouf opgepasst, deenen zwee Lycéeën eng spezifesch Identitéit ze ginn.

Innovativ um Projet ass, dass déi zwee Gebaier duerch eng gemeinsam Entrée matenee verbundene sinn. Déi Entrée besteet aus engem groussen glesenen Hall, deen d'Gebai horizontal a vertikal an zwee deelt. Dëse gemeinsamen Hall ass d'Kärstéck vum Neie Campus, well op där enger Säit den Accès zu de gemeinsamen Infrastrukturen, déi et do gëtt vun deenen zwee Lycéeën, ass, an op där anerer Säit fir déi zwee Gebaier awer eng Trennung kloer sichtbar gemaach gëtt. Och gi Materialien aus verschiddene Faarwe benotzt, fir déi zwee Gebaier vuneneen dann och kënnen ze trennen.

Nach ee Wuert zum Finanzement: De ganze Projet, deen eng 215 Milliounen Euro wäert kaschten, gëtt jo vun deem Groupement, dat den Zouschlag kritt, virfinanzéiert an de Stat bezilt da während 25 Joer déi Suen zréck. Pi mol Daume kann ee soen, dass de Campus Miersch de Stat eng zwielef Milliounen Euro d'Joer kaschte wäert. Dës zwielef Milliounen setze sech zu engem Deel aus enger Indemnité de réalisation vun zwou Milliounen - ech loossen déi hannert dem Koma elo ewech - pro Trimester, ergo aacht Milliounen pro Joer zesummen. Deen aneren Deel ass d'Indemnisation d'exploitation, déi bedréit op d'Joer héichgerechent

3,7 Milliounen Euro. Déi beinhalt all Käsche fir den Entretien, d'Renovatiouns- an d'Entretienaarbechten, d'Botze vun de Gebaier, den Offall an och nach d'Ersetze vum informatesche Material.

De Stat allerdéngs bezilt integral d'Waasser, de Stroum an d'Heizkäschten. Am Projet de loi ass nëmmen eng Estimatioun vun dësen dräi Chargë gemaach ginn. Well een déi jo net kann am Virfeld maachen. Esou wäit si mer nach net.

Och ass nach ze erwähnen de Fait, dass de Stat d'TVA vum Bau iwwerhëlt an och rembourséiert. Dat ass an engem Paiement unique virgesi vu 17,1 Milliounen an dat fréistens zum 15. Dezember 2011, wann de Bau fäerdeg ass. Och behält de Stat d'Recht, fir e Remboursement partiel oder ganz e Remboursement anticipé kënne virzehuelen.

De Statsrot ass net géint dee virleiende Projet de loi, mä huet a sengem Avis eng ganz Herd vu Froen zum PPP opgeworf. Notamment zu den Avantagë vun deem PPP par rapport zu der traditioneller Virgehensweis vum Stat bei Bauprojeten.

Ech wëll dës Froen elo net alleguerten opwerfen, mä am Résumé kann ee soen, dass de Statsrot der Meinung ass, dass vill vun den ernimmten Avantagen éischter Hypothese sinn, déi an der Praxis nach mussen nogewise ginn. Dofir gesäit de Statsrot de Bau vum Campus Miersch als eng éischt Experienz an dësem Beräich un, wou d'Zukunft muss weisen, ob ee bei spéidere Bauprojete méi intensiv dës Wee kann aschloen.

Och wann de Statsrot dës Projet approuvéiert, esou hätt en dach léiwer gesinn, dass net nëmmen einfach d'Avantagë vun deem PPP ogezielt gi wieren, mä et zu enger méi detaillierter Analys vun de Virdeeler an den eventuelle Schwaachpunkte vun dësem neie Finanzéierungsinstrument fir staatlech Infrastrukturen komm wier. Ausserdeem hätt e sech och eng Étude comparative tëschent dem PPP an dem traditionelle Finanzéierungssystem vu Bauprojete gewënscht. De Conseil d'État insistéiert dofir, dass déi zoustänneg staatlech Instanzen zu gegebener Zäit och Konklusiounen aus dësem Projet zéie sollen.

Zu verschiddenen Artikelen vum Gesetzestext hat de Statsrot verschidde Remarquë gemaach an nei Textpropositiounen gemaach, déi mir an der Bautekommissioun alleguerten ugeholl hunn, bis op déi Remarque, dass mir bei dësem Projet sollen eng Referenz op dat neit Marchés-publics-Gesetz maachen, wat mer elo dës Woch eréischt gestëmmt hunn. Dat geet awer net. Well mir hunn dat Gesetz wuel dës Woch

gestëmmt, mä et ass awer nach net am Mémorial publizéiert an deemno och nach net rechtskräfig, esou dass mer déi Remarque do net konnten unhuelen.

Och hu mir an der Kommissioun enger Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen, déi e beim Artikel 2 ausgesprach huet. De Rapport hu mir dann och gëschter Mëtteg unanime an der Chamberskommissioun ugeholl. An ech hoffen, dass de Projet och eng breet Zoustëmmung elei an der Chamber kréie wäert.

Zum Schluss wollt ech nach soen, dass de PPP fir d'CSV en interessant Instrument fir d'zukünftige Bauprojeten duerstelle kann. Virun allem, well mer an den nächste Jore quasiment vläicht gezwonge sinn, do ze spueren, wou et méiglech ass, an do, wou mer Méiglechkeeten hunn, an dofir méi genee mussen analyséieren, wou a wéi mer kënne vläicht Suen ausginn.

Ech kéint mer zum Beispill virstellen, dat wëll ech dann als Schluss soen, dass deen a leschter Zäit erëm e bësselche méi zitéierten Tram ënnert der Form vun engem PPP-Projet kéint gebaut ginn oder kéint realiséiert ginn, wat u sech vläicht vun Interesse wär fir jiddwereen, fir déi heiteg Generatioun, well e jo dann disponibel ass fir déi an och fir déi zukünftige Generatioun. An déi zwou Generatiounen kéinten deemno hëllef den Tram bezuelen. Ech mengen, dat wär jo och sécherlech net esou falsch gekuckt.

An dësem Sënn ginn ech dann och den Accord vu menger Fraktioun oder vun der CSV-Fraktioun an ech soen lech alleguerten nach Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix**.- Très bien!
» **M. le Président**.- Merci, Här Clement. D'Madame Brasseur huet d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Anne Brasseur (DP)**.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, haut kann ee sech freeë fir Miersch an déi ganz Regioun, well Miersch gëtt elo e Schoulzentrum, wat eng gutt Saach ass, well mer d'Schoullandschaft diversifiéieren. Ech erënneren un de Plan sectoriel «Lycées», deen awer net alles virgesinn huet. An do muss ee mat deene Plans sectoriels virsiichteg ëmgoen, well et kann een net alles esou plangen.

Well fir eng Schoul ze bauen, gehéiert méi derzou, wéi e Plang, deen theoretesch développéiert ginn ass, wou een dann erausfënn, wou d'Kanner hierkommen, wou se am beschte wieren, wéi et am beschten un den öffentlechen Transport ugebonden ass, mä et muss een och nach d'Terrainen

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**
- Retrouvez vos députés, tous les textes, législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

hunn. An hei huet sech d'Opportunitéit Gott sei Dank erginn, dass Terrainen zur Verfügung stinn, fir zu Miersch déi zwee Lycéeën do ze bauen.

Mä nieft deenen zwee Lycéeën - den Neie Lycée an de Lycée technique pour professions éducatives et sociales - ass jo och nach eng Annex vum Lycée classique vun Dikrech zu Miersch, an et sinn och nach Coursé vum Centre des langues emol eng Zäitchen do ofgehalen ginn. Sou dass Miersch wierklech net nëmme geographesch gutt geleeën ass tëschent der Stad an der Nordstad, mä dass et och doduerch elo en Zentrum gëtt, dee sech weider kann développéieren, well en déi Schoulaktivitéiten huet.

Ech muss soen, dass ech mech fir déi ganz Regioun do freeën, fir de Buergermeeschter Abbes Henkel an all déi Gemengen, déi ronderëm sinn. Mir hu jo och eng Nopeschgemeng, déi hei representéiert ass duerch hire Buergermeeschter, mä deen hei a senger Qualitéit als Deputéierte sëtz.

Wann ee vu PPP schwätzt, da muss mer ons awer iwwer eent am Klore sinn: Et ass keen Allheilmittel. Do ass dann e Privaten, dee Sue virstreckt, an et muss een dat natierlech och rembourser. Dat heescht, et gëtt net fir näischt. De PPP ass net, dass mer elo fir näischt géife bauen. Sécherlech ass et net d'un coup, wou et de Budget belastscht, mä et gëtt iwwer Joren e Loyer bezuelt.

An et ass och en anere Modus, well och Fonctionnementskäschte mat beinhalt sinn, wou ganz kloer opgeléicht ass, wat fir den Investisseur ass a wat anerersäits fir den Occupant ass; dat heescht, fir d'öffentlech Hand. Mä et muss ee sech awer bewosst sinn, dass dat och e Präis huet an dass dat onse jährelche Budget all Joer wäert belastschen. Et kann een dat Instrument och net onendlech strapazéieren. Ech mengen, däärs muss ee sech awer bewosst sinn. An ech mengen, dat ass sech jo och jiddwereen heibanne bewosst.

Wa mer iwwert dee Wee fueren - an d'DP ass mat deem Wee d'accord -, dann ass et, well mer duerch déi Prozeduren, déi mer hunn, déi laangwiereg a laangfristeg sinn, dass e privaten Investisseur sécherlech méi séier ka bauen, méi rapid ka bauen. Alldéngs, de Cahier des charges ass guer net einfach opzestellen, besonnesch wann et eng éischte Kéier ass, wéi dee Wee, dee mer hei ginn, well ee muss op alles oppassen, a virun allem op eent: Dat ass op d'Qualitéit.

Et mécht ee beim PPP e Projet, deen eng gewëssen Durée huet, mä da muss een awer och als futur propriétaire sécher sinn, dass, nodeem déi Lafzäit dann ofgelaf ass, dann d'Qualitéit vun deem Gebai och nach stëmmt. Dofir ass d'Begleede vun esou engem Objet, ob dat eng Schoul ass oder en aneren Objet, och net esou einfach. Do ginn ech dervun aus, dass se am Ministère des Travaux publics sech Instrumenter ginn, fir dat do ze begleeden, well dat ass eng ganz nei Aufgab, déi an deem Kader op ons Administratioun duer wäert kommen.

Mir hunn am Moment nach keng Expertise dodran, keen Know-how dodran. Ech mengen, et soll een et probéieren. Dofir wäerte mir als DP dat do och stëmmen, mä awer genee oppassen.

Et gëtt ëmmer vun Evaluatioun geschwat. Ech weess net, wat een hei soll evaluéieren,

well mir kënnen jo net bis zum Oflaf vun der Lafzäit waarden, bis mer da Konklusiounen zéien oder ons Nofollegkonklusiounen zéien, ob et dann e richteg Schrëtt war oder net. Mä et muss ee kucke während elo der Bauphas, wéi dat leeft, wat do genee geschitt, dat genee am A halen, fir dann eventuell bei engem nächste PPP fir en nächsten Objet do den Tir ze rectificéieren an de Cahier des charges méi ze preziséieren.

Mat deene puer Remarquen, Här President, géif ech dann den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen, dem Rapporteur Merci soen, deen och President ass vun der Travaux-publics-Kommissioun. Den Här Clement hält net op, mä ech wollt em awer Merci soe fir déi Présidence, déi en déi lescht fënnf Joer hei gemaach huet, well ech mengen, mir hunn och gutt an där Kommissioun zesummegeschafft.

Ech hoffen, dass dat, wat dann d'nächst Woch ofgestëmmt gëtt, wierklech eng nei Dynamik oder en neie Wee bréngt an déi Aart a Weis, wéi de Stat kann an Zukunft seng Infrastrukturen nach komplettéieren. Zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier soen, dass ech wierklech frou si fir Miersch an d'Regioun, dass dat elo e Campus scolaire gëtt.

Merci villmools.

» M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Da kritt den honorabelen Här Diederich d'Wuert.

» M. Fernand Diederich (LSAP).- Här President, Här Minister, léif Kolleegen, déi et nach ausgehalen hunn zu esou spéider Stonn, ech wollt éischstens emol Merci soen dem Rapporteur. Dee mécht mer et einfach, datt ech ka ganz kuerz sinn. Awer och him Merci fir deen detailléierte Rapport, souwuel mëndlech a besonnesch och schrëftlech, wou alles dran ass, wat de PPP ubelaangt, wat och d'Finanzen ubelaangt.

Ech wëll och Merci soen der Madame Brasseur, menger Virriednerin, fir datt se sech fret mat eis awer och aus der Stad eraus op Miersch, fir eben déi Entwécklungen, déi um Plang vun de Schoulen zu Miersch stattfannen. Ech ka mer awer elo net gutt verknäifen, fir net och e Wuert iwwert d'Géigend ze soen, déi ech awer och e bësse kennen.

Déi zwee Lycéeë vu ronn 1.600 Schüler, wéi scho gesot ginn ass, déi um Mierscher Campus implantéiert wäerte ginn, charakteriséiere sech doduerch, datt se eng eemoleg Offer och duerstellen an deem Sënn, datt se nëmmen eemol an där Form am Land bestinn; wéi zum Beispill och de Lycée hôtelier zu Dikrech an och de Lycée agricole zu Ettelbréck.

Wann also d'Schüler aus deenen zwee Lycéeën aus alle Géigende vum Land kommen, ass déi zentral geographesch Lag vu grousser Wichtigkeet. De Campus Miersch läit effektiv an der Mëtt vum Land. Wann ee weess, datt viru kuerzem - an der Zeitung war et op alle Fall dokumentéiert - de genaue Mëttelpunkt op ronn zwee Kilometer am Pettener Bësch festgeluecht ginn ass.

No der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss ass de Site um Stroossewee gutt ze errechen. Hie läit och direkt un der Eisebunnsliin Lëtzebuerg-Ettelbréck, no bei der Gare, no beim Zentrum, awer net direkt am Kontakt mam Wunngébeit. De Schoultransport gëtt och mat Bussen

assuréiert; et ass jo drop higewise ginn. D'Gare routière läit no bei der Hauptentrée vun deenen zwee Lycéeën an erméiglecht also och een einfachen a sécheren Accès.

Wichtig ass och drop hinzewiesen, datt dëse Projet dem Gedanke vun der Dezentraliséierung Rechnung dréit, woumat mer eis meeschtens an der Praxis ganz schwéierdinn. No der Kreatioun vum Uelzechtlycée zu Dummeldeng, deen eng Rei Schüler nördlech vun der Hauptstadt kann opfänken, a mat der Annex Miersch vum Lycée classique Dikrech, dee scho länger Zäit zu Miersch fonctionnéiert, wäert d'Implantatioun vun deenen zwee Lycéeën de Flux vum Trafic Richtung Hauptstadt reduzéieren, wat besonnesch an de Spëttestonne fir eng Erlichterung ka suergen.

Interessant ass am Projet och, datt Synergie méiglech sinn, souwuel an der Energieversuergung, awer och zum Beispill d'gemeinsam Notzung vun enger Rei vun Infrastrukturen, besonnesch wann ee weess, datt am Neie Lycée, deen als Ganzdaagsschoul fonctionnéiert, zousätzlech Aktivitéiten ugebuede ginn, déi och iwwert déi noutwendeg Raimlechkeeten a Plaz fir Aussenanlage mussen kënnen verfügen. Dëst betrëfft zum Beispill d'gemeinsam Notzung vu Spezialsäll, vu Säll fir handwierklech Aktivitéiten, fir Musek, fir audiovisuelle Montage an Dréckerel, eng Kichen, eng Bibliothék, en Amphitheater, Schoules-restauranten, eng Sportschal an een Internat.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet vum Campus Miersch stellt eng interessant, innovativ Initiativ duer, déi eng Beräicherung vun der Schoullandschaft an domat och vum ganze soziale Liewen am Kantonalhaaptuert, och als Centre d'attractivité haut bekannt, tëschent der Hauptstadt an der Nordstad ass. Ech hoffen, datt dëse Projet zügeg wäert virgoen an datt mer mat deem neie Modell, wéi virgesinn, d'Aarbechte kënnen an engem Zäitraum vun 30 Méint ofschléissen.

Um Schluss ginn ech dann den Accord och vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Diederich. Da kritt als leschten Diskussionsriedner den Här Kox d'Wuert.

» M. Henri Kox (DÉ GRÉNG).- Ech wëll mech fir d'éischt deene Virriedner all uschléissen, déi gesot hunn, dass et wichtig ass, dass de Kanton Miersch och dee Lycée dann elo kritt. Ech schwätzen net elo als - wéi soll ech soen? - Lokalpatriot, mä als Papp vun enger Duechter, déi am Neie Lycée ass. An ech si frou, dass déi Schoul endlech dann hire Lycée kritt an et ass och wichtig, dee Lycée weider esou auszubauen.

Ech wollt awer op zwee Punkten zrëckkommen, well dat virdu an der Ried vum Rapporteur exzellent och duergestallt ginn ass. Dat ass awer déi Geschicht mam PPP. Effektiv däärf ee sech do net ze vill erwaarden an et muss ee sech ganz virsiichteg do eruntaaschten. Et ass och gutt, dass mer elo e Modell do probéieren, dass mer dat och probéieren ëmzesetzen.

Selwer hate mer jo am Kanton Réimech e bëssen diskutéiert, esou e Projet zum Beispill zu Mondorf ze maachen, fir eng regional Schwämm ze maachen. Ech muss awer soen, dass mer op Gemengenebene do relativ schlecht opgestallt sinn, fir esou eppes unzegoen, well et dach juristesches net esou evident ass, fir souwuel den Invest wéi och de Fonctionnement an enger Kéier alles ze iwwerkucken.

D'Madame Brasseur huet virdu munech Bedenke scho gesot - ech ka mech deenen nëmmen uschléissen -, wann e Privé derbäi ass. Et ass jo kloer, dass dee Privé dat net aus Frieden, Freude, Eierkuchen mécht, mä éischter och fir eng Rendite ze hunn, an dass déi Rendite natierlech och an engem gewëssene Mooss muss sinn. An ech mengen, dass et awer wichtig ass, dass d'Regierung dat eng Kéier probéiert.

Ech sinn och frou, dass den Här Clement virdu esou positiv nach awer zum Tram geschwat huet. Et waren op eemol Bedenken opkomm bei eis an der Fraktioun.

(Interruption)

Ech hoffen, dass d'CSV weiderhi prioritär zum Tram steet, a wann de Modell PPP e Modell soll ginn an och d'Méiglechkeet opléisst, fir an déi Richtung ze goen, hutt Der sécherlech eis Ënnerstëtzung. Mä et muss effektiv gekuckt ginn, ob et net en fin de compte méi deier gëtt fir de Stat wéi et a sech bréngt. Sécherlech, de Bau gëtt beschleunegt, awer ob et finanziell och fir eis opgeet, dat muss een dann nach

gesinn. Mä mir brénge selbstverständlech dann d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

» M. le Président.- Merci, Här Kox. Da kritt d'Regierung d'Wuert, den Här Baute-minister Claude Wiseler.

» M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.- Merci, Här President. Ech wëll a sech mech uschléissen un déi Remerciementer, déi den Här Rapporteur scho krut fir déi extrem schnell Aarbecht, déi e gemaach huet, an och selbstverständlech der Kommissioun. Et ass emol nach net virkomm, datt esou schnell hei geschafft ginn ass. Mä ech muss awer soen, datt et extrem wichtig ass, well mer einfach mat deem Projet hei musse virukommen.

En net an dëser Legislaturperiod stëmmen, hätt geheescht, datt mer an dem Bau véier, fënnf Méint bis en halleft Joer verluer hätten. Wann Der wësst, wéi noutwendeg mer awer all Infrastrukturen do brauchen, ass et schonn eng gutt Saach, datt mer hei d'Méiglechkeet hunn, fir virun dem Ofschloss vun dëser Legislaturperiod deen heite Projet ze maachen.

Da wollt ech net iwwert den Inhalt vun deene Gebaier schwätzen; dat ass alles am Detail gesot ginn. Vläch awer e puer Wuert iwwert déi Remarquen, déi zum PPP hei gemaach sinn. Well et effektiv fir den Travaux-publics-Ministère respektiv fir de Finanzministère déi grouss Erausforderung war, mat enger Aart a Weis un e Bau erunzegoen, wéi mer se bis elo nach ni haten.

Déi éischt Remarque, déi ech wëll dozou maachen, dat ass, datt wahrscheinlech déi schwierregst Phas elo hanner eis ass. An ech muss soen: Dat war eng schwierreg Phas. Ech verstinn och d'Gemengen, wa se eng Kéier probéiert hunn, op dee Wee ze goen, well se awer - wann ech mech däärf esou ausdrécken - vläch net esou équipéiert si wéi de Stat. Et ass souwuel techesch wéi juristesches net einfach. Et war och fir de Stat net einfach, fir deen hei Wee esou ze kréien, datt mer e vun allen Obstaclen ewech krut hunn.

Mir hunn zesumme mat der Éducation nationale, mat de Finanzen, den Travaux publics eis beschte Leit dorobber gesat, a mir hunn och niewendrun nach e Cabinet d'audite geholl plus en Affekotébüro, fir eis ze conseilléieren, datt mer kee Feeler maachen. Well dat Wesentlechst, datt ass, datt mer an dëser Etapp e Kontrakt hunn, dee sécher ass, dee kloer ass an dee baukloer ass fir 25 Joer, well mer all déi Fäll musse virgesinn, déi kënnen an deenen nächste 25 Joer opkommen; fir also eng kloer an eng propper Relatioun mat enger Firma ze hunn, déi eis erlaabt, ouni Sträit dat dann och korrekt hinze kréien.

Ech mengen, mir hätten dat gepackt. Mä déi nächst 25 Joer wäerten eis dat weisen. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque, dat ass déi, datt jo net onbedéngt just de Choix vum PPP eng Fro vun der Finanzéierung war. Dat och, mä awer sécherlech sinn et aner Argumenter ginn, déi fir eis wesentlech waren.

Dat éischt Argument, wat fir mech wesentlech war, dat ass, datt dat hei a sech awer elo e Wee ass, deen eis och d'Administratioun, elo wou mer esou wäit sinn, wäert entlaaschten. Mir hunn eng Commissioun gemaach oder sinn eng Prozedur elo gaangen, wou mer ee Kontrakt maachen. Iwwert déi ganz Bauzäit brauche mer elo keng öffentlech Ausschreiwung méi ze maachen, well déi tout inclus ass.

Dat heescht, datt d'Administratioun vill manner belastscht ass. A wann Der wësst, wat fir ee risege Programm mat deem ganze Paquet socio-économique, deen nach derbäikomm ass, se souwisou schonn hat, dann ass dat fir mech och e wesentlecht Element, datt mer hei manner belastscht sinn.

Dat zweet Argument, dat ass, datt mer méi schnell an och méi bëlleg wollte schaffen. Ech kommen duerno nach kuerz dorop zrëck.

An dat drëtt, dat ass, datt mer och 25 Joer eis net méi brauchen an deem Mooss ëm den Entretien ze bekëmmern; vläch de Suivi dovunner maachen. Mä vu datt et tout

inclus ass, ass och déi Aarbecht fir d'Administratioun gespuert. An den Entretien vun esou Gebaier ze maachen, dat ass näischt Evidentes. Dat brauch och e groussen Engagement.

Deen hei Kontrakt, déi hei PPPs-Prozedur ass am Fong am ale Gesetz nach gemaach ginn. Gëschter hu mer en neit Gesetz gestëmmt. Dat heescht, datt mer hei no der Procédure négociée geschafft hunn an eis och op déi Artikele beruff hunn, déi am Soumissiounstext sech op déi négociéiert Prozedur baséieren.

Wa mer an deenen nächste Méint nach esou e Projet géifen ufänken... Am neien Text, deen Der gëschter gestëmmt hutt iwwert d'Marchés publics, hu mer eng nei Prozedur, déi Dialogue compétitif heescht, déi och méi kloer dorop higeschnidden ass, déi eis erlaabt, wahrscheinlech déi ganz Prozedur nach anescht, nach besser ze cernéieren, wéi et elo an där aler war. Dat ass déi éischt Remarque.

Déi zweet Remarque. Ech weess net, ob Der lech erënnere kënnt. Virun enger Rei Méint, wéi mer heimat ugefaangen hunn, mengen ech, hunn eng Rei Deputéierten, Fraktioun Bréiwer kritt, och vun de Représentantë vun den Entreprises, fir ze soen: Mä passt op, esou e PPP, deen Der maacht, dat ka jo geféierlech ginn, well do kënnen

net onbedéngt Lëtzebuerger Entreprises hei op der Sait gelooss ginn. Juristes ass dat richteg; wéi bei all Soumission publique ass dat par ailleurs richteg.

Mir stellen awer elo fest, datt am Nachhinein duerch dee ganze Marché, esou wéi en ofgelaf ass, dat net de Fall ass, datt déi Konsortiumen, déi hei matgemaach hunn, sech zu engem groussen Deel aus Lëtzebuerger Betriber zesummestellen. Mir hate par ailleurs och eng Klausel an der Soumissioun, déi am Fong déi Konsortiume begënschtegt huet bis zu engem gewësenen Deel - dat war och schéi propper an dem Soumissiounstext esou agepaakt -, wa se mat petites et moyennes entreprises geschafft hunn. Ech hunn dat am Prinzip och e richtege Wee fonnt.

Elo déi wichtegst Fro: Si mer méi schnell? Si mer méi bëlleg? D'Antwort ass schwéier. Esou wéi d'Rechnungen haut sinn, kann een dovunner ausgoen, datt mer zwësche 6,5% an 10% iwwert déi 25 Joer méi bëlleg sinn. Dat soen emol d'Experten. Mä ech soen awer och kloer: Mir hunn nach net gebaut; Punkt Nummer eent.

A Punkt Nummer zwee sinn och déi Rechnungen, wat et eis da kascht hätt, wa mer et anescht gebaut hätten. Natierlech ëmmer eppes, wat mat Virsiicht ze genéissen ass. Mir hunn eis hei op Erfahrungswärter baséiert. Ech kommen zu deem Resultat. Ech schwätzen et virsiichteg un, mä ech hunn awer keen anert, fir lech ze presentéieren. Op jidde Fall kann ee soen, datt et sécher net méi deier ass, a wahrscheinlech e wéineg méi bëlleg. Mä et spuert eis keng 30, keng 40, keng 50%. Dat muss een och

wëssen.

Ass et méi schnell? Och eng Fro, déi ee ka stellen. Et ass och schwéier, déi elo ze beäntweren, well elo si mer emol um Gesetz. Mir hunn et jo nach net gebaut. Mä wann ee kuckt, wéi d'Prozedure waren, an et gesäit een, datt awer 2006 de Premier-minister am État de la nation déi Iddi lancéiert huet, datt mer Enn 2006 e Consultant emol agestallt hunn, fir ze kucken, wéi en général kéint esou e PPP ausgesinn, an datt mer schlussendlech am Juli 2007 eng Décisioun fir en Appel d'offre geholl hunn, esou stelle mer awer fest, datt mer heimat bis zum Gesetz mat enger Prozedur vun zwee an engem hallwe Joer ze dinn hunn, déi awer normalerweis bei klassesche Prozedure mindestens en halleft Joer, wann net méi, méi laang ass.

Mir sinn elo scho weider wéi mer normalerweis wären, wou mer d'Gesetz stëmmen, well mer elo schonn déi ganz Soumissiounsprozedur fäerdeg hunn. Et ass ausgeschriwwen. Mir kënnen de Kontrakt evaluéieren, an de Bau kann elo scho lassgoen, wou mer normalerweis no engem Gesetz eréicht d'Dossier-de-soumissionen, d'Ausschreiwunge maachen an da lassfueren.

Wann ech da kucken, wéini de Kontrakt seet, datt de Bau soll fäerdeg sinn - Dezember 2011 -, esou komme mer do op eng Zomm vu fënnef Joer, wann dann alles esou klappt, wéi et virgesinn ass. Wat awer komparativ e relativ gutt Resultat ass, fir de Bau hei fäerdeg ze kréien. Mir hu vill geschafft, fir d'Délaien erfrozekréien an deene leschte Méint bei Bâtiments publics. Mir hu

se och erfokritt, vun duerchschnëttlech wou d'Gebaier alt nëng, zéng Joer gebraucht hunn - verschiddener méi - op sechs, siwe Joer alt. Hei si mer bei engem Resultat vu fënnef Joer, wou alles geet. Esou datt een do och net d'Zäit kann halbéieren, mä awer trotzdeem eng gutt Zäit wahrscheinlech ka gewannen.

Et kann ee keen definitive Bilan zéien. Den intermédiaire Bilan - esou wéi an der Schoulpolitik; de Bilan intermédiaire -, dee mer haut kënnen zéien, ass awer, mengen ech, bis elo positiv. Dofir sinn ech frou, datt mer déi Erfahrung hei gewot hunn an datt mer kënne weiderfueren. Den definitive Bilan géif ech gär an dräi Joer zéien, oder en aneren a menger Plaz dann zéien.

Voilà! Dat waren déi puer Saachen, déi ech wollt dozou soen. Nach eng Kéier Merci all deene Leit, déi gehollef hunn, datt mer esou schnell op deen heite Wee konnte goen, an all de Fraktiounen, déi de Projet ënnerstëtzen.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da si mer um Schluss vun der Sëtzung ukomm. Ech soen den eelef Kolleegen och villmools Merci, déi eisern um Stull sëtze bliwwen sinn. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 12. an den 13. vun dësem Mount. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech matgedeelt.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.32 heures)

Sommaire des séances publiques Nos 50 et 51

Dépôt d'une proposition de loi page 599

5981 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008 pages 599-603

5273 - Projet de loi ayant pour objet de modifier:

1) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile;

3) la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare (suite) page 603

5905 - Projet de loi relatif à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1. le développement et la diversification économiques, et
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie (suite) page 603

5906 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques,

- l'article 179 du Code d'instruction criminelle et

- l'article 40 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement (suite) page 603

5968 - Projet de loi autorisant la reconstruction du passage supérieur situé au point kilométrique 0,858 de la ligne de Luxembourg à Kleinbettingen et amendant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (suite) pages 603-604

5934 - Projet de loi portant

a) création de l'administration de la Nature et des Forêts

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

c) abrogation de la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts (suite) page 604

5970 - Projet de loi portant approbation

- du Traité portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958

- du Protocole relatif aux privilèges et immunités de l'Union Benelux

- de la Déclaration signés à La Haye, le 17 juin 2008 pages 604-607

5830 - Projet de loi organisant l'aide sociale pages 607-614
pages 617-618

5937 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction du centre intégré pour personnes âgées à Belval-Ouest à Belvaux pages 616-617

5864 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi page 618

5979 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la coopération entre la Chambre des Députés et le Gouvernement en matière de politique européenne pages 618-619

5953 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des

travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes de la Moselle supérieure pages 619-620

5994 - Projet de loi portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen pages 620-624

5947 - Projet de loi portant création et organisation du Centre de rétention et modifiant

1. le Code de la sécurité sociale,
2. la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,
3. la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pages 624-628

5876 - Projet de loi portant organisation de l'enseignement supérieur,

- fixant les modalités du cycle d'études d'enseignement supérieur aboutissant à la délivrance du brevet de technicien supérieur;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- fixant les modalités d'implantation de formations d'enseignement supérieur ou de création de filiales ou d'établissements privés ou publics sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

- abrogeant la loi du 14 août 1976 déterminant les conditions de création d'établissements privés d'enseignement supérieur pages 628-629
page 630

5921 - Projet de loi

1) ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36 pour ce qui est a. du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles b. de la prestation temporaire de service

2) modifiant la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres de l'enseignement supérieur

3) abrogeant la loi du 13 juin 1992 portant a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans; b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles pages 629-631

5884 - Projet de loi portant création

a) d'un Institut national des langues

b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise et portant modification a) de la loi du 19 juillet 1991 portant création d'un Service de la formation des adultes et donnant un statut légal au Centre de langues Luxembourg; b) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État; c) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 631-634

5895 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/48 CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle et portant désignation des tribunaux des dessins ou modèles communautaires, et ayant pour objet de modifier:

- la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et bases de données

- la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention pages 634-635

5991 - Projet de loi relatif à la réalisation du Campus scolaire de Mersch pour le Neie Lycée et pour le Lycée technique pour professions éducatives et sociales par le biais d'un partenariat public-privé pages 635-638

Sommaire des questions parlementaires		
Question N°	Auteur	Objet
3206	Camille Gira	Site prévu pour l'implantation d'un stade de football ainsi que d'un centre commercial
3209	Robert Mehlen	Prix de l'électricité
3216	Xavier Bettel	Interdiction de circulation de poids lourds lors de jours fériés
3227	Aly Jaerling	«Maintien à domicile»
3228	Aly Jaerling	Renseignements sur la qualité des services des hôpitaux
3289	Ali Kaes	Manque de facteurs auprès de l'entreprise des P&T

Question 3206

(9.3.2009) de **M. Camille Gira** (*DÉI GRÉNG*) concernant le **site prévu pour l'implantation d'un stade de football ainsi que d'un centre commercial**:

Par arrêté ministériel du 23 mars 1990, le Ministre de l'Intérieur avait décidé de ne pas approuver l'implantation d'une zone d'activités au lieu-dit «Im Weyer» à Livange, pour entre autres le motif que «l'aire concernée constitue une zone humide régulièrement soumise à des inondations ne se prêtant guère à l'implantation d'établissements humains».

En date du 26 février 1991, le Ministre de l'Environnement avait décidé de ne pas donner une suite favorable à la demande pour la déviation du cours d'eau dit «Bibeschbach» à Livange (au lieu dit «im Weyer») avec entre autres comme argument que «le vallon inondé en période de crue constitue un bassin de rétention naturel».

Se référant au plan vert de la commune, le Ministre de l'Environnement avait en février 1993 modifié la décision d'approbation du PAG par le conseil communal dans ce sens, que les terrains en question («In den Kapen Strachen», «In den Kirchstrachen») devraient rester classés zone verte.

En relation avec ce qui précède, j'aimerais obtenir les précisions suivantes:

- Est-ce que les aspects d'une éventuelle inondation des terrains en question ont récemment été analysés? Si oui, quels nouveaux arguments permettent la modification des décisions ministérielles susmentionnées?

- Est-ce que le Ministre de l'Environnement a donné son aval pour l'implantation d'un nouveau stade de football, ainsi que d'un centre commercial sur ces lieux?

Réponse (7.4.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Monsieur le Député fait état de différentes décisions prises dans le passé au sujet du site prévu pour l'implantation d'un nouveau stade de football et d'un centre commercial à Livange.

Il m'importe de préciser qu'à l'heure actuelle je ne suis pas encore saisi d'un quelconque dossier ni d'une étude concernant l'état actuel du terrain et que partant je ne suis pas encore appelé à statuer.

L'honorable Député fait allusion à l'humidité voire l'inondation de ladite zone et au cours d'eau «Bibeschbach» la traversant, éléments pris en considération par les décisions négatives antérieures.

Il va de soi que toute nouvelle décision ne pourra intervenir qu'après analyse et étude approfondie des lieux notamment au titre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et

en particulier de l'article 17 dont les dispositions seront strictement respectées et appliquées comme dans tout autre dossier similaire.

Sous ces réserves, j'informe Monsieur le Député qu'à ce stade j'ai un préjugé favorable quant à l'implantation du projet à Livange.

Pour ce qui est du site choisi, j'aimerais préciser qu'il n'est pas classé comme zone inondable et que depuis le début des années 1990, dates auxquelles sont intervenues les décisions auxquelles fait allusion l'honorable Député, le cadre environnemental et urbanistique du site proprement dit a connu des changements importants.

Ainsi il se trouve en face d'un complexe hôtelier et non loin d'une station-service qui a été agrandie. Il est longé par l'A3 et une ligne ferroviaire. À ces infrastructures existantes s'ajoutera la ligne du TGV projetée.

C'est évidemment dans ce contexte et à la lumière de ces développements qu'il importe d'analyser le projet et de situer les décisions à intervenir.

Question 3209

(10.3.2009) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant le **prix de l'électricité**:

Aus enger rezenter Ofrechnung vun der Cegedel geet ervir, datt fir den Dagesstrom de Präis fir eng Kilowattstonn den 1. Januar 2009 vun 0,1455 op 0,1619 Euro (+11,27%) eropgaangen ass. Den Nuetsstrom ass vun 0,0790 op 0,0988 (+25,06%) eropgaangen.

Duerfir géif ech gären dës Froen un Iech riichten:

- Ass et bei der Cegedel a leschter Zäit zu Präiserhéijunge komm, a wéi héich sinn dës Erhéijungen an deenen eenzelne Kategorien?
- Wouduerch sinn dës Präiserhéijunge gerechtfertegt a wat war d'Position vun der Regierung an dëser Fro?
- Sinn d'Clientë virun dëser Erhéijung informéiert ginn? Wéi steet et ëm d'Obligatioun, fir eng Präiserhéijung virun hirer Applikatioun matzedeelen? Muss de Client de Supplément bezuelen, wann en net virun informéiert ginn ass?
- Wéi staark ass den Afloss vun der Regierung bei der Cegedel, a wat fir eng Politik gëtt vun der Regierungsverrieder bei der Cegedel verfollegt?

Réponse (29.4.2009) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La question sous rubrique concerne des aspects de politique commerciale du fournisseur d'énergie électrique Cegedel. Il est signalé tout d'abord que, dans le contexte libéralisé du secteur de l'énergie, Cegedel n'est qu'un parmi d'autres fournisseurs d'énergie actifs sur le marché luxembourgeois. En outre, depuis le 1^{er} juillet 2007, chaque client est libre de faire le choix de son fournisseur préféré pour l'approvisionnement en énergie électrique et en gaz na-

turel et chaque fournisseur est libre d'acquérir des clients indépendamment du réseau auquel le consommateur est raccordé.

Les réponses aux questions soulevées se basent sur les renseignements qui ont été fournis par le fournisseur concerné:

- Les tarifs de vente de Cegedel pour les clients raccordés au réseau basse tension de Cegedel Net (clients résidentiels et professionnels) ont augmenté, avec effet au 1^{er} janvier 2009, de 9,75% en moyenne par rapport à l'année précédente. Rappelons que la dernière adaptation des tarifs basse tension a eu lieu en juillet 2007 (diminution de l'ordre de 3 à 4%) et qu'en 2008, les prix de vente de l'électricité sont restés stables, malgré l'envolée des prix de l'énergie constatée au niveau international.

En ce qui concerne plus particulièrement le tarif résidentiel applicable à plus de 120.000 points de fourniture ménagers, il a augmenté de 8,45% en moyenne (prime fixe inchangée, prix par kWh +9,55%).

Quant au double tarif ménage, auquel la question de l'honorable Député fait référence, il a fait l'objet pour la composante «nuit» d'une augmentation plus sensible du prix afin de mettre la structure de ce tarif en concordance avec le tarif d'utilisation du réseau appliqué par le gestionnaire de réseau concerné.

- Hormis le cas particulier de la hausse du prix de la composante «nuit» expliquée ci-dessus, l'augmentation des prix de l'électricité résulte de l'envolée des coûts d'approvisionnement pour l'année de fourniture 2009, reflétant l'évolution des coûts des énergies primaires utilisées dans la production d'énergie électrique.

La stratégie d'approvisionnement du fournisseur consiste à répartir les achats auprès des producteurs/fournisseurs en amont sur une durée d'au moins douze mois précédant l'année de consommation, de façon à limiter les risques liés à la volatilité court terme des prix de l'énergie. Au cours de cette période, les prix de l'électricité sur les marchés de gros se sont accrus de plus de 26%. Grâce à la stabilité des coûts d'utilisation du réseau de distribution et à la politique prudente d'un approvisionnement structuré et diversifié, l'augmentation des tarifs de vente d'électricité a pu être atténuée.

Il est relevé toutefois, qu'en raison de ce mécanisme et compte tenu du fait que les marchés de l'énergie, électrique notamment, ont fortement chuté dans la foulée de la crise financière depuis la mi-année 2008, on pourra s'attendre à ce que les prix de vente de l'électricité baissent de nouveau de façon sensible en 2010 et retombent à un niveau comparable à 2007/2008, si les tendances actuelles se confirment.

- Les nouveaux tarifs d'électricité applicables à partir du 1^{er} janvier 2009 dans les différents réseaux de distribution ont été communiqués par le fournisseur en question de la façon suivante:

Une annonce grand format a été publiée le 13 novembre 2008, donc plus d'un mois à l'avance (comme prévu dans la législation en vigueur), dans les cinq principaux quotidiens luxembourgeois.

Une 2^e voie de communication consiste dans les magazines «clients» du fournisseur:

Watts'life est destiné aux clients résidentiels. Ce magazine a un tirage de 217.000 exemplaires et a été distribué mi-novembre 2008 dans tout le pays à tous les ménages.

Watts'life PRO est destiné aux clients professionnels, dont notamment ceux raccordés en basse tension. Ce magazine a un tirage de 28.000 exemplaires et a été adressé fin novembre 2008 dans tout le pays à tous les professionnels.

Par ailleurs, les clients ayant un tarif avec enregistrement de la puissance sont informés via lettre personnalisée. Cette approche individuelle est techniquement et économiquement faisable tout en respectant le délai fixé par la loi, en raison du nombre restreint de points de fourniture concernés (environ 3.500).

- Avant le rapprochement des sociétés Cegedel, Soteg et Saar Ferngas en janvier 2009, l'État était, directement et indirectement, actionnaire à concurrence de 45% dans le capital social de Cegedel. Les représentants de l'État au conseil d'administration de Cegedel ont toujours œuvré en faveur du développement de la société, d'une amélioration constante de la sécurité d'approvisionnement du Grand-Duché et d'une offre de services qualitatifs à prix équitables.

Question 3216

(12.3.2009) de **M. Xavier Bettel** (*DP*) concernant l'**interdiction de circulation de poids lourds lors de jours fériés**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 13 mars 2007 au sujet de l'interdiction de circulation de poids lourds lors de jours fériés (*cf. compte rendu N°10/2006-2007 - question parlementaire N°1614*), Monsieur le Ministre avait à l'époque fait savoir qu'en vue d'une harmonisation de cette réglementation il «ne manquerai certainement pas de soumettre ce point à une des prochaines réunions de la sous-commission 'Communications et transports terrestres' instaurée auprès du Benelux afin de parvenir au moins dans nos pays voisins à une harmonisation relative à l'interdiction pour les poids lourds de circuler pendant certains jours».

- J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre si ce problème a déjà été discuté au sein de la sous-commission susmentionnée? Si oui, quelles ont été les conclusions de ces discussions?

Réponse (29.4.2009) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député se renseigne sur l'état d'avancement des travaux en vue d'une harmonisation de la réglementation en matière d'interdiction de circulation de poids lourds.

La problématique des poids lourds transitant le Luxembourg, mais également la problématique de l'interdiction de circulation de poids lourds lors des jours fériés, constitue une question épineuse pour le Luxembourg et ses pays limitrophes.

Depuis que j'ai pris ma fonction en tant que Ministre des Transports, je me suis adonné à trouver une réponse à cette problématique afin de remédier à la situation actuelle.

Ainsi, j'avais chargé la Commission de circulation de l'État de se pencher sur le problème et de dégager des solutions envisageables.

En conséquence, j'ai récemment procédé à une modification du règlement grand-ducal modifié du 27 juillet 1997 autorisant les agents de la Police grand-ducale de saisir les documents de bord d'un véhicule étant en infraction avec la législation routière. Par ailleurs, les aver-tissements taxés décernés ont été sensiblement augmentés de 145 à 250 euros.

En ce qui concerne les discussions au sein de la sous-commission «Communications et transports terrestres» instaurée auprès du Benelux, il convient de noter que les discussions en matière de tarification routière, tout comme les concertations au sujet de la nouvelle proposition de directive modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (Eurovignette) ainsi que sur une position commune à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil facilitant l'application transfrontière de la législation dans le domaine de la sécurité routière, se poursuivent à un rythme soutenu.

Étant donné que les Pays-Bas ne sont pas directement concernés par la problématique, je suis d'avis qu'une solution doit être trouvée à un niveau bilatéral avec nos trois pays limitrophes.

Du fait, j'ai adressé en date du 29 octobre 2008 un courrier à mon homologue belge afin de pouvoir trouver une solution au problème soulevé. Cet échange de courrier a permis d'entamer des consultations au niveau administratif qui devront aboutir en fin d'année.

Pour être complet, il m'importe de préciser qu'une solution de la problématique au niveau européen n'est pas en vue.

Question 3227

(17.3.2009) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **«maintien à domicile»**:

Säit Jore si mer zu Lëtzebuerg drun eelere Mënschen, déi gäre soulaang ewéi méiglech doheem liewe wëllen, duerch de strategesche Programm «Maintien à domicile» ze ënnerstëtzen, sief dat iwwer Déngschtleeschungen aus der Fleegeversécherung oder och Servicer, déi vun den Netzwierker wéi «Help» an «Hëllef doheem», an anere Strukturen ugebuede ginn.

Fir esou en «Verbleif doheem» an den eegene véier Wänn a Sécherheet a Wunnqualitéit ze erméiglechen, kënn et ëmmer erëm méi zum Asaz vun neie Kommunikatiouns- an Informatiounstechnologien, déi derzou bäidroen kënnen, beispillsweis elengstoenden an prékariséierte Persounen Sécherheet am medezineschen an aneren Noutfäll schnell Hëllef ze organisieren.

Et gëtt méttlerweil eng ganz Rei vun Technologien, déi dësen «Verbleif doheem» ënnerstëtzen hëllefen.

Eng Rei vun dësen Apparater kommen anscheinend hei am Land schonns zum Asaz.

Ufangs nächste Mount fénnnt an der Luxexpo zu Lëtzebuerg nees déi méttlerweil weltwäit bekannten «Medetel» statt, wou am Kader vun enger Ausstellung esou Technologien engem interesséierten, allerdéngs nëmmen professionellem Publikum virgefouert an zur Schau gestallt ginn.

Kann den Här Gesondheitsminister mer duerfir dës Froe beäntwer-ten:

- Wat fir eng technologie-baséiert «Maintien à domicile»-Programmer

gëtt et haut zu Lëtzebuerg, déi innovativ Technologïë fir de breede Publikum vun den eelere Mënschen asetzen?

2) Wéi en Ëmfang hunn dës Programmer, wivill Leit profitéieren dervun?

3) Wat kascht dës Déngschtleeschung den eenzelne Benotzer?

4) Gëtt dru geduecht, fir esou Programmer weider auszubauen a gëtt et dofir eng national Strategie?

5) Wéi kënn den Ausbau vun esou Déngschter a senger Leeschtungen ausgesinn?

6) Gëtt och vläicht dru geduecht, dem breede Publikum am Kader vun engem permanenten nationalen «Showroom» dës Technologïë méi no ze bréngen, Demonstratiounen unzibidden, Informatiounsmaterial zur Verfügung ze stellen, an Hëllef unzibidden, fir dass den Eenzelnen an de Genoss vu dësen Technologïë komme kann?

Réponse (19.5.2009) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Wéi den honorabelen Deputéierten et a senger Fro richteg formuléiert, gëtt a verschiddene Beräicher ganz bewusst op nei Technologien zréckgegraff, fir et Persounen ze erméiglechen esou onofhängeg ewéi méiglech ze liewen, sief dat eeler Mënschen, déi Fleeg brauchen, oder Leit mat engem Handicap respektiv mat enger chronischer Krankheet.

Am Kontext vum «Maintien à domicile» kommen dës Technologien haaptsächlech an dräi Beräicher zum Asaz:

- De Service «Sécher Doheem» (Telealarm) proposéiert niewent de beschtbekannte Braceleten a Kette mat enger Alarmfunktoun eng Rei vun aner héichmodernen «Apparaten/Hëllefsmëttel», déi a ganz spezifesch Situatiounen vum Ofhängegkeete bei eelere Leit oder Persounen mat engem Handicap an den Asaz komme kënnen. Sou ginn et ënner anerem Otemsensoren, Bettbelegungssensoren, Sturzmelder, Bewegungsmelder.

D'Décisioun fir op dat eent oder dat anert zréckzegräifen, gëtt an der direkter Relatioun zum Besoin vum Eenzelne geholl.

Déi eemoleg Installatiounskäschte belafe sech op 120 EUR; d'Serviceleeschung kaschte 40 EUR pro Mount. Fir Leit mat klengem Akommes ass et esou, datt oft d'Gemengen en Deel oder déi ganz Finanzéierung garantéiere kënnen.

Am Joer 2008 hu 4.000 Leit de Service ëm seng Déngschter gefrot.

- De «Service Moyens Accessoires» (SMA) stellt eng ganz Panoplie vun Hëllefsmëttelen (Rollstill, Gohëllef, Better, Patientenhieweren, asw.) zur Verfügung; sief dat iwwer eng Ordonnance vum Dokter oder am Kader vun der Fleegeversécherung. Den SMA hat am Joer 2008 22.500 Hëllefsmëttel zur Verfügung; 15.000 dovunner goufen am Joer 2008 ugefrot. D'Käschte ginn zu 100% vun der Gesondheetskeess gedroen.

- D'A.s.b.l. Adapht beréit virun allem am Beräich vun der Adaptatioun vun enger Wunneng oder wann technesch Hëllefsmëttel gebraucht ginn.

E groussen Undeel vun den Interventiounen vun Adapht geschéien am Kontext vun der Fleegeversécherung. 2008 konnt en am Ganze 510 Leit vum Service profitéieren.

Serviceur ewéi d'Adapht A.s.b.l., den SMA oder den Institut pour déficients visuels asw. hunn extra ausgebildend Personal, fir dës Expertisen ze maachen an d'Apparate mat deenen Technologien ze sichen, déi am beschten op de Besoin vun der Persoun passen.

Kontinuéierlech gëtt iwwert den Asaz vun neien Technologien nogeduercht. Dëst ass zum Beispill de Fall fir Hëllefsmëttel ewéi «Geofencing» fir Leit mat Alzheimer erëmzefannen oder Sensoren mat GPS/GPRS.

Déi bestehend Serviceur versiche regelméisseg hir Produiten engem groussen Public virzestelle respektiv bidde si en individualiséierte Service a konkrete Situatiounen un. Sou organiséiert zum Beispill de Service «Sécher Doheem» regelméisseg «Portes ouvertes», wou de Visiteuren d'Produite gewisen an erklärt ginn.

Am Kontext vun enger Demande kënnen déi interesséiert Leit och beim Service «SMA» Materialie gewise kréien.

An engem Secteur, wou all puer Deeg an enger ëmmer méi grousser Diversitéit nei Apparater entwéckelt ginn, ass et praktesch net méiglech e Showroom ze organiséieren.

Meeschtens gëtt en anere Wee gewielt. Op d'Evaluatioun vum Besoin vun der Persoun, gëtt probéiert dat spezifesch Material beim Fabrikant während enger Zäit ze lounen, fir datt de Concernéierten/Betroffenen et selwer am dagdeeglechen Asaz ausprobéiere kann. No dëser Phas gëtt dann entscheet d'Material ze kafen oder net.

Grundsätzlech gëtt vill an dëse Beräicher gefuerscht an an den nächste Jore wäerten nach vill Entwécklungen geschéien.

Konkret lafen hei zu Lëtzebuerg am Kontext vum europäesche Programm «Ambiant Assisted Living» Projeten, déi vu Luxinnovation an dem Fonds national de la Recherche matgedroe ginn.

Question 3228 (17.3.2009) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant les **renseignements sur la qualité des services des hôpitaux:**

Wann ee Bierger hautdësdays Informatiounen iwwer all Aspekter vun der Qualitéit an der Performance vun engem Konsumartikel wéi zum Beispill engem Auto wëllt hunn, da sinn déi relativ einfach ze fannen.

Et fënnt ee Bewäertungen an de Printmedien, et gëtt dovunner op der Tële, an dem Radio geschwat, an och op Internet gëtt et vill Quellen, fir sech kënnen e gutt an objektivt Bild ze maachen.

Datselwescht gëllt fir vill aner Produkter an Déngschtleeschungen vum deegleche Liewen, vu Liewensmëttelen, iwwer Bank- a Versécherungsserviceur bis zu Vakanzreesen.

Anescht gesäit et awer aus, wann e Bierger eppes wëllt wëssen iwwer Déngschtleeschungen am Gesondheetsberäich.

Zum Beispill, wéi eng Klinik wat fir eng Déngschtleeschungen ubitt, zum Beispill, wann de Bierger sech dofir interesséiert, wéi eng Klinik no objektive Kritären den optimale Choix wier fir ee bestëmmte Krankheitsbild ze behandelen, eng chirurgesch Interventioun ze maachen oder eng Hospitalisatioun unzibidden.

An eisen Nopeschlänner gëtt et mëttlerweil Verzechnisse vu Kliniken, déi dem Benotzer vu Klinikdëngschter, also dem Assuré, hëllef sech e Bild ze maache vum Leeschtungsspektrum vun de medezineschen Déngschtleeschungen, alldéngs och vun de Qualitéitsindikatoren fir d'Bewäertung vun eenzelne Leeschtungsberäicher.

Dës Informatiounen solle vollstänneg an aktuell sinn, wéi zum Beispill vum Däitsche Krankenhaus Verzechnis (<http://www.deutsches-krankenhaus-verzeichnis.de>).

Kann den Här Gesondheitsminister mer duerfir dës Fro beäntwerthen:

1) Wéi e Recht huet de Patient hei am Land als Konsument vu Klinikdëngschtleeschungen, fir gewuer ze gi wéi d'Qualitéit vun de Serviceur vun enger Klinik ass?

2) Woufir ginn d'Qualitéitsbewäertungen matsamt Qualitéitsberichter, wéi se zum Beispill am nationalen EQM-Programm produzéiert ginn, zu Lëtzebuerg nach net veröffentlecht, a wie verhënnert dat?

3) Wéi vill Informatiounsflicht duerch d'Kliniken besteet, wann et ëm Gesondheetsleeschungen geet, déi vun deeneselweschte Kliniken ugebuede ginn?

4) Misst net, wéi bei anere Saachen, bildlech geschwat, op der Verpackung beschriwwen si wat an der Këscht dran ass?

5) Konkret, misst net, a wann et nëmme wier aus Respekt virum Patient, veröffentlecht ginn, de Wat, de Wéi an de Wivill vun deenen zu Lëtzebuerg ugebuedene Gesondheetsleeschungen?

6) Mengt den Här Minister net och, dass mer zu Lëtzebuerg bis op Weideres missten ophalen, ëmmer erëm iwwer e gewëssen erreichten Niveau vu Qualitéit an eise Gesondheetswiesen ze referéieren, wa mer net och de Courage hunn, fir d'Resultater vun onofhängegen Evaluatiounen op den Dësch ze leeën, oder awer net genuch Leeschungsdate respektiv Behandlungsergebnisse hunn, an domadder och net vill, esou oder esou, bewiese kënnen?

7) Wéi eng Roll kann den zoustänneg Minister spillen, fir vun uewen erf dës Problematik positiv a konkret, am Sënn vum Patient ze beaflossen?

Réponse (30.4.2009) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La convention-cadre EHL-CNS conclue le 16 février 1996 prévoit le versement d'une prime annuelle aux hôpitaux remplissant des critères de qualité et de performance arrêtés par une commission paritaire EHL-CNS.

De 1998 à 2002, les hôpitaux ont participé à des programmes qualité spécifiques définis par la commission. À partir de 2003, les hôpitaux se sont engagés dans le modèle EFQM. Parallèlement, un ensemble d'indicateurs de qualité et de performance a été fixé.

Depuis 2006, les hôpitaux sont évalués tous les deux ans par un expert externe selon les critères de l'EFQM. La première évaluation externe a été clôturée en 2008 sur base des données de 2006 et de visites d'hôpitaux réalisées en 2007. Les résultats de l'évaluation confirment l'engagement pris par les hôpitaux pour l'amélioration continue de la qualité.

Parallèlement, les hôpitaux fournissent chaque année les indicateurs définis par la commission d'évaluation EHL-CNS. Ces indicateurs sont revus au sein de la commission et un rapport sur les valeurs observées est donné en retour aux hôpitaux leur permettant de se comparer aux valeurs nationales.

La satisfaction des patients hospitalisés a fait l'objet d'une enquête réalisée entre octobre 2008 et janvier 2009 par l'Institut Picker (Suisse) suivant une méthodologie reconnue dans le domaine de la santé.

La démarche qualité dans les hôpitaux se concrétise donc par

1) des évaluations externes selon le modèle EFQM

2) la détermination d'indicateurs de qualité et de performance

3) des enquêtes de satisfaction auprès des patients.

L'utilité de la publication des différents résultats est actuellement analysée par la commission d'évaluation EHL-CNS. En effet, la comparaison entre hôpitaux peut s'avérer difficile à cause de case-mix différents par hôpital. Une comparaison correcte nécessite souvent une standardisation des résultats. Ainsi, par exemple, le taux de mortalité dépend de l'âge, de la pathologie et du degré de sévérité des patients traités. La publication des données brutes peut induire en erreur.

Ceci étant dit, les différentes questions soulevées par l'honorable Parlementaire donnent lieu de ma part aux éléments de réponse suivants:

1) Suivant la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers (articles 37 et suivants) le patient a droit à des soins conformes aux données acquises par la science. Il dispose du libre choix de l'hôpital et du médecin et a droit à une information adéquate.

En pratique, beaucoup de patients suivent le conseil de leur médecin généraliste. Il est par ailleurs loisible à tout patient de prendre un deuxième avis chez un médecin spécialiste.

2) Les évaluations EFQM sont destinées aux gestionnaires de l'hôpital et ne se prêtent pas à une large publication. Les indicateurs de qualité et de performance pourront être publiés, à condition d'être comparables. Les résultats des enquêtes de satisfaction sont les plus aptes à être publiés, étant donné qu'ils reflètent la perception des personnes hospitalisées.

3) et 4) L'hôpital a une obligation légale d'informer le patient de manière adéquate sur ses droits et devoirs, les modalités pratiques et les conditions financières de son séjour (art. 44 de la loi du 28 août 1998). Vis-à-vis de la collectivité, les hôpitaux informent sur leurs services via l'annuaire téléphonique, l'internet et des brochures destinées aux patients. Il est à noter que le Code de déontologie médicale interdit toute publicité, de sorte qu'il est impossible à un gestionnaire d'hôpital de publier les résultats médicaux de son activité.

5) Il est envisageable de publier le nombre des interventions chirurgicales par type d'intervention et hôpital. La publication de données fiables nécessitera cependant la mise en place d'une classification des interventions dans les hôpitaux. Pour l'instant il n'existe que la seule nomenclature des actes de médecins, donnée qui n'exclut pas les mauvaises interprétations.

6) Les évaluations effectuées selon le modèle EFQM, les indicateurs de qualité et les enquêtes de satisfaction donnent une image cohérente du niveau de qualité atteint. Les experts sont unanimes dans l'appréciation des ressources mises en œuvre. Du côté des résultats pour le patient, les mesures se mettent en place tout en sachant qu'il est infiniment plus difficile de mesurer objectivement l'amélioration de l'état de santé d'une personne que de mesurer la caractéristique technique d'un produit de consommation.

7) Depuis 1998, les travaux sur la qualité des prestations hospitalières ont été principalement menés par la commission d'évaluation EHL-CNS. Le nouveau plan hospitalier du 13 mars 2009 prévoit la création d'un comité national de coordination de l'assurance qualité des prestations hospitalières qui pourra utilement s'appuyer sur les travaux de la commission d'évaluation EHL-CNS. Le plan hospitalier a également instauré des comités d'évaluation et d'assurance qualité dans chaque hôpital et mis en place le système des «peer review» entre professionnels de santé.

Question 3289 (8.4.2009) de M. Ali Kaes (CSV) concernant le **manque de facteurs auprès de l'entreprise des P&T:**

Il me revient que dans différentes régions du pays la distribution du courrier subit depuis peu des retards non négligeables. En fait, certains facteurs doivent effectuer à côté de leur tournée habituelle encore une respectivement deux tournées de distribution supplémentaires. Partant cette situation se caractérise par de mauvaises conditions de travail pour le personnel en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons à la base de cette situation?

- Existe-t-il en l'occurrence un manque de facteurs au sein de l'entreprise des P&T?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas nécessaire de remédier dans les plus brefs délais à cette problématique?

Réponse (7.7.2009) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Pour assurer la distribution postale journalière, l'Entreprise des P&T dispose depuis toujours d'un quota de personnel facteur remplaçant qui répond à quasiment tous les besoins qui peuvent se poser en cas d'absence, pour quelque raison que ce soit (congé, maladie, formation,...), d'un facteur chargé de l'exécution d'une tournée de distribution de courrier. Ainsi, 465 agents (état avril/2009) sont chargés des quelque 358 tournées, ce qui correspond à un quota de personnel facteur remplaçant de 30%.

Cependant, il persiste dans tous les plans de remplacements régionaux établis un degré d'incertitude non prévisible, notamment en ce qui concerne les absences inopinées pour des raisons de santé.

Dans pareilles situations, une tournée de distribution restée vacante un jour déterminé doit être effectuée par des agents présents après leur propre tournée. Afin de limiter la surcharge et de respecter les dispositions légales sur la durée de travail, la tournée en question est répartie entre quatre voire cinq agents. La préparation de la tournée à remplacer est cependant assurée avant le début des tournées.

Pour l'année 2008, ces travaux supplémentaires, par ailleurs dûment rémunérés, ont dû être effectués en moyenne pour 35 tournées par mois, soit moins de 0,5% de l'ensemble des tournées effectuées ou encore 0,33% du temps de travail annuel de l'ensemble des agents concernés. Pour le début de l'année 2009, cette moyenne est passée à 45 tournées, nombre qui n'a toutefois rien d'exceptionnel par rapport à la même période des années passées.

Il faut souligner que cet accroissement des travaux supplémentaires n'est pas en relation avec un manque quelconque de personnel, mais est dû au fait que les absences pour raisons de santé sont en hausse d'environ 30% au cours des premiers mois de l'année 2009. Ce phénomène ne se limite d'ailleurs pas au seul corps des facteurs, mais concerne également d'autres catégories de personnel, les nombreux cas d'affection gripale du début de l'année y ayant fortement contribué.